

# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



## SOMMAIRE

	PAGES
PAUL CLOCHÉ. <i>La démocratie athénienne et les possédants aux V<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> siècles avant J.-C. (1<sup>re</sup> partie)</i> . . . . .	1
ANDRÉ-E. SAYOUS. <i>L'introduction du capitalisme européen aux États-Unis. Les valeurs et leur trafic de bourse à New-York entre 1792 et 1873 (fin)</i> . . . . .	46
R. MOUSNIER. <i>Sully et le Conseil d'État et des Finances. La lutte entre Bellière et Sully</i> . . . . .	68
F. VERMALE. <i>Michelet et la pré-révolution dauphinoise de 1788. Lettres inédites</i> . . . . .	86
BULLETIN CRITIQUE. <i>Histoire romaine, 1936-1940, par A. PIGANIOL (2<sup>e</sup> partie)</i> . . . . .	113
COMPTES RENDUS CRITIQUES ( <i>Pour le détail, voir au verso</i> ) . . . . .	152
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES . . . . .	169
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES . . . . .	186
CHRONIQUE . . . . .	190

66<sup>e</sup> année — T. CXCH      Juillet-Septembre 1944

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

# REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR :

SÉBASTIEN CHARLÉTY.

MEMBRE DE L'INSTITUT

RECTEUR HONORAIRE DE L'ACADÉMIE DE PARIS

*Secrétaires de la Rédaction* : Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET, agrégés de l'Université.

RÉDACTION :

7, place de la Sorbonne (Presses Universitaires de France), le mercredi, de 14 h. 30 à 17 heures

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS :

Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain Paris (6<sup>e</sup>)

ABONNEMENTS ANNUELS à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1941

France et Colonies : 150 francs — Étranger : tarif 1 : 180 francs ; tarif 2 : 200 francs

Le numéro, 45 francs

Compte de chèques postaux : Paris 392-33

**AVIS IMPORTANT.** — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme d'un franc.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum de quinze jours après réception du numéro suivant.

## OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	PAGES
Wilhelm SCHAMONI. Das wahre Gesicht der Heiligen .....	152
Hans LÜDEMANN. Sparta, Lebensordnung und Schicksal .....	152
Georg PRESTEL. Die antidemokratische Strömung im Athen des 5. Jahrhunderts bis zum Tod des Perikles .....	153
Franz-Kuno INGELFINGER. Die religiöskirchlichen Verhältnisse im heutigen Würt- temberg am Vorabend der Reformation .....	157
C. V. WEDGWOOD. The thirty years War .....	160
G. PAGES. La guerre de Trente ans, 1618-1648 .....	160
Basil WILLEY. The eighteenth Century Background. Studies on the idea of Nature in the thought of the period .....	162
Ch.-H. POUTHAS. Démocraties et capitalisme (1848-1860) .....	163
Georg KÖNIGK. Die Berliner Kongo-Konferenz (1884-1885) .....	167



# LA DÉMOCRATIE ATHÉNIENNE ET LES POSSÉDANTS AUX V<sup>e</sup> ET IV<sup>e</sup> SIÈCLES AVANT J.-C.

---

## PREMIÈRE PARTIE

Que l'Athènes des temps classiques ait été le théâtre de certains mouvements sociaux, que des conceptions et des sentiments ardemment hostiles ou favorables à telle ou telle catégorie de la population civique s'y soient manifestés, sous des formes assez variées, et que des décisions et mesures d'un caractère social nettement accusé y aient été prises par différents organes de la puissance publique (assemblées, tribunaux, etc.), c'est un fait que signalent de nombreux documents, dont la valeur et la précision, du reste, sont fort inégales, et il n'y a pas lieu de le contester ; mais les historiens et critiques modernes l'ont très diversement apprécié. Nous nous bornerons, pour l'instant, à rappeler sommairement un exemple de ces divergences d'opinion, exemple d'autant plus digne de retenir l'attention qu'il nous est fourni par deux des ouvrages les plus sérieux et les plus méritoires que l'on ait publiés sur ce sujet.

La célèbre étude de R. von Pöhlmann sur l'histoire de la question sociale et du socialisme dans l'antiquité<sup>1</sup> est d'une sévérité rigoureuse pour la politique suivie par la démocratie d'Athènes à l'égard des classes aisées. Cette démocratie, dit l'auteur, était profondément envieuse et haineuse ; beaucoup trop consciente de la puissance que lui donnait le nombre, prompte à dépouiller les riches et à écouter, docilement ou joyeusement, les excitations des sycophantes et des démagogues<sup>2</sup>, tout heureuse de faire trembler les possédants traduits devant l'Héliée, elle ne reculait jamais devant

1. R. VON PÖHLMANN, *Geschichte der sozialen Frage und des Sozialismus in der antiken Welt*. Erster Band. Munich, Beck, 1925, 3<sup>e</sup> éd.

2. *Ibid.*, p. 254-259.

les confiscations les plus iniques quand l'intérêt du trésor public ou les nécessités de la subsistance quotidienne des indigents étaient en jeu<sup>1</sup>. Bref, dans les rapports entre les riches et les pauvres, ce n'est pas la justice, mais une avidité sans frein, qui faisait la loi : nous assistons ici au triomphe de la « bête humaine », au règne souverain des appétits des « masses », favorisées, comblées par le fonctionnement d'un régime qui leur a livré l'omnipotence politique et judiciaire et leur permet de vivre grassement dans l'oisiveté et l'insouciance<sup>2</sup> ; le vieil individualisme laborieux, intelligent et réfléchi de l'époque péricléenne a disparu pour faire place à la domination d'une foule ignorante et paresseuse, qui méprise l'effort et la science et veut tout ramener à son niveau : c'est la victoire d'un égalitarisme aveugle, brutal et dégradant<sup>3</sup>.

De cette thèse, dont nous n'avons présenté qu'une rapide esquisse, s'éloigne sensiblement celle qu'a soutenue le regretté G. Glotz dans un substantiel et précieux ouvrage<sup>4</sup>. Si le peuple souverain, dit cet auteur, possède la totalité des droits et des pouvoirs, s'il est le maître absolu, non seulement des lois et des tribunaux, mais aussi de la propriété, et s'il ne distingue point entre la politique et l'économie, si, dès lors, l'Ecclèsia peut disposer à sa guise, en théorie, de toutes les fortunes particulières, il n'existe aucune opposition, dans la réalité, entre la suprématie du Dèmos et l'individualisme : les citoyens ne sont pas sacrifiés à l'omnipotence de l'État<sup>5</sup>. Les Athéniens, certes, ne furent pas des hommes d'une impeccable vertu, et l'envie ne leur resta nullement étrangère ; mais, en général, le Dèmos ne mit sa formidable autorité qu'au service de l'intérêt commun. Périclès, notamment, sut à merveille subvenir aux besoins des pauvres tout en sauvegardant les fortunes privées. Dans une Grèce où les haines et déchirements sociaux risquaient trop souvent d'entraîner la confiscation des biens fonciers et l'abolition des créances, Athènes ne cessa jamais de regarder comme sacré le droit de propriété. Il est vrai que les arrêts de l'Héliée et les décrets de l'Ecclèsia ordonnèrent plus d'une confiscation ; mais ces assemblées n'allèrent point jusqu'à édicter une confiscation générale. Au total, Athènes pratiqua une sorte de

1. *Ibid.*, p. 263-265.

2. *Ibid.*, p. 274-278.

3. *Ibid.*, p. 293-297.

4. G. GLOTZ, *Le travail dans la Grèce ancienne*. Paris, Alcan, 1920.

5. *Ibid.*, p. 177.

« radicalisme socialisant à tendances conservatrices »<sup>1</sup> ; il y régnait un équilibre suffisamment stable entre la puissance de l'État et la liberté des particuliers ; tous les citoyens, sans distinction de ressources, acceptaient les limites imposées à leurs droits par l'intérêt collectif. L'Athénien, en somme, jouissait de sa fortune sous le contrôle de la cité : régime aussi éloigné du communisme que de l'anarchie, et où chaque citoyen possédait le droit d'user de sa propriété « aux conditions déterminées par la loi » : soumis à l'État, les biens des individus ne lui étaient pas « asservis »<sup>2</sup>. Tandis qu'en de nombreuses cités helléniques on réclama et, souvent, on pratiqua le partage des biens-fonds et l'abolition des dettes, Athènes n'entreprit jamais, ni par la violence, ni par la ruse, de dépouiller les propriétaires et les créanciers : le serment des héliastes, depuis la restauration démocratique de 403, et la proclamation de l'Archonte lors de son entrée en charge renfermaient l'engagement solennel de respecter les créances et les biens fonciers<sup>3</sup>. Athènes ignora les spoliations, ouvertes ou déguisées, qui étaient en usage dans une foule d'autres cités grecques : saisies de terres, de récoltes, d'esclaves, abolitions de dettes, emprunts forcés, etc. ; son nom ne figure point sur la liste des villes où l'on se rendit coupable de si graves abus. Bref, cette démocratie dont on a souvent flétri les convoitises fut un modèle de probité et de fidélité à la parole donnée ; la propriété, du reste, y possédait une solide garantie dans le respect des libertés individuelles<sup>4</sup>. Athènes, il est vrai, connut une certaine propagande à tendances révolutionnaires et communistes, qui eut d'ailleurs pour théâtres des milieux intellectuels et politiques fort différents (groupes philosophiques hostiles à la démocratie et masses populaires<sup>5</sup>) ; mais, de toute évidence, cette propagande ne fit que glisser sur l'opinion athénienne sans laisser de durables traces, et elle ne modifia nullement le régime individualiste et libéral de la propriété, dont les droits furent scrupuleusement respectés : les Athéniens se sont bornés, en somme, à soutirer aux biens privés de quoi procurer quelque soulagement à l'indigence » ; à la parfaite égalité de droits qui distinguait leur organisation politique, ils ont seulement ajouté « une petite dose

1. *Ibid.*, p. 179.

2. *Ibid.*, p. 182.

3. *Ibid.*, p. 185 (cf. *infra*, p. 22).

4. *Ibid.*, p. 185-186.

5. Voir ci-dessous, p. 25.

de socialisme », capable, tout au plus, de ranimer les forces des pauvres, sans affaiblir à l'excès les possédants<sup>1</sup>.

De ce court aperçu, il semble résulter que l'accord est loin de régner entre historiens sur les mérites et les torts de la politique suivie par la démocratie d'Athènes à l'égard des classes possédantes. En conséquence, un examen approfondi des documents est indispensable, si l'on veut déterminer dans quelle mesure ces historiens peuvent avoir raison, les uns, de condamner à peu près sans réserve une semblable politique, les autres, de porter sur elle un jugement nettement favorable. C'est cet examen que nous voudrions tenter ici<sup>2</sup>, après avoir marqué les limites chronologiques de notre enquête, défini les éléments et la portée du problème et brièvement apprécié nos moyens d'information.

*Limites chronologiques de notre étude.* — Les conflits sociaux avaient été déjà d'une acuité singulière dans l'Attique des temps archaïques, notamment à la fin du VII<sup>e</sup> siècle et au commencement du VI<sup>e</sup>, et c'est seulement grâce à l'intervention, énergique et mesurée tout ensemble, d'un « conciliateur » que s'étaient relativement apaisées les violentes récriminations des nombreux Athéniens tombés dans la misère et la servitude ; Solon n'avait pu d'ailleurs accomplir sa mission qu'en infligeant à une partie de ses concitoyens une sérieuse mutilation de leur avoir, sans épargner aux autres d'irritantes déceptions. Mais nous ne reviendrons pas sur le détail de ces événements, ni sur l'histoire des agitations analogues qui se sont produites depuis cette époque jusqu'à celle de Périclès : nous préférons, en effet, borner nos recherches à la période durant laquelle tout Athénien fut à même d'exercer une influence plus ou moins directe et efficace sur la situation de fortune de ses compatriotes. Or, tel n'a pas été précisément le cas au VI<sup>e</sup> siècle ni pendant une grande partie du siècle suivant : l'absence de tout *misthos* empêchait alors la majorité des citoyens d'assister régulièrement aux séances des diverses assemblées (Ecclesia, Boulé des Cinq-Cents et Héliée) ; ce n'est guère qu'à partir des réformes démocratiques de Périclès que la plupart des Athéniens posséderont — assez imparfaitement encore, du reste — le moyen d'agir, par leurs décrets, leurs lois et leurs verdicts, sur l'activité économique, les

1. GLOTZ, *o. l.*, p. 192.

2. Nous avons déjà traité de cette question dans un ouvrage d'ensemble, mais d'une façon tout à fait sommaire et insuffisante. (Cf. *La Grèce et l'Orient des guerres médiques à la conquête romaine*, 2<sup>e</sup> éd., p. 291-293.)



ressources et la prospérité des particuliers, riches ou pauvres. En outre, c'est surtout pour l'époque de la guerre du Péloponèse et le IV<sup>e</sup> siècle que nos documents nous procurent à cet égard des informations relativement détaillées et abondantes. Aussi limiterons-nous notre examen à la période qui s'étend du conflit de 431-404, inclusivement, à l'abolition des institutions démocratiques par Antipater en 322, période au cours de laquelle — sauf deux brèves interruptions couvrant à peine quelques mois — les Athéniens pratiquèrent, en somme, le régime du gouvernement populaire direct.

Si elle est assez brève, cette période est, en revanche, très chargée d'événements, tant extérieurs qu'intérieurs ; nous serons donc probablement, sinon certainement, amenés à constater, dans le domaine qui fait l'objet de cette étude, diverses transformations d'une époque à l'autre. Il serait très imprudent, en tout cas, de se borner — comme l'ont fait des historiens emplis d'une étrange assurance — à formuler des appréciations hâtives et tranchantes sur la politique sociale de « la démocratie » et sur la condition, heureuse ou misérable, des différentes classes de la société athénienne aux temps classiques : plusieurs circonstances importantes, en effet (comme l'évolution économique, l'état de guerre ou l'état de paix, les agitations et luttes des partis, etc.), ont peut-être introduit dans cette condition plus d'un notable changement, tandis que l'organisation générale du régime ne subissait aucune modification essentielle.

*Éléments du problème.* — La question des rapports entre la démocratie athénienne et les classes sociales — plus spécialement les classes aisées — n'est d'ailleurs pas simple, et il convient d'en étudier le plus grand nombre d'éléments possible si l'on veut lui trouver une solution qui, sans être vraiment décisive, mérite du moins de retenir l'attention.

Il y a lieu, d'abord, de distinguer avec soin<sup>1</sup> entre les diverses catégories de phénomènes intéressant la vie sociale, la condition, durable ou temporaire, des possédants, les sentiments éprouvés à leur égard par les autres citoyens, les décisions prises, soit en leur faveur, soit à leur détriment, par les assemblées, etc. Il n'y a pas de liaison nécessaire, par exemple, entre l'exposé d'une doctrine poli-

1. Une telle distinction n'a pas toujours été formulée, ou bien elle ne l'a été que très incidemment et négligemment.

tique ou sociale et son application, entre l'enseignement d'une théorie philosophique ou une propagande et le succès de cet enseignement ou de cette propagande. Une tentative, individuelle ou collective, destinée à dépouiller, totalement ou partiellement, des citoyens riches, est un fait, et la réussite d'une pareille tentative en est un autre<sup>1</sup>. Il semble que des historiens aient ainsi parfois confondu une accusation et une condamnation, des poursuites et des sentences, des propositions et des votes ; certains paraissent aussi avoir oublié que les arrêts des tribunaux et les décrets populaires eux-mêmes n'étaient pas toujours forcément suivis d'effet ou n'entraînaient pas à coup sûr toutes les conséquences souhaitées et prévues par les héliastes ou par l'Ecclèsia. Bref, on est tenu de définir le plus exactement possible la portée réelle et véritable des menaces, des accusations et des décisions, personnelles ou collectives, dont les possédants ont été l'objet.

Il importe également de ne pas abuser, comme on l'a fait trop souvent, des termes de « riches » et de « pauvres » : sans être inexactes, assurément, de semblables expressions ne s'adaptent qu'imparfaitement à la complexité de la situation sociale en Attique aux v<sup>e</sup> et iv<sup>e</sup> siècles. La société athénienne, en effet, ne renfermait pas uniquement des indigents et des personnes vivant dans l'opulence, mais aussi des citoyens jouissant d'une large et enviable aisance, sans plus, et un grand nombre d'autres dont les ressources étaient assez limitées et modestes et que certains textes qualifient de « pauvres »<sup>2</sup> : c'est là une circonstance qu'il ne faut point négliger quand on examine la condition des classes possédantes sous le règne de « l'omnipotence populaire ». Le fait est que les frontières ne sont pas très strictement tracées entre les « riches » et les « pauvres » : il n'y a pas que deux groupements en cause, et l'expression de « lutte de classes », dont on s'est parfois servi, ne peut être employée ici qu'avec la plus grande réserve.

Ajoutons, enfin, que les changements de condition — surtout au cours du iv<sup>e</sup> siècle, semble-t-il — n'ont pas été rares : changements en partie provoqués, sans doute, par l'agitation politique et sociale, mais en partie aussi par l'évolution de l'économie générale et de la situation extérieure. Dès lors, non seulement on ne trouve

1. La même remarque vaut pour les mesures qui, sans avoir pour but de spolier les possédants, provoquaient, en fait, une diminution plus ou moins considérable de leurs ressources (cf. *infra*, p. 29, etc.).

2. Voir ci-dessous, p. 33, etc.

pas en présence que deux « classes » de citoyens, mais les diverses catégories ne sont pas d'une fixité bien rigide : il y a des « anciens » et des « nouveaux » riches, des « anciens » et des « nouveaux » pauvres<sup>1</sup>, dont le langage et l'attitude vis-à-vis de leurs compatriotes pourront subir de notables modifications selon les circonstances ; et voilà qui nous amènera peut-être encore à atténuer ou à nuancer la rigueur de certaines affirmations sur les sentiments mutuels des « riches » et des « pauvres ».

*Les sources.* — Les questions que soulève l'histoire des mouvements sociaux dans l'Attique du v<sup>e</sup> et du iv<sup>e</sup> siècles peuvent-elles être décidément résolues ? Non : l'état de nos sources ne le permet point. D'abord, les anciens ne nous ont laissé sur ce sujet aucun exposé d'ensemble, méthodique, précis et détaillé : nous ne possédons que des indications fort dispersées et médiocrement concordantes. Ensuite, nombre de ces allégations n'offrent pas toutes les garanties d'impartialité désirables : on peut avec raison les soupçonner d'être inspirées par la rancune, la passion ou l'envie, déformées par un parti pris doctrinaire ou dictées par le besoin de gagner l'assentiment d'un auditoire ; d'autres semblent, il est vrai, beaucoup plus mesurées et plus acceptables ; malheureusement, elles sont souvent trop brèves ou trop vagues pour que l'on puisse en tirer des conclusions fermes ; il serait certainement imprudent de les négliger ; mais on n'a peut-être pas le droit d'en attendre un grand profit pour l'éclaircissement du problème qui nous occupe.

Cependant, les assertions les plus passionnées elles-mêmes ne sauraient être entièrement dédaignées : elles apportent, en effet, plus d'un précieux témoignage sur certains états d'esprit et suggèrent d'intéressantes hypothèses sur la situation générale qui les a provoquées. En outre, à côté des indications visiblement exagérées et suspectes, il en est d'autres dont la vraisemblance n'est point douteuse ; et il y a enfin des faits absolument indéniables, grâce à l'examen desquels il nous est permis d'obtenir, sinon une solution réellement satisfaisante de ces difficiles questions, du moins des résultats partiels et fragmentaires. L'importance de tels résultats paraîtra, sans doute, minime et dérisoire aux amateurs d'affirmations tranchantes ; mais seuls, par leur solidité ou leur vraisemblance, ils méritent l'estime de l'historien. La hâte à conclure et à juger, la fidélité routinière à de vieilles formules, le goût de la gran-

1. Voir ci-dessous, p. 194.

diloquence et, peut-être aussi, les sympathies ou les antipathies politiques et sociales ont trop souvent faussé, croyons-nous, les appréciations des modernes ; l'étude que nous présentons ici pourra ne pas être inutile si elle invite le lecteur à peser l'exacte valeur de thèses audacieuses et simplistes, soutenues par des auteurs plus sûrs d'eux-mêmes que doués d'esprit critique.

Nous examinerons d'abord les données, assez peu nombreuses, que nous fournissent les textes sur les conflits sociaux du v<sup>e</sup> siècle (période de la guerre du Péloponèse) ; puis nous étudierons, beaucoup plus longuement, l'histoire de ces conflits au siècle suivant.

*Les luttes sociales pendant la guerre du Péloponèse : remarques préliminaires.* — Rappelons d'abord que, depuis le milieu du v<sup>e</sup> siècle environ, le peuple athénien disposait, grâce à l'institution des *misthoi*, du moyen d'exercer une influence assez étendue sur les délibérations de la Boulé des Cinq-Cents et les sentences de l'Héliée : les circonstances extérieures et la politique suivie par ses chefs élus ou acceptés — stratèges et orateurs — avaient accru ses prétentions de tout ordre et puissamment renforcé son autorité ; la participation de plus en plus efficace des Athéniens pauvres ou médiocrement aisés aux brillantes victoires défensives et aux entreprises souvent heureuses de la période qui s'était ouverte avec les guerres médiques et se terminera vers 433 explique fort aisément l'extension des pouvoirs de la majorité dont l'Ecclèsia, la Boulé et les dikastéria étaient les principaux instruments.

De ce régime et de l'activité de ses dirigeants et de ses organes, quels furent les résultats pour la condition des classes possédantes ?

Un fait très digne d'attention, et qui n'a peut-être pas été suffisamment signalé, c'est que la politique d'expansion maritime et de grands travaux d'embellissement et d'utilité publique n'a pas été fructueuse uniquement pour les pauvres, mais aussi pour les citoyens aisés : nombre de ces derniers employèrent tout ou partie de leurs capitaux dans les constructions de bâtiments et de trières, les concessions minières du Laurion, le commerce naval et l'exploitation financière et économique des îles et cités de l'empire, et leurs ressources augmentèrent sensiblement<sup>1</sup> : à la veille de la guerre du

1. Voir les judicieuses remarques présentées par M. CAVAIGNAC : « La puissance d'Athènes a largement profité... à ses principaux citoyens » (*Histoire de l'antiquité*, II, p. 101) ; « les classes sur lesquelles ils [les Quatre-Cents] s'appuyaient, si elles détestaient la démocratie, avaient toutes sortes de raisons d'apprécier l'impérialisme » (*ibid.*, p. 173). Dans une étude relative aux aspects économiques de l'impérialisme athénien, le même



Péloponèse, les fortunes privées, comme le trésor d'Athènes, avaient certainement tiré d'abondants profits des opérations militaires et diplomatiques approuvées par les assemblées, en dépit de l'opposition des hétaires. En somme, si vexatoires que les accusations et les manœuvres des sycophantes et des démagogues, les votes de l'Ecclèsia et les arrêts des héliastes aient pu être pour les possédants, ou pour un grand nombre d'entre eux, il y aurait excès à prétendre qu'ils ne trouvèrent dans la politique de la démocratie « impérialiste » nulle compensation sérieuse à leurs sacrifices.

Mais c'est uniquement de ces sacrifices que paraissent avoir été frappés les représentants d'une fraction de l'opinion athénienne : ils accusèrent le régime démocratique, ou certains de ses dirigeants les plus influents, de brimer fort durement et systématiquement les classes aisées. Ces attaques ont eu pour principaux auteurs Aristophane et un pamphlétaire inconnu : examinons-les d'un peu près et efforçons-nous d'en apprécier le bien-fondé et l'importance.

*Les accusations d'Aristophane.* — Les allusions de cet écrivain à la façon dont les Athéniens riches étaient traités par les chefs de la démocratie sont peu nombreuses et, parfois, bien vagues ou insuffisamment explicites.

Un passage des *Cavaliers* nous montre Cléon affirmant à Dèmos qu'uniquement soucieux de lui plaire, il a rempli le trésor public de sommes considérables en « torturant les uns » et en « étranglant les autres », sans se préoccuper d'« aucun des particuliers » ; et le Charcutier, rivalisant de « démagogie » avec son adversaire, riposte qu'il agira de même et se saisira du « pain d'autrui » pour le servir au peuple<sup>1</sup>. Mais ce passage s'applique-t-il indiscutablement à des vexations endurées par les citoyens aisés d'Athènes ? On peut l'admettre ; mais il ne paraît pas non plus impossible qu'il s'agisse exclusivement — ou principalement — des alliés, dont les charges financières venaient précisément d'être aggravées quelques mois avant la représentation des *Cavaliers*<sup>2</sup>.

Mais voici des vers qui, de toute évidence, intéressent la condition des Athéniens riches : « Je te ferai désigner pour remplir les fonctions de triérarque », dit Cléon à son ennemi : « tu y dépenseras

auteur a formulé également d'intéressantes observations sur l'intérêt porté aux affaires lointaines par une foule d'Athéniens aisés, qui ne partageaient guère les sentiments de l'*ochlos nautikos* (cf. *Revue de Philologie*, 1927, p. 335-353).

1. *Cavaliers*, v. 774-778.

2. Cf. GLOTZ et COHEN, *Histoire grecque*, t. II, p. 647.

une partie de tes ressources, disposant d'un vieux navire, pour lequel tu supporteras des frais incessants... ; je m'arrangerai de telle sorte que tu reçoives une voile pourrie »<sup>1</sup>. Si violente qu'ait été la haine d'Aristophane pour Cléon et pour le régime dont ce personnage était l'un des chefs, on n'a pas le droit de négliger entièrement une telle accusation : elle n'aurait nulle raison d'être si la triérarchie n'avait jamais fait subir aux Athéniens obligés d'en assumer la gestion que des sacrifices normaux et tolérables ; il semble bien que la malveillance des autorités publiques, chargées de fournir la quille, les couples, le mât, les cordages et la voilure aux triérarques, ait contraint plus d'une fois ces derniers à se charger de réparations très onéreuses, sinon ruineuses. Mais, si l'on peut admettre que certains d'entre eux virent ainsi leur fortune amoindrie plus que de raison, le texte d'Aristophane ne nous donne aucun moyen d'évaluer, même fort approximativement, l'étendue des abus qu'il dénonce. Les triérarques gravement brimés par l'État furent-ils très nombreux ? Nous l'ignorons. Aristophane lui-même n'affirme rien de semblable ; il ne dit point que la triérarchie soit en général, ou souvent, une cause de ruine. Certes, elle peut le devenir, à son avis, pour le triérarque guetté par la haine d'un influent personnage, dont les adroites manœuvres contraignent son ennemi à s'imposer d'écrasantes dépenses ; mais le cas fut-il fréquent ? Les indications précises nous font défaut à cet égard.

Bref, l'abus flétri par l'auteur des *Cavaliers* a pu rester fort limité, et, en tout cas, rien ne démontre qu'il ait été extrêmement répandu. Mais, ainsi que le laisse entendre un passage, tout voisin, de la même comédie, il est une autre charge qui pouvait alors entraîner des atteintes plus ou moins sérieuses aux ressources des citoyens aisés : « Tu me le payeras cher », dit Cléon à son rival : « on t'accablera d'*eisphorai* ; car je prendrai soin de te faire inscrire sur la liste des riches »<sup>2</sup>. Ce texte nous autorise, tout au plus, à formuler la conclusion suivante : l'*eisphora* — dont l'institution avait précédé de quelques années seulement la représentation des *Cavaliers*<sup>3</sup> — pouvait infliger à la fortune des contribuables de notables diminutions, et il n'est pas impossible que l'antipathie d'un puissant « démagogue » se soit traduite par des prélèvements iniques et excessifs ; mais les vers d'Aristophane ne nous four-

1. *Cavaliers*, v. 912-918.

2. *Ibid.*, v. 923-926.

3. THUCYDIDE, III, 19.

nissent pas la moindre indication sur le nombre et la gravité des injustices auxquelles cet impôt a pu donner lieu (pas plus que sur cette liste des riches à laquelle le poète fait si brièvement allusion).

Les haines féroces d'un homme politique ne sont pas, d'après Aristophane, les seules raisons qu'aient les possédants de trembler pour leur fortune : ils n'ont pas moins à craindre, semble-t-il, les verdicts des tribunaux populaires.

D'abord, les héliastes éprouvent à l'égard des accusés riches un dangereux sentiment d'orgueil : « Notre pouvoir », dit le juge Philocléon, « n'est inférieur à celui d'aucun souverain... Quelle félicité dépasse aujourd'hui celle d'un juge?... Est-il au monde quelqu'un de plus terrible?... Dès que je quitte mon lit, des personnages considérables, hauts de quatre coudées, épient mon arrivée, près de la barre du tribunal. Puis, aussitôt que je m'approche, on me tend la main... qui a dérobé les deniers publics ; on me supplie, on s'incline bien bas, en s'écriant d'une voix lamentable : « O mon père, je t'adjure d'avoir pitié de moi... si tu as jamais toi-même commis quelque vol dans la gestion d'une magistrature ou « au cours d'une campagne... ! » Cet individu ne connaîtrait même pas mon existence s'il n'avait déjà autrefois bénéficié d'un acquittement »<sup>1</sup>. L'attitude observée par les accusés durant les procès ne peut d'ailleurs qu'exalter l'orgueil des héliastes : « Quelle flatterie n'est-il pas donné d'entendre quand on juge !<sup>2</sup> ». Et plus loin, Philocléon dit encore : « Ne suis-je pas armé d'une grande puissance, et qui ne le cède en rien à celle de Zeus?... Quand le tumulte éclate parmi nous, tous les passants disent : « Comme le tribunal fait « gronder son tonnerre, ô Zeus souverain ! » Et lorsque je lance la foudre, les riches et les plus fiers des citoyens se mettent à claquer des lèvres<sup>3</sup>... »

Que les héliastes aient eu parfaitement conscience de leur redoutable pouvoir, rien de plus naturel ; que beaucoup d'entre eux aient entendu avec une âpre volupté les supplications des accusés riches, ce n'est nullement impossible. Mais, si un pareil sentiment ne mérite aucune admiration, on n'a pas le droit d'affirmer qu'il ait incité les juges à prononcer habituellement, ou fréquemment, des verdicts néfastes pour les intérêts des possédants ; et il n'est pas démontré davantage que cette justice populaire ait été toujours ou

1. *Les Guêpes*, v. 548-558.

2. *Ibid.*, v. 563.

3. *Ibid.*, v. 620-628.

souvent inique. Le passage même d'Aristophane ne dit rien de tel ; et fût-il même nettement affirmatif à cet égard que nous ne serions point obligés de nous incliner devant ses accusations si le bien-fondé de celles-ci n'était pas prouvé. Bref, tout ce que l'on est autorisé à conclure des propos de Philocléon, c'est que le tribunal populaire inquiétait fort les plaideurs et les accusés riches et que, sans doute, il était heureux et fier d'inspirer une telle anxiété ; mais quels dommages positifs ses arrêts leur infligeaient-ils ? et jusqu'à quel point ses sentences de condamnation étaient-elles justifiées ? Le texte d'Aristophane ne nous l'apprend pas.

D'autres passages des *Guêpes*, il est vrai, laissent supposer que les héliastes ne se bornaient point à faire trembler les possédants, et qu'ils pouvaient être aussi très enclins à les frapper, justement ou non, afin d'assurer plus aisément leur propre subsistance. En effet, le *misthos dikastikos*, dont la valeur atteint trois oboles depuis 425<sup>1</sup> et qui comble de joie la famille de l'héliaste pauvre<sup>2</sup>, n'est-il pas en partie fourni par le produit des amendes et des confiscations ? Ces dernières figurent parmi les importantes ressources d'Athènes qu'énumère le fils de Philocléon et qui procurent à la ville près de 2.000 talents : « Prélève sur cette somme », dit-il, « le *misthos* reçu annuellement par les juges, qui sont au nombre de 6.000... : il nous revient donc, ce me semble, 150 talents »<sup>3</sup>. Dès lors, l'intérêt des héliastes, soucieux d'accroître le bien-être de leurs femmes et de leurs enfants, n'est-il pas de multiplier ces précieuses amendes et confiscations ?

Aristophane fait d'ailleurs observer que ces 150 talents ne représentent même pas « le dixième des revenus » de la cité : « le reste, dit-il, ne sert qu'à enrichir les démagogues, ceux qui se déclarent prêts à « combattre sans cesse pour la multitude » ; et Philocléon, qui les a « choisis pour maîtres », en est réduit, après avoir si durement peiné sur terre et sur mer, à « grignoter les miettes » de leur festin, sous les regards méprisants des peuples alliés<sup>4</sup> ; de la domination qu'il exerce sur une foule de cités, depuis le Pont-Euxin jusqu'à la Sardaigne, il ne retire — à condition d'être rigoureusement exact à l'ouverture des séances du tribunal — qu'un infime salaire, qui suffit tout juste à assurer son existence. Et

1. Voir GLOTZ et COHEN, *H. G.*, t. II, p. 333 ; cf. *Les Guêpes*, v. 609, 684, 690.

2. *Ibid.*, v. 605-612.

3. *Ibid.*, v. 655-663.

4. *Ibid.*, v. 664-679.



pourquoi ? Parce que les sycophantes ont intérêt à voir se perpétuer la gêne ou la misère des héliastes, qui demeurent ainsi dans leur stricte dépendance<sup>1</sup>. Il n'en reste pas moins que, dupes ou non de ces adroites manœuvres, les juges pauvres ou médiocrement aisés étaient tout heureux de recevoir la modeste indemnité si impatiemment attendue à leurs foyers<sup>2</sup> ; en conséquence, désirant faciliter la distribution de ce *misthos* qui provenait, pour une part, des biens confisqués<sup>3</sup>, ils avaient peut-être tendance à prêter une oreille singulièrement indulgente même aux accusations les plus absurdes.

Mais rien ne démontre, en somme, qu'à l'époque d'Aristophane les amendes et les confiscations aient été fort nombreuses (d'autant plus qu'Athènes possédait, principalement chez ses alliés, d'autres sources d'abondants revenus), et il n'est pas prouvé davantage que les sentences des *dikastéria* aient été généralement iniques ; l'auteur des *Guêpes*, d'ailleurs, ne le dit point, et le dirait-il, que nous ne serions pas tenus d'accepter sans réserve ses allégations.

En résumé, les sentiments et les arrêts des héliastes — tels, du moins, qu'il nous est possible de les entrevoir à travers les rapides et vagues allusions des *Cavaliers* et des *Guêpes* — ne furent pas nécessairement de nature à légitimer les sévères conclusions qu'un historien moderne devait tirer de ces passages d'Aristophane. Selon cet historien, la justice athénienne n'était qu'« une vache à lait » pour le *Dèmos*<sup>4</sup> ; le régime des tribunaux populaires donnait toute satisfaction aux « goûts matériels de la canaille », aux « appétits déchaînés de la masse », et « sous ces mots : ne prenez que dans les poches où se trouve quelque chose, la lutte était ouverte contre la propriété, la guerre était déclarée au bien-être des riches »<sup>5</sup>. L'analyse qui vient d'être faite du texte d'Aristophane montre assez l'exacte portée de cette appréciation grandiloquente.

Le témoignage de cet ennemi résolu du *Dèmos* que fut l'auteur inconnu de l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* est-il plus précis et plus probant que celui d'Aristophane ?

*Les accusations de l'Ἀθηναίων Πολιτεία.* — Plusieurs passages

1. *Ibid.*, v. 700-705.

2. Cf. *supra*, p. 12.

3. Cf. *supra*, p. 12.

4. R. VON PÖHLMANN, *o. l.*, p. 270.

5. *Ibid.*, p. 281. A l'appui de ce jugement, l'auteur cite un passage de l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* du *v*<sup>e</sup> siècle, que nous allons examiner.

du célèbre pamphlet que l'on a eu tort d'attribuer à Xénophon<sup>1</sup> intéressent, directement ou non, la condition des classes possédantes sous le régime démocratique d'Athènes.

Dès le premier chapitre, il est déclaré qu'en toutes circonstances les Athéniens « favorisent les méchants, les pauvres et les gens du peuple plus que les riches » ; une telle politique est éminemment propice au maintien de la démocratie, que renforcent, en effet, « le bien-être et la multiplication » des personnes de cette catégorie ; mais, si ce sont « les riches et les bons » qui prospèrent, le parti hostile aux démocrates est affermi<sup>2</sup>. Cette phrase ne dit point formellement que la démocratie athénienne, empressée, selon l'auteur, à combler les pauvres de bienfaits, inflige aux possédants des vexations et dommages plus ou moins graves : accusée de partialité, elle n'est pas qualifiée, en outre, de régime tyrannique et spoliateur. L'écrivain laisse entendre, il est vrai, qu'elle a tout intérêt à diminuer les ressources et le nombre des citoyens aisés, pour accroître d'autant l'importance des classes inférieures, qui forment la clientèle la plus sûre des *démoticoi* : il semble donc estimer que ce régime, s'il veut éviter la catastrophe, est tenu de faire la guerre à la richesse. Mais il ne déclare pas expressément — du moins jusqu'ici — que la démocratie d'Athènes pratique, en effet, une semblable politique et s'acharne à appauvrir les citoyens riches.

L'accusation, il est vrai, tend à se préciser dans le paragraphe suivant : « En toute région, les meilleurs sont opposés à la démocratie ; car c'est parmi eux que la licence et l'injustice sont le moins répandues... ; c'est dans le peuple, au contraire, que l'on trouve le plus d'ignorance, de désordre et de méchanceté ; il est, en effet, poussé davantage aux actions déshonorantes par la pauvreté, l'absence d'éducation et l'ignorance, qui, pour certains, résulte du manque d'argent<sup>3</sup>. » Qu'est-ce à dire, sinon que, dans la pensée de l'auteur, les pauvres, par suite de leur indigence, sont fort disposés et, peut-être, habitués à voter des mesures et à rendre des arrêts iniques et déshonorants ? A l'appui d'une telle accusation, du reste, le pamphlétaire ne fournit pas l'ombre d'une preuve, et nous verrons même que d'autres passages de l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* cadrent assez mal avec ces allégations. Ajoutons qu'en atténuant

1. Cet ouvrage peut avoir été composé vers 425-420 (cf. CAVAIGNAC, *o. l.*, p. 97).

2. Pseudo-XÉNOPHON, *Ἀθηναίων Πολιτεία*, I, 4.

3. *Ibid.*, I, 5.

la misère, en accroissant le bien-être des gens du peuple<sup>1</sup>, la politique démocratique — si l'auteur dit vrai — affaiblissait d'autant leur tendance (née, à son avis, de la pauvreté même) à commettre des « actions déshonorantes » et à violer les droits des possédants.

Presque aussitôt, d'ailleurs, la suite du pamphlet va contredire, dans quelque mesure, l'assertion qui faisait de l'injustice une sorte de monopole des citoyens pauvres : si l'on réservait aux riches (aux « honnêtes gens »), dit l'auteur, le droit de prendre la parole dans les assemblées et de délibérer, ils useraient d'un semblable privilège à leur bénéfice et au détriment du peuple<sup>2</sup>. Ce ne serait donc point l'amour de l'équité, comme on l'affirmait dans le paragraphe précédent, mais le souci de leurs intérêts, qui, selon ce dernier passage, inspirerait les sentiments et les actes des *kalo-kagathoi* : en l'absence de toute autre raison, une telle contradiction entre les deux phrases nous défendrait d'accepter sans réserve les accusations qui attribuent aux *démoticoi* le privilège de la « méchanceté » et de l'esprit d'iniquité<sup>3</sup>. Au fond, ce que le brillant pamphlétaire réclame pour les classes aisées, c'est la domination politique : il ne désire pas le triomphe de la justice pour tous, « riches » et « pauvres », mais l'avènement de l'oligarchie, qui gouvernerait — il le proclame sans ambages — au détriment des pauvres et dont les décisions, dira-t-il plus loin, feraient « tomber le peuple dans l'esclavage »<sup>4</sup>.

L'égoïsme et la partialité dont les Athéniens pauvres, suivant l'auteur, donnaient un si fâcheux exemple, distinguent tout spécialement les héliastes : « Dans les tribunaux », écrit-il, « le Dèmos se soucie moins de la justice que de ses propres intérêts »<sup>5</sup>. Notre pamphlétaire ne saurait vraiment s'indigner d'une telle indifférence à toute considération d'équité : ne disait-il pas plus haut que les riches, s'ils étaient maîtres du pouvoir, s'en serviraient à leur profit et aux dépens des gens du peuple ?<sup>6</sup> Mais ce qui nous importe ici le plus, ce n'est pas le sentiment personnel de l'oligarque inconnu qui a rédigé l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* : c'est la valeur de l'accusation

1. Cf. Pseudo-XÉNOPHON, I, 4. Ici, le pamphlet contredit le texte d'Aristophane, qui montre les « démagogues » s'efforçant de maintenir le peuple dans l'indigence (*Les Guêpes*, v. 703) : cf. *supra*, p. 13.

2. Pseudo-XÉNOPHON, I, 6.

3. *Ibid.*, I, 5 : cf. *supra*, p. 14.

4. *Ibid.*, I, 9.

5. *Ibid.*, I, 13.

6. *Ibid.*, I, 6 : cf. *supra*.

qu'il lance contre le Dèmos. Les membres des tribunaux populaires se préoccupaient-ils surtout, comme il l'affirme, de leurs intérêts particuliers ? Peut-être ; mais rien ne le prouve, et, à plus forte raison, rien ne démontre que, sous l'empire de telles préoccupations, les dikastéria aient infligé aux fortunes des possédants de graves et nombreux dommages.

Le même paragraphe du pamphlet mérite encore à d'autres titres de retenir notre attention. L'auteur déclare que les Athéniens laissent volontiers les riches assurer l'équipement et l'instruction des chœurs, où les pauvres figurent sous leurs ordres ; de même, c'est aux riches qu'incombent la gymnasiarchie et l'entretien des trières et de leurs équipages, tandis que les pauvres remplissent les besognes salariées de coureurs et de rameurs. C'est que « le Dèmos veut recevoir de l'argent en chantant, en courant, en dansant et en naviguant... afin de posséder et de voir les riches s'appauvrir »<sup>1</sup>.

On a cru pouvoir conclure de cette assertion que « les masses » athéniennes profitaient délibérément de leur supériorité numérique pour « faire passer dans leurs poches » l'argent des riches : ainsi, selon l'expression du pamphlétaire inconnu, « le peuple possédait et les riches devenaient plus pauvres »<sup>2</sup>. Il est indéniable que les chœurs, les courses et le service des trières valaient aux Athéniens pauvres nombre de gains appréciables<sup>3</sup>, et il est non moins assuré que les citoyens les plus largement aisés étaient obligés, comme chorèges, gymnasiarques et triérarques, de supporter de lourdes dépenses ; bref, il est parfaitement exact que l'application d'un tel système entraînait un amoindrissement de l'avoir des riches et une augmentation de celui des pauvres. Mais l'auteur de l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* ne dit nullement que les triérarchies, les chorégies et les gymnasiarchies aient eu pour effet, voulu ou non, la ruine des possédants ; leurs capitaux subissaient assurément une diminution plus ou moins forte ; l'écart entre leurs ressources et celles des pauvres s'atténuait ; mais il n'en résultait point — notre pamphlétaire, du moins, ne dit rien de semblable — la fin de l'inégalité des conditions sociales ou une transformation très appréciable des situations respectives. En somme, ce n'est point ce passage d'un ouvrage d'ailleurs si âprement hostile à la démocratie qui permet

1. *Ibid.*, I, 13.

2. R. VON PÖHLMANN, p. 258-259.

3. Que les rameurs, du reste, obtenaient au prix des plus rudes fatigues, endurées avec une remarquable discipline (cf. XÉNOPHON, *Mémoires*, III, v, 18).

de conclure à l'existence d'une politique de nivellement ou de spoliation fort étendue.

L'auteur ne dit pas davantage que les riches aient été sérieusement appauvris par la construction des nombreux gymnases, salles de bains et vestiaires dont le Dèmos fait largement usage<sup>1</sup>. Le coût de ces édifices, bâtis aux frais de l'État, devait, il est vrai, peser en définitive sur les possédants ; mais, d'abord, l'accès de ces bains et de ces palestres n'était pas strictement réservé aux indigents<sup>2</sup>, et il n'est point interdit de supposer que nombre d'Athéniens de moyenne condition, ne disposant pas de gymnases ou de bains privés<sup>3</sup>, recouraient aux édifices publics ; ensuite, les dépenses infligées aux riches pour la construction de ces monuments n'étaient pas lourdes au point d'empêcher une partie d'entre eux de posséder à domicile des palestres, des salles de bains et des vestiaires.

Notre pamphlétaire juge absolument normal, du reste, que le peuple veuille régner en maître : « tout le monde », dit-il, « est excusable d'agir au mieux de ses intérêts »<sup>4</sup>. C'est que la valeur morale de telle ou telle politique le laisse foncièrement indifférent ; s'il proclame inique, à tort ou à raison, la conduite des héliastes et, en général, l'activité des assemblées et des magistrats d'Athènes, il ne flétrit pas, en principe, cette iniquité : ce qu'il déplore, c'est de la voir s'exercer au bénéfice des pauvres<sup>5</sup>. Ainsi, dans la mesure où ce petit ouvrage exprime les sentiments des Athéniens riches, il semble bien que ces « victimes » de la jalousie et de la cupidité populaires n'aient pas été vraiment indignées de l'attitude de leurs oppresseurs.

Mais la « tyrannie » des tribunaux a-t-elle réellement brisé nombre de fortunes privées ? C'est ce que l'auteur de l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* — comme on vient de l'établir — n'affirme pas et, à plus forte raison, ne démontre pas. Certaines indications du dernier chapitre rédigé par cet ardent ennemi de la démocratie tendent même à montrer que les *dikastéria* n'ont pas toujours frappé des innocents et que leurs injustices furent du moins assez limitées : « Il est encore », dit-il, « d'autres procès à juger : par exemple, celui

1. Pseudo-XÉNOPHON, II, 10.

2. L'auteur l'indique assez clairement : « La foule en jouit plus que le petit nombre et les riches » (*ibid.*).

3. « Quelques-uns des riches » seulement en possédaient (*ibid.*).

4. Pseudo-XÉNOPHON, II, 20.

5. Voir ci-dessus, p. 14-15.



du triérarque qui n'équipe pas son navire... »<sup>1</sup> : l'écrivain anti-démocrate ne fait nul grief aux Athéniens de poursuivre une telle négligence, et nous verrons, d'ailleurs, que des citoyens riches eux-mêmes accusèrent maints triérarques de se dérober à leur mission<sup>2</sup>. Le même passage nous apprend qu'une session annuelle était consacrée à l'examen des réclamations présentées par les triérarques<sup>3</sup> ; certes, il n'est point assuré que les réclamations justifiées aient toujours ou souvent triomphé, et l'auteur ne le dit nullement ; mais il ne semble pas impossible qu'à diverses reprises les plaintes légitimes aient reçu un accueil favorable, et il est indéniable que les triérarques injustement lésés avaient au moins des chances d'obtenir satisfaction.

Enfin, démentant dans quelque mesure certaines de ses propres accusations<sup>4</sup>, l'auteur du pamphlet s'exprime en ces termes : « S'ils (les Athéniens) créent de nombreux tribunaux, dans chacun desquels il n'y aurait qu'un petit nombre de juges, il arrivera nécessairement qu'il sera plus aisé de circonvenir et de corrompre cette poignée d'hommes et que les sentences seront beaucoup moins équitables<sup>5</sup> » : n'est-ce pas déclarer implicitement que les arrêts des tribunaux populaires n'étaient pas, en général, dictés par la corruption et contraires aux exigences de la justice ?

En résumé, l'examen de l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* du v<sup>e</sup> siècle n'autorise qu'une réponse bien incomplète à la question posée au début de la présente enquête : les Athéniens riches ont-ils été durement et injustement frappés par les magistrats et les assemblées de la démocratie ? Sans en faire un véritable grief à ses adversaires, et tout en allant jusqu'à déclarer que, maîtres du pouvoir, les oligarques agiraient de même, l'auteur de cet ouvrage affirme nettement que les assemblées et tribunaux populaires placent leurs intérêts au-dessus des considérations d'équité. Rien de moins surprenant, à son avis : l'ignorance et la pauvreté des gens du peuple ne les condamnent-elles pas à mépriser toute justice et à commettre les plus viles actions ? Seulement, l'écrivain ne dit pas que les mesures tyraniques et les dénis de justice aient été très fréquents — et le dirait-il que nous ne serions pas tenus d'ajouter foi aux

1. Pseudo-XÉNOPHON, III, 4.

2. Voir ci-dessous, p. 37-38.

3. Pseudo-XÉNOPHON, III, 4.

4. Voir ci-dessus, p. 15.

5. Pseudo-XÉNOPHON, III, 7.

accusations d'un implacable ennemi du régime démocratique — et il laisse même entendre qu'en raison de leur grand nombre les héliastes étaient malaisément corruptibles et relativement enclins à rendre des arrêts équitables. Il ne déclare pas davantage que les votes de l'Ecclèsia et les sentences des dikastéria aient abouti à la mise au pillage des fortunes privées : il ne paraît pas impossible — si l'on en juge d'après le texte de notre auteur — que les sacrifices infligés aux Athéniens riches aient été, somme toute, assez tolérables. Bref, pas plus de ce pamphlet que des allusions rapides et tendancieuses d'Aristophane, on n'a le droit de conclure que les assemblées d'Athènes, au temps de la guerre du Péloponèse, ont gravement appauvri les possédants : affirmer qu'il en fut ainsi, c'est forcer la signification et exagérer la valeur probante des documents.

*La réaction démocratique de 410-409 et les spoliations oligarchiques de 404-403.* — Quelques années après la publication de l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* et la représentation des *Cavaliers* et des *Guêpes*, la démocratie tombait sous les coups des oligarques. Dans cet événement, qui présente un intérêt surtout politique et diplomatique, il est impossible de discerner exactement la part des rancunes et des passions sociales ; mais il est permis d'estimer qu'elles ne furent pas étrangères à la révolution. Le gouvernement des Quatre-Cents ne fit d'ailleurs que passer ; sa chute fut suivie d'une réaction qui paraît avoir été d'abord assez modérée et qui devint plus rigoureuse après la restauration de la démocratie, vers le début de 410<sup>1</sup> : il y eut alors des poursuites judiciaires, et elles entraînèrent des condamnations dont on a pu exagérer le nombre, l'injustice et la gravité<sup>2</sup>, mais dont l'existence n'est point douteuse ; selon un orateur, de nombreux citoyens innocents auraient vu leurs biens confisqués<sup>3</sup>. Que des raisons politiques aient expliqué et, en partie, justifié de tels arrêts, c'est très vraisemblable ; mais il n'est pas interdit de supposer que des sentiments de lucre ou d'envie ont inspiré plus d'un procès et plus d'un verdict<sup>4</sup>.

On a gardé le texte du plaidoyer qui fut prononcé à cette époque<sup>5</sup>

1. Sur la date, voir l'ingénieuse démonstration de J. HATZFELD, *La fin du régime de Thémistocle* (Revue des Études anciennes, 1938, p. 113-124).

2. Cf. P. CLOCHÉ, *Remarques sur la réaction anti-oligarchique à Athènes en 411 et 410 avant J.-C.* (Mélanges O. Navarre, p. 91-94).

3. LYSIAS, XXV, 25-26.

4. Cf. P. CLOCHÉ, *Mél. Navarre*, p. 84, 85, 94.

5. Vers le commencement de l'année 410-409 : cf. L. GERNET, Notice de l'édition des Discours de Lysias, dans la collection Budé, t. II, p. 58.

en faveur d'un ancien membre du gouvernement des Quatre-Cents, Polystratos, et dont un passage intéresse tout spécialement le sujet que nous étudions ici. Glorifiant le patriotisme de l'accusé, l'orateur — un fils de Polystratos — s'exprime en ces termes : « Quand il aurait pu rendre sa fortune invisible et vous priver ainsi de son aide, il a tenu à ce que vous fussiez au courant ; de la sorte, voulût-il être un mauvais citoyen, il ne le pouvait pas : il devait s'acquitter des contributions et des liturgies »<sup>1</sup>. Il résulte de cette assertion qu'un certain nombre d'Athéniens aisés parvenaient, soit à diminuer plus ou moins sérieusement, soit même, peut-être, à éviter les inconvénients, légitimes ou excessifs, dont les *eisphorai* et autres charges fiscales les menaçaient<sup>2</sup> : dans la pratique, vers la fin de la guerre du Péloponèse, les sacrifices ordonnés par l'État aux classes possédantes ont donc pu rester assez limités.

Ayant ressaisi le pouvoir en 404, l'oligarchie ne se borna point à frustrer de leurs droits politiques la plupart des Athéniens : de nombreux citoyens furent dépouillés par les Trente de tout ou partie de leurs domaines fonciers et de leurs propriétés mobilières ; après la restauration de la démocratie, ces biens ne seront que très incomplètement recouvrés par leurs anciens possesseurs<sup>3</sup>. Ce n'est pas, semble-t-il, sous l'empire de théories ou de sentiments hostiles à la propriété individuelle que l'oligarchie — elle-même soutenue par une foule de possédants<sup>4</sup> — s'attaqua ainsi aux fortunes privées, et il y a tout lieu de penser que ces mesures de spoliation furent principalement dictées par des rancunes et des convoitises politiques et personnelles ; en tout cas, nombre d'Athéniens riches ou aisés peuvent avoir été aussi durement frappés dans leurs ressources par les décisions des oligarques qu'ils auraient pu l'être par les sentences les plus brutales des tribunaux populaires<sup>5</sup>.

En 403, ce régime de violence et de tyrannie disparut, et la démocratie fut restaurée pour 80 ans : quelle sera désormais la condition des classes aisées ?

*De 403 à 322 : les questions à examiner.* — Sans être toujours très

1. Pseudo-LYSIAS, XX, 23 (trad. GERNET).

2. Cf. P. CLOCHÉ, *La politique étrangère d'Athènes de 404 à 338 avant J.-C.*, p. 31.

3. Id., *La restauration démocratique à Athènes en 403 avant J.-C.*, chap. VIII.

4. Cf. XÉNOPHON, *Helléniques*, II, iv, 40.

5. Sans être précisément des démocrates, beaucoup d'entre eux étaient les adversaires des Trente et de leurs successeurs, les Dix, et figuraient parmi ces *gnôrimoi* qui adhéraient à la politique de Thémistocle (cf. ARISTOTE, *Ἀθηναίων Πολιτεία*, 34, 3).

bien informés, nous disposons, du moins, de documents assez nombreux et variés sur la façon dont les possédants furent traités au IV<sup>e</sup> siècle par les dikastéria et par les assemblées populaires (désormais plus fréquentées et plus actives grâce à l'institution du *misthos ecclesiasticos*)<sup>1</sup>.

Étudier ces documents d'après leur origine — comme nous l'avons fait pour ceux du V<sup>e</sup> siècle — risquerait fort de nuire à la clarté de l'exposé, en raison du grand nombre des sources et de l'extrême diversité des indications qu'elles fournissent. Il est préférable, à notre avis, d'adopter un ordre logique et de procéder de la manière suivante. Après avoir sommairement rappelé comment, au lendemain du rétablissement de la démocratie, fut réglée la situation créée par les spoliations oligarchiques, nous examinerons successivement : l'attitude générale de la démocratie du IV<sup>e</sup> siècle à l'égard de la propriété foncière et mobilière ; les théories d'inspiration communiste ; les conséquences de l'*eisphora*, de la triérarchie et de l'*antidosis* ; enfin la question des poursuites judiciaires et des arrêts dont les possédants ont été l'objet. Une telle division ne correspond d'ailleurs qu'imparfaitement à une réalité très complexe : ces différents sujets, comme on le verra, se relient partiellement les uns aux autres.

*La situation économique et financière des anciens Trois-Mille sous la restauration démocratique.* — Le groupe privilégié des Trois-Mille, qui, en général, avait soutenu ou toléré les abus et les violences de l'oligarchie<sup>2</sup>, ne fut point frappé dans ses biens traditionnels, ni même dans une partie de ses biens usurpés, par la démocratie restaurée. La paix et les conventions d'amnistie de 403 stipulaient très nettement le respect des propriétés et des fortunes<sup>3</sup>, et les engagements pris à cet égard furent strictement observés, parfois même au détriment des intérêts les plus légitimes des anciens bannis<sup>4</sup> ; on ne fit subir, notamment, nulle diminution aux biens fonciers des oligarques restés ou rentrés à Athènes<sup>5</sup> ; non seulement l'Héliée ne semble avoir infligé aucune confiscation, ni même aucune amende notable, à ceux des possédants qui avaient été les complices et les bénéficiaires du régime disparu<sup>6</sup>, mais l'Ecclèsia leur accorda un

1. ARISTOTE, Ἀθηναίων Πολιτεία, 41.

2. Cf. P. CLOCHÉ, *Restaur. démocr.*, p. 10-12, etc.

3. *Ibid.*, p. 252-253, 366-368, 472.

4. *Ibid.*, p. 374-379, 474.

5. *Ibid.*, p. 367-368.

6. Si des sentences de cette nature furent alors prononcées (voir ci-dessous, p. 211), elles n'atteignirent pas spécialement les anciens partisans des Trente et des Dix.

précieux avantage en mettant à la charge de la cité tout entière le paiement de la lourde dette qu'ils avaient contractée à l'égard des Lacédémoniens pendant la guerre civile de 403 et que, d'après les conventions d'amnistie, ils auraient dû être seuls à acquitter<sup>1</sup>. Bref, la rentrée des exilés n'entraîna nul dommage particulier pour les fortunes de ceux qui avaient joui sous l'oligarchie d'une condition politique privilégiée.

Mais les anciens Trois-Mille, innocents ou coupables, ne furent pas seuls à garder leurs biens, et, jusqu'à la fin de la période étudiée dans le présent mémoire, la propriété foncière et mobilière allait être généralement respectée par les magistrats et les tribunaux athéniens.

*La démocratie du IV<sup>e</sup> siècle et les biens privés.* — Chaque année, à son entrée en fonctions, l'Archonte faisait lancer par le héraut une proclamation selon laquelle tout citoyen devait rester maître des biens qu'il possédait<sup>2</sup>. Cet engagement semble avoir été habituellement observé : n'imitant pas la conduite d'un grand nombre de cités grecques, Athènes, encore à la veille de l'effondrement de son régime démocratique, s'abstenait de toute nouvelle répartition des propriétés terriennes<sup>3</sup>.

La démocratie restaurée stipula également l'inviolabilité des créances : une loi de 403-2 confirma les sentences arbitrales et les arrêts prononcés sous l'ancien régime démocratique, loi qu'Andocide commente en ces termes : « Si vous avez voulu que seules fussent valables les sentences de juges et d'arbitres prononcées sous le gouvernement démocratique, c'est afin que les dettes ne fussent point abolies, que des procès ne fussent point rouverts, et que les contrats particuliers fussent exécutoires »<sup>4</sup>. Les héliastes jurèrent désormais de ne favoriser en rien les abolitions de dettes privées<sup>5</sup>.

La question se pose, il est vrai, de savoir jusqu'à quel point ces promesses furent respectées. Dans un ouvrage datant du milieu du IV<sup>e</sup> siècle, en effet, Isocrate laisse entendre que les débiteurs infidèles bénéficiaient parfois, ou souvent, de la complaisance excessive des tribunaux. Opposant au temps actuel l'époque de sa

1. Cf. P. CLOCHÉ, *Restaur. démocr.*, p. 272, 379-383.

2. ARISTOTE, *Ἀθηναίων Πολιτεία*, 56 (cf. GLOTZ, *o. l.*, p. 185).

3. ARISTOTE, *Ἀθ. Πολ.*, 40, 3.

4. ANDOCIDE, I, 87-88 (trad. DALMEYDA) ; cf. P. CLOCHÉ, *Restaur. démocr.*, p. 366-367.

5. Le même serment concerne les partages de terres et de maisons : cf. GLOTZ, *o. l.*, p. 185 ; *La cité grecque*, p. 280.



jeunesse, il vante l'heureuse tranquillité dont jouissaient alors les possédants : ils ne couraient point le danger, soit de perdre totalement les sommes d'argent qu'ils avaient prêtées, soit de n'en recouvrer qu'une partie (d'ailleurs au prix de pénibles efforts), mais ils vivaient en pleine sécurité. C'est que les juges chargés de prononcer en matière de contrats, loin de céder à de fâcheux sentiments d'indulgence, obéissaient strictement aux lois : les spoliateurs leur étaient plus odieux que les créanciers lésés, et les pauvres leur semblaient pâtir plus que les riches d'une infidèle exécution des contrats. Aussi personne n'hésitait-il à prêter son argent ; les Athéniens aisés étaient enchantés de pouvoir ainsi à la fois obliger leurs compatriotes gênés et rendre leurs capitaux productifs ; rien ne menaçait les propriétés, solidement assurées entre les mains de leurs légitimes possesseurs<sup>1</sup>.

D'après cette satire à peine déguisée des habitudes qui régnaient à Athènes au moment où ces lignes furent publiées, en 355-354<sup>2</sup>, les droits des créanciers, en plus d'une circonstance, n'auraient donc pas été sérieusement protégés par les tribunaux. Rien ne nous autorise à rejeter entièrement cette assertion d'Isocrate ; mais dans quelle mesure est-elle justifiée ? Un très grand nombre de dettes sont-elles ainsi restées impayées, grâce à la complaisance des juges ? Le texte de l'*Aréopagitique* ne nous fournit malheureusement aucune précision à cet égard. L'auteur ne nous dit pas davantage si les faits qu'il dénonce se produisaient déjà depuis une époque tant soit peu reculée, et il n'en indique nullement les raisons possibles. Or, il est certain qu'au temps où cet ouvrage fut composé, Athènes sortait d'une crise extérieure fort grave — la guerre des Alliés venait à peine de prendre fin — et que les dépenses et les sacrifices avaient été lourds ; en conséquence, il se peut qu'une partie au moins des débiteurs se soient trouvés dans l'impossibilité absolue de s'acquitter et que les tribunaux n'aient pas cru montrer une coupable indulgence en leur permettant de ne point rembourser leurs créanciers. Bref, il n'est pas interdit de supposer que le tableau dressé par Isocrate répond à des circonstances toutes temporaires et exceptionnellement funestes pour les biens des particuliers.

Mais, en admettant même — ce qui n'est nullement démontré —

1. ISOCRATE, *Aréopagitique* (VII), 33-35.

2. Sur la date de l'*Aréopagitique* (début de 354, semble-t-il), voir la dissertation de P. F. KLEINE-PIENING, *Quo tempore Isocratis orationes quae Περὶ Ειρήνης et Ἀρεοπαγιτικός inscribuntur compositae sint* (Paderborn, 1930).

qu'après la publication de l'*Aréopagilique* les tribunaux aient longtemps continué à protéger nombre d'emprunteurs défaillants, il est très probable qu'en revanche la fortune privée bénéficia de notables avantages au cours de la période qui s'étend de 354 à 341 et correspond en majeure partie à l'habile et savante administration d'Eubule. En effet, après avoir signalé les brillants progrès accomplis par les revenus de l'État, qui atteignaient 130 talents au lendemain de la guerre des Alliés et 400 au moment où fut prononcé la *IV<sup>e</sup> Philippique* (été 341), l'auteur de ce discours ajoute qu'une telle augmentation s'est réalisée sans que les possédants eussent à en souffrir : « au contraire, leur fortune s'en accrut ; car tous les riches viennent aujourd'hui prendre leur part de ce revenu nouveau »<sup>1</sup>. Certes, comme il résulte d'un passage de la harangue elle-même<sup>2</sup>, les Athéniens aisés ne sont pas alors soustraits à toute menace et libres de toute anxiété ; mais le fait de l'accroissement de leurs ressources depuis plusieurs années, depuis le temps où Isocrate dénonçait les préjudices infligés aux créanciers, n'en est pas moins formellement constaté par l'orateur.

Les capitaux pouvaient, du reste, trouver d'autres modes d'emploi que le prêt à intérêt. Parmi les sources de revenus qui, vers l'époque de la *IV<sup>e</sup> Philippique*, devenaient de plus en plus fructueuses et que ce discours mentionne au nombre des principales richesses de l'Attique<sup>3</sup>, figuraient les mines d'argent du Laurion, dont la prospérité avait pu commencer à renaître peu après la guerre des Alliés et devait grandir encore jusqu'à la fin de la démocratie<sup>4</sup>. Or, en ce domaine également, nous voyons l'État se montrer vis-à-vis des possédants aussi respectueux des droits acquis, aussi peu enclin à la spoliation, qu'en matière de biens-fonds et de propriété mobilière ; sa législation protège même fort efficacement — il y a tout intérêt, d'ailleurs — les exploitants des gisements miniers<sup>5</sup>.

Bref, en dépit des fréquentes menaces qui ont pesé sur la fortune privée et des amputations qu'ont pu lui faire subir — comme nous

1. DÉMOSTHÈNE, *Phil. IV*, 38 (trad. CROISSET).

2. Voir ci-dessous, p. 203-204.

3. *Phil. IV*, 16.

4. Cf. ARDAILLON, *Les mines du Laurion dans l'antiquité*, p. 154-158.

5. Pseudo-DÉMOSTHÈNE, XLII, 31 (cf. ARDAILLON, *o. l.*, p. 157). Des concessionnaires de mines, il est vrai, ont été menacés, comme d'autres capitalistes, par les sycophantes ; mais les tentatives de ces derniers n'aboutirent pas toujours à un succès ; les exploitants du Laurion furent parfois, du reste, l'objet de poursuites tout à fait justifiées (voir ci-dessous, p. 221-222).

le verrons en détail — les diverses exigences de la cité et les attaques des particuliers, elle ne semble pas avoir été, au cours du IV<sup>e</sup> siècle, victimes de mesures spoliatrices offrant un caractère vraiment général. L'État n'a donc pas fait siennes les théories que l'on qualifie ordinairement de communistes et qui nous sont connues surtout par certains passages de Platon et par des allusions plus ou moins précises d'Aristophane. Nous nous contenterons d'ajouter quelques observations aux utiles et intéressants exposés que l'on a déjà publiés sur ce sujet<sup>1</sup>.

*Les théories communistes.* — Il y a lieu d'abord de rappeler (les détracteurs habituels de la démocratie athénienne ont négligé de le faire ou d'y insister) que les thèses communistes du IV<sup>e</sup> siècle ne furent assurément pas le monopole de partisans notoires du régime démocratique : même en admettant que plusieurs d'entre eux aient soutenu — ce que nous ignorons absolument — des opinions de cette nature, ils n'auraient pas été seuls à les défendre. Nous voyons, en effet, un philosophe bien connu pour son ardente hostilité à l'égard de la démocratie (qu'il flétrit comme le règne de la bestialité et comme acharnée à traquer les riches)<sup>2</sup> inviter l'État à répartir souverainement les fortunes et à proscrire l'emploi de l'or et de l'argent monnayé et le prêt à intérêt. On se tromperait donc en instituant un lien d'étroite et nécessaire solidarité entre les doctrines opposées à la propriété individuelle et les principes ou les pratiques d'un régime que détestait précisément le plus brillant défenseur de ces conceptions.

Il est néanmoins parfaitement exact qu'en marge de ces théories d'origine aristocratique il s'en trouvait d'autres, plus ou moins analogues, qui avaient cours dans les milieux populaires : ce sont celles qu'Aristophane, sans les prendre à son compte, signale par l'organe de certains personnages de l'*Assemblée des femmes* et du *Ploutos*<sup>3</sup>. De pareilles idées firent-elles, vers cette époque (392-388), l'objet d'un exposé méthodique et cohérent, dû à quelque théoricien démocrate ? Rien n'interdit de le supposer ; mais le fait est que nous

1. Voir notamment, R. VON PÖHLMANN, p. 286-300 ; G. GLOTZ, *Le travail dans la Grèce ancienne*, p. 186-192 (qui, à la différence de son prédécesseur, établit de judicieuses distinctions entre les diverses propagandes communistes à cette époque et, de plus, en souligne l'inefficacité à Athènes).

2. Cf. PLATON, *Lois*, III, 16, 701 c ; *République*, VIII, 16, 565 a-c (voir ci-dessous, p. 200).

3. Cf. PÖHLMANN, p. 287-298 ; GLOTZ, *o. l.*, p. 190-191 ; *La cité grecque*, p. 374-378.

l'ignorons, et il ne paraît pas impossible qu'elles se soient formées spontanément dans les masses sous l'empire des difficultés économiques et de la misère, qui allèrent s'aggravant au lendemain de la guerre du Péloponèse<sup>1</sup>. Il n'est nullement prouvé, du reste, que ces sentiments aient été partagés par l'ensemble des Athéniens ou même par la majorité d'entre eux : Aristophane ne dit rien de tel, et l'on ne voit pas non plus que les assemblées souveraines aient conformé leurs décisions aux théories de Praxagora et, selon son désir, « mis en commun » les biens de tous les citoyens, empêché « l'un d'être riche et l'autre misérable » et institué « une seule vie commune et la même pour tous »<sup>2</sup> : c'est une politique sociale bien différente, nous l'avons vu<sup>3</sup>, que l'État athénien a pratiquée du temps d'Aristophane au temps d'Aristote. D'ailleurs, si le poète développe sans ambages la thèse communiste, les sentiments de son public ne lui imposent aucunement, semble-t-il, l'obligation de voiler les résistances auxquelles cette thèse se heurtait chez une fraction — la plus nombreuse, peut-être — de l'opinion athénienne : si répandue qu'ait été dès cette époque, dans une société aigrie par la misère, l'hostilité à l'égard des possédants, la popularité des conceptions communistes n'allait pas jusqu'à empêcher l'auteur du *Ploutos* de vanter sans ménagement les bienfaits de la pauvreté, grâce à qui, dit-il, les Athéniens se procurent aisément tout ce dont ils ont besoin : n'oblige-t-elle pas, en effet, les artisans à chercher les moyens de gagner leur vie ?<sup>4</sup> En outre, elle assure aux hommes la supériorité du corps et celle de l'âme : tandis que la démesure est étroitement associée à la richesse, la décence et la vertu sont le lot de la pauvreté ; les orateurs, par exemple, respectent les lois de l'équité tant qu'ils sont pauvres, et ils deviennent injustes dès qu'ils se sont enrichis<sup>5</sup>.

Peut-on rattacher à la propagande communiste certaines exhortations oratoires qui ont retenu l'attention d'un historien résolument hostile à la politique sociale de la démocratie athénienne ? Après avoir rappelé que la comparaison entre l'indigence des prolé-

1. Cf. GLOTZ, *Le travail dans la Grèce ancienne*, p. 304 ; *La cité grecque*, p. 316.

2. ARISTOPHANE, *L'Assemblée des femmes*, v. 590-591, 594.

3. Cf. *supra*, p. 22-25.

4. ARISTOPHANE, *Ploutos*, v. 532-534.

5. *Ibid.*, v. 558-559, 563-564, 567-569. — Ici encore, se manifeste une certaine contradiction entre le langage d'Aristophane et celui du pamphlet oligarchique du v<sup>e</sup> siècle que nous avons analysé : dans cet ouvrage, la pauvreté est formellement dénoncée comme entraînant les hommes aux actions déshonorantes (cf. *supra*, p. 14-15).

taires et l'opulence de la minorité riche fut une arme des plus efficaces aux mains des démagogues, cet historien nous montre Démosthène lui-même — que ses ressources, cependant, classaient dans la « bourgeoisie » — proclamant avec le plus grand sérieux qu'il n'y aurait nulle injustice à faire de Midias, en confisquant ses biens, l'égal de la plupart des héliastes, de ces citoyens que l'accusé traite si fièrement de mendiants ; c'est en toute équité, dit l'orateur, que le tribunal pourrait le dépouiller de son superflu ; les excédents de revenus dont il dispose, et qu'il emploie à satisfaire les besoins de son luxe, ne sont d'aucun profit, d'ailleurs, pour la masse des juges. Il suffit donc à Démosthène, fait-on observer, que la richesse ait exalté chez ses détenteurs l'orgueil de classe pour qu'une expropriation lui semble légitime ! A l'aide d'un tel raisonnement, on pouvait justifier sans peine une spoliation totale des possédants<sup>1</sup>.

En réalité, la portée des exhortations de Démosthène est loin d'être aussi grande qu'on veut bien le dire : l'orateur ne leur donne aucune signification générale ; il ne prétend nullement qu'il faille infliger à l'ensemble des riches le traitement dont Midias lui paraît digne. C'est qu'il ne s'exprime pas en théoricien de l'égalité sociale, mais, tout simplement, en homme qui vient de subir une atroce injure. Au surplus, il est si loin de désirer foncièrement la spoliation des possédants qu'il leur reconnaît sans ambages, en d'autres circonstances, le droit absolu de garder leurs biens et d'en jouir avec une parfaite sécurité<sup>2</sup>.

On a également tiré des conclusions fort exagérées de divers propos tenus par le même orateur sur le faste insolent de certains Athéniens : ici, par exemple, il montre ses adversaires passés de la mendicité à l'opulence et devenus propriétaires de maisons supérieures en magnificence aux édifices publics eux-mêmes<sup>3</sup> ; ailleurs, il évoque les temps lointains où les demeures des personnages illustres ne se distinguaient point de celle du commun<sup>4</sup>. Voilà donc,

1. Cf. R. VON PÖHLMANN, p. 255-256. Le langage de Démosthène, ajoute l'auteur, fait songer à celui de Marat, selon qui les pauvres devaient mettre un terme à leur indigence en privant les riches de leur superflu (p. 256, n. 3). Rapprochement bien inutile et, comme on le verra, médiocrement justifié ; en principe, du reste, de telles comparaisons entre les sentiments d'un ancien et ceux d'un moderne appellent toutes réserves (PÖHLMANN, il est vrai, n'est pas seul à user d'une méthode aussi condamnable).

2. Voir ci-dessous, p. 204. Cf. P. CLOCHÉ, *Démosthènes*, p. 81, 167.

3. *Ol.* III, 29.

4. DÉMOSTHÈNE, XXIII, 206. — Dans la harangue sur l'Organisation financière, il est dit aussi que le peuple a perdu son antique souveraineté au profit de gens habitant



nous dit-on, un homme d'État considérable qui n'hésite pas à stimuler les instincts envieux de la foule des non-possédants<sup>1</sup> Mais n'est-il pas excessif de voir dans ces phrases de Démosthène autant d'appels à la lutte des classes et à la spoliation des citoyens riches ? L'orateur, en effet, ne dit jamais qu'il faille supprimer le luxe ainsi dénoncé, enlever leurs palais aux riches et les réduire à habiter des demeures ordinaires ; il invite encore moins ses auditeurs à décréter la confiscation des fortunes. Rien de plus explicable, d'ailleurs : les raisons qui ont amené Démosthène à parler de la sorte sont étrangères, de toute évidence, aux discussions et passions sociales : c'est à des ennemis politiques, à des adversaires de ses conceptions diplomatiques, que s'en prend l'auteur des *Philippiques* et des *Olynthiennes* ; c'est leur activité publique qu'il cherche à faire condamner par le Dèmos, et ses allusions au faste dont ils s'entourent ne sont qu'un moyen de rendre leur politique plus impopulaire encore : nulle préoccupation d'ordre social n'inspire ici l'orateur.

Mais Isocrate lui-même, après avoir flétri les démagogues et leur souhait d'un nivellement des fortunes et prétendu qu'à Athènes on était plus misérable dans l'aisance que dans la pauvreté totale<sup>2</sup>, Isocrate serait finalement devenu — au moins dans quelque mesure — l'un des artisans de la propagande communiste. Le *Panathénaïque*, en effet, renferme un passage où, rappelant l'injuste répartition du territoire laconien après la conquête doriennne, Isocrate s'exprime en ces termes : « ἢς [χώρας] προσήκεν ἴσον ἔχειν ἕκαστον »<sup>3</sup> : l'écrivain ne manifeste-t-il pas ainsi, dit-on, le désir de voir tout Hellène posséder une part égale de propriété ?<sup>4</sup> On a répondu que ces mots pouvaient ne point signifier « une égalité matérielle » des possessions foncières, mais seulement « le droit de tous à la propriété » ; c'est « forcer le sens » de ce passage que de représenter Isocrate comme un partisan de l'égalité des biens-fonds et d'un γῆς ἀναδασμός<sup>5</sup>. Il est très possible, en effet, que cet écrivain ait voulu, tout simplement, proclamer le droit de chacun

de véritables palais et possédant de vastes domaines (DÉMOSTHÈNE, XIII, 31) ; mais Pöhlmann, qui signale ce texte, n'admet pas que Démosthène soit l'auteur de cette harangue (p. 257, n. 3).

1. PÖHLMANN, p. 256-257.

2. Voir ci-dessous, p. 32.

3. ISOCRATE, XII, 179.

4. PÖHLMANN, p. 110.

5. G. MATHIEU, *Les idées politiques d'Isocrate*, p. 151.

des Grecs à la propriété du sol, sans aller jusqu'à souhaiter en même temps un remaniement qui eût institué l'égalité des domaines fonciers : l'interprétation formulée, avec une légère réserve, par M. Mathieu répond mieux que celle de Pöhlmann, en somme, à ce que nous savons des tendances anciennes et profondes de l'auteur du *Sur la Paix* et de l'*Aréopagilique*. Nous ferons seulement observer qu'Isocrate ne dit point comment, à son avis, les personnes démunies de tout bien-fonds devaient être pourvues d'une terre, même de modeste étendue : si une réforme de ce genre nécessitait un prélèvement sur les propriétés privées, ne serait-elle pas quelque peu révolutionnaire ? Dès lors, l'interprétation de Pöhlmann ne mériterait-elle pas d'être prise en considération et, jusqu'à un certain point, tenue pour acceptable ?

De toute façon, quoi qu'il faille penser de la participation d'un Démosthène et d'un Isocrate au mouvement « communiste » — dont le philosophe antidémocrate Platon et, aussi, des milieux populaires mal définis et, peut-être, assez peu nombreux furent les propagateurs les plus avérés — ce mouvement ne réussit pas à modifier essentiellement, comme on l'a vu, l'attitude de la démocratie athénienne à l'égard de la propriété individuelle.

Si cette propriété subit d'assez graves atteintes, ce fut bien plutôt en raison des exigences et des décisions, iniques ou légitimes, excessives ou mesurées, du fisc, de la marine de guerre et des tribunaux. Nous verrons d'abord quelle influence les besoins du fisc ont pu exercer sur les fortunes.

*L'eisphora et les possédants.* — Instituée en 428, au temps de la rébellion de Mytilène<sup>1</sup>, l'*eisphora* fut perçue peu régulièrement, sans doute, mais à maintes reprises. Nous rappellerons d'abord brièvement certains caractères généraux de cette taxe ; puis, nous essayerons de montrer jusqu'à quel point elle a pu gêner les classes aisées et diminuer leur avoir.

Un premier fait digne de retenir l'attention<sup>2</sup>, c'est que l'*eisphora* ne pesait pas uniquement sur les riches, mais aussi sur les petits et moyens possédants : sinon, on aurait peine à s'expliquer l'obstination de l'Ecclèsia, où les riches se trouvaient en minorité, à refuser de voter les *eisphorai* que réclama si souvent Démosthène<sup>3</sup> : la

1. Cf. *supra*, p. 10.

2. Cf. P. GUIRAUD, *Études économiques sur l'antiquité*, p. 102-103.

3. Cf. P. CLOCHÉ, *La politique étrangère d'Athènes de 404 à 338 avant J.-C.*, p. 203, 204, 208, 212, 268-269, 275, etc.

plupart des membres de cette assemblée eussent adopté sans hésitation les mesures proposées par l'orateur, s'ils avaient été exempts de l'*eisphora*. Nous ajouterons que de nombreux citoyens pauvres ne pouvaient assister fréquemment aux réunions de la Pnyx : c'étaient les clérouques, les matelots et les rameurs<sup>1</sup> ; si bien qu'à l'exception des indigents sédentaires, l'assemblée du peuple ne comprenait guère que des possédants de tout rang.

La fiscalité athénienne n'épargnait donc point les moyens et petits capitalistes. Elle ne les frappait pas, il est vrai, dans la même proportion que les riches : on sait, du moins, qu'à partir de la réforme de 378-377, les contribuables furent divisés en trois classes ; tandis que le capital imposable (*timéma*) des citoyens de la première classe était identifié à leur capital réel, on abaissa ce *timéma* respectivement aux 5/6 et aux 5/9 de leur capital réel pour les membres de la 2<sup>e</sup> classe et pour ceux de la 3<sup>e</sup>. En outre, à partir de 362-360 environ, les 300 Athéniens les plus riches durent verser d'avance l'*eisphora* du groupe de contribuables (*symmorie*) dans lequel ils étaient inscrits, tout en recevant le droit de se faire rembourser de leurs avances par leurs concitoyens moins aisés<sup>2</sup>. Ainsi, en vertu des règles qui présidaient à sa répartition et à son prélèvement, l'*eisphora* — sans épargner les modestes possédants<sup>3</sup>, sans être précisément un instrument de spoliation forgé contre une seule classe — frappait cependant les riches contribuables plus fortement que les autres : d'abord, parce qu'elle n'était pas proportionnelle, mais progressive ; ensuite, parce que, depuis 362-360, la minorité riche, astreinte à la *proeisphora*, ne pouvait pas très aisément se dérober à l'impôt<sup>4</sup>, tandis que les moyens et petits contribuables, sommés de s'acquitter, non par les agents du fisc, mais par de simples citoyens, avaient des chances plus sérieuses d'éviter, au moins en partie, les versements exigés. Il nous est d'ailleurs impossible d'évaluer dans quelle mesure les Athéniens de la première classe ont souffert de cette institution.

Dans l'ensemble, l'*eisphora* ne paraît pas avoir été d'une lourdeur intolérable. Pendant les 22 années qui s'écoulèrent de 378/7

1. *Ibid.*, p. 317.

2. Sur toute cette organisation, voir le très clair exposé de G. GLOTZ, *La cité grecque*, p. 402-404.

3. La perception de cette taxe pouvait même leur infliger d'assez rudes vexations (cf. *infra*, p. 32).

4. Bien qu'il existât des moyens d'atténuer les coups du fisc (cf. *supra*, et *infra*, p. 35-36).

à 356/5, elle atteignit un total dépassant légèrement 300 talents (soit 14 talents par an) ; or, le capital imposable de l'Attique s'élevait alors à 6.000 talents : l'*eisphora* ne l'amputait donc même pas de 0,24 %. D'ordinaire, il est vrai, le prélèvement annuel était de 60 à 120 talents ; mais une telle somme ne représentait encore que 1 % à 2 % du capital national imposable. Aussi a-t-on le droit d'estimer que l'*eisphora* n'infligea pas aux Athéniens un sacrifice exorbitant<sup>1</sup>.

Il est naturel, toutefois, que cet impôt ait irrité la majorité des contribuables, non seulement les plus riches, proportionnellement moins épargnés, mais aussi les plus modestes. On a vu que l'*eisphora* était déjà assez redoutée au <sup>v</sup>e siècle<sup>2</sup> : après 403, elle sera plus d'une fois rangée par divers orateurs et historiens au nombre des charges les plus odieuses aux possédants. Que faut-il penser de ces griefs ? Les riches étaient-ils seuls fondés à se plaindre ? Et la perception de cette taxe ne gêna-t-elle jamais sérieusement les petits contribuables ?

Avant la réglementation de 378-377, l'établissement de l'*eisphora* avait pu donner lieu à des abus et susciter de violentes colères ; de plus, certaines circonstances avaient sans doute obligé l'État à lever des taxes assez lourdes et nombreuses. Il en fut ainsi, notamment, pendant la guerre de Corinthe, surtout au cours de ses dernières années, comme l'indique un passage du discours prononcé contre le stratège Ergoclès en 388 : « Il serait étrange... », dit l'orateur aux héliastes, « de vous voir aujourd'hui, *accablés comme vous l'êtes par les impositions* (πιεζόμενοι ταῖς εἰσφοραῖς)... »<sup>3</sup>. Malheureusement, il n'existe aucun moyen de connaître l'exacte importance des diminutions infligées par ces *eisphorai* aux capitaux athéniens ; on peut admettre, assurément, que ces diminutions ne furent point insignifiantes et durent être assez vivement ressenties : sinon, l'allusion de l'orateur n'aurait nulle raison d'être ; mais de nombreux possédants ont-ils été ainsi réduits à la misère ou gravement appauvris ? Nous l'ignorons.

Le passage du réquisitoire contre Ergoclès tend également à montrer que ces taxes de guerre n'ont pas frappé les seuls Athéniens riches et que les moyennes et petites fortunes, elles aussi,

1. Cf. P. GUIRAUD, *Études économiques sur l'antiquité*, p. 117-118 ; BUSOLT-SWOBODA, *Griechische Staatskunde*, 3<sup>e</sup> éd., p. 1224-1226 ; GLOTZ, *La cité grecque*, p. 403.

2. Voir ci-dessus, p. 10.

3. LYSIAS, XXVIII, 3 (trad. M. BIZOS).

furent mises à contribution : l'accusateur, en effet, n'eût pas jugé utile d'exciter les rancunes d'un tribunal dont quelques membres seulement auraient eu à subir le poids de ces impôts<sup>1</sup>. Il ne l'eût sans doute pas fait davantage, d'ailleurs, si les juges avaient appartenu en majorité à la population indigente, que l'*eisphora* n'atteignait point<sup>2</sup>.

Durant la période qui s'écoula depuis la fin de la guerre de Corinthe jusqu'au renouvellement des hostilités entre Athènes et Lacédémone, il ne fut pas nécessaire de percevoir des *eisphorai*; mais cette situation prit fin en 378-377. Nous avons vu que les prélèvements réalisés de 378/7 à 356/5 ne semblent pas avoir imposé à l'ensemble des fortunes athéniennes de trop cruels dommages<sup>3</sup>. Dès lors, même si Isocrate ne déformait pas entièrement les faits quand, en 356, il écrivait dans son ouvrage *Sur la Paix* la célèbre phrase : « A Athènes, on est plus misérable dans l'aisance que dans une pauvreté complète »<sup>4</sup>, ce n'est pas à l'*eisphora* qu'il faudrait attribuer la pénible situation des classes possédantes : ce serait plutôt à la réunion des différentes charges qu'une partie de leurs membres avaient à supporter ; à côté de l'*eisphora*, en effet, il existait — comme le rappelle le texte d'Isocrate — d'autres sources de dépenses plus ou moins lourdes pour les citoyens aisés<sup>5</sup>. Rien ne prouve, du reste, que l'affirmation de cet écrivain doive être acceptée sans réserve et qu'il « exagérât à peine »<sup>6</sup> en s'exprimant de la sorte ; nous avons même quelques raisons de penser qu'à cette époque la fortune privée de l'Attique n'était pas aussi gravement amoindrie qu'il le prétend : deux ans après la publication du *Sur la Paix*, un an après la fin de la guerre des Alliés, le capital imposable des Athéniens s'élevait encore à près de 6.000 talents<sup>7</sup>.

Cependant, au cours de cette guerre, s'était produit un événement dont certains possédants avaient pu garder un amer souvenir : il s'agit des opérations d'une commission chargée, en 356, de recouvrer les arriérés de l'*eisphora* due depuis 377.

1. Une telle circonstance nous permet de remarquer qu'en dépit d'une certaine opinion la plupart des héliastes n'étaient pas nécessairement indifférents aux souffrances, légitimes ou non, des possédants.

2. Voir ci-dessus, p. 30.

3. Voir ci-dessus, p. 31.

4. ISOCRATE, VIII, 128.

5. Voir ci-dessous, p. 37.

6. Cf. P. GUIRAUD, *Études économiques sur l'antiquité*, p. 115.

7. Cf. DÉMOSTHÈNE, XIV, 19, 30.



Ces opérations sont décrites dans le discours rédigé en 355 par Démosthène contre Androtion, qui avait été le chef de la commission de recouvrement. L'orateur admet fort bien que l'on a eu raison de vouloir obliger les reliquataires à payer leur dû<sup>1</sup> ; mais il blâme Androtion de s'être acquitté de sa tâche avec une brutalité intolérable et qui rappelle, dit-il, les durs procédés de l'oligarchie<sup>2</sup>. Or, on n'a peut-être pas assez remarqué que ces violences de la commission de 356 se sont exercées — en partie, sinon entièrement — aux dépens de contribuables appauvris ou médiocrement aisés. C'est ce qui résulte assez nettement de divers passages du *Contre Androtion* : « ... Qu'en dites-vous ? Voilà un homme pauvre, un riche, si vous voulez, mais ayant beaucoup dépensé et se trouvant à court d'argent pour des raisons avouables. Il est forcé de se sauver chez les voisins, par les toits, ou de se cacher sous le lit pour n'être pas appréhendé au corps... ; il est réduit à oublier sa propre dignité, à faire acte d'esclave, et non d'homme libre<sup>3</sup>... ». Plus loin, l'orateur cite les noms d'Athéniens qu'Androtion a contraints de s'acquitter, et il indique les faibles sommes qu'ils ont versées : 34,70 drachmes : « de tous ceux qu'il a poursuivis..., je ne sais pas s'il s'en trouvait un seul qui fût débiteur de plus d'une mine »<sup>4</sup>. Ainsi, dans le recouvrement de l'*eisphora*, il pouvait arriver à la démocratie athénienne de laisser traiter sans ménagement ni douceur, non pas des indigents, certes, mais d'assez modestes possédants : ce n'est point à l'égard de citoyens riches, en effet, qu'il eût été nécessaire de recourir à la force pour obtenir le paiement de sommes inférieures à une mine<sup>5</sup>.

Deux ans après le procès d'Androtion, dans le discours qu'il a

1. DÉMOSTHÈNE, XXII, 49.

2. *Ibid.*, 51-52.

3. *Ibid.*, 53 (trad. DARESTE).

4. *Ibid.*, 60 (trad. DARESTE).

5. Parmi les contribuables traqués en 356, il est vrai, se trouvaient également des riches que leurs dépenses avaient réduits à une situation fort difficile, comme l'indique assez clairement Démosthène (§ 53 : cf. *supra*) ; on a donc eu tort de regarder tous les retardataires inquiétés par Androtion comme de véritables pauvres (voir sur ce point les justes remarques de H. WEIL, *Les plaidoyers politiques de Démosthène*, 2<sup>e</sup> série, p. 42, commentaire des lignes 21-22) ; mais on n'a pas davantage le droit de voir généralement en eux des citoyens aisés et gênés pour un temps dans leurs affaires : l'orateur ne dit nullement qu'il en ait été ainsi de tous les contribuables poursuivis par Androtion, ou de la plupart d'entre eux. De toute façon, le récit de Démosthène nous montre que la fiscalité démocratique pouvait, le cas échéant, traiter sans indulgence les nouveaux pauvres.

rédigé contre Timocratès, ancien collègue d'Androtion à la commission de recouvrement, Démosthène rappelle à nouveau la rigueur déployée par les membres de cette commission ; il répète à peu près dans les mêmes termes<sup>1</sup> ce qu'il a dit en 355 des indignes traitements dont Androtion et ses collègues ont accablé les contribuables défailants. A cet exposé s'ajoutent certains détails montrant d'une façon très précise combien modeste était le rang social de plusieurs des Athéniens brimés par la commission : « ... Les citoyens », dit l'orateur à Timocratès, « dont tu forçais les maisons, accompagné des Onze, des receveurs et des appariteurs, tu n'as jamais eu pitié d'un seul d'entre eux ; tu as enlevé les portes, fouillé les lits, et, là où il y avait une servante, tu l'as saisie et prise en gage »<sup>2</sup> : il s'agit bien ici — au moins en partie — de contribuables fort médiocrement aisés, ayant tout au plus une esclave à leur service, et dans la demeure desquels Timocratès et ses collègues n'ont pu saisir, avec cette esclave, que les lits et les portes<sup>3</sup>.

Contre les exigences, légitimes ou abusives, de l'*eisphora*, les possédants de toute classe n'étaient d'ailleurs pas entièrement désarmés. D'abord, précisément parce que cet impôt n'épargnait guère que les indigents, la majeure partie de l'Ecclésia se montrait assez peu pressée d'en ordonner la perception<sup>4</sup>, et le fait est qu'au temps de Démosthène les *eisphorai* ne paraissent pas avoir été accordées par l'assemblée dans la mesure où l'exigeaient les besoins des opérations militaires : même quand le péril extérieur est le plus menaçant et le plus flagrant, à l'époque de la guerre d'Olynthe, des nouvelles entreprises du Macédonien en Thrace et des rapides progrès de son influence en Eubée et sur le continent grec (349-348, 342-341), les harangues démosthéniennes flétrissent la répugnance

1. DÉMOSTHÈNE, XXIV, 165-168.

2. *Ibid.*, 197 (trad. DARESTE).

3. D'après d'autres passages du même discours, les petits capitalistes ne semblent pas avoir été les seuls Athéniens de médiocre condition qui fussent exposés à la sévérité des lois et des agents du fisc, pleins d'indulgence, au contraire, pour certains délinquants riches et exerçant de hautes fonctions. On sera sans pitié, par exemple, dit l'adversaire de Timocratès, pour « un agoranome, un astynome ou un juge de dème... convaincu de détournement à l'apurement de ses comptes. Il est pauvre, sans éducation, manque d'expérience en bien des choses, et c'est le sort qui l'a désigné pour remplir cette fonction. N'importe. Il restituera au décuple... Mais que des ambassadeurs élus par le peuple, et riches, aient soustrait des valeurs considérables... », et Timocratès leur fournira les moyens d'échapper aux coups de la loi (*ibid.*, 112 : trad. DARESTE). Plus loin, l'orateur rappelle les sévères dispositions édictées par la législation à l'égard des « gens du peuple » qui, sous l'aiguillon de la « pauvreté », cumulent des emplois lucratifs (*ibid.*, 123).

4. Cf. *supra*, p. 29-30.

des possédants à décréter les *eisphorai* que l'orateur juge indispensables pour le salut d'Athènes<sup>1</sup>.

A l'arme strictement légale que la souveraineté de l'assemblée populaire fournissait aux résistances des capitalistes de tout rang, s'ajoutait la dissimulation plus ou moins étendue des fortunes. Que le fisc ait été parfois ou souvent incapable de mettre en échec le mauvais vouloir de citoyens résolus à lui cacher l'importance de leurs ressources, c'est ce que tendent à montrer les propos suivants de Démosthène : « Considérez notre cité, Athéniens, dans sa totalité. Il y a là une somme de richesses égales, ou peu s'en faut, à celles de toutes les autres villes réunies. Seulement, ceux qui la détiennent ont l'esprit ainsi fait que, si même tous les orateurs annonçaient... que le Roi va venir, qu'il est déjà là..., non seulement ils ne verseraient rien, mais ils dissimuleraient leur fortune et nieraient ce qu'ils possèdent »<sup>2</sup> : un pareil langage se comprendrait assez mal si le fisc avait disposé de moyens d'investigation vraiment efficaces. Nous connaissons, du reste, l'un des procédés dont on usait volontiers pour dérouter les agents de l'État : c'était la transformation des « biens visibles » (*phanera ousia*) en « biens invisibles ». Déjà employé vers la fin de la guerre du Péloponèse<sup>3</sup>, ce procédé ne disparut point au IV<sup>e</sup> siècle : nous voyons, par exemple, l'orateur Isée louer vivement un de ses clients, Apollodôros, d'avoir « mis sa fortune au grand jour » ; quand l'État a besoin d'argent, dit-il encore, « le devoir d'un bon citoyen » consiste à « ne rien dissimuler de son avoir (*μηδὲν ἀποκρύπτειν*) »<sup>4</sup> : éloge et maxime qui eussent été dénués de tout intérêt pour le tribunal si de nombreux possédants ne s'étaient abstenus de « mettre leurs biens au grand jour » et n'avaient dissimulé leurs ressources. C'est parmi ces contribuables sans patriotisme qu'aurait figuré, selon son accusateur, un autre client d'Isée, à qui l'on reprochait de « rendre sa fortune invisible (*ἀφανίζειν τὴν οὐσίαν*) », bien qu'il eût « recueilli trois héritages et jouit d'un immense avoir »<sup>5</sup>.

Un grief analogue est formulé dans un discours de l'époque démosthénienne. Blâmant son adversaire, un certain Phénippe, de n'avoir jamais rempli aucune liturgie ni versé d'*eisphorai*<sup>6</sup>,

1. Cf. P. CLOCHÉ, *Démosthènes*, p. 78, 81, 83-84, 89-90, 155-157, 158-162, 166-167.

2. DÉMOSTHÈNE, XIV, 25 (trad. CROISSET).

3. Voir ci-dessus, p. 30.

4. ISÉE, VII, 39-40.

5. Id., XI, 40.

6. Pseudo-DÉMOSTHÈNE, XLII, 3.

l'auteur de ce discours l'accuse d'avoir appris l'art de « se dissimuler », de « se dérober » (ἀποκρύπτεσθαι, διαδύεσθαι), afin d'échapper au fardeau des liturgies<sup>1</sup>. Ces reproches s'adressant, il est vrai, à un propriétaire foncier<sup>2</sup>, il ne s'agit point ici du changement d'une « fortune visible » en « fortune invisible » ; mais un possesseur de biens-fonds n'en était pas moins à même de soustraire une notable part de ses gains aux recherches des agents du fisc : le produit de la vente des denrées agricoles (céréales, vins, bois, etc.)<sup>3</sup> pouvait n'être que fort incomplètement déclaré. Le discours contre Phéniippe nous apprend aussi que les possédants avaient quelques chances d'éviter le paiement de l'impôt, ou, du moins, d'alléger leurs charges, en s'attribuant « des créanciers supposés » : l'orateur accuse expressément son ennemi d'avoir prétendu qu'il devait 4.000 drachmes dont il s'était bel et bien acquitté « depuis longtemps », bref, de s'être « ménagé des dettes simulées »<sup>4</sup>.

Les diminutions infligées à la fortune privée par l'institution de l'*eisphora* ne furent donc pas, en réalité, aussi considérables qu'elles auraient pu l'être ; les besoins de l'État restaient médiocrement assurés, et les injustices dont les capitalistes pouvaient avoir à souffrir du fait de cette taxe demeuraient relativement limitées. D'autre part, les riches n'ont pas été seuls à subir les atteintes de l'*eisphora* ; leur participation à l'impôt, certes, était proportionnellement supérieure à celle des moyens et petits contribuables ; de plus, à partir d'une certaine époque, l'État les faisait payer d'avance pour tous les contribuables (ou, du moins, il s'y efforçait) en les laissant s'ingénier pour rentrer dans leurs débours ; mais les autres possédants se voyaient, le cas échéant, exposés aux plus dures contraintes. Bref, l'*eisphora* n'a ni frappé exclusivement ni ruiné les plus riches des Athéniens, et il serait abusif de la qualifier d'« impôt de classe » à sens unique et d'instrument de confiscation.

Beaucoup plus restreint était le champ d'application de l'institution triérarchique ; mais en ce domaine également, les ampu-

1. *Ibid.*, 23 (trad. DARESTE).

2. Voir ci-dessous, p. 194. Nous reviendrons sur ce texte en étudiant les procès d'*antidosis*.

3. Sur les abondants bénéfices que procure à Philippe la vente de ses bois — dont il tire, selon son adversaire, plus de 12 drachmes par jour —, de ses blés, de ses orges et de ses vins, cf. Pseudo-DÉMOSTHÈNE, XLII, 7-8, 20-21, 31.

4. *Ibid.*, 28, 29, 30 (trad. DARESTE).

tations subies par la richesse privée n'ont pas été toujours et nécessairement iniques ou désastreuses.

*La triérarchie.* — On a vu qu'au temps de la guerre du Péloponèse cette obligation était assez redoutée des classes aisées et pouvait, du reste, donner lieu à de graves abus<sup>1</sup>. Il est impossible d'évaluer dans quelle mesure, au cours du iv<sup>e</sup> siècle, elle diminua les ressources des citoyens riches. Qu'elle ait suscité d'âpres plaintes, comme toute espèce d'impôt, on ne saurait s'en étonner, et nous voyons, en effet, Isocrate la ranger, avec d'autres liturgies, les *eisphorai* et les *antidoseis*, parmi les divers fléaux qui, selon cet écrivain, rendaient l'indigence préférable à l'aisance<sup>2</sup>. Qu'elle ait continué à provoquer des injustices, ainsi qu'à l'époque de Cléon, et que, plus d'une fois, des Athéniens influents, des stratèges, par exemple, aient fait usage de cette institution pour assouvir d'odieuses rancunes personnelles ou politiques, c'est également fort possible. Mais deux questions doivent être examinées de très près.

D'abord, les triérarques du iv<sup>e</sup> siècle n'eurent-ils jamais pour ennemis que des démocrates en vue, ou des citoyens de rang extrêmement modeste ? En d'autres termes, ont-ils été une sorte de « gibier de choix »<sup>3</sup> pour les principaux soutiens ou bénéficiaires du régime démocratique ? Ensuite, jusqu'à quel point ont-ils ressenti les effets néfastes, soit du fonctionnement même de l'institution, soit des accusations dont ils furent l'objet ? La haine de leurs adversaires de toute origine, jointe au jeu normal du système, a-t-elle infligé à l'ensemble des triérarques, ou à un grand nombre d'entre eux, d'intolérables souffrances ? Ou bien ont-ils réussi à atténuer plus ou moins largement les inconvénients de la charge qui pesait sur eux ?

Un rapide examen des textes suffit à montrer que les accusations, individuelles ou collectives, portées contre des triérarques émanèrent au moins en partie de citoyens riches, soumis — ou pouvant l'être — aux mêmes obligations.

Vers 359, le fils du banquier Pasion, Apollodôros, un des plus riches Athéniens, poursuivait en justice un certain Polyclès, qui lui avait succédé dans la gestion de la triérarchie : Polyclès n'ayant pris

1. Voir ci-dessus, p. 10.

2. ISOCRATE, VIII, 128 (cf. *supra*, p. 32).

3. Selon la pittoresque expression dont on s'est servi à propos des stratèges, maintes fois traduits, eux aussi, à tort ou à raison, devant le tribunal populaire ou l'Ecclèsia (cf. E. CAVAIENAC, *Histoire de l'antiquité*, II, p. 201).



la mer que cinq mois après l'expiration du service normal d'Apollodôros, celui-ci avait dû assumer de gros frais supplémentaires. Le fils de Pasion produit à la charge de son adversaire divers griefs fort précis : refus d'accepter la trière dont son prédécesseur a fait usage ; prêt d'une somme d'argent au stratège Timomachos pour n'être point obligé de reprendre ce navire ; refus de faire raison à Apollodôros de ses dépenses supplémentaires, etc.<sup>1</sup>. La fin du réquisitoire nous apprend que Polyclès avait autrefois joué à son cotriérarque Euripide « le même tour » qu'à Apollodôros : selon leurs conventions, Euripide et lui devaient servir chacun durant six mois ; le premier était parti, et, à l'expiration du terme prévu, Polyclès n'avait pas voulu reprendre la trière de son collègue<sup>2</sup>.

Peu après (en 356 au plus tôt), un autre triérarque prononçait devant la Boulè des Cinq-Cents un plaidoyer « pour la couronne triérarchique »<sup>3</sup>. Rappelant et approuvant sans réserve le rigoureux décret en vertu duquel tout triérarque qui n'aurait pas amené son navire au pied du môle avant la fin du mois serait arrêté et traduit devant les héliastes, l'orateur accuse plusieurs de ses anciens collègues de n'avoir pas même mis à flot leurs trières : ils ont donc « encouru la peine portée par le décret », et la Boulè commettrait la plus étrange des inconséquences en octroyant la couronne à ces délinquants<sup>4</sup>. En outre, leur zèle a été des plus médiocres : s'abstenant de toute dépense personnelle, à la différence de leur accusateur, ils ont recouru aux arsenaux publics pour en tirer les agrès indispensables ; ils n'ont point complété l'effectif de leurs rameurs, tandis que lui-même s'est procuré un excellent équipage<sup>5</sup>.

Les triérarques coupables de négligence et de tiédeur peuvent être aussi, du reste, des chefs d'une insigne rudesse : il en est qui frappent des peines les plus dures un matelot déserteur (dont tout le salaire s'élève à 30 drachmes). Et cette impitoyable sévérité reçoit l'approbation des héliastes : le rameur misérable qui, sous la pression du besoin, commet une faute, trouve en eux d'inflexibles juges<sup>6</sup>. L'orateur flétrit avec la même âpreté, d'ailleurs, la conduite

1. Pseudo-DÉMOSTHÈNE, L, 29-30, 33, 38, 43-44, etc.

2. *Ibid.*, 68 (trad. DURESTE).

3. Contrairement à l'assertion de Libanius, R. DARESTE pense que ce discours ne peut être attribué à Apollodôros (cf. R. DARESTE, *Les plaidoyers civils de Démosthène*, I, p. 217). Sur la date, *ibid.*, p. 219.

4. Pseudo-DÉMOSTHÈNE, LI, 4 (trad. DARESTE).

5. *Ibid.*, 5-6.

6. *Ibid.*, 11.

de ceux auxquels les triérarques remettent la direction de leurs navires : « Quand un entrepreneur de triérarchie se met en campagne, il va pillant et saccageant partout » ; il attire ainsi maintes représailles sur sa patrie : ces trières-là, dit l'accusateur, « font campagne contre vous, et non pour vous » ; le préjudice qu'elles infligent à autrui se répare aux dépens d'Athènes. Rien de plus naturel, ajoute l'orateur : « Vous donnez la partie belle à qui veut mal faire : si la chose n'est pas sue de vous, il garde ; s'il est pris, il obtient son pardon »<sup>1</sup>. Nous reviendrons sur divers passages de ce discours quand il s'agira d'examiner les moyens dont disposaient les triérarques pour atténuer la rigueur de leurs sacrifices pécuniaires et triompher de leurs accusateurs<sup>2</sup> : pour l'instant, nous nous sommes borné à montrer de quels reproches ils pouvaient être accablés, non par des professionnels de la délation, mais par des membres de leur propre classe.

Enfin, c'est également un Athénien riche, ayant plusieurs fois exercé la triérarchie, qui, dans un procès pour faux témoignage, traite avec la plus grande sévérité un autre triérarque, Théophème : il l'accuse, notamment, de n'avoir point restitué à l'État les agrès qu'il lui devait depuis longtemps ; il blâme sa mauvaise foi et lui reproche d'« accumuler les procès et les contestations » ; le but de ses manœuvres, ajoute-t-il, est parfaitement clair : « gagner du temps, faire ainsi retomber sur moi le fardeau de sa dette personnelle et me forcer de restituer ces agrès »<sup>3</sup>.

Si la triérarchie entraînait, sans aucun doute, d'importants débours et si une partie des triérarques<sup>4</sup> se virent, à tort ou à raison, dénoncer et poursuivre par d'acharnés adversaires, peut-on affirmer qu'un grand nombre des citoyens astreints à supporter cette obligation aient été ruinés par leurs dépenses forcées, ou bien qu'ils aient succombé aux accusations, iniques ou justifiées, dont ils étaient l'objet ?

Il ne semble pas que les frais de la triérarchie aient réduit quantité d'Athéniens à la misère : aucun texte, en tout cas, ne l'affirme, ni, à plus forte raison, ne le prouve, et divers témoignages tendent même à montrer qu'il n'en fut pas ainsi. Certes, au cours du iv<sup>e</sup> siècle, l'État dut souvent faire appel aux services des trié-

1. *Ibid.*, 13-15 (trad. DARESTE).

2. Voir ci-dessous, p. 42-43.

3. Pseudo-DÉMOSTHÈNE, XLVII, 21-24, 25-26, 28-29 (trad. DARESTE).

4. Il est impossible de fournir à cet égard une évaluation tant soit peu précise.

rarques. D'abord, entre le commencement de la guerre de Corinthe et l'ouverture des hostilités athéniennes contre les alliés insurgés, ces riches citoyens furent obligés de déboursier des sommes considérables, par suite des luttes multiples et prolongées que leur patrie eut alors à soutenir (395-386 ; 377-357). On s'explique donc aisément les plaintes soulevées par les grosses dépenses navales et la tension qui règne entre stratèges et triérarques : en 392, par exemple, Aristophane fait une brève allusion au mécontentement ressenti par « les riches » quand « les pauvres » réclament le lancement de nouveaux navires<sup>1</sup> ; en 373, le stratège Timothéos a besoin de faire acte d'autorité pour obtenir de chacun de ses 60 triérarques l'avance de sept mines destinées à l'entretien des équipages (αὐτοῖς στρατηγῶν ἡνάχασε...)<sup>2</sup> ; et quand Iphicratès aura remplacé Timothéos à la tête de la flotte, il devra, lui aussi, user de contrainte à l'égard des triérarques<sup>3</sup>.

Les campagnes navales de la guerre de Corinthe et de 377-357 eurent lieu sous le régime de la syntriérarchie, qui datait de 412 environ et avait déjà contribué à alléger les obligations des triérarques<sup>4</sup>. Mais en 357, la loi de Périandre substitua à la syntriérarchie le système des symmories, plus avantageux encore que le précédent pour les triérarques : il diluait davantage leurs responsabilités personnelles et transformait en une sorte d'impôt la prestation jusqu'alors exigée<sup>5</sup>. D'autre part, sa mise en application ne porta pas très grand préjudice aux ressources d'une notable fraction des assujettis : d'abord, sur les 1.200 personnes appelées désormais à supporter les frais de la triérarchie, plus de 400 purent bénéficier, en vertu de la loi, de dispenses temporaires<sup>6</sup> ; ensuite, les plus riches des triérarques (les Trois-Cents) recoururent à d'ingénieuses combinaisons qui leur épargnèrent — parfois au détriment de leurs collègues moins aisés — une partie des dépenses dont ils étaient menacés : c'est ainsi que, pendant les années de paix, ils se faisaient ranger dans des « syntélie », où les frais étaient divisés ; adminis-

1. ARISTOPHANE, *L'Assemblée des femmes*, v. 197-198.

2. PSEUDO-DÉMOSTHÈNE, XLIX, 11. Cet argent n'avait pas encore été rendu aux triérarques quand s'ouvrit le procès du stratège (*ibid.*, 12).

3. XÉNOPHON, *Helléniques*, VI, II, 14.

4. Voir sur ce point les indications fort précises de M. BRILLANT, article *Triérarchie*, dans le *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines*, IX, p. 445.

5. Sur le détail, cf. BRILLANT, *o. l.*, p. 445-447 ; GLOTZ, *La cité grecque*, p. 406-407 ; GLOTZ et COHEN, *H. G.*, t. III, p. 196-197, etc.

6. Cf. DÉMOSTHÈNE, XLV, 16.

trateurs de ces groupements, ils en profitaient pour alléger, aux dépens des membres de la deuxième classe, leurs propres obligations ; enfin, ils réalisaient une nouvelle et sérieuse diminution de leurs débours grâce aux accords qu'ils passaient avec des entrepreneurs<sup>1</sup>. Ces pratiques durèrent pendant plus de quinze ans, jusqu'à l'adoption de la réforme proposée par Démosthène en octobre 340 (lors de la rupture entre Athènes et Philippe) : l'acharnement que déploierent les Trois-Cents pour empêcher le vote de la nouvelle loi, soit par des démarches auprès de l'orateur, soit par le dépôt d'une *graphè paranomôn*<sup>2</sup>, montre assez combien ils avaient été satisfaits, au moins relativement, du fonctionnement de la triérarchie sous le régime de la loi de Périandre. Il semble, du reste, que la réforme démosthénienne n'ait pas infligé à leurs capitaux de dommages très graves ni, surtout, très durables : fermement appliquée, en effet, au cours des opérations navales de 340-338<sup>3</sup>, elle ne devait pas tarder à être plus ou moins « gâtée », par suite des manœuvres d'Eschine (corrompu par les chefs des symmories, comme Démosthène l'en accusera sans preuves)<sup>4</sup>. La paix régna désormais, d'ailleurs, jusqu'à la mort d'Alexandre, pour le plus grand profit des triérarques. Dans l'ensemble, en dépit des guerres assez nombreuses auxquelles Athènes participa de 395 à 338, les obligations résultant de l'institution triérarchique ne semblent donc pas avoir pesé d'un poids écrasant sur les ressources des intéressés ; les conclusions découlant des faits que nous venons de rappeler ne sauraient être infirmées par les allégations si vagues et imprécises d'un Isocrate.

Il est vrai qu'aux charges financières des triérarques pouvait s'ajouter une autre cause d'appauvrissement ou même de ruine : les procès auxquels les exposaient leurs fonctions, et dont il serait très imprudent d'affirmer qu'ils aient été toujours et seuls responsables ; en ce domaine comme en bien d'autres<sup>5</sup>, sévissaient les abus de la délation professionnelle. Mais il s'en fallait que les accusés fussent incapables d'opposer à leurs adversaires une résis-

1. *Id.*, XXI, 180, 155 ; XVIII, 102 (cf. P. CLOCHÉ, *Démosthènes*, p. 178-179).

2. *Ibid.*, p. 179.

3. Pour le plus grand bien de l'État et des « pauvres » (ἀρότοι), dira DÉMOSTHÈNE (XVIII, 108) : en réalité, il s'agit de citoyens aisés, qui avaient été jusqu'alors les victimes des combinaisons des Trois-Cents.

4. DÉMOSTHÈNE, XVIII, 312.

5. Voir ci-dessous, p. 196 et suiv.

tance énergique et efficace. Nous sommes renseignés à cet égard, dans quelque mesure, par le plaidoyer « pour la couronne triérarchique »<sup>1</sup>. Après la défaite que leur avait infligée en 361 Alexandre de Phères, les Athéniens s'en prirent surtout aux triérarques qui avaient remis à des entrepreneurs la gestion de leur charge<sup>2</sup> : l'Ecclesia décréta que ces triérarques avaient livré leurs navires et déserté leur poste et devaient être traduits en justice. L'accusation fut soutenue par le vieux démocrate Aristophon ; si la fureur des héliastes, dit l'orateur, n'avait pas été « plus mesurée » que l'infamie des accusés, ces derniers eussent inévitablement péri<sup>3</sup>.

C'est d'une indulgence toute semblable que peuvent bénéficier — dans une circonstance beaucoup moins grave, il est vrai — les rivaux de l'orateur. Celui-ci rappelle avec indignation que les matelots déserteurs sont frappés des plus rigoureux châtiments<sup>4</sup>, tandis qu'un triérarque « ne se trouvant pas en personne à son bord quand il a reçu 30 mines pour son entrée en campagne » est assuré de la clémence de ses juges : le riche qui, mû par la cupidité, se rend coupable d'un délit comparable à celui du pauvre, « trouvera de l'indulgence » : dès lors, « que devient l'égalité ? et qu'est-ce que le gouvernement populaire, si c'est ainsi que vous récompensez » ?<sup>5</sup>

S'il est possible aux triérarques — du moins en certains cas — d'obtenir l'impunité, ou des distinctions injustifiées, c'est, pour une part, grâce à l'appui d'influents solliciteurs : l'auteur du plaidoyer accuse ses adversaires d'avoir acheté des orateurs. Parmi ces derniers, dit-il, figurent des hommes qui, jadis, secondant les attaques d'Aristophon, se montraient « implacables envers les triérarques », coupables d'avoir cédé leurs vaisseaux à des entrepreneurs : ce sont eux qui osent aujourd'hui réclamer une couronne pour des individus dont le crime n'est pas moindre. Leur langage actuel dément effrontément celui qu'ils tenaient au temps où ils étaient les alliés d'Aristophon : c'est qu'ils sont « occupés de gagner leur salaire, et non d'exprimer une conviction ». Ils semblent même vouloir s'arroger le monopole de la parole publique : « On dirait, en vérité, que c'est un sacerdoce réservé pour eux seuls ! » Une telle

1. Voir ci-dessus, p. 38 et suiv.

2. Voir ci-dessus, p. 39.

3. Pseudo-DÉMOSTHÈNE, LI, 8-9.

4. Voir ci-dessus, p. 38.

5. Pseudo-DÉMOSTHÈNE, LI, 11 (trad. DARASTZ).



audace, ajoute l'orateur, s'explique aisément par les habitudes des juges : ne conforment-ils pas trop souvent leur sentence aux discours d'individus dont ils savent fort bien qu'ils exercent « ce métier à prix d'argent » ? Ils les regardent « comme la pire engeance qu'il y ait dans cette ville », et ils se prononcent en faveur des triérarques que défendent ces malhonnêtes gens. Le résultat, c'est le triomphe d'une poignée d'hommes, qui « se rendent maîtres de tout » et sont plus forts que tous les décrets<sup>1</sup>.

On ignore absolument quelle fut l'issue du procès intenté par l'orateur inconnu à ses anciens collègues ; nous ne sommes pas renseignés davantage sur le dénouement des poursuites dirigées contre Polyclès par Apollodôros<sup>2</sup> : en admettant même que les accusateurs aient obtenu gain de cause, rien ne démontre que leur succès ait été remporté sur des innocents.

Nous venons de voir avec quelle âpreté méfiante l'auteur du plaidoyer pour la couronne triérarchique s'exprime sur la bienveillance — inadmissible, à son gré — témoignée par les juges aux triérarques accusés. De ces propos remplis d'amertume, il n'est pas sans intérêt de rapprocher les indications fournies par certaines inscriptions datant à peu près de la même période : nous nous bornerons à ajouter quelques observations aux précieuses remarques jadis publiées sur ce sujet par Bœckh et Köhler<sup>3</sup>.

Il s'agit d'inventaires de la marine athénienne, dont la lecture est fort instructive : ces inventaires tendent à montrer, non pas, sans doute, que les triérarques n'avaient rien à redouter de la justice démocratique, mais que les sanctions infligées à plusieurs d'entre eux par les magistrats, les tribunaux ou la Boulè n'eurent pas toujours de conséquences vraiment désastreuses. La liste des dettes encourues par les triérarques est dressée avec une singulière négligence, et l'État ne se hâte guère d'en opérer le recouvrement. Ainsi, tel inventaire fait mention d'une dette que l'on aurait dû fixer déjà quelques années plus tôt ; en outre, au lieu de la percevoir dès qu'elle figure sur les actes publics, on la remet d'année en année, et l'on autorise l'intéressé à se libérer par annuités ou à l'aide d'équi-

1. *Ibid.*, 16-19, 21-22 (trad. DARESTE).

2. Voir ci-dessus, p. 37-38.

3. Voir notamment, U. KÖHLER, *Eine attische Marineurkunde* (*Mittheilungen des deutschen archäologischen Instituts in Athen*, IV, 1879, p. 79-89) : étude dont F. DURRBACH a tiré un fort bon parti dans son ouvrage sur *L'orateur Lycurgue*, p. 63-64.

valents. L'atimie et la confiscation des biens ne frappent, semble-t-il, que rarement les triérarques ; les dettes pour les agrès ne paraissent pas avoir été fréquemment doublées ; quand cette peine est prononcée, on permet quelquefois au condamné de s'acquitter par versements successifs. Tel autre, en dépit de la loi, garde l'usage de sa fortune, qui aurait dû être confisquée, et règle sa dette en fournissant du bois pour les rames ; la Boulè donne ensuite son assentiment. C'est donc avec une extrême indulgence, fait observer Köhler, que les lois sur la marine furent appliquées à Athènes dans la seconde moitié du iv<sup>e</sup> siècle ; on se l'explique, il est vrai, par le fait qu'à cette époque l'administration et la justice étaient aux mains d'une coterie de citoyens riches, parmi lesquels se recrutaient les triérarques ; mais, ajoute l'auteur, on a peine à comprendre que, sous le règne de telles habitudes, l'État athénien ait encore possédé une marine<sup>1</sup>.

Faut-il accepter entièrement l'explication proposée par Köhler ? Nous ferons remarquer, d'abord, que les relations mutuelles des triérarques n'étaient pas toujours des plus cordiales : non seulement des conflits d'intérêts ou de vanité les dressaient souvent les uns contre les autres<sup>2</sup>, mais les manœuvres, si efficaces, des plus riches d'entre eux pour alléger le poids de leurs obligations au détriment de leurs collègues moins aisés<sup>3</sup> pouvaient susciter chez ces derniers d'assez vives rancunes et, le cas échéant, les amener à se servir de leurs pouvoirs administratifs ou judiciaires pour faire expier aux Trois-Cents ces odieuses machinations. Ensuite, si de nombreuses fonctions administratives se trouvaient aux mains d'Athéniens riches, ou pourvus d'une large aisance, les tribunaux comprenaient, en majorité, des pauvres et des petits capitalistes<sup>4</sup>, que nulle solidarité de classe ne liait fortement aux triérarques ; la Boulè des Cinq-Cents elle-même (que nous voyons, en certaines circonstances, user de grands ménagements à l'égard des triérarques)<sup>5</sup> n'était pas composée surtout de citoyens riches, mais, grâce au *misthos*, ouverte à l'ensemble des Athéniens. Bref, si les triérarques ne souffrirent pas trop gravement des fautes dont ils avaient pu se rendre coupables, ou de la haine injustifiée de leurs ennemis, ce ne fut

1. U. KÖHLER, *o. l.*, p. 84.

2. Voir ci-dessus, p. 37 et suiv.

3. Voir ci-dessus, p. 40-41.

4. Voir ci-dessus, p. 32.

5. Voir ci-dessus.

point uniquement grâce à l'influence et à l'activité de membres de leur propre catégorie sociale<sup>1</sup>.

L'examen qui précède semble autoriser plus d'une conclusion importante. D'abord, une partie des accusations qui menacèrent ou frappèrent les triérarques dans leur fortune ou leur considération ne furent pas lancées par des pauvres ou des sycophantes, mais par des citoyens appartenant aux classes riches, exerçant — ou pouvant exercer — la triérarchie. Ensuite, ce n'est point l'envie ou la rancune « démocratique », mais l'égoïsme de certains des plus riches Athéniens, qui, pendant des années, rendit fort onéreuse pour une fraction de leurs compatriotes l'exécution des obligations triérarchiques ; d'ailleurs, les sacrifices auxquels les Trois-Cents furent eux-mêmes tardivement astreints ne devaient pas être bien durables. Enfin, les tribunaux et la Boulè des Cinq-Cents paraissent avoir donné maints témoignages de bienveillance, ou même de complaisante indulgence, aux triérarques accusés de nonchalance ou d'incurie.

Paul CLOCHÉ,

*Professeur à l'Université de Besançon.*

*(Sera continué.)*

1. La question se relie à celle des divers sentiments qui pouvaient animer les tribunaux, en général, à l'égard des accusés riches.

# L'INTRODUCTION DU CAPITALISME EUROPÉEN AUX ÉTATS-UNIS

## LES VALEURS ET LEUR TRAFIC DE BOURSE A NEW-YORK ENTRE 1792 ET 1873

### SECONDE PARTIE<sup>1</sup>

#### III. — LES VALEURS ET LEUR TRAFIC DE BOURSE A NEW-YORK ENTRE 1837 ET 1860

Les États-Unis subirent, à partir du printemps de 1837, une « crise » beaucoup plutôt qu'une « panique » *stricto sensu*. La différence entre l'une et l'autre de ces perturbations économiques mérite d'être précisée bien qu'il y a un siècle, les deux mots y fussent presque synonymes, et une distinction entre elles, déjà difficile à établir théoriquement, soit plus difficile encore à appliquer dans des cas déterminés<sup>2</sup>. Tandis que la crise a des motifs et des effets profonds, et s'étend à l'ensemble de la vie économique après une période de prospérité (nous ne préciserons pas, car nous nous en tiendrons aux notions courantes à l'époque), la panique, *particulièrement fréquente en Amérique*, est une dépression *plus ou moins vive*, sensible surtout à la *Bourse*, bien que souvent à causes et contre-coups plus larges, et suivie d'une *reprise au bout d'un temps relativement court* ; la panique est, dans le sens de la baisse, à peu près le pendant du *boom* dans celui de la hausse. Les *panics* et les *booms* ont un caractère très « américain », pour les motifs que nous avons déjà indiqués et préciserons : un marché financier, ayant

1. Cf. *Rev. hist.*, t. CXCI, p. 249.

2. W. B. SMITH et A. H. COLE (*ouvr. cit.*) ont employé presque indifféremment les deux mots comme les contemporains, en les mettant toutefois entre guillemets. Nous croyons préférable de donner à nos lecteurs, surtout européens, quelques explications.

traité d'abord de valeurs en nombre assez limité, et, d'une façon plus régulière, dépendant d'un marché monétaire mal organisé, nerveux, et soumis aux volontés de quelques gros capitalistes ou groupes d'opérateurs.

La meilleure illustration peut en être fournie par les cours de valeurs de chemins de fer à la Bourse de New-York entre le 7 août et le 20 novembre 1857<sup>1</sup> — 3 mois et demi seulement :

	7 août	9 octobre	20 novembre
New-York Central .....	83 1/4	53 1/2	79
Hudson River .....	21	13 1/2	21 1/2
Harlem .....	10 1/2	7	9
Erie .....	33 7/8	9 3/4	17
Reading .....	72	28	47 3/4
Rock Island .....	94 3/4	56	82
Delaware and Hudson ..	118 1/4	94	101
Illinois Central .....	119 1/2	75 1/4	95 1/2

Le 24 août 1837, l'*Ohio Life and Trust Co*, important établissement financier, fit faillite ; le 14 octobre suivant, les banques de New-York, excepté la *Chemical Bank*, suspendirent leurs paiements en espèces, et, le 12 décembre, ils les reprirent. Ce n'est là, nous le verrons, qu'un des côtés de la dépression économique commencée avant 1837 ; le mal était plus profond : il s'agissait d'une vraie crise.

De plus, durant le dernier trimestre de chaque année, la mobilisation de la récolte nécessitait des disponibilités considérables, et croissantes avec le développement de l'agriculture, au point de devenir d'une façon périodique une cause de trouble pour le marché financier.

Revenons à 1837. Le coup porté aux affaires au printemps de cette année-là fut fort et étendu. La « crise » fut grave, en particulier à Philadelphie, où elle laissa des traces si sérieuses que New-York la distança depuis lors définitivement.

Malgré les circonstances, James Silk Buckingham, Anglais qui voyageait aux États-Unis entre 1837 et 1840, constata que New-York possédait une population de 300.000 habitants, dont 50.000 étrangers, et un important milieu de commerçants et d'hommes d'affaires, ainsi que d'ecclésiastiques, de médecins et de

1. EAMES, *ouvr. cit.*, p. 38.



jurisconsultes, en quête d'un emploi avantageux à leur fortune<sup>1</sup>.

Les ventes de terres appartenant à la nation avaient pris, en 1835 et 1836, une importance très grande : preuve d'un développement de l'agriculture et de l'intensité de la spéculation immobilière<sup>2</sup>.

Le crédit public s'étendait ; aux emprunts fédéraux s'ajoutaient des emprunts d'États et de grandes villes.

L'industrie dont les installations ou les moyens doublèrent entre 1840 et 1850<sup>3</sup>, conserva des bases locales ou régionales au point de vue financier ; son activité reposait sur le crédit personnel de ses chefs, qui recevaient le concours de participants à peu près comme c'est le cas, chez nous, de la part d'associés ou de commanditaires, ainsi que le concours de banques. Les titres de sociétés assez importantes pouvaient être vendus ; ils ne faisaient pourtant guère l'objet de transactions.

La collaboration du capital — appuyé par la Bourse — avait lieu, dans les sociétés, sous la forme d'« actions » (ordinaires). Cependant, les difficultés de quelques entreprises obligèrent, dès 1833-1835, à créer des actions jouissant d'une priorité, dites « actions de préférence »<sup>4</sup>. Et presque aussitôt, l'on procéda, exceptionnellement encore, pour augmenter les capitaux de compagnies, à l'émission d'« obligations » (*bonds*), avec privilège hypothécaire ou non<sup>5</sup>. Les capitalistes se trouvèrent donc dans la situation courante, ou dans une situation favorisée qui comportait, comme contrepartie, une limitation de leurs bénéfices ou de leur intérêt. Pour attirer des obligataires, on leur accorda même parfois la faculté de convertir leurs titres en actions grâce à une sorte d'« option ». Ainsi se dessina un cadre de possibilités, qui ne tardèrent pas à devenir de complexes et dangereuses réalités.

Le nombre augmenta, vers la même époque, des « banques de placements », se chargeant d'émettre des titres, de les classer, puis de les surveiller, et se confondant souvent avec les courtiers en valeurs pour les transactions courantes.

1. ALLAN NEVINS, *American social History as regarded by british Travellers*, New-York, 1923, p. 311.

2. W. B. SMITH et A. H. COLE, *ouvr. cit.*, p. 185.

3. VICTOR CLARK, *ouvr. cit.*, t. I, p. 369.

4. GEORGE HEBERTON EVANS, *the early History of preferred Stocks in the United States* (*American Economic Review*, t. XIX, 1929, pp. 43-58).

5. BLANDI, *ouvr. cit.*, p. 35.

A la Bourse en valeurs de New-York, la « fièvre » des chemins de fer fut suivie d'une forte et longue réaction. V. B. Smith et A. H. Cole<sup>1</sup> ont constaté que les chemins de fer de la Nouvelle-Angleterre ne subirent pas des atteintes aussi graves et prolongées que ceux qui étaient établis plus au sud. Les motifs en ont pu être que l'État du Massachusett avait limité les bénéfices des sociétés par leur charte, et que les fondateurs d'entreprises et les spéculateurs étaient dans la première région moins ardents que dans la seconde.

La grande majorité des compagnies de chemins de fer passèrent par une crise que démontre la diminution, entre 1837 et 1848, des nouvelles constructions de voies ferrées (380 milles seulement en moyenne par an)<sup>2</sup>. Deux causes en furent, comme on l'a constaté pour l'*Erie*, les intérêts personnels des directeurs, et le rôle important et démoralisant de la politique<sup>3</sup>. Il fut souvent question d'Étatisation et de liquidation ; mais les États se refusèrent à accepter une charge aussi lourde et préférèrent consentir des avances, tandis que, seules ou presque, les entreprises qui n'étaient pas viables furent abandonnées à leur malheureux sort.

Les versements effectifs des actionnaires et des obligataires sont mal connus. L'absence presque complète de législation en matière de sociétés laissait possibles les pratiques les plus malhonnêtes. Les historiens des compagnies américaines de chemins de fer qui n'ont obtenu sur ce point que des informations incomplètes, affirment cependant qu'au début, les sommes souscrites furent, en général, versées<sup>4</sup> ; nos recherches, en ce qui concerne l'*Erie Railroad* il est vrai, ne nous font point participer à leur optimisme.

Les politiciens jouaient un rôle de plus en plus considérable dans les affaires. Ils appuyaient les combinaisons des directeurs de sociétés qui demandaient une charte ou une concession, et des spéculateurs qui attendaient leurs gains de réactions vives à la Bourse. Les tribunaux agissaient d'une même manière. Ainsi, les sénateurs et représentants et les juges intervenaient avec cynisme ; les faits sont bien connus de tous ; nous reviendrons sur ces pratiques au moment (après la guerre de Sécession) où elles furent particulièrement scandaleuses.

1. *Ouvr. cit.*, pp. 50 et 51.

2. William LARRABEE, *ouvr. cit.*

3. MOTT, *Erie*, p. 56.

4. *Même ouvr.*, p. 163.

Le mouvement en faveur du *free Banking*, c'est-à-dire de la faculté d'établir librement des banques, aboutit, en 1838, à New-York. En 1840, la (*Second*) *Bank of the United States*<sup>1</sup> disparut, non par suite de ses fautes, mais sous le mécontentement des inflationnistes. Le désir d'expansion ignorait tous les obstacles.

New-York accentua rapidement sa prééminence et joua dès lors le rôle d'une place *centrale*, d'une capitale économique : les journaux de l'Union, malgré des moyens peu rapides d'informations, publiaient les cours des valeurs à sa Bourse ; les commerçants et, en particulier, les banquiers des autres villes, s'adressaient à leurs correspondants new-yorkais pour contracter avec l'étranger et soit trouver une aide, soit constituer des réserves.

La Bourse de New-York, qui gagnait en importance, ne se préoccupait guère des insuffisances de sa technique. Les opérations prenaient les formes que nous avons déjà indiquées, sans permettre les règlements centralisés en traitant sur certaines quantités de titres pour des termes déterminés. Au cas où les spéculateurs s'étaient « couverts » par une opération semblable et en sens inverse de la première, le personnel des courtiers courrait d'un bureau à l'autre en portant des valeurs et des sommes d'argent considérables ! Les capitaux servant aux avances sur titres étaient à vue, et très limités par l'emploi intensif des disponibilités. Les spéculateurs appuyaient leurs manœuvres par une raréfaction de l'argent ; ils l'immobilisaient dans les caisses des banques en obtenant des avances sous la forme de « chèques certifiés ». Ces méthodes étaient celles d'un pays neuf, allant brutalement et sans crainte des abus au plus pressé ; plus tard, elles ont été améliorées pour partie.

Les intérêts s'opposaient à la Bourse où l'on en venait à de vrais combats ; aussi commençait-on à établir la ressemblance entre les opérations financières et les opérations militaires : les unes et les autres exigeaient, de la part des chefs, de l'intelligence et une volonté inflexible, une connaissance des meilleures façons de manœuvrer étant donné les ressources du moment, et une considération plus grande pour le but que pour les moyens.

Ainsi qu'en Hollande vers la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, des capitalistes faisant de vrais placements conservaient leurs titres dans des « boîtes de fer blanc » (*tin boxes*), disait-on ; s'ils consolidaient de cette façon le marché, ils le rétrécissaient également. Les opérations

1. R. C. H. CATTERALL, *the second Bank of the United States*, Chicago, 1903.

au comptant n'étaient pas toujours des actes de cette dernière nature : appliquant le principe « never sell what you haven't got », des spéculateurs considéraient comme prudent de ne vendre que les titres qu'ils avaient en leur possession, en crainte de fluctuations momentanées des cours, les obligeant à liquider leur position dans des circonstances passagèrement difficiles ; mais l'on ne pouvait pas ainsi atteindre les mêmes buts que par la vente à découvert.

La Bourse, trop étroite pour ne pas subir les conséquences de la spéculation, était exposée aux manœuvres soit de gens assez riches pour lui imposer leurs volontés, soit de groupes ayant capitaux et crédit.

Jacob Little fut, quelque temps, le principal spéculateur, le « Napoléon des Baissiers », mais il finit comme la presque totalité de ses semblables, par perdre sa fortune et le crédit dont il jouissait ; seuls les subsides d'amis et anciens collègues sauvèrent, lui et sa famille, de la misère.

Deux grands opérateurs : Daniel Drew et Cornelius Vanderbilt, eurent dès lors un rôle qui augmenta dans la période suivante. Daniel Drew, l'« oncle Daniel », d'abord marchand de bestiaux, puis intéressé dans la navigation fluviale, a marqué comme « bourgeois »<sup>1</sup>. Charles Francis Adams<sup>2</sup> l'a campé ainsi : « artificieux, sans scrupules, très illettré ». Trésorier de la Compagnie de chemins de fer *Erie*, il a pris des intérêts chez un courtier menant une campagne à la baisse sur les valeurs de celle-ci, de là son surnom de *speculativ Director* ; et il s'est servi de valeurs se trouvant dans le portefeuille de la même compagnie pour ses opérations personnelles, jusqu'au moment où le scandale l'obligea à quitter sa fonction. Il jouissait, de la part du public, d'une espèce d'indulgence, en dehors, bien entendu, du cercle nombreux de ses victimes.

Cornelius Vanderbilt<sup>3</sup>, d'une petite famille d'origine hollandaise, dénommé le « Commodore » en souvenir de l'époque où il jouait un rôle dans la navigation, fut un homme « impérieux », un « autocrate », qui « dérangerait le marché quand cela lui plaît »<sup>4</sup>. Il s'inspira, dès qu'il fut en mesure de le faire, du *Cash Princip*, c'est-

1. Meade MINNIGERODE, *ouvr. cit.*, p. 85, et, sous une forme romancée, BOUCK WHITE, *the Book of Daniel Drew*, New-York, 1910.

2. *High Finance in the Sixtieth*, New-Haven, 1929, p. 24.

3. Très nombreux ouvrages ou articles sur C. Vanderbilt ; v. not. Meade MINNIGERODE, *ouvr. cit.*, pp. 103 et suiv., et A. D. HOWDEN SMITH, *Vanderbilt*.

4. M. H. SMITH, *ouvr. cit.*, p. 122.

à-dire qu'il opéra au comptant, en tout cas à couvert par opposition à crédit, et donna ainsi une base stable à sa fortune. On a dit de lui<sup>1</sup> : « s'il désirait la hausse, il achetait tout ce qu'on lui offrait ; s'il désirait une baisse, il offrait ses titres ». Il fut l'un des premiers à se rendre compte qu'il pouvait, en assurant une meilleure organisation des compagnies auxquelles il s'intéressait, les consolider après les avoir surcapitalisées. Charles Francis Adam<sup>2</sup> a dit de lui qu'« involontairement, il excitait un sentiment d'admiration pour lui-même et d'alarme pour le public ».

Un écrivain de leur époque<sup>3</sup> a établi entre Drew et Vanderbilt cette comparaison : le premier était un grand *tacticien*, le second, un grand *stratège* ; ainsi, tous deux étaient de grands *capitaines* de la Finance.

A côté de vraies « campagnes » que les plus grands capitalistes et spéculateurs pouvaient seuls mener, il faut noter les efforts de groupes de personnes. En général, des groupements de spéculateurs, dits *pools*, *rings* ou *cliques* étaient formés, sans que ces mots se rapportassent à des choses bien différentes. Sous la direction d'une seule personne, de là le nom de *blind pool* (le secret sur les opérations étant nécessaire à son succès), un fond était constitué qui servait de base à des manœuvres ; le marché des capitaux à vue était préparé de façon à empêcher toute aide financière. En achetant de vendeurs à découvert, l'on espérait qu'ils se trouveraient dans l'impossibilité de tenir leurs engagements avec les titres sur le marché. Pour terminer l'opération avec succès, il fallait passer à d'autres ceux que l'on avait achetés à terme avant que leur revente ne fit baisser les cours. La technique des *corners* fut ainsi précisée.

La découverte de riches *placers* en Californie (1848) eut de fortes répercussions dans l'Est. L'or donna des bases plus larges aux transactions ; il accentua l'esprit de spéculation et en augmenta les dangers. Des hommes très actifs cherchèrent à organiser des relations avec l'Ouest, d'abord par la voie de mer, puis progressivement par la voie de terre, ouvrant à l'exploitation des territoires immenses.

La construction de chemins de fer reprit : la longueur des voies

1. *Même ouvr.*, p. 118.

2. *Ouvr. cit.*, p. 29.

3. W. W. FOWLER, *ouvr. cit.*, p. 125.



nouvelles quintupla en moyenne annuelle entre 1848 et 1855<sup>1</sup>. L'*Erie Railroad Co* profita de l'optimisme général : elle put émettre des obligations et obtenir des crédits à court terme. Elle termina ainsi sa voie jusqu'au Lac Erie et mit en circulation, en 1851, les premiers trains entre les deux extrémités de sa ligne. Bien que les cours de ses actions (ordinaires) aient subi de larges fluctuations à la Bourse, ils se maintinrent, jusqu'à 1854, à un niveau assez élevé ; pendant cette dernière année, ses difficultés financières redevinrent aiguës ; de 80, les cours de ses actions baissèrent jusqu'à 29<sup>2</sup> et celui de ses obligations entre 10 et 15 %. Pour faire face à ses échéances, la Compagnie dut demander à Cornelius Vanderbilt d'endosser pour 400.000 dollars de lettres de change contre des garanties hypothécaires et, à Drew, pour 980.000, contre d'autres garanties<sup>3</sup>. Ainsi, lorsque l'on pouvait croire que les bénéfices d'exploitation avaient définitivement consolidé les entreprises, d'anciennes et de nouvelles dettes minaient la situation, et de riches capitalistes ou de puissants spéculateurs suivaient la valeur dans le but d'en tirer les plus larges profits. Ce fut, pour les chemins de fer, une période très difficile : aux obstacles qui s'étaient opposés primitivement à la réalisation de travaux avec des capitaux insuffisants et de médiocres connaissances techniques succédèrent des combinaisons et manœuvres dolosives qui troublèrent les compagnies et le marché de leurs titres.

Les concessions de terrains en vue d'intéresser les chemins de fer à la mise en valeur du pays, ne se précisèrent qu'alors ; elles furent, par la suite, d'une importance presque suffisante pour garantir l'avenir des compagnies<sup>4</sup>.

Eames<sup>5</sup> a publié un extrait du registre des transactions passées à la première séance du 6 janvier 1857, fin d'une période caractérisée par une grande prospérité économique, et, en matière financière, par l'émission d'un grand nombre de titres très recherchés par suite de la « fureur des chemins de fer » ; le texte en son intégralité nous aurait permis seul de tirer des conclusions précises !

Les emprunts d'États, en particulier de l'Indiana, de la Virginie et du Missouri, portant un intérêt de 5 ou 6 %, étaient cotés,

1. LARRABEE, *ouvr. cit.*, p. 79.

2. Plus haut et plus bas cours de l'année, MOTT, *ouvr. cit.*, p. 485.

3. *Même ouvr.*, p. 115.

4. LARRABEE, *ouvr. cit.*, p. 81.

5. *Ouvr. cit.*, p. 39.

et leurs cours se trouvaient au-dessous du pair. Les bons à échéance de la *Bank of Commerce* étaient à 102 1/2. Les obligations de chemins de fer faisaient l'objet de transactions importantes : l'*Hudson River Railroad*, première hypothèque, à 79, deuxième hypothèque, à 84, et, troisième hypothèque, à 65 ; l'*Illinois Central Railroad*, à 97 1/2-97 3/4.

Peu d'actions de banques étaient traitées sur le marché officiel le même jour : seulement celles de la *Corn Exchange Bank* et de la *Mechanic Bank*. La série était longue, au contraire, des actions de chemins de fer : celles de l'*Erie*, du *Reading* et du *New-York Central* surtout, jusqu'à celles de la voie ferrée de l'Isthme de *Panama* qui joint l'Atlantique et le Pacifique.

Nous trouvons en 1837, pour la première fois — sans doute, faute de posséder une cote entre 1837 et 1857 —, deux valeurs de charbonnages traitées en Bourse : la *Cumberland Coal Co* et la *Pennsylvania Coal Co*.

Une réaction était proche : le 24 août 1857, la faillite de l'*Ohio Life Insurance and Trust Co* attira l'attention sur des erreurs de caractère général. La crise fut si vive qu'elle entraîna de vrais bouleversements. Nous ne pouvons retenir ici que ses répercussions sur les valeurs et leur négociation. La baisse fut considérable à la Bourse : en 1859, les deux cours extrêmes de l'*Erie* furent 15 1/8 et 7 3/4 ; effondrement suivi d'une certaine reprise, puisque les cours extrêmes de la même valeur furent, en 1860, 43 et 8 1/4. Les fluctuations des prix durant un même mois étaient si considérables qu'elles entraînaient la *démoralisation* des opérateurs ne s'occupant plus guère que de tirer profit des circonstances au jour le jour.

Bien que fonctionnant mal, la Bourse remplissait aux États-Unis, dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, un rôle obscur et complexe, ainsi que, dans le corps humain, bien des organes à rôle difficile à préciser par suite de données variables et contradictoires. Elle a, en tout cas, attiré des capitaux et fourni l'aide passagère des spéculateurs pour la construction et la mise en exploitation des chemins de fer, dont le total des voies avait passé de 1.098 milles en 1835 à 30.626 en 1860 ; et une institution moins imparfaite n'eut pas modifié la mentalité des hommes. Nous sommes encore amené à constater la carence presque complète de l'État en face des abus.

#### IV. — LES VALEURS ET LEUR TRAFIC DE BOURSE A NEW-YORK ENTRE 1860 ET 1873

Au début de la guerre civile qui dura jusqu'en 1865, le conflit et les craintes qu'il fit naître, entraînèrent des perturbations dans la vie économique ; ensuite, dans le Nord, l'intensité de la spéculation ayant à sa base l'inflation ou s'appuyant sur elle, amena une forte hausse<sup>1</sup> ; aux capitalistes et joueurs de New-York se joignirent des gens fortunés du Sud qui, tout en cherchant un refuge provisoire, se livrèrent avec ardeur aux opérations de Bourse<sup>2</sup>. L'attrait du gain devint plus intense après la Paix : l'intervention de financiers et de boursiers, puissants et sans scrupules, s'appuyant sur la complicité de ceux qui auraient dû défendre les intérêts généraux et interpréter équitablement la loi, jeta le trouble sur le marché, augmenta les fluctuations des cours non sans influencer souvent dans le sens plus tôt de la baisse. Durant les treize années que nous allons étudier, les activités tendant à la mise en exploitation des richesses du sol et du sous-sol, ainsi qu'à la fabrication de manufacturés<sup>3</sup>, firent réaliser au pays d'importants progrès<sup>4</sup>, tandis que se produisaient des manœuvres très discutables, sinon franchement dolosives.

Les excès que nous avons constatés, se renouvelèrent et s'aggravèrent, rendirent le capitalisme plus *aigu* : les idées libérales, mal tempérées par des interventions de l'État en vertu de ses devoirs de police, laissaient s'établir et se développer une vraie licence ; une large partie de la population se montrait indifférente à ce genre d'abus ; d'assez nombreux politiciens et juges considéraient leur mandat ou leur fonction comme l'occasion de faire personnellement fortune.

Les difficultés économiques ne changèrent pas, bien entendu, de caractère : d'une part, des « crises », comparables, surtout aux États-Unis pendant l'époque étudiée, à des crises de croissance chez des êtres humains en ce qu'elles provenaient d'une poussée exagérée et trop rapide, mais rentrant dans le cadre cyclique des conjonc-

1. EMERSON DAVIS FITE, *Social and industrial conditions in the North during the Civil War*, New-York, 1911, pp. 106 et 107.

2. EAMES, *ouvr. cit.*, p. 45.

3. VICTOR S. CLARK, *ouvr. cit.*, t. II.

4. ARTHUR MEIER SCHLESINGER, *New Viewpoints in American History*, New-York, 1928, p. 206.

tures ; d'autre part, des « paniques », très fréquentes à cause de l'étroitesse du marché de chaque valeur comparativement aux moyens des opérateurs et à cause des manœuvres des spéculateurs. L'étroitesse du marché mérite d'être démontrée pour quelques valeurs de chemins de fer auxquelles la spéculation s'intéressait spécialement<sup>1</sup> ; nous ne pouvons pas, bien entendu, connaître les quantités de titres en « mains fermes », c'est-à-dire gardés, par des personnes contrôlant l'entreprise, ou faisant un vrai « placement », ce qui, pour bien des valeurs, diminuait celles qui étaient disponibles, dans une forte proportion :

New-York Central .....	environ 24 millions de dollars		
Erie (actions ordinaires) .....	— 16	—	—
Harlem (actions ordinaires) ...	— 6	—	—
Hudson River .....	— 4	—	—
Michigan Southern .....	— 7	—	—
Prairie du Chien .....	— 7	—	—
Fort Wayne .....	— 8	—	—
Rock Island .....	— 6	—	—

Au même moment, New-York devint, plus nettement que par le passé, la capitale économique des États-Unis, aux points de vue de sa banque en général qui nécessitait une cohésion des opérations financières, et de ses banques fédérales où les autres banques fédérales des États-Unis durent avoir une certaine « réserve » et à celui de sa Bourse qui, tout en rendant des services pour le classement des titres, gênait par ses excès.

La guerre eut vite des répercussions dans les ordres économique et financier. Le lien de la monnaie avec l'or se relâcha, puis disparut. La hausse de ce métal — donc la baisse du dollar-papier —, partie de 2 % en avril 1862, atteignit 20 % en juillet, puis 34 % à la fin de la même année ; et elle s'accrut au fur et à mesure de l'augmentation de la circulation du papier-monnaie, dit les *Greenbacks*<sup>2</sup>, dont le montant finit par atteindre le chiffre imposant de 400 millions de dollars. Le Comité de la Bourse en valeurs ne vit pas, sans appréhensions, s'établir chez lui le trafic de l'or, qui s'annonçait défavorable au crédit du pays. Il fallut voter, en 1864, l'*Anti-Gold Act* (*an Act to prohibit certain Sales of Gold and Foreign*

1. EAMES, *ouv. cit.*, p. 48.

2. W. C. MITCHELL, *a History of the Greenbacks*, Chicago, 1903.

*Exchange*<sup>1)</sup> qui ne permettait de vendre que l'or et les devises détenus effectivement, mais son application fut suivie d'une hausse de l'or de 198 à 250, et la loi dût être, presque aussitôt, abrogée<sup>2)</sup>.

Le trafic de l'or se porta, à partir de 1864, à une Bourse spéciale, le *Gold Exchange* qui se fixa, un peu plus tard, dans le *Gilpin's News Room*, et y prit une extension énorme. Comme il s'agit là d'une question surtout monétaire et d'une spéculation sur « marchandises », nous ne pouvons guère que constater le trouble qui en résultât pour le marché des valeurs. Un fait est cependant trop caractéristique des procédés de l'époque, et trop important, pour que nous puissions le passer complètement sous silence : la manœuvre, tentée en 1869 par Jay Gould et d'autres spéculateurs, en vue d'accroître la dépréciation du papier-monnaie, et ainsi venir en aide, prétendaient-ils, aux agriculteurs. Appuyée par des contrats rendant indisponibles les assez faibles quantités de métal qui pouvaient arriver sur le marché, elle n'échoua que par suite de l'effet moral autant que matériel d'une offre imprévue d'or de la part de la Trésorerie fédérale. Le pays a conservé le souvenir de ce jour néfaste, dit « Vendredi Noir » (*Black Friday*)<sup>3)</sup> : après une hausse rapide de 145 à 162 1/2, le cours de l'or réagit, dans la même journée, à 133 ; le nombre des faillites qui en résultèrent fut considérable : quatorze à la seule Bourse en valeurs.

Les valeurs mobilières augmentèrent sur le marché. On a estimé les nouvelles valeurs, mises en circulation à New-York durant 1863 et 1864, à 200 millions de dollars<sup>4)</sup>, montant très considérable pour l'époque et prouvant une modification profonde dans l'emploi des capitaux d'épargne, soutenus par l'aide factice et instable de la spéculation. En Amérique, de même qu'en Europe, chacun considérait les avantages qu'il avait à prendre plutôt des intérêts faciles à liquider que d'autres comportant des immobilisations, à se dégager dès les premiers sentiments de crainte et reprendre position lors d'une amélioration, à profiter des bénéfices de grandes affaires ayant à leur tête des hommes déjà connus, vite célèbres par leur fortune. La révolution qui s'était préparée dans la vie économique

1. H. C. EMERY, *ouvr. cit.*, p. 195.

2. WHITE, *Money and Banking*, Boston, 1896, p. 161.

3. Nombreux récits de cette journée fameuse : le meilleur est celui de Charles Francis ADAMS, *New-York Gold Conspiracy*, article reproduit dans *High Finances in the Sixtieth*, p. 120 ; v. aussi George S. BOUTWELL, *Black Friday*, New-York, 1912.

4. FITE, *ouvr. cit.*, p. 45.



depuis plus d'un demi-siècle et qui s'y était précisée récemment, s'y réalisait, en amenant aux affaires des capitaux pour partie inutilisés. Malheureusement, l'intérêt de puissants chefs d'entreprises n'était pas plus une garantie en Amérique vers 1860-1873, qu'en Hollande, au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, et qu'ailleurs, depuis ; les nouvelles méthodes comportaient aussi de plus grands dangers : une ombre s'étendait qui, sans masquer les avantages d'une intensification ou d'une amélioration dans les conditions du pays, les atténuait auprès des esprits impartiaux.

La « cupidité d'aventuriers » a introduit, dans les sociétés américaines par actions et d'abord dans les compagnies de chemins de fer en particulier, des pratiques qui ont abouti aux plus graves abus. La plus fameuse de ces pratiques est le *Stock Watering*, la majoration du capital à l'aide d'actifs fictifs n'ayant pas plus de valeur que de l'« eau ». Bien que supposant le versement d'une certaine somme, les actions ordinaires étaient remises souvent à des fondateurs ou obligataires à titre de « primes », de même que c'est le cas pour nos actions de fondateurs qui ne représentent aucune somme fixe. Les « actions de priorité » passaient alors du second rang au premier parmi les valeurs dont le capital avait été plus ou moins réellement versé. Quant aux obligations, elles étaient souvent cédées nettement au-dessous du pair. Dans de telles conditions, même les gens les mieux renseignés et, à plus forte raison, le public, n'étaient pas en mesure de connaître la situation réelle de la plupart des entreprises qui offraient leurs titres. La masse ne pouvait compter que sur la prospérité générale pour effacer ou atténuer les conséquences de telles pratiques.

La possibilité de mettre en circulation des actions et obligations pour des montants considérables qui avait été utilisée d'abord à fusionner des compagnies de chemins de fer et continuait à l'être dans le même but, devait servir peu à peu à concentrer des forces jusque-là rivales. Dans la période que nous étudions, d'une part, les financiers trouvèrent, dans des compagnies par actions, les bases d'avantageuses combinaisons, et, d'autre part, quelques grands industriels se préoccupèrent de consolider leur situation en face de rivaux puissants ; par la suite seulement, la plupart des industriels furent en mesure de procéder d'une même façon.

Les financiers qui s'appuyaient sur la Bourse, y avaient souvent

1. V. le volume de MOTT sur l'*Erie* et LARRABEE, *ouvr. cit.*, p. 165.

une activité assez distincte de celle qu'ils y menaient comme président ou directeur d'une entreprise. Tel fut le cas pour Cornelius Vanderbilt : il fut le vrai fondateur du *New-York Central*, et, si ses intérêts l'entraînèrent à faire à la Bourse des manœuvres trop habiles et à fusionner des compagnies en s'assurant d'énormes bénéfices par de fantastiques *waterings*, il se préoccupa des conditions économiques des transports, et défendit les intérêts qui lui étaient confiés, en face d'adversaires dangereux.

Surtout à partir de 1865, un *boom*<sup>1</sup> se produisit dans l'industrie du Nord ; la protection douanière incita, entre 1860 et 1870, à placer de l'argent dans les usines ; une « grande révolution économique », selon le mot d'Arthur Meier Schlesinger<sup>2</sup>, s'étendit jusqu'à 1880 environ, pour prendre, par la suite, une forme plus financière. Nous voyons alors poindre et même souvent se développer l'autorité des hautes personnalités du monde industriel américain de la période suivante. Carnegie et ses associés ne disposèrent, d'abord, pour leurs affaires que de leur épargne accumulée et de faibles aides financières<sup>3</sup>. John D. Rockefeller n'avait que vingt et un ans en 1860<sup>4</sup>. L'entreprise des Mac Cormick pour la fabrication des machines agricoles n'avait encore, en 1869, qu'un capital très restreint<sup>5</sup>. Et il en était de même pour les futurs organisateurs d'industries moins développées et cependant destinées à prendre une importance mondiale<sup>6</sup>. Ainsi s'explique que les sociétés industrielles dont les titres furent les premiers cotés à la Bourse de New-York, ne furent pas celles qui jouèrent, par la suite, le principal rôle dans le mouvement de concentration des entreprises industrielles.

En mars et avril 1864, l'engouement fut grand à New-York pour les actions de compagnies appartenant aux branches les plus spéculatives comme les compagnies minières, à cause des coups de fortune qu'elles pourraient réserver. Sur la base d'une dépense

1. Allen NEVINS, *ouvr. cit.*, p. 31.

2. *New Viewpoints*, p. 246. — V. aussi CLARK, *ouvr. cit.*, t. II.

3. Jesse Hendrick BURTON, *the Life of Andrew Carnegie*, New-York, 1932, p. 132 ; sur le rôle du juge Gary, vers la même époque et dans la même branche, Ida Minerva TARBELL, *the Life of Elbert H. Gary*, New-York, 1926, pp. 87 et suiv.

4. I. M. TARBELL, *the History of the Standard Oil*, New-York, éd. de 1925, t. I, pp. 41, 42.

5. W. T. HUTCHINSON, *C. A. Mac Cormick*, t. I, p. 132.

6. George E. REDMOND, *Financial Giants of America*, Boston, 1922, donne des renseignements sur les chefs de ces industries ; sur les grandes compagnies d'abatages du bétail, R. A. CLEMENS, *the American Livestock and Meat Industry*, New-York, 1923.

effective de 1.000 dollars, on arriva à créer une société au capital de 1 million<sup>1</sup> ! Les *Bubble Companies*, ainsi appelées d'après le nom des valeurs du même genre émises à Londres vers 1718-1720, disparurent vite, en ne laissant que des ruines. C'était là l'intensification de pratiques courantes.

Les valeurs qui tirent leur origine d'une extension du crédit et de participations plus larges aux affaires, ne sont devenues populaires que par la négociation en Bourse qui leur assurait de nouveaux avantages, mais aussi, plus que jamais, les exposait à des dangers.

La « Bourse en valeurs de New-York »<sup>2</sup> se tenait dans un local mieux approprié à ses besoins ; elle ne pouvait pas, cependant, faire face à une augmentation énorme des transactions. Le nombre de ses membres était trop limité — on en admit, en 1861, seulement sept nouveaux — ; moins de cent d'entre eux assistaient aux séances. Cette situation incita des personnes qui n'avaient pas pu obtenir leur admission, à louer une pièce à côté de l'entrée de la Bourse, la *Goodwin's Room*, et à s'y livrer au trafic des valeurs : ainsi fut constituée une sorte de coulisse, non sans contacts avoués ou masqués avec la Bourse principale. En 1862, une pièce dénommée « soute à charbon » (*Coal Hole*) permit de tenir, dans un sous-sol, des séances où l'on « appela des valeurs » et les « cota » au fur et à mesure des offres et des demandes. Une nouvelle institution apparut en 1864, le « Comité public des agents de change » (*Open Board of Stock Brokers*), où des éléments plus jeunes servirent d'intermédiaires, soit aux courtiers de la Bourse, soit au public. Il y eut même, au moment de plus grande surexcitation, une « Bourse du Soir » et, jusque dans la ville haute, des transactions furent passées au *Fifth Avenue Hotel* dans la soirée. Les opérations dans la rue devenaient de plus en plus nombreuses. Séries de dispositions prises pour faire face à un mouvement d'affaires exceptionnellement considérable, comme cela avait été le cas, sur d'autres places, dans des circonstances semblables et, pour aboutir, de même, à une réorganisation et à une concentration dès une diminution des transactions.

La technique s'améliora quelque peu : le système de règlements par compensations qui avait été établi et fonctionnait largement pour l'or, fut adopté pour les valeurs et fut appliqué par la *Bankers*

1. Worthington FOWLER, *ouvr. cit.*, pp. 298 et suiv.

2. EAMES, *ouvr. cit.*, pp. 42 et suiv.

and Brokers Association, d'une façon toutefois limitée<sup>1</sup>. La spéculation continua et se développa au comptant avec l'appui du crédit ; les opérations à terme étaient soit le moyen de prendre une position à liquider bientôt (*flyer*, disait-on), soit le complément d'une manœuvre pour profiter de l'imprudende de baissiers.

L'« essence de la spéculation » devint les opérations avec « marges » : les courtiers demandaient à leurs clients une certaine fraction, en général, 10 %, et, en périodes de rapides fluctuations, 20 %, du prix d'achat ou de vente comme garantie, en se réservant la faculté, si les cours se trouvaient baisser et qu'aucune nouvelle marge n'était remise en temps opportun, d'« exécuter » le client. Sous un tel régime, les personnes qui obtenaient de ne remettre qu'une faible marge, 3 ou même 2 %, risquaient beaucoup de perdre celle-ci. Le tout était, pour de nombreux courtiers, de s'assurer des courtages et d'« exécuter » leurs clients à temps pour ne pas subir de perte ! Les bureaux de courtiers ou prétendus courtiers étaient de vastes pièces où le public se portait en grand nombre pour se renseigner autant que pour donner des ordres.

Eames<sup>2</sup> nous a donné un tableau des cours auxquels des opérations ont été passées le 11 mars 1864, au premier *call* du *Stock-Exchange*, en omettant les fonds d'État et obligations de sociétés, qui suivaient plus directement la situation du marché de l'argent ; c'était à peu près le moment où la hausse battit son plein. Les compagnies de chemins de fer continuaient à occuper la principale place de beaucoup : l'*Erie* était au premier plan, suivie par le *Reading*, le *Chicago and North Western*. Les charbonnages venaient ensuite : la *Cumberland Coal Co* (actions de préférence), l'*American Coal Co* (préférence), le *Central Coal Co* et la *Wyoming Valley Coal Co* ; puis, des mines, la *Mariposa Mining Co*, la *Quartz Hill Co*, la *Quicksilver Co*, auxquelles on peut ajouter la *Rulland Marble Co* ; enfin, une seule entreprise de la métallurgie du fer, la *Copake Iron Co*. Beaucoup de ces noms ont disparu aujourd'hui.

1864, année où la hausse atteignit son point culminant, et fut suivie d'un effondrement, connu des écarts de prix extraordinaires. Voici les cours extrêmes de quelques valeurs : *Hudson River* 164-10 1/2, *Harlem* 285-86 1/2, *Erie* 126 3/4-82, *Michigan Southern* 118 3/4-57, *Panama Railroad* 300-200, *Pacific Mail* (naviga-

1. Worthington FOWLER, *ouvr. cit.*, p. 71.

2. EAMES, *ouvr. cit.*, pp. 46 et 47.

tion) 325-212. Évidemment, à cette époque-là, il ne pouvait pas s'agir d'une égalisation des cours par la spéculation ! D'ailleurs, comme l'a observé H. C. Emery<sup>1</sup>, celle-ci a un grand intérêt à des écarts de prix qui, seuls, donnent une base à son activité.

Les principaux événements qui se passèrent à la Bourse de New-York entre 1862 et 1873 sont instructifs. Surtout à partir de la fin de la guerre, les États-Unis, selon F. C. Hicks<sup>2</sup>, connurent un « temps de violations organisées de la loi dans le cadre légal, d'un jeu sans restriction avec les titres de compagnies comme instruments, de paniques, de *corners* ». Si le pays accentua son essor grâce à l'utilisation intensive de ses capitaux, la contrepartie en fut des perturbations résultant de tempéraments excessifs et de l'absence de tout frein sérieux.

Cornelius Vanderbilt n'était encore qu'un important spéculateur lorsque, vers 1863, il se rendit compte des avantages qu'aurait pour tout le monde et, en particulier, pour lui-même la fusion de compagnies de chemins de fer dans le but d'atténuer leur malaise, puis, d'une façon plus affirmative, d'augmenter leur puissance<sup>3</sup>. Il eut bien, un moment, le désir d'obtenir le « contrôle » de l'*Erie*, dans le conseil de laquelle il se trouvait. Il dirigea son attention, pour le plus grand étonnement de *Wall Street*, sur la « pauvre » compagnie de chemins de fer *Harlem*, au moment où elle n'était encore cotée qu'aux environs de 30. En mai 1863, à la suite de bruits de Bourse, cette compagnie voyait ses cours monter à 58, lorsqu'elle obtint de la municipalité l'autorisation, prévue par sa concession, de poser des rails dans New-York jusqu'à la *Battery* ; une nouvelle hausse se produisit pour le profit notamment des politiciens de City Hall. Mais ceux-ci et leurs amis espérèrent bientôt réaliser de nouveaux et importants bénéfices en obtenant le retrait de l'autorisation ; ils se mirent à la baisse et, effectivement, l'autorisation fut retirée. Les spéculateurs à découverts se croyaient sûrs du succès, lorsqu'ils constatèrent l'impossibilité où ils se trouvaient de se procurer les titres vendus par eux en plus grande quantité que la totalité du capital social ! Vanderbilt qui, à la fois, détenait une grande partie des titres et en était acheteur de fortes quantités à

1. *Ouvr. cit.*, p. 122.

2. Préface au *liv. cit.* de Charles Francis ADAMS, p. 1.

3. Nombreux récits ; not. de Worthington FOWLER, *ouvr. cit.*, pp. 199 et suiv. et pp. 343 et suiv.



terme, transigea à des prix élevés. Tel fut le premier *corner* de la *Harlem Railroad*.

En avril 1864, le cours des actions du même chemin de fer qui atteignait 190, sembla hors de toute proportion avec le revenu de l'entreprise ; de nouveau, des baissiers, ainsi Daniel Drew, vendirent à découvert et, de nouveau, ils durent subir, Daniel Drew comme les autres (*inde irae*), la dure loi de Vanderbilt. Ce dernier n'avait jamais caché son intention de « contrôler » cette compagnie pour en constituer la base d'un système ferroviaire ; il n'avait fait que se défendre contre des attaques.

Les événements de cette nature se multiplièrent vers la même époque : le *corner* de la *Prairie du Chien Railroad Co* (1865) et des manœuvres sur le *Michigan Southern* comme sur l'*Hudson River*, jetèrent le trouble sur le marché.

La hausse qui donnait confiance, et l'énorme circulation de *greenbacks* qui fournissait des moyens d'action, créèrent une ambiance d'optimisme sans borne. Les entreprises ne furent plus guère jugées par le public d'après leur valeur propre, mais selon la catégorie, plus ou moins favorisée, à laquelle elles appartenaient. Ce qui s'était déjà produit pour les chemins de fer, se présenta pour les mines plus spécialement. Ainsi se précisa aux États-Unis ce que nous avons appelé la « loi d'airain de la bourse moderne », s'appliquant non seulement à l'influence du marché de l'argent sur les cours, mais aux genres d'affaires auxquels entraîne l'engouement du public.

La baisse qui commença au cours de 1864, atteignit fortement l'*Erie* dont les actions, après avoir atteint 126, se trouvèrent (cours extrêmes) entre 45 et 97 en 1865, pour subir ensuite des fluctuations rapides, non sans baisser de plus en plus fortement. Daniel Drew sut jeter le pessimisme sur l'avenir de cette compagnie et en profiter pour faire des achats avantageux ; ensuite, il repassa ses titres à hauts prix aux spéculateurs à découvert ; puis, il déprima à nouveau le marché pour racheter à bon compte, et continua ses manœuvres jusqu'au jour où, devenu franchement un baissier, il perdit beaucoup d'argent et une très large partie de son influence pour n'avoir pas compris, a dit l'un de ses biographes, que la prospérité du pays finirait par dominer la situation.

Les luttes entre financiers ne cessèrent pas plus que l'emploi par ceux-ci de procédés malhonnêtes. La Bourse fut envahie de quantités d'actions dont le public ignorait l'existence et que la

direction des compagnies de chemins de fer avait mises en circulation, en vertu soit de pouvoirs que leur avait reconnus le privilège, soit de la disposition de la loi générale sur les chemins de fer autorisant de remplacer des titres de compagnies absorbées ou alliées par des titres de la nouvelle compagnie-mère. Drew, malgré sa « chute apparente », se servit de ce moyen, dans le but, disait-il, de fournir à l'*Erie* des capitaux nécessaires, mais surtout en vue d'empêcher Cornelius Vanderbilt d'en acquérir le « contrôle ». La « guerre d'Erie » éclata entre les partis ayant chacun l'un de ces financiers à sa tête. Après des procès scandaleux, la trésorerie de l'*Erie* fit, momentanément, tous les frais de la paix : par une transaction intervenue en 1868, Cornelius Vanderbilt obtint, en espèces et obligations, 1 million de dollars, à titre d'indemnité, et se vit reprendre son portefeuille de 5 millions de dollars d'actions de l'*Erie* au cours de 70, donc au prix total de 3.500.000 dollars<sup>1</sup>.

Vanderbilt, enrichi, poursuivit son projet de consolider le *New-York Central* et l'*Hudson River Railroad* ; et le fit, en 1869, à un capital de 103.110.137 dollars 31 cents (!), qui *majorait encore* de 45 millions de dollars, par des *Consolidation Certificates*, le capital déjà très fortement majoré des deux premières entreprises<sup>2</sup> !

Deux financiers qui avaient émergé en 1867, jouèrent vite un rôle : James Fisk, jun., et Jay Gould, aussi célèbre par sa « restitution » de 9 millions de dollars à l'*Erie*, en décembre 1872, que par le *Black Friday*.

Fisk a été décrit par Adams<sup>3</sup> : « le type de jeune boucher, au physique et au moral » ; nous n'irons pas aussi loin : si, au physique, il était un personnage de cirque, il avait les qualités d'un homme d'action<sup>4</sup> ; joueur avant tout, il gagna, perdit et refit une fortune, puis, dès janvier 1872, fut assassiné<sup>5</sup>. *Jubilee Jim*, comme on l'appelait, est demeuré un personnage de l'histoire romancée<sup>6</sup>.

Adams<sup>7</sup> a tracé un portrait de Jay Gould, qui fut l'associé de Fisk : il l'a montré d'une « subtilité peu commune » et un « intrigant sans scrupule », « habile au jeu de bourse », « assez indifférent à

1. MOTT, *Erie*, pp. 147 et suiv. ; à la fin du chapitre, une série de documents.

2. LARRABEE, *ouvr. cit.*, p. 168.

3. *Ouvr. cit.*, p. 124.

4. M. H. SMITH, *ouvr. cit.*, pp. 104 et suiv.

5. Marshall STAFFORD, *the Life of James Fisk, jun.*, New-York, 1872.

6. Robert H. FULLER, *Jubilee Jim, the Life of Colonel James Fisk, jun.*, New-York, 1928.

7. *Ouvr. cit.*, p. 124

l'opinion publique ». Les contemporains ont reconnu son intelligence<sup>1</sup>, tout en insistant sur son absence de sens moral<sup>2</sup>. C'est de Gould que nous parlerons seulement.

Entré dans le conseil de l'*Erie* en 1867, Gould en devint, dès 1868, le président, cumulant avec cette fonction d'autres fonctions importantes, et le demeura jusqu'à mars 1872. A la suite d'un différend avec l'un de ses associés, les livres de la maison de Bourse Smith, Gould, Martin & C<sup>ie</sup> furent mis à la disposition de la nouvelle direction de l'*Erie* qui, en novembre 1872, réclama à Gould 9.700.000 dollars devant les tribunaux<sup>3</sup>. L'assignation mettait en relief les faits suivants : en 1868 et 1869, Fisk et Gould avaient émis et vendu plus de 40 millions de dollars d'actions, qui avaient fait réaliser à la compagnie un bénéfice d'environ 13 millions de dollars, sur lesquels Gould avait « prélevé pour son usage personnel » quelque 4.500.000 dollars ; en 1869, Gould avait transféré à son compte personnel plus de 3 millions de dollars d'actions de l'*Erie*, afin de payer les sommes qu'il avait perdues dans ses spéculations sur l'or ; des actions de l'*Erie* avaient également été achetées par celle-ci au prix de 61, alors que leur cours à la Bourse était d'environ 29.

Dans sa lettre de « restitution », Gould déclarait : « Je fais ceci dans un désir de paix parce qu'un procès sur de telles questions causerait plus de dommages que la perte de l'argent en cause. » Il rendit ainsi à la Compagnie *Erie* des valeurs et des propriétés foncières (y compris le Grand Opéra de New-York) supposées avoir une valeur de 9 millions de dollars.

En 1871, le *New-York Exchange* occupa, pour la première fois, un immeuble aménagé spécialement pour ses besoins<sup>4</sup>.

Vers la même époque, des sinistres eurent leur répercussion : en 1871, le grand « incendie de Chicago » causa pour près de 200 millions de dollars de dommages, puis, en 1872, l'« incendie de Boston » fit perdre 80 millions de dollars ; en chacune de ces circonstances, une « panique » se produisit à la Bourse de New-York. Bientôt, la construction des chemins de fer nécessita des capitaux hors de proportions avec ceux qui étaient disponibles ; les avances, consenties à cet effet par des banquiers, ne pouvaient pas être

1. M. HALSTEAD et J. Fr. J. BEALE, *Life of Jay Gould*, Philadelphie, 1892.

2. Meade MINNIGERODE, *ouvr. cit.*, p. 137.

3. Ces faits se trouvent rapportés dans de nombreux ouvrages, ainsi par EAMES, *ouvr. cit.*, p. 59.

4. EAMES, *ouvr. cit.*, p. 57.

consolidées par l'émission d'obligations dans une mesure suffisante. Le 18 septembre 1873 Jay Cooke and Co, engagés à fond dans le *Northern Pacific Railroad*, firent faillite ; et, aussitôt, le mal prit une grande amplitude : l'*Union Trust Co*, la *Bank of Commonwealth*, ainsi que d'autres établissements financiers, durent fermer leurs portes<sup>1</sup>. Plusieurs années se passèrent avant une reprise.

La question des chemins de fer se posait de plus en plus devant l'opinion publique : en voulant rémunérer un capital factice, les compagnies imposaient des tarifs élevés pour les transports, sans compter que leur principe de faire payer aux produits et marchandises « tout » ce qu'ils pouvaient supporter, imposait à leur clientèle une charge très lourde. *Le pays payait cher de s'être développé rapidement grâce à de grandes compagnies appuyées par la Bourse.*

Un facteur prenait de l'importance dans le trafic de Bourse, le *point*<sup>2</sup>, c'est-à-dire le « fait », l'information que des employés de compagnies renseignés par leurs fonctions, passaient et, plus souvent, vendaient aux spéculateurs ayant de grands engagements. Abus, dont les spéculateurs finirent par devenir eux-mêmes les victimes !

En insistant sur les scandales qui se sont produits lors de la création et de la transformation des sociétés par actions et dans le fonctionnement de la Bourse, entre 1860 et 1873, nous avons combattu les vieilles notions sur l'équilibre, le *juste* équilibre, des forces par la concurrence, en ce qui concerne les États-Unis. Ce n'est pas dire que le pays n'ait pas tiré *profil des abus* ; mais il aurait pu devenir *prospère tout en les restreignant*.

#### CONCLUSION

Les États-Unis ont *transposé* chez eux le capitalisme européen, c'est ce que démontre, plus que des ressemblances dans les situations, une identité dans les conceptions. Ils l'ont fait sans souci de le perfectionner sur les points où il fonctionnait déjà mal, sinon ont accentué ses défauts ; ils sont vite devenus un champ de bataille où, pour des visées économiques et financières, la lutte était aussi rude que s'il s'était agi de buts politiques.

Les Américains n'ont pas fait des copies serviles ; ils ont apposé sur les institutions leur *cachet propre* : ils ne les ont acceptées qu'après les retouches qu'ils ont jugées nécessaires étant donné les

1. N. S. B. GRAS, *Les affaires et l'histoire des affaires* (Annales d'histoire économique et sociale, 15 janvier 1931, p. 9).

2. FOWLER, *ouvr. cit.*, p. 335.

circonstances, et surtout, ils ont été plus pressés d'agir et gagner de l'argent que disposés à défendre l'intérêt général : ils ont laissé les forces individuelles se rendre maîtresses de la situation, qu'il s'agit du cadre de la vie économique à peine tracé, ou du fonctionnement des institutions, sans souci de s'assurer qu'elles rempliraient bien ainsi leur rôle. A tout moment, l'on sent l'influence anglaise avec son caractère assez particulier, mais avec un moindre rôle des traditions.

Les *valeurs* qui ont préparé la révolution économique du xix<sup>e</sup> siècle en Europe, ont donné aux États-Unis les bases larges sur lesquelles ils ont bâti. Elles ont fort aidé à la solution de problèmes difficiles, sans que l'on se préoccupât de la répartition des richesses dans un esprit de justice et d'équilibre. Les excès ont comporté aussi de lourdes charges pour les générations suivantes, car la capitalisation des entreprises a été faite beaucoup au-dessus des dépenses effectives d'établissement.

La *Bourse*, simple lieu de réunion à l'origine, ne s'est pas contentée de concentrer les offres et les demandes pour faciliter les transactions et la fixation des prix ; elle est devenue depuis le xvii<sup>e</sup> siècle, où la technique a été déterminée en Hollande, le centre d'une spéculation, ressemblant fort au jeu, sinon s'identifiant avec lui. Dès qu'elle a été établie aux États-Unis, ce dernier rôle est devenu l'un des principaux, puis le principal, sans qu'il soit facile d'indiquer quels avantages la collectivité en a tirés. Il s'agit même visiblement plus d'une occasion de réaliser ou perdre de l'argent, comme c'est le cas lors du jeu ordinaire, que de services rendus à la vie économique : l'égalisation des prix était plus théorique que réelle, et la division des risques peut être plus invoquée pour le trafic des marchandises que prouvée pour le trafic des valeurs. La Bourse a fourni à des hommes nouveaux dans un pays neuf une occasion de gain facile dont ils ont vite abusé.

Après la période « héroïque », selon le mot d'Américains, que nous avons exposée, une autre est venue de plus forte « concentration » et d'« organisation » plus accentuée dans l'industrie en même temps que dans les chemins de fer. Ce fut le triomphe d'hommes tout aussi « impitoyables » (*cruel*, selon le mot de Miss Ida Minerva Tarbell, à propos de Carnegie) et couvrant leurs énormes bénéfices par d'incontestables économies dans la production ou l'exploitation. Phase nouvelle et différente : « haut » du capitalisme américain, aurait dit Sombart.

André-E. SAYOUS.



## MÉLANGES

### SULLY ET LE CONSEIL D'ÉTAT ET DES FINANCES

#### LA LUTTE ENTRE BELLIÈVRE ET SULLY

##### I. LA QUESTION DES POUVOIRS DE SULLY

Nous ignorons encore la part réelle de Sully dans les réformes financières du règne de Henri IV. J.-H. Mariéjol écrivait, voici plus de trente ans : « ... l'administration financière de Sully, qu'on croit si bien connaître, est en réalité très mal connue. Il n'y a pas plus d'histoire critique de sa surintendance que de sa vie... »<sup>1</sup>. Cette affirmation est toujours vraie. Certes on ne pourrait douter sans ridicule que Sully eût été le chef des finances et qu'il eût joué un très grand rôle, même le rôle principal dans leur administration. Mais il faudrait vérifier si lui seul conçut et réalisa ou bien si les Conseils décidèrent avec lui, plus ou moins suivant les moments.

On distinguait en finances deux Conseils : le Conseil d'État et des Finances, le Conseil des Finances. Le Conseil d'État et des Finances s'occupait essentiellement de finances. Il exerçait surtout la justice administrative dans le domaine fiscal, pendant que le Conseil des Finances ressemblait davantage à un ministère. Mais « ... il va sans dire qu'en bien des cas le rôle du Conseil d'État se confondait avec celui du Conseil des Finances... ». Les mêmes hommes d'ailleurs siégeaient dans les deux : Sully, Pomponne de Bellièvre, Sillery, Jeannin, Maisse, Forget de Fresnes et les intendants de finance, Maupeou, Arnauld. Le Conseil d'État et des Finances absorba tôt le Conseil des Finances et c'est surtout son rôle aux côtés de Sully qu'il faut chercher<sup>2</sup>.

\* \* \*

La plupart des historiens ont attribué à Sully presque toute la responsabilité de l'œuvre de finances depuis une époque fort reculée du règne.

1. Dans LAVISSE, *Histoire de France*, VI, 2, p. 52.

2. N. VALOIS, *Inventaire des arrêts du Conseil d'État. Règne de Henri IV. Introduction*, p. CXXIV-CXXV ; cf. aussi André d'ORMESSON, cité par CHÉREL, *Hist. de l'adm. mon. en France*, t. I, p. 356.

Poirson écrit : « ... ces lettres [du Roi] prouvent... que dans le Conseil, il [Sully] avait la part principale d'action et presque toute l'exécution... »<sup>1</sup> ; « ... dès l'année 1597, rien en matière de finances ne se décida plus, ni dans ce Conseil [des finances] ni dans le Conseil d'État, que d'accord avec Sully et sous sa haute autorité... »<sup>2</sup>. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1597 « ... Sancy et quelques autres de ceux qui jusqu'alors avaient eu le plus de part dans l'administration financière... » désertèrent les Conseils ; « ... ils livrèrent à Sully presque seul le pénible service des finances et laissèrent le champ libre à ses réformes... »<sup>3</sup>. N. Valois va plus loin : « ... son autorité [de Sully] s'exerce de plus en plus au dehors et aux dépens des Conseils, particulièrement du Conseil des Finances, dont les séances de plus en plus rares, les fonctions de plus en plus insignifiantes, témoignent des progrès irrésistibles du surintendant désigné. Seul dans son cabinet, en tête à tête avec un secrétaire, Rosny dresse lui-même et met au net les règlements et les états qui ne passent ensuite que pour la forme devant le Conseil des Finances. Celui-ci se résigne à n'être plus qu'une doublure du Conseil d'État, à tel point que dans la langue officielle, on les prend souvent l'un pour l'autre... »<sup>4</sup>. J.-H. Mariéjol admet lui aussi que, dès 1598, Rosny était le maître au Conseil et que ses adversaires n'y assistaient que lorsque leurs intérêts ou ceux de leurs amis étaient en jeu. Son exposé est conduit de façon à montrer en Sully l'auteur de tout ce qui a été fait<sup>5</sup>.

Malgré l'autorité de ces écrivains, la conviction n'est pas entière. Que valent leurs sources ? La première est constituée par les *Économies royales* de Sully et c'est elle qu'utilisent le plus largement Poirson et Valois<sup>6</sup>. Mais si les *Économies royales* renferment toujours une part de vérité, le vrai y est inextricablement mêlé de mensonges et de falsifications, difficile à distinguer du faux et tout ce qu'on en tire est sujet à vérification<sup>7</sup>.

Viennent ensuite les témoignages d'autres contemporains : les mémoires et les histoires, les relations et les dépêches des ambassadeurs vénitiens et toscans, les correspondances. Mais ils sont d'abord vagues sous une apparence de précision : ils apprennent en somme que Sully est le chef des finances, et ceci n'est pas en question, mais ils ne renseignent en rien sur

1. A. POIRSON, *Hist. du règne de Henri IV*, Paris, 1866, t. III, p. 96, n. 1.

2. *Ibid.*, p. 97.

3. *Ibid.*, p. 95-96.

4. *Inventaire*, p. LXXV, n. 7.

5. *Ouvr. cit.*, p. 50 et tout le chapitre III.

6. Les lettres du roi dont parle POIRSON (cf. *supra*, p. 2) sont extraites des *Économies royales*.

7. Mr. HAUSER, *Sources de l'Histoire de France, XVI<sup>e</sup> siècle*. T. IV. *Henri IV, 1589-1610*, p. 24-29, résume les critiques antérieurs et en donne la liste. Voir particulièrement : A. CHAMBERLAND, *Le Conseil des Finances en 1596-1597 et les Économies royales*, *Revue Henri IV*, t. I, 1905-06, p. 21-26, 152, 250-275.

ses relations avec le Conseil, ce qui est tout le problème. Le feraient-ils d'ailleurs qu'un doute subsisterait. Ces textes ne rapportent que l'idée qu'on se faisait des choses. Or l'on peut se demander si les contemporains, quand ils ne font pas partie du Conseil, ne sont pas mal renseignés, s'ils ne jugent pas sur des paroles vagues, des impressions confuses, des apparences, avec précipitation et partialité. Leurs dires doivent être soigneusement vérifiés et ils servent plus à poser les problèmes qu'à les élucider.

Enfin des sources très supérieures, parce qu'elles renferment non des opinions sur les faits mais les faits eux-mêmes, sont les papiers du Conseil, les registres et les correspondances des Bureaux des Trésoriers de France des Généralités. Malheureusement la source principale, les résultats ou les arrêts du Conseil, ne donne rien. On y trouve chaque fois un exposé de la question, le rappel des pièces produites, la décision du Conseil, mais ces documents n'instruisent pas sur la façon dont elle a été obtenue et les tentatives pour faire sortir des témoignages indirects de tous ces papiers ne semblent pas heureuses.

Certains ont contesté à Sully le titre de Surintendant et en ont conclu que ses pouvoirs étaient moins grands qu'on ne l'avait pensé. A. Chamberland<sup>1</sup> rappelait que, d'après Marbault<sup>2</sup>, Sully n'aurait eu qu'une commission annuelle, non la Surintendance. Or, dans le registre du bureau des finances de Châlons, Chamberland n'avait jamais trouvé de lettres où Sully figurât avec le titre de Surintendant. Mais on en trouve ailleurs. Une lettre du Bureau des Finances de Caen de 1599 est adressée à M. de Rosny, Surintendant des Finances<sup>3</sup>. Il peut s'agir d'une politesse ou d'une flatterie ; d'autres lettres sont simplement adressées à M. de Rosny. Dans une décharge au trésorier de l'Épargne, de 1602, Rosny se donne la qualité de Surintendant des Finances<sup>4</sup>. Ce peut être une usurpation de son immense orgueil, bien qu'elle soit plus difficile dans un document officiel. Mais qu'il ait eu ou non le titre de Surintendant, rien n'en peut être déduit pour ses pouvoirs. Semblançay ne l'avait pas : il en a fait cependant les fonctions et a été couramment appelé Surintendant<sup>5</sup>.

On a essayé de tirer parti de la forme des actes du Conseil. N. Valois s'appuie sur la constatation que la signature de Sully se trouve souvent seule au bas des actes et que de nombreux arrêts sont corrigés de sa main<sup>6</sup>.

1. *Recherches critiques sur les réformes financières en Champagne à l'époque d'Henri IV et de Sully*, Reims, 1903, in-8°, p. 47.

2. Secrétaire de DUPLESSIS-MORNAY, auteur de *Remarques critiques sur les Économies royales*. Voir coll. Michaud-Poujoulat, 2<sup>e</sup> série, n° III.

3. L. ROMIER, *Lettres et chevauchées du Bureau des Finances de Caen*, Rouen, 1910, in-8°, p. 113.

4. L. BATIFFOL, *Le Trésor de la Bastille. Revue Henri-IV*, 1909, t. III, p. 200-209.

5. N. VALOIS, *Inventaire*, p. LXII et sq.

6. *Ibid.*, p. LXXV, n. 4 et 5.

Mais il ne cite que deux de ces derniers, à treize volumes et à sept ans d'intervalle<sup>1</sup> et il ajoute plus loin<sup>2</sup> que les minutes d'arrêts, à partir de 1601, sont signées d'abord du chancelier ou du président du Conseil en l'absence du chancelier, parfois aussi du secrétaire ; puis « ... suivant l'usage presque constant de la seconde moitié du règne... », du chancelier, de Sully et du conseiller rapporteur. Donc, si nous attachions une importance à cette question de signature, nous devrions admettre que le Conseil jouait un rôle plus grand que Sully encore après 1601 et un rôle au moins aussi grand que lui vers la fin du règne. Mais cela ne signifie rien parce que certaines formes devaient être respectées par l'administration royale. Les Conseils peuvent très bien enregistrer purement et simplement les décisions de Rosny, le chancelier peut très bien signer, suivant la règle, un arrêt du Conseil, qui exprime seulement l'opinion de Rosny et sa volonté, de même que Rosny, s'il préside le Conseil ce jour-là, peut signer un acte adopté par la majorité du Conseil contre son opinion. La teneur de l'acte, le jeu des signatures, n'en font rien savoir.

On ne peut rien tirer non plus du fait incontestable que les affaires contentieuses étaient discutées et résolues au Conseil. Chamberland en induisait l'activité personnelle des Conseillers<sup>3</sup>. Mais lorsqu'il s'agit de justice le roi lui-même perd ses privilèges : les décisions sont prises à la majorité des membres présents et la volonté royale ne peut faire pencher la balance en faveur de la minorité comme lorsqu'il s'agit d'affaires d'État<sup>4</sup>. D'ailleurs il ne fait là que se conformer à des édits, à des ordonnances, à des déclarations royales, qu'appliquer à des cas particuliers des décisions prises, non en prendre.

Quant aux relations des Bureaux des Finances avec l'administration centrale, les données sont contradictoires et incertaines. En Champagne, le Bureau des Finances de Châlons ne possède pas de lettres de Sully. Les contrats étaient rendus exécutoires par un arrêt du Conseil et des lettres patentes du roi contresignées par un secrétaire d'État et non par Sully ; les commissions des tailles envoyées aux trésoriers de France étaient des lettres patentes contresignées par un secrétaire d'État, scellée par le chancelier, enregistrée par le contrôleur général : le nom de Sully n'y figure pas. Ainsi, dit-on, il ne dirigeait pas seul les finances et peut-être n'y avait-il pas le rôle principal<sup>5</sup>. Mais, à l'inverse, le Bureau des Finances de Caen a conservé le texte ou la trace de cent quatre lettres de Sully, adressées de 1599 à 1610 aux trésoriers généraux de France à Caen. Dans le même laps de temps les trésoriers écrivent trente-neuf fois à

1. Arch. Nat. E 3<sup>A</sup>, f° 225, n° 1601 ; E 16<sup>A</sup>, 21 février 1608, n° 4.

2. P. CXXXVIII.

3. *Ouvr. cit.*

4. N. VALOIS, *Inventaire*, p. CXXII.

5. A. CHAMBERLAND, *ouvr. cit.*, p. 47.

Sully, quatre fois au Conseil, deux fois à Vienne, contrôleur général des Finances, dix fois à Maupeou et deux fois à Arnould, intendants des Finances. Les trésoriers s'adressent à Sully, pour le brevet des tailles, pour l'exécution des contrats des fermes ; ils le tiennent au courant des affaires de la généralité ; ils lui demandent des ordres et lui rendent compte de leur exécution. Sully leur envoie le brevet des tailles, les contrats, des ordres divers ; il les réprimande, il les excite à bien faire<sup>1</sup>. Il apparaît vraiment comme le chef des Finances. Ainsi il y a contradiction.

Mais surtout il y a incertitude. Que les expéditions soient faites suivant les formes habituelles au Conseil, ou que Sully, chef des Finances, corresponde avec les administrateurs locaux, fasse parvenir les décisions, suive leur exécution, cela n'instruit pas sur la genèse même de ces décisions. Sully les a-t-il prises seul ? Le Conseil en a-t-il sérieusement discuté ? A-t-il décidé au plus grand nombre des voix ? Là-dessus tous ces textes ne fournissent au plus que des présomptions et il faut des preuves. La seule valable serait de connaître plusieurs discussions au Conseil avec la procédure suivie, les avis exprimés et les décisions prises. C'est ce que permettent pour l'une d'elles les témoignages sur l'établissement de l'édit de Paulet.

\*  
\* \*

## II. LE CONSEIL ET L'ÉDIT DE PAULET

L'Édit de Paulet permettait aux officiers du roi de transmettre sans entraves leur charge à leurs héritiers moyennant le versement d'un droit annuel égal au soixantième de la valeur de l'office. Il consolidait ainsi la coutume de traiter les fonctions publiques comme vénales et héréditaires. Le financier Paulet prit le premier la ferme de ce droit qui fut appelé la Paulette<sup>2</sup>.

Elle fut établie par un contrat du 7 décembre 1604<sup>3</sup> ; une déclaration du 12 décembre 1604 fit connaître au public ce que le roi jugeait bon d'en faire savoir<sup>4</sup>. Mais, au moins dès 1602, un projet avait été présenté par

1. L. ROMIER, *Lettres et chevauchées du Bureau des Finances de Caen*, Rouen, 1910, in-8° ; *Lettres inédites de Sully aux Trésoriers généraux de France à Caen*, 1599-1610, Paris, 1910, in-8°.

2. F.-G. PAGÈS, *La vénalité des offices dans l'ancienne France*. *Revue Historique*, t. CLXIX, année 1932, p. 5 ; R. MOUSNIER, *La vénalité des charges au XVII<sup>e</sup> siècle. Les offices de la famille normande d'Amfreville (1584-1656)*. *Revue Historique*, t. CLXXXIII, année 1938, p. 10-28.

3. Arch. Nat. E 7 c, f°s 49-55.

4. Id. E 7 c, f°s 55 et suiv., publiée dans : FONTANON, *Recueil des Édits et Ordonnances des Rois de France*.



Sully au Conseil d'État et des Finances<sup>1</sup>. Le rôle du Conseil est révélé par une lettre du chancelier Bellièvre au secrétaire d'État Villeroy<sup>2</sup>, un mémoire de Bellièvre sur l'établissement du droit annuel, une note d'un secrétaire de Bellièvre qui résume les souvenirs du chancelier sur les origines de la Paulette<sup>3</sup>.

Le chancelier s'était opposé « ... plusieurs fois... » à l'établissement de l'Édit. Il ne peut empêcher « ... enfin... » que l'affaire ne fût mise en délibération au Conseil, le 28 novembre 1602. Elle y fut très discutée et passa de peu : « ... il en eut huit à l'avis de l'admettre desquels Mr. de Sully surintendant, était, et six à le refuser qui était le party de Mr. le Chancelier... ». Celui-ci ne renonça pas. Il s'agissait d'une affaire d'État : si le roi se ralliait à l'opinion de la minorité celle-ci allait l'emporter<sup>4</sup>. Bellièvre « ... différa de signer l'arrêt... ». Il porta au roi un mémoire. Henri IV l'examina, mais dit que l'état de ses affaires l'obligeait à passer outre et commanda au chancelier de faire exécuter l'Édit, ce que celui-ci fit « ... après ce dernier commandement... ».

Ainsi une réforme essentielle, puisqu'elle devait influencer beaucoup non seulement sur les finances royales mais encore sur toute la société française, agiter profondément les contemporains et donner naissance à une immense littérature de mémoire, de pamphlets et d'avis<sup>5</sup>, n'a pas

1. Les documents utilisés plus loin parlent du Conseil sans indiquer s'il s'agit du Conseil des Finances ou du Conseil d'État et des Finances. C'est évidemment ce dernier, le Conseil par excellence, qui en a discuté car il avait le soin de procéder à l'adjudication des revenus publics et à la conclusion de tous contrats et marchés (cf. N. VALOIS, *Inventaire*, p. CXXV).

2. Bibl. Nat. ms. fr. 15894, f<sup>os</sup> 543-546, signalée par E. FAGES, *Revue Henri IV*, t. I, 1905, p. 182-188. Elle est datée du 29 nov. 1602. Bellièvre y résume la séance du Conseil et les objections qu'il a élevées contre le projet.

3. Bibl. Nat. ms. fr. 15894, f<sup>os</sup> 450-454. Le mémoire a été publié exactement par E. FAGES, *art. cit.* Il est intitulé ... *Mémoire de Monsieur le Chancelier de Bellièvre sur l'établissement du droit annuel...* Il n'est pas daté ni signé mais son écriture est la même que celle de la lettre : il est donc de la main de Bellièvre ; celui-ci y reprend les mêmes objections que dans la lettre, dans le même ordre, mais il leur donne plus d'ampleur et en ajoute quelques-unes. La note indique que le mémoire a été rédigé après la séance du Conseil du 28 nov. 1602 mais sans préciser davantage.

La note figure sur un feuillet (non publié ni signalé par E. FAGES) inséré au milieu du mémoire. Il est plus blanc, d'une autre écriture, daté de 1604. Il contient un exposé d'actes du chancelier au sujet de l'établissement du droit annuel et se termine par les mêmes mots que l'on retrouve au début du mémoire. On peut donc penser que le feuillet est dû à un secrétaire de Bellièvre, qu'il devait être mis avant le mémoire comme introduction et a été inséré par erreur au milieu. La note qu'il porte complète les indications de la lettre sur la séance du Conseil et indique brièvement, ce qui s'est passé avant et après. Malgré sa date, cette note a été rédigée au cours de 1606 ou après, car on y parle de « ... M. de Sully... » et Rosny a été fait duc de Sully en 1606.

4. N. VALOIS, *Inventaire*, p. CXXII.

5. Les *Économies royales* ne disent pas un mot de la Paulette. Il n'est pas vraisemblable que Sully ait oublié un acte que l'on discutait encore aux États généraux de 1614-15,

été décidée par Sully seul. Il a dû lutter contre le chancelier qui a usé effectivement de ses pouvoirs : comme président, il a empêché plusieurs fois l'affaire d'être proposée, et il a opiné avec vigueur au Conseil ; comme chancelier il a refusé quelque temps sa signature, a rendu ainsi à lui seul l'Édit inexécutable et ne s'est incliné finalement que devant la volonté formelle du roi. Sully a dû batailler avec le Conseil qui a longuement discuté son projet, s'est résolu enfin à la majorité des voix, mais non sans qu'une forte minorité de conseillers votât contre lui. Sully est donc bien chargé des finances, il a bien l'initiative des propositions, mais il n'est pas le maître : il lui faut le consentement du chancelier pour la mise à l'ordre du jour, l'approbation du Conseil, la signature du chancelier et il n'obtient aisément la réalisation d'aucune de ces conditions. Il n'a pas un pouvoir absolu.

Sa victoire même n'a pas été complète. Il a dû accepter à son projet primitif bien des modifications proposées par Bellièvre, ce qui ressort de la comparaison du mémoire du chancelier avec le contrat de Paulet du 7 décembre 1604<sup>1</sup>.

Bellièvre commence par un rappel des propositions de Sully au Conseil. Pour l'essentiel il s'agit d'offrir aux officiers la dispense des quarante jours moyennant le versement annuel du soixantième de la valeur de l'office et de donner à ferme les Parties Casuelles. Diverses dispositions doivent assurer la réalisation et le succès.

Le chancelier expose ensuite ses objections.

Elles sont d'abord d'ordre politique. L'autorité du roi serait atteinte. Il ne pourrait plus choisir ses officiers puisque, d'après Sully, il serait contraint d'accepter le candidat présenté par l'officier qui aurait payé le droit annuel. Des incapables et des corrompus accèderaient aux charges uniquement en raison de leurs richesses. Ils pourraient même devenir présidents aux Enquêtes où se forment les jeunes conseillers du Parlement et la discipline se perdrait. Dans les provinces, si l'argent créait les lieutenants généraux, des « ... monopoles dangereux... » se feraient. Ainsi le roi serait mal servi, ses sujets mal traités, fort mécontents d'autant plus qu'ils se plaignent de la multiplicité des offices et que toute suppression deviendrait impossible : comment en parler à un officier qui aurait payé vingt ans l'annuel ?

dans le temps même où il faisait faire la première rédaction de ses mémoires (entre 1611 et 1617). Plutôt, il n'a pas cru devoir rappeler un édit critiqué par une bonne partie de l'opinion publique, dont beaucoup demandait la suppression et qui pouvait nuire à l'idée avantageuse qu'il désirait laisser de lui.

1. Deux ans se sont écoulés entre le vote du Conseil et l'adoption des conditions de Paulet par les conseillers. Ce délai est-il dû à l'opposition de Bellièvre ? Peut-être. Mais en tout cas il a dû y avoir de nouvelles et nombreuses discussions pour la mise au point d'une mesure de cette importance.

L'émulation des officiers serait fort diminuée. Le roi ne pourrait plus donner un office à un serviteur fidèle ni récompenser un magistrat en ne percevant pas le prix de la résignation. En effet, Sully avait proposé que le montant du cadeau royal vint en diminution sur le prix de la ferme puisque le partisan (celui qui fait un contrat ou parti avec le roi) perdrait son profit. Mais Bellièvre objectait l'impossibilité de toute déduction : tout l'argent de la ferme serait déjà assigné pour couvrir les frais de l'écurie, de la maison du roi, des ambassadeurs, et le roi ne pourrait en disposer. Le zèle des officiers serait moindre.

Viennent ensuite des objections d'ordre social. Bellièvre redoutait l'enchérissement des offices. D'après Sully lorsque l'annuel ne serait pas payé ou qu'il n'y aurait pas de résignation, tout l'argent provenant de la vente des offices devait revenir au partisan. Il aurait donc intérêt à faire monter les enchères ; il susciterait un enchérisseur fictif. Les offices monteraient à si haut prix que les gentilshommes ne pourraient plus mettre leurs fils aux Cours souveraines ni les présidents ou conseillers du Parlement y faire entrer leurs enfants. Les Parlements se peuplèrent de fils de spéculateurs, la justice en serait corrompue et tomberait en mépris.

Mais les officiers pouvaient aussi devenir odieux. Si l'officier mourait sans résigner, même après avoir payé le droit annuel, disait Sully, tout le prix de vente de l'office serait pour le partisan. Celui-ci, répondait Bellièvre trouverait profit à faire assassiner les officiers pour qu'ils n'eussent pas le temps de résigner<sup>1</sup>. Tout au moins des soupçons pourraient naître, angoisser certains officiers, entacher la réputation des successeurs éventuels dans les pays où un petit nombre seulement pouvait acheter les charges.

Enfin Bellièvre examinait les conséquences économiques et financières des propositions de Sully. Toute suppression devenant impossible, la multiplicité des offices persisterait. Or « ... la marchandise est délaissée... », le commerce souffre, le pays s'appauvrit, sa capacité contributive diminue. Pourtant le roi ne tire pas grand-chose des offices. Ils rapportent peu : « ... que l'on voye les Parties Casuelles, il ne trouvera pas qu'en ung an le Roy tire commodité de cent ou pour le plus de cent cinquante mil livres de la composition des offices de judicature », et les frais qu'ils entraînent sont grands : « ... la moitié des tailles est employée au paiement de leurs gages... ».

De toutes ces objections il a été tenu compte dans le contrat de Paulet.

1. La résignation n'était valable que dans l'année où elle était faite. Il était donc difficile de résigner longtemps à l'avance. Ce n'était pas impossible : le roi admettait parfois en faveur du fils une résignation qui ne devait avoir effet qu'à la mort du père, lorsqu'il voulait gratifier celui-ci.

Un certain nombre d'offices de justice, les plus importants, sont laissés à la disposition du roi (art. 19). Sont exclus du parti les offices de premier président des Cours Souveraines<sup>1</sup> (celui qui surveille le travail et les mœurs) ; dans ces Cours, les offices de Procureurs et Avocats du roi (ses représentants, chargés de la sauvegarde de ses droits) ; les offices des lieutenants généraux civils des baillis et sénéchaux où il y a présidial (les officiers de justice les plus agissants des bailliages). Le roi conservait donc le moyen de châtier l'insuffisance ou d'exciter le zèle des principaux officiers de justice : c'était une partie de ce qu'avait demandé Bellièvre.

Des mesures sont prises pour limiter la hausse des offices dans certains cas. Rien n'est changé pour un office vacant par mort, c'est-à-dire lorsque le possesseur meurt sans avoir payé l'annuel et sans résigner : le partisan reçoit tout le prix de la vente de l'office et a toujours intérêt à faire monter les enchères par un acquéreur fictif. C'est facile car l'adjudication est faite au Conseil. Mais, lorsqu'un officier résigne sans avoir payé le droit annuel, le partisan ne reçoit plus que le quart du prix de vente de l'office et les trois quarts reviennent au vendeur, sous condition que celui-ci survive quarante jours après sa résignation ; sinon elle est nulle, l'office déclaré vacant par mort, tout le produit de la vente revient au partisan, la famille n'a rien. L'officier, s'il ne veut pas verser l'annuel et profiter de la dispense des quarante jours, a donc intérêt à vendre son office sans attendre d'être malade ou décrépît. Mais alors il traitait de gré à gré avec un voisin, un ami, un acquéreur du pays. Si Paulet veut faire des offres meilleures, il lui faut avoir sur place un commis qui surveille le commerce des offices et, à ce moment, l'enchère fictive est bien moins avantageuse et présente même des risques.

En effet, un office vacant par mort est mis aux enchères au Conseil. Le partisan commet un homme de loi pour les pousser. L'office, mis à prix 4.000 livres, monte à 10.000 livres. Mais le commis a trop bien fait les choses, les vrais acheteurs effrayés se retirent et, par malheur, l'office est adjugé au commis. L'affaire n'est pas désastreuse. Paulet se verse 10.000 livres à lui-même. Il devient possesseur de l'office sans qu'un sou sorte de ses caisses en réalité. Il peut trouver ensuite acquéreur pour l'office à 10.000 livres ou plus. Même si quelques offices ainsi acquis ne se vendent pas, comme il arrivait parfois, les bénéfices des autres opérations sont assez grands pour que l'ensemble reste fort avantageux.

Mais si un officier hésite chez lui entre plusieurs offres, qu'un commis de Paulet en fasse une très élevée, que les autres poursuivants refusent d'aller plus loin, que le commis ne puisse pas se retirer et doive acheter l'office, tout change. Sur 10.000 livres le commis en donne 7.500 à l'officier

1. Les Cours Souveraines sont les Parlements, les Chambres des Comptes, les Cours des Aides. Les Trésoriers de France prétendaient en être.

résignant, 2.500 à Paulet pour son quart denier. L'office coûte au partisan 7.500 livres ; à cette somme s'ajoutent les frais de voyage, de séjour, les émoluments du commis ; des offices ainsi acquis quelques-uns ne trouvent pas preneur ; le bénéfice du fermier est médiocre enfin.

Un certain nombre d'offices devaient ainsi échapper, pouvait-on croire, à une hausse excessive. Par là même, le partisan ne pouvait plus faire monter au Conseil le prix des offices vacants par mort autant qu'il l'aurait voulu. Il risquait, si les offices tombaient par accident aux mains de son enchérisseur fictif, de ne pouvoir les revendre à un prix rémunérateur, puisque de moins chers se trouvaient en province.

D'autre part le fermier perdait tout intérêt à faire mourir avant qu'ils n'eussent pu résigner les officiers qui avaient payé l'annuel plusieurs fois. Au lieu de laisser tout le prix de la charge au partisan, comme l'avait prévu Sully, le contrat conservait l'office aux héritiers qui le vendaient, gardaient les sept huitième du prix et versaient le huitième seulement au fermier (art. 4). Mais le projet de Sully tient pour ceux qui n'ont pas versé l'annuel : s'ils meurent sans résigner, tout le prix de vente revient à Paulet. Ils peuvent toujours craindre une tentative d'assassinat. Sans doute cette disposition a-t-elle été maintenue pour pousser les officiers à payer le droit annuel.

Une possibilité de supprimer des offices restait. Les suppressions de charges par mort ou remboursement sont bien interdites pendant la durée de la ferme (art. 13). Mais il s'agit ici des offices non-supprimables, des offices anciens, créés avant les États de Blois de 1588. Les nouveaux, les supprimables, seraient conservés aux résignataires des officiers qui auraient payé l'annuel (art. 4). Donc il découlait de cet article que, si l'officier mourait sans avoir résigné, même s'il avait payé l'annuel, le roi pouvait reprendre l'office et donc le supprimer. Dans ce cas aucune diminution de la ferme n'était prévue. Les objections de Bellièvre sur l'impossibilité de retrancher des revenus royaux une somme déjà affectée à une dépense publique avaient donc prévalu.

Ainsi Bellièvre a partiellement satisfaction. Tout se passe comme si chacune de ses objections avait donné lieu à un accord où Sully et lui s'étaient rencontrés à mi-chemin. Les conditions de Paulet, dans leur forme définitive, apparaissent comme le résultat d'une collaboration.

Mais s'agit-il d'une collaboration entre Sully et Bellièvre, ou entre Sully et le Conseil ? Une majorité au Conseil était hostile au point de vue de Bellièvre sur la création de la ferme, mais s'est-il constitué une nouvelle majorité pour se rallier à ses vues sur l'organisation et contraindre Sully à les accepter en partie ? Ou bien l'influence de Bellièvre seul a-t-elle suffi ?

Ici, il y a incertitude. D'une part, le Conseil a décidé la création de l'annuel à la majorité, et il est possible que la majorité ait aussi décidé



les modifications au projet de Sully. D'autre part, le roi peut toujours donner l'avantage à la minorité ; il a pu désirer consoler un peu le vieux serviteur fidèle qu'était Bellièvre, et, l'essentiel étant admis, imposer à Sully et à sa majorité, des concessions au chancelier. Les textes manquent. On ne peut rien affirmer.

Toutefois, il y a des présomptions qu'une majorité s'est formée au Conseil pour soutenir les objections de Bellièvre. Dès 1604, l'influence de Bellièvre a beaucoup baissé. En 1605 il est dans une demi-disgrâce. Il est peu vraisemblable que le roi soit intervenu en sa faveur.

En 1611, le 1<sup>er</sup> octobre, un nouveau bail du droit annuel fut fait avec un autre fermier, Marcel<sup>1</sup>. A ce moment ni Bellièvre, ni Sully ne sont plus au Conseil. L'ancien chancelier était mort en 1607. Sully, écœuré de se voir sans influence dans le nouveau gouvernement, avait regagné ses terres depuis le 26 janvier 1611<sup>2</sup>. Mais la plupart des conseillers de 1602, et les plus importants, Villeroy, Jeannin, Sillery étaient toujours là. Or, ces hommes qui ne subissent plus ni l'influence de Sully ni celle de Bellièvre et qui n'ont plus à tenir compte du crédit de ces deux courtisans auprès du roi, d'une part conservent la ferme de l'annuel comme la majorité de 1602, d'autre part bouleversent l'organisation du bail mais dans l'esprit du Mémoire de Bellièvre et des Conditions de 1604. N'y avait-il donc pas eu quelques-uns d'entre eux qui, après avoir voté le projet de ferme avec les partisans de Sully, avaient voté ensuite les amendements avec les amis de Bellièvre ?

En effet, si le Conseil est obligé de tenir compte du succès de la Paulette et des besoins du Trésor, s'il étend à de nouveaux officiers le bénéfice de l'annuel<sup>3</sup>, s'il écarte toute idée de suppression d'offices (art. 15), il prend aussi des mesures qui répondent aux préoccupations politiques, sociales et financières exprimées dans le mémoire de 1602.

Quelques offices sont exclus du nouveau bail pour rester en principe à la disposition du roi qui peut en choisir les titulaires (art. 3). Ce sont les offices du Parlement (le principal souci de Bellièvre), ceux des secrétaires des Maison et Couronne de France, ceux des Prévôts des Maréchaux, de leurs vis-baillis et lieutenants de robe courte, en somme les officiers chargés de transmettre les ordres du roi, de rendre sa justice et de surveiller les autres juges, d'assurer sa police. La plupart jouissaient de l'annuel dans le bail précédent et leur exclusion montre le désir que le roi soit mieux obéi.

Dans ce dessein le Conseil prend des dispositions pour assurer au Roi un certain nombre d'offices de toutes les catégories afin qu'il puisse

1. Arch. Nat. E 33<sup>a</sup>, f<sup>o</sup> 1 r<sup>o</sup> et sq.

2. MARIÉJOL, *ouvr. cit.*, p. 147.

3. Premiers présidents, procureurs et avocats généraux des Chambres des Comptes et Cours des Aides, lieutenants généraux de tous les bailliages.

récompenser ses serviteurs des différents degrés de la hiérarchie sociale. Le roi se réserve tous les offices pour lesquels le droit annuel a été payé, qu'ils fussent résignés ou non « ... pour reconnaître et récompenser les services des personnes de mérite qu'elle [Sa Majesté] y voudra faire pourvoir... » (art. 4). Le roi ne dépouille pas toutefois les familles. Il donne aux héritiers le double de l'estimation de l'office<sup>1</sup>. Il n'intervient pas dans les résignations de fils à père, de beaux-père à gendre, ni dans les résignations de ceux qui, après avoir payé l'annuel, auraient survécu quarante jours (art. 5). Lorsque certains offices vauqueraient par mort (ceux des Parlements, des Premiers Présidents des Chambres des Comptes et des Cours des Aides, des lieutenants généraux civils des sièges présidiaux, des Trésoriers de l'Épargne) le partisan ne devrait prendre que le double de l'estimation, le surplus demeurerait au roi « ... pour en gratifier les gens de mérite qu'elle [Sa Majesté] en voudra faire pourvoir... ». Le roi devait ainsi disposer d'offices à un prix relativement bas. Ils ne devaient coûter aux bénéficiaires que le double de l'estimation de 1604 c'est-à-dire une somme bien moindre que le prix marchand de 1611, car l'estimation de 1604 avait été modérée et la valeur vénale des offices s'était de beaucoup accrue. Du même coup la mesure prise répondait à la principale préoccupation sociale de Bellièvre.

Une autre répondait à ses préoccupations financières. Il n'y a diminution sur le prix de la ferme en aucun cas. Cependant toutes ces dispositions devaient accroître les irrégularités dans les rentrées d'argent du fermier. Le nombre des résignations à d'autres qu'à des fils ou à des gendres, le nombre des vacations par mort, étaient, comme toujours, imprévisibles et il venait s'ajouter un élément nouveau d'incertitude, la volonté du roi : il pouvait parfois ne pas user des droits qu'il s'était conservés. Le partisan reçoit une compensation dans l'accroissement des taxes de résignation. L'officier qui a payé l'annuel deux ans doit toujours le huitième de la valeur de sa charge ; celui qui l'a payé dans l'année de la résignation doit le quart ; celui qui ne l'a pas payé du tout doit le quart sur le pied du tiers en ascendant, c'est-à-dire pour un office de 4.000 livres, dont le quart denier est de 1.000 livres, 1.500 livres.

L'esprit du mémoire de Bellièvre se retrouve alors que Bellièvre n'est plus. On peut donc présumer que les amendements au projet de Sully sont dus à la majorité du Conseil et non pas à la seule influence de Bellièvre. Mais, quand bien même Bellièvre seul les aurait arrachés au roi, cela ne changerait rien au fait que le Conseil participe aux réformes de Sully puisque Bellièvre est du Conseil. On peut donc conclure que le Conseil a participé de la façon la plus active à cette réforme de Sully.

1. En 1604 la valeur des offices avait été estimée par le Conseil pour servir de base à la taxe de l'annuel et aux enchères. Cf. Bibl. Nat. Cinq-Cents, Colbert, n° 256.

Comme elle est d'importance, il est vraisemblable que le Conseil a collaboré avec Sully bien d'autres fois encore, et donc Sully n'est pas le seul auteur de tout ce qui a été fait en finances sous le règne de Henri IV.

Ce fait va éclairer d'autres textes.

\* \*

### III. DEUX POLITIQUES EN CONFLIT AU CONSEIL L'ÉVOLUTION DES POUVOIRS DE SULLY

Des lettres de Bellièvre à Villeroy, à Sully et au cardinal du Perron, certaines dépêches et relations des ambassadeurs toscans et vénitiens, laissent entrevoir que le conflit de Sully et de Bellièvre, les luttes au Conseil, dépassaient la vénéralité des charges et même toutes les questions de finances, qu'il s'agissait de deux conceptions opposées de la politique intérieure et que c'est de 1602 à 1605 que Sully l'emporta.

Vers 1600, Bellièvre a un grand pouvoir et Rosny, déjà considéré comme chef des finances, n'est encore que le pourvoyeur de l'argent<sup>1</sup>. Mais bientôt son influence s'accroît. Dès 1602 le roi n'écoute plus que lui, il étend son action à la politique générale et se trouve en conflit avec nombre de personnes. L'ambassadeur toscan lui attribue la responsabilité de la conspiration de Biron, car il a mécontenté toute la noblesse par son avarice. Les grands officiers lui sont hostiles à cause de ses empiètements sur les fonctions de leurs charges. Dès ce moment Rosny est en lutte avec Bellièvre et, malgré son amitié pour le chancelier, Villeroy semble avoir partie liée avec Rosny<sup>2</sup>. Celui-ci essayait de passer outre aux droits du

1. « ... Le grand Chancelier et Villeroy font tout, et Monseigneur de Rosny cherche et trouve de l'argent et pour cela est très haï... » Francesco Vendrannini, ambassadeur vénitien, dans BAROZZI et BERCHET, *Relazioni, Francia*, série II, t. VI, p. 465, texte italien.

« ... Il faut attendre le retour du Roi qui est à Saint-Germain depuis cinq ou six jours et de M. de Rosny qui est allé chez lui... car, sans ledit sieur, on ne parle ny résout aucune chose en matière de finances ou octrois... » Lettre de l'intendant de Lyon, Méric de Vie, aux échevins de Lyon, de Paris, 18 mars 1600. A. M. Lyon, AA 45, f° 132, citée par J. PERMEZEL, *La politique financière de Sully dans la généralité de Lyon*, 1935, in-8°, p. 130.

2. « ... En France, personne ne fait plus son office, sinon M. de Rosny et Villeroy, mais... le connétable, le premier président et le grand chancelier ne le font pas, empêchés par Rosny qui veut mettre la main à tout, faire et défaire tout... S'il naissait quelque grabuge, il n'est personne qui ne prévît la ruine de Rosny et de Villeroy... »

Baccio Giovannini au grand-duc de Toscane, de Paris, 19 mai 1602. A. DESJARDINS, *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane*, t. V, p. 495, texte italien.

« ... Le Roi n'en fait qu'à sa tête et M. de Rosny est le seul dont il écoute les Conseils... » *Ibid.*, p. 497, 9 juin 1602, analyse en français d'un texte qui n'est pas cité.

« ... Je vous diray... que quand le Conseil est éloigné du Roy que l'on dit des ordonnances que nous envoyons aux provinces que Monsieur de Rosny et le chancelier les ont

chancelier et peut-être de l'amener à quitter les sceaux. En plein Conseil, en présence de Bellièvre, il donne un ordre brutal à un maître des requêtes. Celui-ci répond qu'il n'a pas affaire à lui mais au chancelier qui est chef du Conseil. Certaines personnes plainquirent Bellièvre du peu de respect que Sully avait pour sa personne et pour sa charge et lui conseillèrent de rendre les sceaux<sup>1</sup>, solution étonnante et qui fut peut-être suggérée par des émissaires du surintendant.

En 1603, peu de temps après les discussions sur le droit annuel, Rosny essaya de briser la volonté du vieux chancelier et d'obtenir de lui qu'il scellât les arrêts sans être instruit des affaires. Bellièvre se plaint amèrement à Villeroy d'avoir été « ... traicté comme un chauffe-cire... » par « ... ce président nouveau du Conseil... » qui « ... présumera de me fère passer les affaires par ses volontés extraordinaires... »<sup>2</sup>. Rosny, avec insolence, avait fait porter un arrêt au domicile du chancelier par l'Intendant des Finances Arnauld. Celui-ci ne l'avait même pas remis directement à Bellièvre. Le chancelier refusa de sceller l'arrêt. Rosny renvoya Arnauld, qui vit cette fois le chancelier lui-même, mais Bellièvre éconduisit l'envoyé et dit qu'il irait « ... au Conseil et apporteray pour faciliter la volonté du Roi tout ce que je pourrais... ». Au Conseil, Sully fit un véritable esclandre : « ... Moy estant au Conseil, il commença à me demander pourquoy est-ce que je n'avais sellé cest arrest, parla de son pouvoir plus qu'il n'en aura jamais... » Bellièvre lui répondit « ... ce que je deubs... ». Mais il ne se plaignit pas au roi pour ne pas l'ennuyer, disait-il, ou, peut-être, parce qu'il sentait le roi d'accord avec Sully et qu'on cherchait à le pousser à quelque éclat.

Rosny, en même temps, essayait de discréditer Bellièvre en le faisant soupçonner de tiédeur au service du roi. Bellièvre montrait au Conseil les inconvénients d'une proposition de Rosny sur le taillon. Rosny ne répondait pas aux objections : « ... toutes les interrogations qu'il me faisait étaient si je doutais que le Roy ne le peût faire. Ce n'est pas moy qui doute du pouvoir du Roy... » « ... Monsieur de Vienne<sup>3</sup> m'a demandé si je signeray l'arrêt. Je luy ai dist par deux fois que je feray ce qui me sera demandé par le Roy. Je ne puy pas empescher ung ny m'opposer aux volontés du Roy...<sup>4</sup>. »

Peut-être Rosny essaya-t-il de faire croire à une hostilité personnelle de Bellièvre à son égard. Dans une lettre au surintendant du 25 jui-

faites et luy et moy ne sommes pas de calibre d'envoyer des commandements en ce royaume... »

Bellièvre à Villeroy, 29 nov. 1602. Bibl. Nat. ms. fr. 15894, f<sup>os</sup> 543-546.

1. Giovannini, 19 mai 1602, dépêche citée.

2. Bellièvre à Villeroy. Paris, 28 mai 1603. Bibl. Nat. ms. fr. 15894, f<sup>o</sup> 562 r<sup>o</sup>.

3. Contrôleur général des Finances.

4. Bellièvre à Villeroy, 31 mai 1603. Bibl. Nat. ms. fr. 15894, f<sup>os</sup> 563-564.

let 1603<sup>1</sup>, Bellièvre proteste qu'il n'y a pas eu de longueur dans les affaires personnelles de Rosny présentées au sceau. Mais Rosny est parti pour l'Angleterre à ce moment, et Bellièvre désirait l'entretenir de certaines difficultés au lieu de les proposer au Conseil ou de les mettre en délibération en plein sceau suivant la coutume. Et il ajoute : « ... Croiez, s'il vous plaist, que vous me trouverez fort ployable à la raison... » Mais cette tentative d'accommodement devait rester vaine. Rosny, vers la fin de l'année, monta une intrigue avec Villeroy pour retirer les sceaux à Bellièvre et les donner à Sillery. Il échoua, pour le moment<sup>2</sup>.

L'acharnement de cette lutte vient de l'opposition profonde entre les conceptions de Bellièvre et celles de Sully sur la politique intérieure.

Sully aurait volontiers réduit le Conseil à entériner ses décisions et le chancelier à sceller ses actes<sup>3</sup>. Bellièvre voulait la participation active des conseillers au gouvernement. Il refusait de rien faire ailleurs qu'au Conseil et toutes les raisons exposées. S'il s'inclinait finalement devant la volonté du roi, il jugeait que les formes de la justice et les coutumes du royaume auraient dû la limiter dans l'intérêt de tous. Il aurait voulu ne « ... faciliter la volonté du Roi... » qu'autant que la justice, les ordonnances, les lois fondamentales de la monarchie le lui permettaient, à lui, chef de l'ordre judiciaire. En somme, il désirait une monarchie tempérée. Sully, au contraire, entendait faire sans restriction triompher la volonté du roi et la sienne propre. Il voulait une monarchie absolue. Il y avait donc opposition sur le fonctionnement même du gouvernement.

D'ailleurs le Conseil comprenait surtout des gens de robe. Bellièvre et Sully n'étaient pas d'accord sur la place à accorder aux robins. Sully, noble, et qui aurait voulu relever la noblesse et la faire participer au gouvernement<sup>4</sup>, tenait les gens de robe pour peu de chose. Son projet de droit annuel livre les charges à l'argent. C'était bien ce qui avait lieu déjà, mais Sully, réaliste, utilise l'état social et ne cherche pas à l'amender. Bellièvre, fils, frère et père de parlementaires<sup>5</sup>, aurait voulu au contraire des Parlements puissants, honorés, recrutés héréditairement dans les vieilles familles fidèles au roi ou dans celles qui se signaleraient par leurs services et leurs mérites. C'est ce qui ressort, non seulement de son mémoire sur la Paulette, mais aussi de ses lettres. Dans l'une d'elles, datée

1. Ibid., f° 573 r°.

2. Résumé d'une dépêche de Giovannini au Grand-Duc, 28 décembre 1603. A. DESJARDINS, V, p. 519.

3. Voir ci-dessus la dispute avec Bellièvre.

4. Cf. VALOIS, *Inventaire*.

5. Son père, Claude, avait été premier Président du Parlement de Grenoble de 1541 à 1549. Son frère Jean, sieur de Hautefort, exerça la même charge. Son second fils, Claude, fut conseiller au Parlement de Paris avant d'être archevêque de Lyon. Son troisième fils, Nicolas, venait, en avril 1602, d'être reçu conseiller au même Parlement.



du 8 octobre 1603<sup>1</sup> il raconte une entrevue qu'il a eue avec le roi au sujet d'une évocation de procès pendans au Parlement de Normandie. Chef de la justice, il a pris la défense des parlementaires. Il a fait effacer les clauses injurieuses des lettres d'évocation. Il a dit que si les présidents et conseillers étaient fautifs, il fallait les priver de leurs charges, sinon : « ... que ce n'est pas le service de Sa Majesté de souffrir que ses principaux officiers en la justice en sa province de Normandie soient ainsy dégradés d'honneur... ». Il a montré les inconvénients des évocations générales pour le pouvoir du roi : « ... c'est chose de dangereuse conséquence qu'un gentilhomme qui a pouvoir n'aye point de juge dans la province où il demeure... ». Dans une autre lettre du 31 mai 1603<sup>2</sup> il se félicite d'une grâce que le roi fait à un conseiller en la Grand'Chambre, Boyvin, probablement un faveur pour une résignation d'office, car, à ce propos, il parle de la retraite de Boyvin et du recrutement des officiers. Il déclare qu'il en remerciera le roi, car « ... c'est celuy des anciens qui travaigle le plus... » puis il ajoute « ... Mr. de Rosny est toujours pour le métal<sup>3</sup>. Le blâme que reçoit le Parlement vient de l'insuffisance ou de la malice des officiers que l'on y met. Si le Roy ne donne en celà quelque crédit aux prières de son chancelier, son chancelier demeurera déchargé devant Dieu et devant Sa Majesté des fautes de ses officiers... » Bellièvre aurait voulu un roi servi mais guidé par le « .... quatrième État... »<sup>4</sup> et celui-ci lui semble corrompu par l'avarice de Sully.

Et ceci amène à une opposition plus vaste et plus profonde entre Bellièvre et Sully. Ce dernier ne se soucie que de l'argent qui rentre dans les coffres du roi. Des contemporains le lui reprochent<sup>5</sup> et ces accusations

1. Bibl. Nat. ms. fr. 15894, f° 577 r°.

2. A Villeroy. Bibl. Nat. ms. f. 15894, f° 564 r°.

3. C'est-à-dire pour l'argent. On trouve dans le Dictionnaire de FURETIÈRE, édition de 1727, que le mèteil ou métal est du blé moitié seigle, moitié froment. Les dîmes, les champarts se paient en blé mèteil. « ... on dit proverbialement... manger son blé en herbe... manger son revenu avant que les termes soient échus... crier famine sur un tas de blé quand un avaré se plaint de la misère du temps quoiqu'il ait de quoi vivre dans l'abondance... » Donc le terme blé était parfois synonyme d'argent, et comme le mèteil est une variété de blé, mèteil signifie ici argent. On peut entendre encore aujourd'hui dans les milieux populaires dire : « t'as du blé ? » pour : « as-tu de l'argent ? »

4. Expression fréquemment employée au xvi<sup>e</sup> siècle pour désigner les gens de robe.

5. Bellièvre à Villeroy, 29 nov. 1602. Bibl. Nat. ms. fr. 15894, f° 543-546.

« ... Si tost que l'on parle d'argent, il faut doresnavant que toutes les raisons cessent. Dieu veuille regarder ce royaume en pitié... Mais l'argent parle et la raison et l'honneur sont muets... »

« Il n'y a déjà que trop de gens qui cherchent à calomnier les actions du Roy... Nous sommes en paix et ces nouveautés [l'annuel] feront dire aux peuples que la paix leur est plus rude que la guerre. Si nous ne faisons tout le bien qu'il faut, ne faisons pas perdre au peuple toute espérance que nous désirons de fère mieux. Comme peult-on espérer que l'on vienne jamais à la suppression ? [des offices]... »

Dépêche de Giovannini, 6 mai 1602. DESJARDINS, V, p. 493. Texte italien : « ... pour

semblent fondées. Son projet d'annuel les confirme, mais aussi, d'autres actes comme les contrats pour racheter des domaines, des rentes, des greffes, des droits domaniaux, passés par Sully avec différents partisans et exécutés dans la généralité de Châlons-sur-Marne de 1607 à 1610<sup>1</sup>. Tous ces rachats devaient soulager les finances royales mais au détriment des populations non privilégiées. En effet les partisans avaient la jouissance d'augmentation d'impôts directs (6 deniers par livre sur les tailles), d'accroissement d'impôts indirects (5 sols, 6 deniers par livre, sur chaque minot de sel), d'offices onéreux aux petites gens (prix de vente d'offices de regrattiers et revendeurs de sel à petites mesures, d'offices de receveurs collecteurs de sel par impôt). Bien plus, les contrats sont trop lourds aux peuples, trop favorables aux partisans. Charles Paulet devait racheter en Champagne des greffes et droits domaniaux : les trésoriers généraux de France à Châlons avaient calculé le 18 juillet 1609 qu'il y parviendrait avec 250.000 livres mais qu'il toucherait près d'un million, moitié sur le revenu d'offices, moitié en droits sur le sel. Un autre contrat fait pour douze ans aurait pu être exécuté en six ans. Sully se souciait donc peu des conséquences des mesures financières pourvu que les coffres du roi y trouvassent leur compte. Peut-être avait-il raison ; peut-être pouvoir lever et entretenir des troupes pour maintenir l'ordre intérieur, voilà ce qui était le plus utile à tous. Mais c'est en tout cas bien loin de la pensée de Bellièvre, que le mémoire sur la Paulette et la correspondance montrent toujours soucieux de l'incidence des mesures financières, toujours préoccupé de ménager les intérêts des différentes classes sociales, anxieux de décharger les peuples du poids des impôts et des fonctions publiques, de rétablir le commerce, et surtout de veiller au caractère de la robe, à la pureté de ses mœurs, à sa conscience professionnelle, pour l'élever au sens le plus noble du mot et pour l'associer de façon large au gouvernement.

L'opposition entre les deux hommes allait jusqu'à l'animosité peut-être à cause de la supériorité financière de Bellièvre. Le projet de Sully sur le droit annuel contenait en effet une grosse faute financière. Il prévoyait des réductions sur le prix de la ferme si le roi faisait cadeau d'offices. Bellièvre avait remontré que c'était interdire au roi d'en donner car le prix de la ferme serait déjà assigné à l'écurie, à la maison de la reine, aux ambassadeurs, et il avait raison. Pour compenser ces déductions il aurait

vouloir ménager environ 100.000 écus, avec lesquels il tiendrait contents et reconnaissants tous ceux qui l'ont servi, il aura [le Roi] peut-être perdu de nombreux millions... et M. de Rosny... à le maintenir dans cette humeur... fait d'autant plus envenimer les cœurs de la noblesse... »

Ibid., février 1603, p. 508-509. Le roi «... où il est question d'argent n'est point traitable et ne connaît ni foi ni gratitude ; et Rosny... est de la même humeur... »

1. A. CHAMBERLAND, *Recherches critiques sur les réformes financières en Champagne à l'époque de Henri IV et de Sully*, Reims, 1902, in-8°.

fallu ou recourir à l'emprunt, toujours onéreux et qui compromet l'équilibre financier, ou faire des virements d'un chapitre du budget à un autre, violer la règle de la spécialisation des crédits et rendre toute surveillance des comptables très difficile sinon impossible. Le chef des finances, qui faisait sonner si haut sa bonne gestion et son rigoureux contrôle, ne semble pas s'en être rendu compte ou s'en être inquiété et il fallut pour parer au danger l'intervention du chef de la justice. Sully a-t-il jamais été assez bon technicien pour pouvoir se permettre de négliger le Conseil ?

Mais Bellièvre fut bientôt écarté. Sully était mieux vu du roi. Bellièvre était trahi par son vieil ami, Villeroy ; c'était ce dernier qui avait voulu faire donner les sceaux à Sillery en 1603. Bellièvre était très dévoué à la reine Marie de Médicis et la conseillait dans ses difficultés avec Henri IV, tout en demandant des précautions car si le roi avait connu leur entente secrète il aurait été ruiné<sup>1</sup>. Henri IV, sans doute, le soupçonna et Sillery servait le roi dans ses amours avec Henriette d'Entragues<sup>2</sup>. Vers la fin de 1604 les attaques contre Bellièvre furent telles que le chancelier se disposait « ... de porter les sceaux et ma vie aux pieds de Sa Majesté... »<sup>3</sup>. Le cardinal du Perron et sans doute la reine intervenaient en sa faveur. Le roi le fit venir en présence de Marie, le traita avec douceur, mais lui imposa Sillery comme coadjuteur, pour l'assister dans ses maladies. Il était à ce moment très affaibli par l'âge (il avait soixante-seize ans)<sup>4</sup> plus encore peut-être par le souci<sup>5</sup>, car son mémoire de 1602 et ses lettres de 1603 témoignent encore d'une intelligence lucide et d'un esprit vigoureux. Le roi le préparait à l'élimination complète. En octobre 1605, les sceaux lui furent retirés. Il mourut en septembre 1607.

Sully avait ainsi amoindri puis écarté le guide de l'opposition au Conseil. Dès 1605, avant même que Bellièvre n'eût perdu les sceaux, le surintendant est considéré comme chef du Conseil<sup>6</sup>. C'est de ce moment que doit dater sa plus grande puissance, sans qu'on puisse croire que ses capacités financières lui aient jamais permis de se passer tout à fait des conseillers.

1. Giovannini au Grand-Duc, 26 février 1604. DESJARDINS, V, p. 525.

2. Ibid., 28 décembre 1603, p. 519.

3. Lettre de Bellièvre à Du Perron, 1<sup>er</sup> janvier 1605. Bibl. Nat. ms. fr. 15894, f<sup>os</sup> 606-607.

4. Angelo Badger, ambassadeur vénitien, relation de 1605, dans BAROZZI et BERCHET, *Relazioni, Francia*, série II, t. I, p. 119. Texte italien « ... il est vrai que l'âge l'alourdit beaucoup... »

5. Lettre citée, à du Perron : « ... Je me trouve hors de contention et me trouve avoir acquis un grand repos d'esprit... »

6. Angelo BADGER, *loc. cit.* « ... il y a à présent comme chef [du Conseil] M. de Rosny, qui, avec le service qu'il fait au Roi de lui accumuler les deniers, s'est acquis une telle autorité qu'elle dépasse celle de tous les autres ensemble... »

De l'ensemble des faits ressortent donc les conclusions suivantes : Rosny fut introduit au Conseil en 1596, il devint chef des Finances sans doute en 1599. Il essaya de 1601 à 1604 d'étendre son autorité à toutes les parties du gouvernement. Il y parvint à la fin de 1604. Mais, certainement jusqu'à la fin de cette dernière année, le Conseil d'État et des Finances a participé de façon effective aux mesures financières qui furent prises et probablement a-t-il continué ensuite sa collaboration.

R. MOUSNIER,

*Professeur au Lycée Louis-le-Grand.*

---

## MICHELET ET LA PRÉ-RÉVOLUTION DAUPHINOISE DE 1788 (LETTRES INÉDITES)

### I

Dans ses *Chroniques dauphinoises*<sup>1</sup> M. A. Champollion-Figeac, archiviste aux archives nationales, raconte que Michelet<sup>2</sup>, l'ayant consulté sur un point d'histoire relatif à Diane de Poitiers<sup>3</sup>, il en avait profité, lorsqu'il lui apporta une réponse écrite, pour lui demander où se trouvaient les documents originaux qui lui avaient permis d'affirmer au tome XIX de son *Histoire de France* que, lors des émeutes de Grenoble (journée des Tuiles du 17 juin 1788), certaines femmes étaient munies de *triques* ; que le futur roi de Suède, Bernadotte, alors sergent au régiment Royal Marine, avait été souffleté publiquement ce jour-là par une poissarde de la place aux Herbes. Enfin, notre archiviste aurait manifesté le désir de consulter le document inédit donnant le texte du *Récit du religieux* que Michelet déclarait avoir eu entre les mains et qu'il avait cité. A ces questions, Michelet aurait répondu : « Voyez à la bibliothèque de Grenoble. »

M. A. Champollion-Figeac affirme qu'il s'adressa alors à MM. Hyacinthe

1. Ces chroniques comprennent 4 volumes (1880-1887). Leur titre est : *Chroniques dauphinoises et documents inédits relatifs au Dauphiné pendant la Révolution*.

2. *Chroniques dauphinoises*, t. II. Notes complémentaires, p. xx et suiv. Ce t. II est de 1887.

3. D'une ancienne famille du Dauphiné qui posséda les comtés de Valentinois et de Diois, Diane de Poitiers était duchesse de Valentinois ; elle fut la favorite de Henri II (1499-1566). (Voir ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*, 2 vol., 1860.)

Gariel<sup>1</sup> et Maignien, tous deux bibliothécaires de la ville de Grenoble<sup>2</sup>. Ceux-ci lui répondirent qu'ils ne connaissaient pas de tels documents. « Aussi, ajoute en guise de conclusion M. Champollion-Figeac, nous avons toujours fait honneur à la brûlante et féconde imagination de Michelet de ces trois tableaux de mœurs révolutionnaires. »

M. A. Champollion-Figeac a eu l'accusation facile à l'égard de Michelet. Mais le fait qu'il l'a formulée sans réserve comme sans précaution oratoire, prouve la défaveur qui atteignait Michelet en tant qu'historien<sup>3</sup>, même dans le milieu des archives nationales où il avait été chef de la section historique après la révolution de 1830. C'est Taine, à ce que semble indiquer M. Champollion-Figeac dans certains passages de ces *Chroniques dauphinoises*, qui était maintenant le grand homme des archivistes aux environs de 1889.

Or la correspondance que nous avons trouvée à la bibliothèque de Grenoble (fonds Gariel) prouve combien M. A. Champollion-Figeac fut téméraire en inculpant Michelet.

## II

Au commencement de 1867, Jules Michelet était à Hyères. Il y composait, à 65 ans, le dernier volume<sup>4</sup> de son *Histoire de France*<sup>5</sup> dans lequel il est question, au chapitre XXII, des troubles qui en 1788 se produisirent dans diverses provinces du royaume au sujet de l'enregistrement des édits de Brienne et du chancelier Lamoignon qui portaient atteintes aux prérogatives des parlements.

Afin d'avoir des détails exacts et nouveaux, sur cette opposition parlementaire à Grenoble, Michelet s'adressa à M. Macé<sup>6</sup>, professeur d'Histoire à la Faculté des Lettres de cette ville, avec lequel il correspondait<sup>7</sup>.

1. Les relations entre Gariel et Michelet, en 1846, s'étaient établies par l'intermédiaire de Aimé-Louis Champollion-Figeac qui fut professeur de paléographie à l'École des Chartes à partir de 1830 et bibliothécaire du roi (1839). Voir Lettre du 16 mai 1846, Bibl. m. Grenoble. R. 7445.

2. M. Champollion-Figeac a eu le grave tort de ne pas nous indiquer la date ou du moins l'année, à laquelle il s'adressa à H. Gariel et à M. Maignien.

3. Nous nous plaçons à signaler l'étude critique d'Alfred CHABAUD sur *Jules Michelet*. (Paris, 1929.)

4. T. XXIX.

5. Commencée en 1830, interrompue en 1843, reprise en 1855, terminée en 1867.

6. Antonin Macé de Lépinay était originaire de l'Ouest. Il fut doyen de la Faculté des Lettres de Grenoble et un des initiateurs des études historiques et géographiques pour la région des Alpes.

7. Dans sa préface du t. XIX de l'*Histoire de France*, MICHELET écrit : « Je ne me pardonne pas de n'avoir pas parlé de cet obscur Léonidas qui nous a sauvés à Saint-Cast, et dont la vaillance oubliée m'est révélée à ce moment par mon savant ami, M. le professeur Macé. »



M. Macé transmet la lettre de demande de renseignements de Michelet à M. Hyacinthe Gariel<sup>1</sup>, conservateur de la bibliothèque municipale de Grenoble, qu'il savait travailler à un livre sur les divers événements qui se produisirent le 17 juin 1788 et les jours suivants.

Le 31 mars 1867, Gariel écrivit à Michelet la lettre que voici :

« CHER MAITRE,

« Je suis heureux de l'occasion qui se présente de renouveler des relations jamais oubliées, quoique longtemps interrompues sans qu'il y ait de ma faute. Je m'étais, il y a bien des années<sup>2</sup>, et à plusieurs reprises, entièrement mis à votre disposition pour tout ce dont vous pourriez avoir besoin à Grenoble et quand M. Macé m'a communiqué votre lettre, je lui ai immédiatement répondu que toutes mes collections étaient à votre disposition.

« Ceci dit, j'entre en matière.

« Je possède sur la Révolution en Dauphiné des milliers de volumes, de brochures et quelques pièces minutes<sup>3</sup>. La période dont vous vous occupez, embrassant les années 1787-1789, est représentée dans cette collection par 4 ou 500 pièces imprimées, quelques-unes manuscrites, et avant de vous les envoyer, je voudrais savoir si vous désirez le tout ou un choix seulement. A mon avis et si vous avez assez de loisir pour lire tout, le tout vaudrait mieux que le choix, car le chapitre que vous comptez consacrer au Dauphiné est ni plus ni moins que le premier chapitre de cette révolution qui nous a fait homme ; ce qu'est devenu depuis l'homme, vous le savez mieux que moi.

« Ce premier chapitre ferait facilement un volume et un grand enseignement plus nécessaire que jamais. Plus que tout autre, vous pourriez faire ce volume et, le faisant, vous galvaniseriez peut-être, comme aux beaux jours de votre enseignement<sup>4</sup> notre pauvre jeunesse d'aujourd'hui si différente de celle d'hier ; mais il faut quelquefois si peu pour réveiller le plus endormi et vous pouvez tant que je répondrais presque du succès.

1. Né à Grenoble en 1812, mort en 1890. D'abord avocat en 1836, il s'adonna à l'histoire. Après examen, fut attaché au catalogue de la Bibliothèque nationale (1838). Revenu à Grenoble en 1841, il devint bibliothécaire de la ville en 1848. Il resta en fonction jusqu'en 1882. Il a établi le premier catalogue sur fiches des livres de la bibliothèque municipale dont il a établi les plans. — De 1852 à 1856, il publia cinq vol. de *Delphinalia* et de 1864 à 1885 quatre vol. de la *Bibliothèque historique et littéraire du Dauphiné*. (Voir *Acad. delphinale*, année 1895.)

2. En 1845 et 1846.

3. M. MAIGNIEN a publié un *Catalogue des livres et manuscrits du fonds dauphinois de la Bibliothèque municipale de Grenoble* (4 vol., 1906-1914). Cette publication fut continuée par M. Louis ROYER (2 vol., 1924-1929).

4. M. Hy. Gariel appartenait à une famille légitimiste. La tradition orale veut qu'après avoir suivi les cours de Michelet à Paris, il soit devenu républicain.

... Au reste en parcourant les documents que je vous adresserai pour votre chapitre, vous verrez s'il n'y a pas place pour le livre que j'ai souvent rêvé parce que je crois qu'avec du cœur seulement, on pourrait le faire. Or avec le cœur, vous avez la plume, vous avez la popularité. C'est trois fois plus qu'il ne faut... Mais je m'abandonne à des rêves et vous fais perdre un temps précieux. Faites-moi savoir ce que vous voulez et je me hâterai de vous l'expédier. Je dois cependant vous exprimer le regret de ne pouvoir suivre mes livres à Hyères où je vous aurais aidé à les dépouiller ou que la saison plus avancée ne vous permette de venir à Grenoble où vous auriez tant de matériaux et un ouvrier plein de zèle constamment à votre disposition.

« Croyez-moi en attendant votre toujours tout dévoué ancien serviteur.

« H. GARIEL<sup>1</sup>. »

Mais le sujet de Michelet n'était pas la Révolution à Grenoble, il craignait d'être débordé par le zèle de Gariel. Aussi lui répondit-il d'Hyères, le 3 avril 1867 :

« MONSIEUR,

« Je suis extrêmement touché de votre lettre, de votre aimable souvenir. Je me rappelle le charmant accueil que vous me fîtes<sup>2</sup>.

« L'entraînement et l'acharnement du travail nous prive de cultiver les relations que nous aurions le plus aimées !

1. Les lettres d'H. Gariel à Michelet se trouvent à la bibliothèque municipale de Grenoble, R. 7446.

2. Le 9 avril 1845, Gariel écrivait à Michelet une longue lettre sur les recherches faites à sa demande dans les dépôts de Grenoble sur la part que le Dauphiné prit aux guerres d'Italie.

Le 9 mai 1845, Michelet lui répondait :

« J'ai été extrêmement touché des lignes confiantes et sympathiques que contient votre lettre, — très reconnaissant de la brochure, — et encore plus du temps considérable que vous avez bien voulu sacrifier aux recherches qui m'intéressaient.

« Je voudrais, Monsieur, vous donner quelques signes de gratitude et je n'ai, dans ce moment, à vous offrir que la petite préface de ma nouvelle édition. Je vous prie de l'agréer.

« Je profiterai certainement des principales indications que vous me donnez, spécialement de la *notice* sur la publication de M. de Terrebonne dont je vous remercie.

« Je serais heureux de pouvoir être bon à quelque chose à une personne pour qui j'ai tant d'estime et de sympathies, sans parler de ma reconnaissance.

« J. MICHELET. »

« Je serais bien heureux de retourner cette année ou l'autre à Grenoble et de vous serrer la main.

« Les embarras inséparables de cette polémique, et de mon cours que je viens de rouvrir ont pu seuls m'empêcher de vous répondre immédiatement. »

(Bibl. m. Grenoble, R. 7445.)

« Figurez-vous, Monsieur, qu'étranglé en si peu de pages d'une histoire générale, je fais effort pour être vrai. Je dois m'en rapporter à celui qui a une si parfaite et profonde connaissance de l'histoire locale. Donnez-moi peu, et ce que vous voudrez. J'en aurai un extrême soin, et vous le rendrai à l'instant.

« *Augeard* nous dit dans ses *Mémoires*<sup>1</sup> que *M. de Vaux*, « ferme et excellent soldat, écrivit de Grenoble à Versailles, que les troupes étaient « peu solides, et qu'il ne pouvait en répondre ».

« Mais quels ordres, avant et après, donna Versailles ? C'est ce qu'on ignore.

« Voilà une des mille questions qui me roulent dans l'esprit.

« Je vous salue cordialement et vous remercie mille fois de votre excessive obligeance.

« J. MICHELET. »

« J'imprime, et suis forcé de paraître bientôt. »

### III

Dans son zèle à obliger Michelet, Gariel n'avait pas attendu la réponse à la lettre du 3 avril. Dès le 7, il lui expédiait 207 pièces et cette longue et curieuse épître :

« CHER MAÎTRE,

« Je vous ai adressé hier par le chemin de fer grande vitesse une petite caisse renfermant 207 pièces imprimées ou manuscrites se référant toutes à la Révolution de 1787-1788 en Dauphiné. C'est le quart de ce que je possède sur cette époque.

« Parmi ces pièces, il y a 3 volumes de *M. Macé* (*Fauché-Prunelle*<sup>2</sup> et 2 volumes sur Nantes et la Bretagne). *M. Macé* vous a écrit qu'il aurait bientôt besoin de ces 3 volumes. Quant aux autres ils m'appartiennent, c'est vous dire que vous pourrez les garder tant qu'ils vous seront utiles.

« Je ne quitterai pas *M. Macé* sans vous prémunir sur l'opinion qu'il a manifestée à l'Académie delphinale et à moi en particulier et qu'il a pu

1. *Mémoires secrets de J. M. Augeard, secrétaire des commandements de la Reine Marie-Antoinette*. (Paris, 1866) A la page 165, on lit : « Ce ne fut que, vers le mois de juillet 1788, qu'ayant reçu une lettre du maréchal de Vaux qui lui mandoit qu'il étoit impossible de compter sur les troupes, il (Brienne) eut une conférence avec le garde des sceaux (Lamoignon), dans laquelle ils se rejetèrent l'un sur l'autre leur infâme besogne. »

2. FAUCHÉ-PRUNELLE, *Essai sur les anciennes institutions autonomes ou populaires des Alpes cottiennes briançonnaises*, augmenté de *Recherches sur leur ancien état politique et social, sur les libertés et les principales institutions du Dauphiné*, ainsi que sur plusieurs points de l'histoire de cette province précédé d'un aperçu pittoresque et romantique sur le Briançonnais (2 vol., Paris, 1856).

également vous communiquer et contre laquelle je ne saurais trop vous tenir en garde à savoir que la Révolution dauphinoise n'a été, comme les mouvements de la Bretagne et du Béarn, qu'un mouvement provincial.

« Je ne sais sur quoi se fonde M. Macé mais son opinion est absolument contraire à la vérité. La Révolution dauphinoise a été toute française. Lire les décisions des assemblées de Vizille, Grenoble, Romans<sup>1</sup>, *la lettre au syndic de Béarn* (24 8<sup>bre</sup> 1788)<sup>2</sup>. *La réponse des négociants de Grenoble* aux juges consuls de 10 ou 12 provinces (1788 sans date)<sup>3</sup> et presque toutes les brochures que je vous envoie.

« Je vais continuer un peu à bâtons rompus c'est le moyen de multiplier les renseignements et de ne rien omettre d'essentiel.

« L'adhésion<sup>4</sup> des villes, bourgs, communautés du Dauphiné aux décisions de Vizille fut à peu près unanime<sup>5</sup>; vous en trouverez trois ou quatre dans mon envoi. J'aurais pu vous en envoyer une certaine mais se ressemblant toutes par l'adhésion absolue et n'en différant que par le plus ou le moins d'énergie des considérants; l'assemblée de Grenoble eut les mêmes résultats. J'ai également des centaines d'adhésions de même nature.

« De tout ceci il résulte que la Révolution française était faite à Grenoble et que Paris nous imita et bien, en 1789<sup>6</sup>. Puissions-nous bientôt lui donner encore un si bon exemple.

« Voyez plutôt :

« 7 juin, prise de l'hôtel du Gouvernement (Paris, prise de la Bastille).

« 14 juin, réunion des trois ordres à Grenoble à l'hôtel de ville, refus de se séparer et arrêté qu'on se réunira à Vizille le 21 juillet.

« Rapport de Clermont-Tonnerre, trop tard remplacé par de Vaulx

1. Voir J.-A. Félix FAURE, *Les Assemblées de Vizille et de Romans en Dauphiné* (Paris, 1887).

2. *Id.*, p. 257 et suiv.

3. *Id.*, p. 266.

4. Voir une série de ces délibérations, *Cal. Fonds Dauphinois*, t. I, p. 280-81.

5. Sur ce point, les thèses de M. Egret apporteront des vues nouvelles.

6. Dans sa *Notice sur M. Fauché-Prunelle* (2 déc. 1864), GARIEL avait déjà dit : « La suppression des états durait depuis 160 ans lorsque tout à coup le Dauphiné se réveille; les habitants de Grenoble se rassemblent deux fois le même jour, malgré le lieutenant général Clermont-Tonnerre (juin 1788), et convoquent tout le Dauphiné à se réunir à Vizille le 21 juillet suivant. La Cour mécontente de Clermont-Tonnerre qu'elle ne trouve pas assez énergique, le remplace par le maréchal de Vaulx qu'elle charge de s'opposer, par tous les moyens, à la réunion des trois ordres. Le maréchal fait tous ses efforts pour exécuter les ordres de la Cour; il menace d'employer la force armée pour dissoudre l'assemblée, mais on lui répond qu'on se mettra à la guele de ses canons, plutôt que de lui obéir. Cette énergique réponse était faite, peut-être jour par jour, un an avant celle si fière et si écrasante de Mirabeau à M. de Brezé. Le Dauphiné avait devancé la France, et l'Assemblée de Vizille servira de modèle à l'assemblée nationale. » (*Bul. Ac. delphinale*, 2<sup>e</sup> sér., t. 3, p. 336.)

plus énergique. Ce dernier signifie qu'il ne permettra pas cette réunion et qu'il l'empêchera par la force : on lui répond qu'on se mettra à la bouche du canon plutôt que de ne pas se réunir (voir réponse de Mirabeau à Dreux-Brézé)<sup>1</sup>.

« Le 21 juillet, les députés de la province, bravant la force armée, se rendent à Vizille<sup>2</sup> (16 kil. de Grenoble). On siège sans distinction d'ordre ; doublement du tiers, vote par tête, abandon des privilèges, etc., abandon par la province de ses anciens privilèges, etc. Toutes les places électives dans les états provinciaux, abolition des corvées, prorogation par intervalle de l'assemblée *jusqu'à ce qu'on eut fait droit à toutes ses décisions*.

« Je pourrai continuer ce parallèle mais ce que j'ai dit suffit à prouver ce que j'ai avancé. Après l'assemblée de Vizille, la révolution était faite en France ; les assises du monde nouveau étaient solides à jamais ; il n'y avait plus qu'à parachever l'édifice... Vous voyez combien est erronée l'opinion de M. Macé. Si j'insiste, c'est que je crains qu'il ne vous ai écrit là-dessus.

« Que si maintenant je cherche les causes de ses vaillances je les trouve d'abord :

« Causes générales : influence très profonde du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>.

« Causes particulières ou spéciales à la province :

« Souvenirs des états provinciaux détruits depuis 1628<sup>4</sup>, quel que fut le cercle étroit dans lequel ses états pouvaient se mouvoir. Les assemblées entretiennent toujours suffisamment pour empêcher l'apoplexie, la circulation du sang, c'est-à-dire la vie dans le corps politique... Voyez plutôt aujourd'hui... Réforme bien reçue en Dauphiné<sup>5</sup>.

« Écrivains dauphinois du XVI<sup>e</sup> siècle :

« Barnaud<sup>6</sup> (le cabinet du roi de France, 1581. Le secret des finances

1. M. Letonnellier, archiviste de l'Isère, rapporte, d'après le manuscrit découvert par lui, sur l'assemblée tenue à l'Hôtel de Ville de Grenoble, le 13 août 1788, que les représentants des trois ordres répondirent à l'envoyé du gouverneur du Dauphiné qui les sommait d'évacuer la salle de leur réunion : « *Amenez les baïonnettes ! Nous les attendons.* » (*Procès-verbaux de l'Acad. delphinale*, oct. 1938.)

2. J.-A. FAURE, *Les assemblées de Vizille et Romans*, op. cit., LV.

3. La thèse principale que M. Egret, professeur au Lycée de Grenoble, prépare sur la fin du Parlement de Dauphiné nous renseignera avec précision sur cette influence.

4. Voir FAUCHÉ-PRUNELLE, *Essai*, op. cit., t. II, p. 488.

5. Voir E. ARNAUD, *Histoire des protestants du Dauphiné aux XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> siècles* (3 vol., Paris, 1875) ; LONG, *La Réforme et les guerres de religion* (1560-1598). « Pour Michelet la Révolution de 1789, c'est le triomphe de l'esprit protestant ; dans l'ancien régime, les idées protestantes opprimées symbolisent pour lui la liberté opprimée. » (Cf. CHABAUD, J. Michelet, op. cit., p. 37.)

6. Sur ce personnage mystérieux dont parle STENDHAL dans les *Mémoires d'un Touriste* (Éd. Louis Royer, t. II, p. 161), voir la notice de ROCHAS dans *Biographies dauphinoises*.



de France, 1581. Le miroir des français, 1582), 3 vol. in-8°, ensemble 2.309 pages en caractères compacts.

« Il faut avoir lu ces trois volumes pour s'en rendre compte. Leur analyse est impossible ; il y a par ci par là du génie et du meilleur et des hardiesses extraordinaires et dans le *Miroir*, dédié à la reine, femme de Henri III, il trace la satire la plus vive et la plus vraie du gouvernement de ce dernier. Les réformes qu'il indique et les voies et les moyens qu'il propose sont d'autant plus étonnantes que la plupart ont été mises en exécution par la révolution. Biens du clergé saisis et employés au paiement des dettes de l'État. Dotations aux prêtres qui se marieront. Fonte des cloches pour faire des canons. Le *maximum* lui-même s'y trouve. S'emparer d'Avignon et du Comtat et de tout le patrimoine de S<sup>t</sup> Pierre et on fera vivre ceux qui disent la messe avec l'argent qui vient de la messe. La garde nationale.

« Le Miroir est, sans contredit, le recueil de ce temps le plus complet des critiques des mœurs de la politique et des idées philosophiques d'alors. Le seul peut-être où les idées de réforme soient basées sur la liberté et la morale.

« *Claude Brosse*<sup>1</sup>, xviii<sup>e</sup> siècle, 1580-1639, oublié. J'ai vainement pendant une dizaine d'années proposé ce sujet aux jeunes avocats comme discours de rentrée dans leur conférence mais on vient enfin de baptiser de son nom notre nouveau quai<sup>2</sup>. C'est le plus courageux et le plus direct précurseur de 1788. Il lutta toute sa vie contre les deux premiers ordres pour obtenir la réalité des tailles. Insurrection, mémoires, démarches de tous genres, courage à toute épreuve, mis en prison, condamné au bannissement perpétuel par le parlement selon les uns, à mort selon la tradition. Il déjoua toutes les ruses des deux ordres, se soustrait à leur condamnation, porte ses plaintes en personne au roi, à la reine et finit par atteindre son but l'égalité relative de l'impôt devant la loi : la réalité<sup>3</sup> de la taille. On ne sait presque rien de sa vie. Nos historiens<sup>4</sup>, plutôt flagorneurs des deux premiers ordres, qui auraient pu et dû nous laisser sa biographie le mentionnent à peine en passant. (J'ai réuni près de 200 pièces à son sujet, mémoires, plaintes, arrêts, etc.) (L'histoire du Dauphiné est toujours à écrire). xviii<sup>e</sup> siècle — Mably, Condillac, Servan, Mounier, Barnave. Vers 1780 une pépinière d'hommes politiques remarquables.

« Les femmes mêmes étaient à la tête du mouvement, ce qui différencie encore le Dauphiné et la Bretagne où, si mes souvenirs sont exacts, elles

1. Voir A. LACROIX, *Claude Brosse et les tailles* (Bul. Soc. arch. Drôme, 1897-1899, t. 31 et 32).

2. Sur l'Isère.

3. Proclamée par arrêt du 31 mai 1634.

4. Voir dans *Rochas*, le passage de l'article sur de Brosses. — A cet article de *Rochas* H. GABRIEL a dû collaborer, comme cela est arrivé pour d'autres articles.

mettaient leurs charmes au service de la réaction. Grenoble était une ville fort lettrée<sup>1</sup>. Il y avait plusieurs centres de société où brillaient nos femmes. Le séjour de J.-J. Rousseau<sup>2</sup> à Grenoble et dans les environs dut encore influencer sur l'élan patriotique de nos dauphinoises.

« Ajoutez à cela notre position topographique. Ville frontière et notre configuration, senteurs fortifiantes des grandes Alpes.

« Je ne sais ce que peuvent valoir ces notes que je jette sur le papier au courant désordonné de ma plume ; vous en ferez ce que vous voudrez<sup>3</sup> mais il y a quelque chose, si peu que cela soit, qui peut vous être de quelque utilité. J'en serais fort heureux. »

A cette lettre Gariel joignait cette fiche :

« Notes pour le dépouillement des pièces envoyées »

- « Voici je crois l'ordre dans lequel vous pourriez procéder à la lecture :
- « 1<sup>o</sup> Lire Laurent<sup>4</sup> depuis les pages 347-400.
  - « 2<sup>o</sup> Lavergne<sup>5</sup>, Les Assemblées provinciales (Dauphiné, *Revue des Deux-Mondes*, p. 359 et 367-379).
  - « 3<sup>o</sup> Pilot<sup>6</sup>, 240-254 (mauvais abrégé dédié au Dauphin duc d'Angoulême et dans un esprit de dénigrement de toutes les idées libérales).
  - « 4<sup>o</sup> Fauché-Prunelle, t. 2, p. 627-709 (livre quelque peu lourd et diffus mais consciencieux et plein de renseignements).
  - « 5<sup>o</sup> États du Dauphiné (1<sup>er</sup> Delphinalia)<sup>7</sup>.
  - « 6<sup>o</sup> Notice sur Fauché-Prunelle, p. 11-16.
  - « 7<sup>o</sup> Vizille et ses environs par Bourne (98-119, pauvre livre).
  - « 8<sup>o</sup> Journal, ms. de la réintégration du parlement de Grenoble<sup>8</sup>.
  - « Voir Lettre (24 8<sup>bre</sup> 1788) aux syndics de Béarn surtout p. 3, pour voir l'esprit du Dauphiné à cette époque sur le fait français et non provincial
  - « Id. Réponse des négociants de Grenoble aux juges-consuls de Montauban, etc., 1788, sans date de mois.

1. Voir PRUDHOMME, *Hist. de Grenoble, op. cit.*, chap. XVII, et les articles de M. CUCUEL dans la *Revue du XVIII<sup>e</sup> s.* (1918, n<sup>o</sup> 2) et dans la *Revue d'histoire littéraire*.

2. « J.-J. Rousseau aimait à herboriser, pendant le court séjour qu'il fit à Grenoble en 1768, caché, sous le nom de Renou, dans une maison de la rue St-Laurent, chez son ami, l'avocat Gaspard Bovier. » (L. PRUDHOMME, *H. Grenoble, op. cit.*, p. 551).

3. Michelet s'inspirera de ces idées dans les premiers paragraphes de son tableau des événements dauphinois en 1788 (t. XIX, p. 370 à 372).

4. P.-M. LAURENT, *Résumé de l'histoire du Dauphiné* (Paris, 1825).

5. *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI* (Paris, 1863, chap. XXIX).

6. A.-J.-J. PILOT-DETHOREY, *Hist. de Grenoble et de ses environs, depuis sa fondation, sous le nom de Cularo jusqu'à nos jours* (Grenoble, 1829).

7. H. GARIEL, *Delphinalia*, n<sup>o</sup> 1 (États du Dauphiné) (Grenoble, 1852).

8. *Journal de la Réintégration du Parlement de Grenoble (1774-1776)*. (Ms. 247 ; B. Grenoble, u 1116.)

« 37 Lettres inédites (copies) du procureur général du Parlement au Garde des sceaux et du Garde des sceaux, etc.<sup>1</sup>.

« 91 brochures dont 5 pièces manuscrites classées chronologiquement<sup>2</sup>.

« 71 pièces reliées en 2 vol. in-4<sup>o</sup>, sous le titre : Des états provinciaux du Dauphiné<sup>3</sup>.

« Vous pouvez garder aussi longtemps que vous le voudrez<sup>4</sup> tout l'envoi moins les 3 vol. de M. Macé dont il a besoin. »

#### IV

Michelet admit avec sympathie les suggestions historiques de Gariel mais avec une certaine prudence néanmoins, espérant que la lecture des documents envoyés de Grenoble le confirmeraient dans les conclusions qu'en avait tirées son correspondant.

Le 10 avril il lui écrivait, d'Hyères :

« MONSIEUR,

« Votre lettre est excellente et une admirable leçon. Je l'étudie, et je vais lire attentivement vos documents. Je vous soumettrai peut être quelques questions ces jours-ci.

« Croyez à ma reconnaissance, à mon bien sincère dévouement.

« J. MICHELET. »

« Je reconnaitrai hautement les obligations que je vous ai.

« A-t-on quelques faits certains pour la part que vos *dauphinoises* ont prise à la révolution ? (Surtout avant 89 ?). »

1. Voir Bibl. municipale Grenoble, R. 7443. La copie de ces lettres comprend : 1<sup>o</sup> La correspondance du proc. général avec les ministres (12 av. 1780 au 20 juillet 1790 ; 2<sup>o</sup> lettres des ministres au procureur (17 av. 1780-18 oct. 1788).

2. Impossible de les identifier.

3. M. Lavergne qui avait eu recours à l'obligeance de H. Gariel pour l'assemblée provinciale du Dauphiné, dans une note 1, de la p. 375, écrit : « Les procès verbaux de l'assemblée provinciale du Dauphiné ne forment qu'un cahier in-4<sup>o</sup> de 64 pages, imprimé à Grenoble. Ce document est devenu extrêmement rare. Je dois des remerciements particuliers à M. Gariel, bibliothécaire de la ville de Grenoble, bien connu par ses travaux sur l'histoire de sa province, qui a bien voulu me communiquer sans réserve les précieux documents qu'il a recueillis sur cette époque. »

4. Cette libéralité s'explique par le fait que la plus grande partie des documents communiqués appartenaient en propre à H. Gariel. Ils sont aujourd'hui à la bibl. mun. de Grenoble par suite du don qu'a fait à cette bibl. Hy. Gariel, lequel légua toute sa bibliothèque et ses papiers, à sa ville natale.

## V

Le 12 avril, Gariel répondait aux lettres du 3 et 10 avril de Michelet de façon précise.

« CHER MAITRE,

« J'ai oublié de répondre à une question de votre lettre du 3. Quels ordres avant et après donna Versailles (à M. de Vaulx) ?

« Je n'ai jamais pu me procurer aucun renseignement à cet égard. Les archives ministérielles ou celles de l'empire pourraient seules répondre.

« J'ai été plus heureux pour la correspondance des procureurs généraux avec le Garde des sceaux. Je vous ai envoyé la copie que j'en ai faite il y a quelques vingt ans<sup>1</sup>.

« Quoi qu'il en soit, ce qu'il y a de certain c'est que Clermont-Tonnerre fut remplacé à cause de sa faiblesse et que de Vaulx fut choisi à cause de sa vigueur. Le remplacement n'aurait pas de signification sans cela. On jugea que Tonnerre ne saurait empêcher la réunion de Vizille et que de Vaulx aurait l'énergie nécessaire. Quant aux troupes, c'est différent. En contact avec une population enfiévrée d'enthousiasme patriotique (voir p. 34<sup>2</sup>, 1<sup>re</sup> partie du t. XI que je vous enverrai), ... la discipline dut nécessairement s'en ressentir.

« Dans votre lettre du 10, autre question : A-t-on quelques faits certains sur la part que vos Dauphinoises ont pris à la Révolution surtout avant 89... Je ne connais qu'une pièce imprimée à ce sujet (voyez 26<sup>3</sup> du t. XI que je vous enverrai). (Voyez aussi p. 247 de l'histoire de Grenoble)<sup>4</sup> mais j'ai beaucoup connu une vieille dame qui, à 70 ans, s'échauffait en parlant de l'enthousiasme de 1788 à 1789 à Grenoble. Les femmes excitaient la jeunesse, quoi qu'elle n'en eût pas besoin me disait-elle, mais c'était général et dans toutes les classes.

« J'avais prêté les volumes dans lesquels se trouvent les pièces que je viens de citer. Je viens de les faire rentrer. Il me manque encore 3 ou 4 relations de la journée des tuiles mais celui à qui je les ai prêtées est à

1. Se trouve bibl. municipale de Grenoble, R. 7443.

2. *Recueil de divers discours ou compliments adressés à Nosseigneurs du Parlement de Dauphiné, le 21 oct. 1788 (jour du retour de cette cour) ; ou le 17 novembre suivant, jour de sa rentrée (ds Nouveau recueil ou choix de pièces et d'écrits divers sur la révolution qui a été tentée en France par les édits du 8 mai 1788)*, p. 34 et suiv. (Grenoble, 1788 ; B. m. Grenoble, R. 7443).

3. *Représentations des Femmes du Dauphiné au Roi (ds Nouveau recueil ou choix de pièces et d'écrits divers)* (Grenoble, déc. 1788, p. 26).

4. Par PILOT : « Les agents soudoyés, des femmes même, et ceux qui tiraient leur subsistance des cours de justice, s'assemblèrent immédiatement dans les rues en proférant des cris séditieux. » (7 juin 1788.)

Paris ; je recevrai sa réponse demain et je vous expédierai le tout parce que c'est important.

« Je pars dimanche soir pour la campagne. La bibliothèque est en vacance pendant 15 jours<sup>1</sup> mais continuez à m'adresser vos lettres à Grenoble. Elles me parviendront ; j'y répondrai ici, je le pense, sans mes livres ; sinon je reviendrai à Grenoble pour cela. Il ne faut pas que cela vous arrête étant à 16 kilomètres de Grenoble<sup>2</sup> avec 4 départs de voiture par jour, rien ne me sera plus facile.

« Ainsi, écrivez toutes les fois que vous le jugerez utile. Ce sera un plaisir pour moi de vous répondre... il y a si longtemps que je n'ai assisté à vos cours si regrettés que je suis heureux de me rattraper un peu par vos lettres. »

## VI

Courrier tournant, soit le 15 avril, Michelet touché de la franchise et de l'obligeance extrême de Gariel lui répondait affectueusement et lui faisait connaître combien la lecture des brochures envoyées avait frappé son esprit d'historien.

« Hyères/Var,

« 15 a-67.

« Vous êtes mon bienfaiteur, je ne puis assez reconnaître votre excessive obligeance de me confier les documents originaux, j'en ai un extrême soin. Je vais vous les rendre, car je suis obligé de partir au 1<sup>er</sup> mai pour la Suisse (à Veytaux, canton de Vaud).

« J'y serai le mois de mai près de Quinet, qui y est.

« Je vous remercie mille fois de vos excellentes brochures. Je les lis. Tout le monde vous sera gré de votre généreux hommage<sup>3</sup> à M. Fauché-Prunelle<sup>4</sup>, qui travaillait avec vous, et dans les mêmes sillons. Cela est magnanime et rare.

« Comme je suis très dauphinois (contre Louis Blanc<sup>5</sup>, etc.), je suis

1. Période de Pâques.

2. M. Hy. Gariel avait une propriété à Vif, près de Grenoble.

3. Hy. GARIEL, *Notice sur Fauché-Prunelle* (ds *Bul. Acad. Delphinale*, S. II, t. 3, 1864, p. 329-349).

4. De Fauché-Prunelle, Michelet, impressionné par sa grandiloquence, tirera le premier paragraphe de son récit, lequel constitue un hymne à la liberté primitive, sauvée et conservée, dans les montagnes les plus élevées des Alpes dauphinoises. Jaurès (cf. *Hist. socialiste*, t. I, p. 96-97) critiquera cette page de Michelet au nom du matérialisme historique. Les lettres que nous publions démontrent combien sous le Second Empire, les républicains étaient sensibles au culte de la liberté individuelle et communale.

5. Louis BLANC, *Histoire de la Révolution française* (éd. 1847, t. II, p. 212). Dans les



extrêmement curieux de cet effort populaire immense qui, bien au delà des Mounier et des Barnave, étendait le Dauphiné à la conception française, fit sacrifier la cocarde provinciale, etc.

« Le Dauphiné ne songeait guère à la préoccupation anglaise<sup>1</sup> de Mounier, etc. J'ai même, dans vos brochures, trouvé le contraire<sup>2</sup>.

« La forte part du paysan ici, est bien importante<sup>3</sup>.

« J'ai vu dans vos brochures l'arrivée de deux paysans très nobles à l'assemblée de Vizille<sup>4</sup>.

« Dites-moi, je vous prie, à quelle adresse précise, je pourrais, dans votre absence, renvoyer la précieuse caisse.

« Mon beau-père qui est ici, va repartir pour Valence, et de là vous l'envoyer. Cela vaut-il mieux ? J'en doute.

« Je vous serre la main cordialement et vous remercie encore.

« J. MICHELET. »

« De la Suisse, je correspondrai de même, et sans doute aussi sûrement. »

## VII

Trois jours après, le 18 avril, Gariel rédigeait des notes pour répondre à Michelet et lui envoyait des documents nouveaux, en particulier le

événements de 1788 en Dauphiné, L. Blanc attribue au seul Mounier un rôle prépondérant. « Alors parut Mounier, ami de Necker, admirateur systématique des institutions anglaises, et qui était un de ces hommes qui veulent fortement le peu qu'ils veulent. Inquiet de la portée des troubles et convaincu de la nécessité d'en régler l'action, il forma chez lui un comité composé des membres les plus influents des trois ordres de la province, et là il fut convenu que le 21 juillet 1788, une assemblée solennelle, destinée à sceller entre les trois ordres le pacte d'union, serait tenue à Vizille, dans le château de Lesdiguières, et non loin du tombeau de Bayard. » Exilé en Angleterre, après 1848, L. Blanc y reprit la publication de son *Histoire de la Révolution* dont le douzième et dernier volume parut en 1862. Michelet ayant été attaqué par L. Blanc dans son *Histoire de la Révol.* lui répondit en 1868. Une polémique très vive s'engagea entre ces deux historiens.

1. Michelet, à l'encontre de Louis Blanc, était très anglophobe.

2. Voir la *Lettre d'un citoyen en Dauphinois à Mounier, secrétaire des états du Dauphiné*, op. cit., p. 53 et suiv.

3. J.-A. -Félix FAURE, *Les assemblées de Vizille et de Romans*, op. cit., p. 164-165, dit le contraire. « Sur un millier de communautés, composant la province, 180 seulement étaient représentées. » L'*Appendice I* donne la liste des personnes qui prirent part à l'assemblée de Vizille du 21 juillet 1788 ; les paysans y sont rares ; au contraire les notaires, avocats, châtelains, consuls, bourgeois, procureurs forment le plus grand nombre.

4. Sur ces deux paysans nobles, voir DE BEYLIÉ, *Barnave avocat* (Bul. Acad. Delphinale, 5<sup>e</sup> sér., t. 9 (1914-1917). Ils appartenaient aux familles de Richaud et de Bouillanne. Leurs contemporains « s'amusaient à dire d'eux, en plaisantant, qu'ils conduisaient eux-mêmes leur charrette, mais l'épée au côté ». (Voir A. LACROIX, *Bul. arch. Drôme*, t. XII, année 1878.)

manuscrit contenant le récit du religieux sur la journée des tuiles et la version suivant laquelle Bernadotte aurait été ce jour-là souffleté publiquement par une mégère qui n'était pas apprivoisée. De plus il prenait la défense de Mounier et de Barnave auprès de son illustre interlocuteur. C'est par ce plaidoyer qu'il débute.

« Il ne faudrait pas vous méprendre sur Mounier<sup>1</sup>. Il fut l'organisateur et l'âme des assemblées de Vizille, de Grenoble et de Romans... comme Barnave<sup>2</sup> en fut l'orateur si fougueux qu'à la suite d'un de ses discours, l'assemblée de Vizille fut sur le point de se dissoudre elle-même. Ce fut Barthélemy d'Orbanne qui la retint<sup>3</sup>. Mounier comme vous le dites si bien était Anglais<sup>4</sup>... C'est dans la tristesse de ce peuple qu'il avait fait son éducation mais il avait la vue courte et il eut peur de la Constituante, brisa ce cercle étroit ; il la quitta furtivement et revint en Dauphiné où il tenta mais vainement de provoquer, pour entraîner la province dans le fédéralisme<sup>5</sup>. Il échoua et se réfugia en Suisse.

« Quant à Barnave, il lutta contre Mirabeau<sup>6</sup>. Il tâcha de supplanter Mirabeau, quand ses relations avec la Cour furent connues et lutta éloquentement contre lui. Il l'imita<sup>7</sup> et paya de sa vie sa défection.

« Je ne sais si dans ma précédente lettre je vous ai fait remarquer, c'est fort important, que l'assemblée de Vizille ne se dissout pas mais se proroge seulement pour se réunir de nouveau jusqu'à ce qu'elle ait obtenu la réalisation de son programme<sup>8</sup>.

« Je vous ai cité quelques noms dauphinois. J'aurai pu en augmenter la liste : Saffray de Calignon et Daniel Chaurier, deux des rédacteurs de

1. Nous ne connaissons le vrai rôle de Mounier à Vizille et à Romans, qu'après la publication de la thèse complémentaire de M. Egret sur ces deux assemblées. M. Egret a eu en mains des documents inédits qui renouvellent ce sujet.

2. Même observation.

3. C'était l'avocat d'affaires le plus réputé de Grenoble. Voir sur lui, STENDHAL, *Henry Brulard*, et Augustin PÉRIER, *Hist. abrégée du Dauphiné*, op. cit., p. 97.

4. Sur les relations de Mounier avec des Anglais avant 1789, voir *Bull. de la Société d'archéo. de la Drôme*, juillet 1938, p. 331 et suiv.

5. F. VERMALE, *Les complots monarchiens de Mounier* (*Bul. Acad. Delphinale*, S. 6, t. VII, p. 33 et suiv.).

6. J.-J. CHEVALIER, *Barnave* (Paris, 1936).

7. F. VERMALE, *Barnave et les banquiers Laborde*. (*Annales hist. de la Rev. franç.*, année 1937.)

8. « Arrêté que l'assemblée des trois ordres de la province sera prorogée et ajournée par intervalles jusqu'au temps où les nouveaux édits auront été retirés, et les tribunaux rétablis dans leurs fonctions : en conséquence, elle déclare s'ajourner au 1<sup>er</sup> sept. prochain, pour délibérer ultérieurement. » (Cf. J.-A.-Félix FAURE, op. cit., p. 175.)

l'Édit de Nantes<sup>1</sup>, Philis de la Charce<sup>2</sup>, La Cotte rouge<sup>3</sup>, Dupuis Montbrun<sup>4</sup>, de Gordes<sup>5</sup>, Lesdiguières<sup>6</sup>, etc.

« Je vous envoie avec ma lettre encore un petit paquet de livres à lire. (Il y a 9 relations<sup>7</sup> de la journée des tuiles.) Ce sont ceux que j'avais prêtés à mon ami, comme il me l'avait annoncé, arrivé aujourd'hui même de Paris, et il m'a remis non seulement les livres et les pièces manuscrites que je lui avais prêtées mais encore son travail inachevé.

« Ce travail est comme vous le verrez la reproduction des mêmes pièces que je lui avais prêtées. Il sera imprimé lorsqu'il y aura mis la dernière main. Vous pouvez user et de mes pièces et du travail ms de mon ami tout comme il vous plaira<sup>8</sup>.

« Dans les deux volumes reliés vous trouverez les deux parties d'un recueil<sup>9</sup> de pièces imprimées à Grenoble et répandus dans la province.

« Ces 2 volumes vous mettront au courant du mouvement des idées dans les autres provinces parallèlement avec la révolution du Dauphiné. Ces 2 volumes me paraissent sous ce rapport très importants pour votre travail.

« J'y joins 9 pièces (il y en a une 10<sup>e</sup> en tête du vol. relié coté t. II) sur la journée des tuiles. C'est comme je vous l'ai dit notre prise de la bastille. J'ai réuni, comme vous le voyez, le plus que j'ai pu sur cet acte de notre révolution.

« Voici à propos de cette journée un piquant épisode complètement inédit<sup>10</sup> et que je tiens de feu M. Guillot de la Mure, dont le fils fut condamné à mort pour avoir pris part à l'échaffourée de Didier<sup>11</sup>, dont bien à tort on a

1. Voir Rochas.

2. P. THOMÉ DE MAISONNEUVE, *L'invasion du Dauphiné en 1692. L'Histoire et la Légende. Catinat et Philis de la Charce*.

3. *La Cotte rouge* ou *l'Insurrection de 1626*; histoire dauphinoise du XVII<sup>e</sup> siècle; roman historique sur une révolte protestante en Mateysine, par BARGINET de Grenoble. Sur ce personnage (1797-1843), voir Rochas. *La Cotte rouge* est en 4 vol. in-12; Paris, 1826.

4. Chef protestant du XVI<sup>e</sup> siècle; voir Rochas et PRUDHOMME, *Hist. Grenoble, op. cit.*, p. 381 et suiv.

5. Lieutenant général du roi, 1565 (voir PRUDHOMME, *Hist. de Grenoble, op. cit.*, p. 346 et suiv.).

6. Voir PRUDHOMME, *Hist. Grenoble, op. cit.*, chap. XIV.

7. M. Eugène CHAPER en a publié 11 dans ses *Documents sur la Journée des Tuiles, op. cit.*

8. L'ami dont parle Hy. Gariel est M. Eugène Chaper qui publia son manuscrit en 1888.

9. C'est le *Nouveau recueil ou choix de pièces, op. cit.*, imprimé chez Giraud, Grenoble, décembre 1788.

10. Voir H. DUMOLARD, *Jean-Paul Didier et la conspiration de Grenoble, 4 mai 1816* (Grenoble, 1926).

11. Cet épisode, Michelet le retiendra dans son récit de la Journée des Tuiles, et en tirera un effet de pittoresque surprenant.

voulu faire un personnage martyr et qui à mon avis ne fut qu'un pitoyable intrigant.

« M. Guillot était un des députés de La Mure à l'assemblée de Vizille. Il se trouvait, le 7 juin 1788, sur la place Grenette envahie d'une part par un détachement du régiment Royal la Marine, commandé par un sous-officier faisant fonction d'adjutant, et d'autre part par la population et surtout un groupe de femmes du peuple à la tête desquelles se trouvaient la nommée Tricot (Tricoteuses ?). Elle marcha droit sur l'adjutant ; une vive altercation s'élève entre nos deux personnages et se termine par le plus robuste soufflet que femme ait jamais appliqué sur une figure à moustache. M. Guillot ne se souvenait si c'était avant ou après que le feu eût été commandé par l'adjutant (voy. p. 6 de la relation imprimée de ce qui s'est passé à Grenoble<sup>1</sup>).

« Le piquant de l'anecdote c'est que le sous-officier faisant fonction d'adjutant et qui reçut le genre d'accolade ci-dessus de la femme Tricot était Bernadotte depuis roi...

« Autre épisode<sup>2</sup> de même source : le peuple força le dépôt d'armes mais les armes distribuées on s'aperçut qu'à chaque fusil, on avait eu soin (quelle prévoyance !) d'enlever une pièce de manière à rendre l'arme inutile. Ce fut alors qu'on dépava les rues et qu'on monta sur les toits. Les pavés et les tuiles remplacèrent les fusils mutilés.

« Épreuve.

« Voir ma dernière lettre sur quelques indications sur ces 2 volumes reliés que je vous envoie aujourd'hui.

« Si vous citez quelque brochure anonyme je pourrais vous donner les noms d'auteurs pour un assez grand nombre au moins.

« Tout ce que vous enverrez à M. Gariel, Bibliothécaire à Grenoble, me parviendra.

« Quant à la part de la campagne, elle est très importante et les villageois étaient aussi montés que les citadins. Si j'avais pu vous envoyer la correspondance des procureurs du roi du temps avec le procureur général, vous en verriez la preuve surabondante dans chaque lettre.

« Journée des tuiles.

1. Petit in-8° de 7 pages, sans nom de lieu, date d'impression, ni nom d'imprimeur. (Voir Eug. CHAPER, *Documents sur la Journée des Tuiles*, op. cit., p. 33 et suiv.)

2. Michelet a retenu aussi cet épisode dans son récit de la journée des Tuiles. Voir : *Hist. de France*, XVII, p. 379. « Le peu de fusils qu'on eût manquaient de certaine pièce et ne pouvaient servir à rien. »

- « 1. Relation de ce qui s'est passé à Grenoble<sup>1</sup>.
- « 2. Taulier<sup>2</sup>.
- « 3. Berriat St-Prix<sup>3</sup>.
- « 4. Procès-verbal du parlement du Dauphiné<sup>4</sup>.
- « 5. Adresse au roi<sup>5</sup>.
- « ms. 6. Lettre de Grenoble<sup>6</sup>.
- « ms. 7. Parlement et ville de Grenoble<sup>7</sup>.
- « ms. 8. Réflexion sur le présent<sup>8</sup>.
- « ms. 9. Révolution de Grenoble, 10 p. m<sup>ss</sup> g<sup>d</sup> format suivis de recettes<sup>9</sup>.
- « Dans le nouveau recueil (t. II relié) la première pièce est le récit de l'émeute ; enfin la publication d'Albert<sup>10</sup>.
- « C'est Monsieur de Ponnat<sup>11</sup> appelé chez de Vaulx qui fit la réponse : nous nous mettrons plutôt à la gueule des canons, etc. »

## VIII

Michelet dépouilla sur le champ les documents nouveaux envoyés par Gariel et indiqua que « le récit du religieux lui avait paru inestimable », comme il l'écrivit le 21 avril 67.

1. Brochure de 7 pages dont copie fut envoyée à Michelet (Bibl. m. Grenoble, R. 7443).
2. *Quelques mots sur un fait relatif à la Journée des Tuiles* (Bul. Ac. Delphinale, S. II, t. III, 1863). Dans une note mss. GARIEL dit : « Sur les 11 relations contemporaines de la journée des tuiles que je suis parvenu à réunir (6 imprimées de 5 m<sup>ss</sup>) sont unanimes sur le fait de la hache levée sur la tête de M. de Clermont-Tonnerre. Ce fait ne saurait donc être douteux et tout ce qu'a dit M. Taulier tombe devant l'unanimité des récits contemporains qui nous sont parvenus. » Il est probable que cette note fut envoyée à Michelet qui rejette le témoignage de Taulier. La note manuscrite de Gariel est à la Bibl. m. Grenoble, R. 7443.
3. *La Journée des Tuiles (7 juin 1788) racontée par un témoin oculaire*. (Brochure, 11 pages, 1861, B. m. Grenoble, R. 7443.)
4. Dans la *Journée des Tuiles à Grenoble*, documents par un vieux bibliophile dauphinois (ENGÈNE CHAPER) (Grenoble, 1888, p. 71-74). Le vrai titre est : *Procès-verbal, dressé le 7 juin 1788, par les conseillers au Parlement de Dauphiné, réunis chez le premier Président dans la soirée*. Le Parlement envoya 3 autres procès-verbaux (CHAPER, *op. cit.*, 77-79 et 93).
5. Ce doit être : *Les notables citoyens de la Ville de Grenoble au Roi. 9 juin 1784* (dans *Nouveau recueil*, *op. cit.*, p. 20 et suiv.).
6. *Lettre sur l'émeute de Grenoble du 7 juin 1788* (Bib. m. Grenoble, R. 7443).
7. Impossible à identifier.
8. Même observation.
9. C'est le manuscrit du religieux ; voir ci-dessous, p. 103, note 1.
10. *Lettres de Jean-Joseph Barthelon*, procureur au Parlement du Dauphiné à François Albert, avocat du roy au bailliage de Briançon (brochure de 15 pages, Grenoble, 1866).
11. D'une vieille famille de robe, originaire du Gapençais (voir *Rochas*).



« Pâque,

« MON CHER MONSIEUR,

« J'ai reçu hier votre très précieux envoi. Le récit du *religieux*<sup>1</sup> surtout est inestimable ! D'autres permettent de noter les heures<sup>2</sup> de la grande journée.

« J'avais déjà lu et fort remarqué dans votre envoi précédent la *1<sup>re</sup> lettre du citoyen*<sup>3</sup>, très machiavélique<sup>4</sup>, mais très bien faite pour amener les campagnes contre les villes<sup>5</sup>.

1. Il comporte deux parties. Dans la première le rôle des femmes dans l'émeute du 17 juin 1788 est à peine mentionné. Dans la deuxième qui a pour titre : « *Supplément et addition de certaines circonstances oubliées dans l'histoire de la Révolution de Grenoble ci-devant décrite* », les femmes « avec des triques » sont au premier rang des émeutières. Michelet, c'est fort dommage, ne nous a pas indiqué les raisons qui l'ont déterminé à adopter plutôt la deuxième partie du récit du religieux que la première.

2. En particulier le récit de BERRIAT-SAINT-PRIX, *op. cit.*, *supra*.

3. *Première lettre d'un citoyen, aux trois ordres du Dauphiné, en réponse à la Lettre des trois ordres au Roi* (broch. 8 pages, Paris, se trouve à la B. municipale Grenoble, U 1736, § X<sup>me</sup> 1788). L'auteur en est inconnu.

4. « On sera moins étonné des principes bourgeois de la constitution dauphinoise, si, en parcourant la liste des députés du tiers-état qui ont assisté à l'assemblée de Romans on fait quelque attention aux titres de leurs professions.

« On sait bien qu'en général la classe des cultivateurs, sans manquer d'intelligence et de lumière, est modeste, et qu'elle députera toujours de préférence un homme dont l'état suppose plus de talent pour s'exprimer, mais c'était trop de précautions de la part de MM. de l'assemblée de Romans, de prétendre en faire une loi absolue.

« On ignore, au reste, sur quel principe ont pu se fonder MM. les représentants du tiers-état, pour exclure la multitude du peuple, au nom duquel ils agissaient, et qui seule a pu leur transmettre des pouvoirs légitimes. Il est, en effet, assez singulier qu'une fois choisis par elle pour la représenter, ils se soient arrogé une autorité assez despotique sur leurs commettants, pour gêner d'abord leur liberté, en ne leur permettant plus de choisir que dans un petit nombre, et pour les dégrader enfin, en déclarant cette multitude incapable à l'avenir d'exercer le pouvoir dont elle a usé pour les instituer » (note 1, p. 7).

5. « Pour établir, auprès de la noblesse et du clergé, la nécessité d'augmenter le nombre des députés du tiers-état, vous avez fait valoir l'immense population de cet ordre, et la masse de ses richesses ; vous avez allégué que pour lui rendre justice, il faudrait lui accorder une proportion beaucoup plus avantageuse encore. Cependant, par les articles de votre constitution, qui déterminent ceux qui auront le droit d'élire, et la faculté d'être élus, vous avez non seulement exigé des conditions dont l'effet nécessaire est précisément d'exclure la nombreuse classe dont les droits avaient servi de prétexte aux prétentions contre les premiers ordres ; mais vous avez prononcé des clauses d'incapacité, qui écartent un grand nombre de citoyens propriétaires, et particulièrement tous les fermiers de la noblesse et du clergé.

« Ainsi, l'objet d'une constitution, dont la popularité a fait tout le succès, sera de retrancher, pour ainsi dire, de la nation, les quarante-neuf cinquantièmes du peuple français, pour concentrer exclusivement l'administration dans un petit nombre d'hommes, plus étrangers, peut-être, à la dernière et nombreuse classe, que les membres les plus distingués du clergé et de la noblesse.

« En effet, que présente la population des campagnes ? Une foule d'hommes, dont les

« L'auteur dit en effet que « tant<sup>1</sup> que les dauphinois se sont contentés  
« de sacrifier aux lois constitutives de leur province, le 1<sup>er</sup> baron et autres  
« qui n'ont pas la même passion des nouveautés, ont en foule le droit de  
« s'en plaindre. Mais lorsque vous allez à écrire à S. M. pour la presser  
« de faire de vos nouvelles lois la loi commune de toutes les provinces...  
« tout citoyen est fondé à discuter vos principes » (8 déc. 88).

« Ceci semble indiquer non pas que l'assemblée de Vizille ait renoncé  
aux privilèges de province, — mais que l'assemblée de Romans pressa le  
roi d'adopter pour la *France entière* et pour les prochains états généraux  
le PLAN des états provinciaux du Dauphiné qu'on fit à Romans, et que le  
roi en effet sanctionna pour le Dauphiné.

« Je vous soumets mes doutes.

« Je vous remercie encore, et vous serre la main avec reconnaissance.

« J. MICHELET. »

« M. Prunelle et vos diverses pièces me donnent au long *Vizille et  
Romans.* »

bras et le titre de citoyens sont presque toute la propriété. Si l'on en retranche quelques  
propriétaires, la plupart fermiers de quelques nobles ou ecclésiastiques, combien ne  
parcourra-t-on pas de villages, même des plus peuplés, avant de trouver un habitant  
qui paye 50 livres d'imposition, qui est le taux fixé par la constitution dauphinoise pour  
être éligible !

« Que présente la population de nos villes ? Une multitude d'artisans, d'ouvriers, de  
commerçants dont le travail utile, l'intelligence et l'industrie sont toute la fortune ; un  
petit nombre de bourgeois, dont la propriété suffiroit à peine à leurs besoins, s'ils n'y  
joignoient quelques-unes de ces professions lucratives, que la folie ou la faiblesse humains  
ont rendu stipendiaires de la société, en les rendant nécessaires.

« Telle est la classe d'hommes que le Dauphiné préfère aux propriétaires cultivateurs,  
dont les travaux et l'industrie, sont une source de fécondité, non seulement pour leurs  
propres domaines, mais encore pour les terres des ecclésiastiques et des nobles. » (*Première  
lettre d'un citoyen, op. cit.*, p. 6 et 7.)

1. Voici le vrai texte. C'est le premier paragraphe de cette brochure.

« Messieurs, tant que vous avez borné vos soins à la constitution particulière du  
Dauphiné ; tant que vous vous êtes contentés de sacrifier les lois constitutives de votre  
province, vos premiers barons et le petit nombre de vos compatriotes, qui ne partagent  
pas la même passion pour les nouveautés, ont eu seuls le droit de s'en plaindre. Mais  
lorsque dans l'ivresse du succès de vos institutions, vous allez jusqu'à écrire à Sa Majesté  
pour la presser de faire de vos nouvelles lois, la loi commune de toutes les provinces, de  
les substituer à la constitution antique des états-généraux ; lorsque vous méconnoissez  
les libertés et franchises nationales, au point de supposer, qu'autorisé par votre exemple,  
aidé de vos conseils, le prince peut changer à son gré la forme essentielle de l'état ; quelque  
respectable que puissent être pour un particulier les trois ordres réunis d'une province,  
tout citoyen est fondé à discuter vos principes, à réclamer en son propre et privé nom  
contre une démarche que vous avez hasardée sans pouvoir, comme sans qualité, car les  
droits de la nation, la forme de son gouvernement, sont le patrimoine de chaque citoyen ;  
et il appartient aussi peu à une seule province d'en solliciter le renversement dans tout  
le royaume, qu'au roi lui-même de le prononcer. » (*Première lettre d'un citoyen, op. cit.*,  
p. 1.)

## IX

Gariel qui tenait au caractère national de la révolution en Dauphiné, fut ému des doutes de Michelet à l'égard des décisions de Vizille. Aussi s'empressa-t-il de rédiger des « *notes pour ma lettre du 23 avril 1867* ».

« S'il ne résulte pas textuellement des termes suivants du procès-verbal de l'assemblée de Vizille : considérant que... n'étant pas moins intéressés au maintien de la Constitution de l'État, qu'à celui de leurs privilèges<sup>1</sup>... arrête que les trois ordres du Dauphiné, en rappelant les droits de la France entière, ne doit pas oublier ceux qui lui sont particuliers... et après : en parlant de nos privilèges, nous sommes bien éloignés de vouloir abandonner les intérêts des autres français... nous la supplions de convoquer incessamment les États généraux et ceux de notre province ;

« Si dis-je il ne résulte pas textuellement que l'assemblée abandonnait les privilèges de la province — il en résulte tout au moins qu'elle en faisait bon marché — et en rapprochant des termes même de ce procès-verbal, qui n'est qu'un extrait de ce qui s'est passé, ce qu'ont raconté dans ce temps les derniers survivants de cette assemblée et l'auteur lui-même de l'histoire de Grenoble<sup>2</sup>, un ennemi de la révolution et qui a sinon assisté à l'assemblée de Vizille, du moins était à Grenoble à cette époque... car l'auteur n'est pas M. Pilot<sup>3</sup>... ; on reste convaincu, comme le dit l'auteur de cette histoire, qu'à Vizille, on prononça la *renonciation de la Province à ses anciens privilèges*. Ces mots soulignés sont textuels. Je suis sûr ici de ma mémoire : consultez les livres.

« Un petit mot sur l'auteur inconnu de l'histoire de Grenoble publiée sous le nom de M. Pilot aujourd'hui archiviste du département à Grenoble.

« Une note au bas de la page où l'on parle de l'esprit des *édits de Barnave* est à peu près (je n'ai pas le livre ici) ainsi conçu : cette brochure répandue partout pendant la nuit fut depuis brûlé à *Bourg-en-Bresse sur la réquisi-*

1. F. FAURE, *Les assemblées de Vizille et de Romans*, op. cit., p. 184 et suiv. : « Sire, la province du Dauphiné, en rappelant les droits de la France entière, ne doit pas oublier ceux qui lui sont particuliers.

« Le dauphin Humbert, en cédant ses états à la couronne de France, stipula formellement la conservation de leurs privilèges. (Énumération de ces privilèges. Confirmation des redits par Henri IV.)

« En parlant de nos privilèges, nous sommes bien éloignés de vouloir abandonner les intérêts des autres Français...

« Nous faisons gloire d'être Français et de remplir tous les devoirs attachés à ce titre. »

2. J.-J.-A. PILOT, *Hist. de Grenoble*, op. cit., p. 251. « Que les états du Dauphiné ne sépareraient jamais leur cause de celle des autres provinces, pour le soutien des droits de la nation. »

3. Jean-Joseph-Antoine PILOT-DETHOREY publia à 24 ans une histoire de Grenoble, dédiée au Dauphin. Il devint ensuite archiviste de l'Isère et le resta pendant 35 ans. Il refit, à partir de 1842, son histoire de Grenoble qu'il publia en 2 vol. sous le titre : *Hist. municipale de Grenoble*. (Voir PRUDHOMME, *Hist. de Grenoble*, op. cit., VII.)

tion de l'auteur. Or M. Pilot n'était alors né... ni même sur le point de l'être<sup>1</sup>. L'auteur doit donc être un des signataires du réquisitoire<sup>2</sup> que vous trouverez dans une brochure à côté de l'esprit des édits qui, soit dit en passant, eut en quelques jours 7 ou 8 éditions que je possède toutes. Je n'ai jamais pu arriver à découvrir qu'elle était de ces signataires le véritable auteur de cette histoire. J'ai écrit à Bourg à l'archiviste, au président du tribunal, à d'autres encore pour savoir si, parmi ces signataires, quelqu'un passait pour s'être occupé d'une histoire de Grenoble. Mais cette note que M. Pilot a eu la *maladresse* de laisser n'en subsiste pas moins. C'est un gros plagiat dont je n'ai parlé qu'à 2 ou 3 personnes. Il est si désagréable d'avoir à parler de ces vilainies que je ne vous en aurais pas dit un mot si je n'y avais été forcé par ma démonstration que l'auteur a été témoin des faits qu'il rapporte et que lorsqu'il dit qu'à Vizille on renonça aux privilèges de la province, c'est qu'il les avait bien [connus] (au reste les procès-verbaux<sup>3</sup> de ce temps-là étaient déjà un peu comme ceux d'aujourd'hui et si l'histoire n'avait que le procès-verbal du ministre pour apprendre à la postérité le passage où M. Rouher a rappelé le 2 décembre, l'histoire n'apprendrait pas grand chose à la dite postérité).

« A Vizille et comme dans la plupart des brochures dauphinoises de ce temps-là, ce qui se dégage fort clairement pour moi, c'est que la revendication des privilèges locaux est comme en guerre la place forte base d'opérations et sur laquelle on se repliera si la victoire qu'est la révolution française, générale, échappe à nos vaillants athlètes.

« A l'assemblée de Romans 9 déc. 88<sup>4</sup> — pour l'abandon des privilèges (id., p. 121<sup>5</sup> et pp. 146<sup>6</sup>) — les députés représentent le peuple français et non

1. J.-J.-A. PILOT, *Hist. de Grenoble*, op. cit., p. 247, n. 1. « Ce mémoire, semé pendant la nuit dans les rues de Grenoble, fut depuis brûlé à Bourg-en-Bresse, sur le réquisitoire de l'auteur. »

2. *Jugement du grand bailliage de Bourg-en-Bresse qui supprime un écrit intitulé « Esprit des édits enregistrés militairement au Parlement de Grenoble »* (B. m. de Grenoble, O. 382). Bertrand DE MOLEVILLE dans son *Hist. de la Révolution de France* (p. 355, note) rapporte que l'auteur du réquisitoire contre la brochure de Barnave, fut le comte Populus, avocat au bailliage de Bourg-en-Bresse, qui devint en 1789 député du tiers aux États-Généraux, puis à la Constituante.

3. *Procès-verbal de l'assemblée générale des trois-ordres de la Province du Dauphiné tenue à Romans par permission du Roi* (Grenoble, 1788). Réimprimé en 1888 avec introduction par André LEBON.

4. *Procès-verbal des États du Dauphiné, assemblés à Romans dans le mois de déc. 1788* (Grenoble, 1788).

5. P. 121 : « L'Assemblée déclare de plus, que, n'ayant eu, pour confondre les intérêts du Dauphiné avec ceux du reste du Royaume, d'autre but que celui de la félicité commune, elle réserve expressément les droits de cette Province, dans le cas où des obstacles imprévus ne permettraient pas aux États-Généraux de prendre des résolutions salutaires qu'elle a droit d'en espérer. »

6. P. 146 : « Les États considèrent que les Députés aux États-Généraux ne doivent

des corps ni des professions, pp. 68-69<sup>1</sup>, même séance pour les idées anglaises.

« En quelques mots voici mon appréciation : à Vizille on proclame les grands principes, à Romans on les formule, on les applique; puis, on dit au roi : faites des états généraux sur ce modèle et alors les provinces abandonneront leurs privilèges locaux qui ne seraient plus que des privilèges d'avoir moins de liberté.

« Le Dauphiné donnera l'exemple (Lettre au roi par les trois ordres du Dauphiné, 8 <sup>8</sup>bre 1788)<sup>2</sup>.

« Remarquer que le début c'est toujours la convocation des états généraux, que les privilèges que l'on revendique ou plutôt dont on ne veut se désaisir qu'à bon excient<sup>3</sup>, le seul réel, c'est le droit de réunion périodique<sup>4</sup> des états provinciaux, c'est-à-dire le droit de réunion et la liberté de la presse comme elle existait de fait alors, enfanterait bien vite et comme par enchantement toutes les autres libertés.

« Remarquer encore que ce n'est même plus un privilège que l'on revendique, c'est le pouvoir constituant<sup>5</sup> des états que l'on défend<sup>6</sup> (on

pas représenter des corps ni des professions, mais le peuple François; qu'ils doivent oublier tous les intérêts particuliers pour ne s'occuper que du bien public. »

L. P. 68-69 : « *qu'on ne sauroit appliquer à la France l'exemple de l'Angleterre*, où deux Chambres, il est vrai délibèrent séparément, mais où les Citoyens ne sont pas divisés en plusieurs classes, toutes intéressées au maintien des abus qui leur sont particuliers; la Chambre haute n'étant pas un ordre distinct, mais étant formée par des Magistrats héréditaires, dont les familles entrent dans la Chambre des Communes et n'ont point d'autres droits que ceux qui appartiennent à tous les citoyens.

« que séparer les Ordres pour en former plusieurs Chambres, seroit contraire à l'ancienne constitution du Royaume, suivant laquelle les affaires publiques ne pouvoient être traitées que par le Roi et la Nation *délibérant en un seul corps*. »

2. Voir J.-A.-F. FAURE, *Les assemblées de Vizille et de Romans*, op. cit., p. 314 et suiv. — *Procès-verbal des États du Dauphiné*, op. cit., p. 118 et suiv.

3. P. 119 : « Et dans le cas seulement où les États-Généraux seroient composés de Membres librement élus, les Députés du Tiers-État, en nombre égal à ceux du premier et du second ordre, les délibérations prises par ordres réunis, et les suffrages comptés par tête, l'Assemblée donne pouvoir et mandat spécial à ses Députés, de concourir, par tous les efforts de leur zèle, à procurer à la France une heureuse constitution qui assure à jamais la stabilité des droits du Monarque et de ceux du peuple François. »

4. P. 119-120 : « Qui ne permette pas qu'aucune loi soit établie sans l'autorité du Prince et le consentement des Représentants du peuple, réunis dans des Assemblées nationales, fréquentes et périodiques. »

5. Voir sur le pouvoir constituant et sa théorie faite par Sieyès l'art. de MATHIEZ (ds *Annales hist. de la Rév. franç.*, année 1933).

6. Michelet ne se prononcera pas sur le caractère de la réunion de Vizille. Il a démissionné qu'à ce sujet se pose un grave problème historique. Il ne s'engagera pas. Il se bornera à souligner que cette assemblée « ne se montra pas exclusivement dauphinoise »; que « tout cela était très neuf » ainsi que l'« union des trois ordres » qui s'y était manifesté. De telle sorte, qu'aux yeux de Michelet, l'événement principal en Dauphiné au cours de 1788, n'est pas Vizille mais la Journée des Tuiles.

En 1888, une note manuscrite nous montre Gariel polémiquant, à 76 ans, en faveur



se serait le cas échéant passé de l'approbation du roi)<sup>1</sup> car les états de Romans ne ressemblent pas plus aux anciens états de la province que la constituante aux états de Blois (1588).

« Je vous livre mes appréciations sinon comme bonnes du moins comme miennes. Le chapitre de notre histoire que vous allez faire n'a pas encore été tenté ; c'est un sujet tout neuf. Vous avez tous les matériaux importants et avec le talent merveilleux que vous avez de faire jaillir l'âme de la matière la plus inerte, vous ne serez pas embarrassé de la faire flamboyer dans un corps où tout palpite. Mon rôle à moi est plus modeste. Aider les uns dans leurs travaux, exciter les autres à en commencer, voilà en deux mots... un peu d'abnégation personnelle, un ardent amour pour mon pays d'où sortit la liberté moderne. Ce n'est pas plus difficile que ça et ça récupère très bien mes journées et mes nuits quelquefois.

« Je vous adresse<sup>2</sup> encore une relation inédite de la journée des tuiles. Je l'avais découverte dans le temps au milieu des actes de naissances et de morts de la commune de Gières<sup>3</sup> à la date du 8 mai 1788. Quand on s'occupe d'histoire il faut mettre le nez partout. Qui se serait imaginé par exemple de chercher une relation de ces événements dans le cayer que je vous envoie au milieu des recettes et des préceptes pour planter les carottes, les choux et toutes les herbes de la St Jean<sup>4</sup>. Je crois qu'on naît chercheur comme on naît poète. »

de la primauté de la Journée des Tuiles sur l'assemblée de Vizille « parce que si l'insurrection eut été battue il n'y aurait eu d'assemblée que dans les prisons ou les vaincus eussent été jetés pour de là être pendus au gibet de la place Grenette ». A quoi M. Chaper lui répondit par lettre du 28 mai 1888 : « Vous vous êtes mépris sur l'anniversaire que je voulais fêter... Ce n'est pas celui de la Journée des Tuiles... la crosse en l'air n'a jamais eu mes sympathies. » (Bibl. m. de Grenoble, R. 7443.)

1. *Le procès-verbal de l'assemblée générale des trois ordres de la province de Dauphiné, tenue à Romans, le 10 sept. 1788, porte : par permission du Roi.*

*Le procès-verbal de l'assembl. générale des trois-ordres de la province de Dauphiné tenue dans la ville de Romans le 2 nov. 1788, ne porte plus : par permission du Roi.*

*Le procès-verbal des États de Dauphiné assemblés à Romans dans le mois de déc. 1788, ne porte également plus : par permission du Roi.*

2. Simple lapsus. Il avait déjà envoyé cette relation le 18 avril. Voir *supra*, p. 102.

3. Près Grenoble.

4. Ce manuscrit était la propriété de H. Gariel. Il se trouve à la bib. municipale de Grenoble, K 7443.

Ce cahier est un registre. Il porte sur la couverture, ce titre : *Remarques sur la manière et le tems de semer chaque graine de jardin, la manière de les cultiver, etc., plantes, tailles, greffes, etc., les arbres nains et autres fruitiers ou arbres et plantes d'agrément.* — 1786.

Ce registre au lieu des remarques agricoles annoncées, débute à la page 1 par un chapitre intitulé : « *Révolution de Grenoble arrivée le samedi 7 juin 1788* » sur 10 pages d'un texte serré. — Après ce chap. I, le registre continue par 12 pages de recettes agricoles dont une table des matières indique qu'elles sont relatives aux oignons, porreaux, laitues, pourpiers, pastenades ou carottes, céleris, chicorée, cresson, melons, concombres, poivre rouge de jardin, choux de différentes espèces, scorsonère, persil. Ces recettes ont été

## X

Le 30 avril 67, Michelet avait achevé le dépouillement des manuscrits et livres à lui envoyés par M. Gariel. Il avait donc consacré un mois à fixer ses idées sur les événements dont le Dauphiné fut le théâtre en 1788. A cette date, il écrivait de Hyères à son correspondant :

« Hyères, 30 avril 67.

« MONSIEUR,

« Aujourd'hui même je vous renvoie la précieuse caisse, *bien complète*, en y comprenant la deuxième pièce que vous m'avez envoyée dans une lettre.

« Je renvoie directement à M. Macé les trois volumes qu'il avait mis dans la caisse.

« Disposant de cette place dans la caisse, j'ai pu y mettre *ce que vous m'avez envoyé dans un petit paquet* à part. La caisse a pu contenir tout.

« J'ai profité de ces riches documents autant que je le pouvais, dans une histoire générale, qui malheureusement serre beaucoup.

« J'ai profité aussi de vos vues excellentes que je partage entièrement sur la portée immense de la révolution du Dauphiné.

« Deux pièces m'ont paru admirable.

« 1<sup>o</sup> le récit du 7 juin par un religieux ; 2<sup>o</sup> un petit journal de 8 pages<sup>1</sup> qui est presque de la même écriture, et qui donne la suite jusqu'à Vizille. Ces deux pièces pourraient être reliées en tête d'un recueil des relations du 7 juin, en conservant surtout la naïveté du religieux qui mêle tout cela à ses recettes de médecin et de jardinage. Rien de plus naïf, de plus curieux.

« Si nous avons la paix<sup>2</sup> je publierai dans deux mois. Je serai bien heureux de dire devant le public tout ce que je dois à votre excessive obligeance.

« Je vous prie de m'accuser réception, pour me tranquilliser sur cet envoi.

« Recevez mes salutations cordiales et très reconnaissantes.

« J. MICHELET. »

écrites de 1788 au 17 déc. 1804, soit pendant 16 ans. Le rédacteur de ce registre devait vivre encore en 1814 car en cette année il s'appropriait à donner quelques détails sur les événements politiques qui se passaient alors à Grenoble. Il avait commencé à écrire : « Du 2 août 1814 est survenu » il n'alla pas plus loin.

1. Ce petit journal que citera Michelet au t. 19, n'existe plus dans les papiers GARIEL, R. 7443. Bib. m. Grenoble.

2. Au 30 avril 1867 on ne savait comment se terminerait l'affaire du Luxembourg dans laquelle la Prusse se déclarait hostile à l'achat par la France du grand duché du Luxembourg. Le 11 mai la conférence de Londres neutralisait le Luxembourg. La guerre fut écartée.

« Un volume n'a pu entrer dans la caisse. Je le mets dans le paquet à M. Macé en le priant de vous le rendre. Mille remerciements aussi pour vos importantes brochures, si instructives. »

## XI

Enfin le 3 octobre 1867, Michelet envoyait à Gariel, le fragment du chapitre XXII, consacré à Grenoble<sup>1</sup>.

« 3 oct. 67.

« MON CHER MONSIEUR,

« Voici le fragment sur Grenoble. C'est dans ma préface<sup>2</sup> que je dis combien je vous devais.

« Vous recevrez le volume vers le 10.

« J'ai cru pouvoir envoyer le même fragment à l'*Avenir national*<sup>3</sup>. La gloire n'en sera que plus grande pour le Dauphiné par cette vaste publicité.

« Je vous serre la main cordialement et vous remercie encore.

« J. MICHELET. »

Selon son habitude Gariel répondit sur le champ à Michelet. Sa lettre devait contenir des appréciations critiques fort intéressantes. Malheureusement le texte de cette lettre ou les notes ayant servis à sa rédaction, n'existent plus au dossier Gariel de la bibliothèque municipale. C'est bien dommage !

## XII

Le 11 octobre 1867, Michelet annonce à Gariel la parution en librairie du t. 19 et dernier de son *Histoire de France*.

« MONSIEUR,

« J'ai reçu votre lettre<sup>4</sup> bien tard, et tout était tiré — à petit nombre. La chose est réparable.

1. Ce fragment se trouve au dossier R. 7443. B. m. de Grenoble.

2. Voir *Hist. de France*, t. 19, p. xiv, n. 1. « En revanche, j'ai développé certains faits vraiment capitaux, par exemple, la révolution de Grenoble qui fit celle de la France, et pour laquelle M. Gariel m'avait ouvert les sources les plus précieuses. »

3. L'*Avenir national*, rédact. en chef, A. Peyrat, 10 janvier 1865. « Nous n'avons en fondant ce journal, qu'une ambition, qu'un but : servir la cause de la libre pensée, de la démocratie, de la révolution, à laquelle depuis de longues années nous avons consacré notre vie. » HATIN, *Bibliogr. de la presse*, p. 546.

4. Cette lettre est malheureusement absente du dossier GARIEL R. 7446. B. m. de Grenoble.

« Je me suis servi uniquement des manuscrits si précieux, que vous m'aviez confiés. *Berthelon*<sup>1</sup> désigne la relation manuscrite du procureur.

« Vous allez recevoir le volume. Si vous avez quelque critique, quelque observation, j'en profiterai avec reconnaissance.

« Recevez mes salutations très cordiales et de nouveau mes remerciements.

« 11 oct. 67.

« J. MICHELET. »

Sur cette 7<sup>e</sup> lettre se termine la correspondance de Michelet et de Gariel pour l'année 1867<sup>2</sup>.

Sur quoi il importe de conclure.

Ces lettres nous montrent un Michelet à 69 ans<sup>3</sup>, modeste, soucieux de se documenter auprès d'un érudit de province dont il connaissait l'information sûre. A aucun moment dans le cours de cette correspondance sur les événements dont le Dauphiné fut le théâtre à partir du 7 juin 1788, il n'abandonne son esprit de discernement et de libre critique historique. Nul doute : il fait effort pour être vrai. Dans ce but il a dépouillé plus de 200 brochures sans compter des ouvrages et des manuscrits divers et il a travaillé plus de 30 jours avant d'avoir une opinion synthétique sur cette prérévolution dauphinoise.

Il a bien senti la nécessité où il était, dans ce sujet qu'il renouvelait, d'indiquer ses références. Malheureusement ces indications, s'il les a mises entre parenthèses sont, à cause de leur brièveté, à peine intelligibles. Mais cette insuffisance ne lui est pas imputable. Nous avons en effet remarqué que son éditeur n'a même pas admis les corrections de Michelet faites après la mise en page<sup>4</sup>.

Mathiez a critiqué d'une façon furibonde Michelet historien<sup>5</sup>. Nous

1. Pour Barthelon. Michelet refait la même faute dans le texte de son 19<sup>e</sup> vol.

2. Après 1870, Gariel correspondit encore avec Michelet sur des questions historiques. — Au dossier R. 7445, il n'y a qu'une lettre de Michelet, accusant à Gariel réception de l'envoi d'un article de revue publié par Gariel.

3. Il avait publié en 1865 la *Bible de l'humanité*. Il recevait volontiers des jeunes gens qui allaient être bientôt illustres : Taine, Renan, Flaubert, leurs amis. Les Goncourt l'admiraient, etc. (Voir Daniel HALÉVY, *Jules Michelet* (1 vol. Paris, 1928) d'une lecture si attachante.)

4. Dans le dossier R. 7443 de la bib. m. de Grenoble il y a une chemise qui contient des épreuves. Elle porte cette inscription de la main de Hy. GARIEL : « Épreuves que m'avait envoyées l'auteur avec correction de sa main. » Ces épreuves comparées avec le texte du volume 19 de l'*Hist. de France*, font apparaître que, par exemple, où Michelet avait mis (Bibl. de M. Gariel) à la place de (Bibl. de Grenoble), l'éditeur n'a pas admis la correction et a maintenu dans le tirage définitif (Bibl. de Grenoble).

5. A trois reprises dans les *Annales de la Révolution française*. — Voir l'excellente bibliographie de M. Alf. CHABAUD, *op. cit.*

sommes persuadé, connaissant sa loyauté<sup>1</sup>, que les lettres que nous publions auraient modifié son jugement.

En tout cas, il ne reste rien, on en conviendra, des accusations graves portées par M. A. Champollion-Figeac.

Il faut revenir également sur les réserves que les jeunes historiens, à la suite de Mathiez, ont formulées sur Michelet, historien du XVIII<sup>e</sup> siècle. Après la publication des lettres à Gariel on ne pourra plus dire que dans l'*Histoire de France* de Michelet « avec le XVIII<sup>e</sup> siècle, toute méthode scientifique disparaît. Est-il même certain qu'il ait lu attentivement les auteurs dont il invoque l'autorité ? Le doute est permis lorsque Thiénot, de l'Institut, écrit : « Nous avons vu d'Argenson, nous avons vu de Luynes. Ils ne disent rien de ce qu'en tire Michelet<sup>2</sup>. » Pardon ! Nous avons vu Augeard. Le texte tiré de ses *Mémoires* est exact. Bien mieux, Michelet écrit à Gariel pour vérifier, à l'aide de la correspondance de l'Intendant, la vérité du propos attribué par Augeard au maréchal de Vaux. N'est-ce pas d'une méthode scientifique des plus rigoureuses ? Cessons donc d'être injuste à l'égard de Michelet, historien du XVIII<sup>e</sup> siècle.

F. VERMALE.

1. Un des grands reproches de Mathiez contre Michelet est l'ignorance dans laquelle il a l'air d'être du *Manifeste communiste* de Karl Marx alors que lui, Michelet, est si féru de culture allemande. Ce reproche ne porte pas. Michelet, comme le dit M. Daniel Halévy, était un admirateur de Proudhon (p. 152, *op. cit.*). A ce titre, il devait dédaigner cette première manifestation du marxisme dont l'importance en France ne devait être comprise qu'avec l'affaire Dreyfus. Andler publia le *Manifeste communiste* commenté dans une brochure de propagande socialiste vers 1898.

2. Alfred CHABAUD, *Jules Michelet, op. cit.*, p. 39.



## BULLETIN CRITIQUE

### HISTOIRE ROMAINE (1936-1940)

#### DEUXIÈME PARTIE<sup>1</sup>

INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES. — *Paricidas*, « on n'en finira jamais avec ce mot sinistre ». C'est que les linguistes hésitent à en définir l'étymologie, et les juristes, abandonnés ainsi sans guide, ont proposé des théories bien téméraires. L. GERNET se fonde sur la comparaison entre le droit grec et le droit romain<sup>2</sup>. Selon lui, le *paricidas* est le meurtrier d'un *gentilis*; l'État, pour obtenir que tous les meurtres soient justiciables du juge public et soustraits à la juridiction familiale, a décidé qu'ils seraient punis tous d'une peine égale à celle qui frappe le *paricidas*; tout meurtre a été assimilé au meurtre d'un parent. Cette solution paraît propre à entraîner l'adhésion.

C'est une étude étymologique qui a conduit E. BENVENISTE à proposer une interprétation nouvelle des origines de l'esclavage romain<sup>3</sup>. Persistant dans cette même voie, il a très ingénieusement étudié le rapport de sens qui unit le mot *liber*, libre, au mot *liberi*, les enfants<sup>4</sup>. Le sens primitif de *liber* serait « de naissance légitime ».

C'est au contraire par une analyse sociologique, et en approfondissant la notion de souillure, que P. NOAILLES<sup>5</sup> a réussi à interpréter la loi dite de Romulus sur les cas de répudiation; il donne au texte même de Plutarque un sens tout nouveau.

Nous ne pouvons étudier ici, comme il faudrait, les études originales consacrées par F. LEIFER, F. DE VISSCHER aux notions de *mancipium* et d'*auctoritas*. Il devra nous suffire de renvoyer au mémoire consacré par G. CORNIL<sup>6</sup> à définir l'orientation nouvelle de ces recherches.

1. Cf. *Rev. Hist.*, t. CXCI, p. 285.

2. *Paricidas*, *Revue de Philologie*, 1937, p. 13.

3. Sur cette étude, qui date de 1932, consulter les observations de J. VENDRYES, *A propos du latin servos*, *Bulletin de la Société de Linguistique*, 1935, p. 124-130.

4. *Liber et liberi*, *Revue des études latines*, XIV, 1936, p. 51-58.

5. *Les tabous du mariage dans le droit primitif des Romains*, *Annales Sociologiques*, série C, fasc. 2, 1937.

6. *Une orientation nouvelle des recherches sur les origines de la famille et de la propriété en droit romain*, *Revue Historique de droit français et étranger*, 4<sup>e</sup> série, XIII, 1937, p. 555.

Si nous passons aux institutions du droit public, nous rencontrons d'abord un court livre de synthèse de G. LOMBARDI, sur l'évolution constitutionnelle, des origines à la fin de la République<sup>1</sup>. C'est un livre très sage, malheureusement dépourvu de toute référence, et d'aspect un peu scolaire. Certaines analyses de détail sont très justes, ainsi cette indication que l'*aucloritas* du Sénat, placée avant le vote des lois, a pris un caractère préventif, mais n'a pas été annihilée ; ainsi encore cette comparaison entre Caius Gracchus et César. Mais, dans l'ensemble, c'est un memento de peu d'originalité.

Dans une suggestive étude, J. STROUX a recherché dans quelle mesure, sous la République, les sénateurs étaient obligés de répondre à la convocation de leurs présidents<sup>2</sup>.

Les origines de la questure sont étudiées par K. LATTE<sup>3</sup>, celles de la censure par A. KLOTZ<sup>4</sup>. Cette dernière étude ne devra pas être perdue de vue par qui voudra reprendre la critique des Fastes ; l'auteur nous paraît affirmer un peu témérairement la véracité de l'annalistique romaine. Étudiant le tribunat, G. NICCOLINI maintient pour la *lex Alinia* (qui a fait entrer au Sénat les *tribunicii*) la date de 149<sup>5</sup>.

La dissertation de E. SCHMÄHLING sur le contrôle moral exercé par les censeurs se présente comme une « contribution à l'histoire des mœurs de la république romaine »<sup>6</sup>. L'auteur a divisé cette histoire en périodes et groupe à l'intérieur de chacune d'elles tous les exemples connus de l'intervention des censeurs dans le domaine de la vie privée. La partie concernant les lois somptuaires est particulièrement développée. Selon l'auteur, le contrôle des censeurs se justifierait, en partie, par le souci de préserver la race ; nous en sommes bien étonnés, car cette préoccupation paraît singulièrement plus vive à Athènes qu'à Rome. Le livre vaut surtout comme collection de textes.

L'activité des censeurs est étudiée dans un des chapitres du livre que L. POMMERAY a consacré à l'infamie en droit romain<sup>7</sup>. L'auteur a pour-

1. *Lo sviluppo costituzionale dalle origini alla fine della repubblica*, dans la collection *Civiltà romana*, a cura della mostra della romanità, Rome, Carlo Colombo, 1939, in-4°, 137 p.

2. *Die Versäumnisbusse der Senatoren*, *Philologus*, XCIII, 1938, p. 85-101.

3. *The origin of the Roman quaestorship*, *Transactions of the American Philological Association*, 1936, p. 24-33.

4. *Zur Geschichte der römischen Zensur*, *Rheinisches Museum*, N. F., LXXXVIII, 1939, p. 27.

5. *Questioni sul tribunato della plebe*, I. *Il plebiscito Atinio*, *Nuova Rivista Storica*, XXII, 1938, p. 169-182.

6. *Die Sittenaufsicht der Censoren*, *Ein Beitrag zur Sittengeschichte der römischen Republik*, dans les *Würzburger Studien zur Altertumswissenschaft*, XII, Stuttgart, Kohlhammer, 1938, in-8°, 171 p.

7. *Études sur l'infamie en droit romain*, Paris, Recueil Sirey, 1937, in-8°, 291 p.

suivi jusqu'au Bas-Empire sa très diligente enquête. La thèse la plus intéressante est sans doute celle qui définit les origines de cette notion. « L'infamie, c'est la procédure populaire et collective qui sanctionne les manquements aux anciennes règles coutumières » (p. 4). L'auteur rappelle que déjà Huvelin avait promis de démontrer que l'infamie supposait « un rite infamant concret ». Il ne semble pas cependant qu'on puisse vraiment retrouver un tel « rite », en dehors des cas particuliers d'avanie. Nous aurions souhaité que l'auteur définit d'abord la notion même de *fama* ; il nous paraît que c'est le droit de se faire obéir, comme *fides* est le droit de se faire croire. La patiente analyse que l'auteur a faite des termes de *nomen*, *ignominia*, *existimatio*, *invidia*, est d'ailleurs une très intéressante contribution à l'étude de la notion primitive de personnalité. Chez Cicéron, l'infamie se présente comme une rumeur de l'opinion ; le mot est constamment rapproché de *invidia*. Selon l'auteur, il n'y a pas d'infamie prétorienne proprement dite. « L'infamie reste encore pour l'époque classique une sanction populaire » (p. 122). Le préteur se contenterait de contrôler le droit populaire d'infliger l'infamie. Si un texte attribue au préteur le droit de « noter d'infamie », ce terme ne convient qu'au Bas-Empire, et l'anachronisme déceale une interpolation justinienne. Ce livre mérite donc d'intéresser non pas seulement les juristes, mais aussi les historiens et les sociologues ; il soulève le grave problème de savoir dans quelle mesure une réaction de la conscience collective diffuse, telle que l'infamie, a été transformée en notion juridique précise.

Le terme de *perduellio*, comme celui de *paricidas*, est tout chargé d'une résonance de la répulsion collective. La *perduellio* est la haute trahison. Deux ouvrages, l'un de C. H. Brecht, l'autre de Vittinghoff ont essayé de préciser cette notion. Nous étudierons plus loin le livre de Vittinghoff, qui traite surtout de la lèse-majesté sous l'empire. C. H. BRECHT<sup>1</sup> reproche à Mommsen d'avoir confondu sous le terme de *perduellio* deux crimes distincts : d'une part, un délit militaire justiciable du tribunal des magistrats dotés de l'*imperium*, — d'autre part, un crime contre le peuple, justiciable du tribunal populaire. Dans le premier cas, la peine est purement laïque, l'exécution par la hache ; dans le second, elle est religieuse et comporte une *sacratio*. Nous estimons que l'auteur a fait œuvre utile en distinguant ainsi deux types d'institutions et de concepts tout à fait hétérogènes. Mais, à la fin de la république, la séparation entre les deux types se brouilla. D'une part, le peuple même a prétendu juger les délits militaires ; d'autre part, le Sénat a empiété sur le droit du peuple en s'arrogeant le droit de désigner un citoyen comme *hostis*. Au cours de son

1. *Perduellio, eine Studie zu ihrer begrifflichen Abgrenzung im römischen Strafrecht, bis zum Ausgang der Republik*, dans les *Münchener Beiträge zur Papyrusforschung und antiken Rechtsgeschichte*, XXIX, Munich, Beck, 1938, in-8°, 319 p.

étude, l'auteur présente des observations ingénieuses sur les cas d'Horace, de Gavius (dans les Verrines), des partisans de Catilina. Ce qui rend si délicate l'étude des origines de la notion de *perduellio*, c'est que les annalistes tardifs ont raconté les événements anciens sans se rendre compte de l'évolution qu'avaient subie et la procédure et le sens même des mots. Cette enquête très méthodique rendra donc de grands services ; elle ne résout pas cependant toutes les difficultés qu'elle met en lumière ; elle montre bien à quel point la solutions proposées par Mommsen dans le *Droit Pénal* ont besoin d'être revisées.

Les ouvrages que nous étudierons maintenant sont consacrés au progrès du droit de cité romaine, aux relations entre les vainqueurs et les sujets.

Du livre très développé que A. N. SHERWIN-WHITE a intitulé « le droit de cité romaine »<sup>1</sup>, seule la première moitié concerne la République. C'est surtout une très correcte et très commode collection de faits ; l'auteur est au courant des travaux récents et il ne s'écarte des conclusions traditionnelles que très rarement. Au sujet de la conquête de l'Italie, on aura intérêt à le comparer au petit livre de Göhler cité plus haut ; ce dernier, aveugle à certaines des méthodes de domination employées par Rome, donne pourtant une critique des textes plus personnelle et plus féconde. A. N. Sherwin-White veut atténuer certains des résultats frappants auxquels est parvenu l'ouvrage de H. Rudolph, *Stadt und Staat*, et il ne semble pas qu'il ait assez tenu compte de l'importance des points de vue nouveaux de cet auteur. Sur les *municipes fundani* de la table d'Héraclée, A. N. Sherwin-White rejette l'interprétation de Rudolph, à vrai dire un peu arbitraire, mais il nous paraît avoir tort de garder l'interprétation tout à fait paradoxale de von Premerstein. D'autres opinions de l'auteur sont sages et justes. Il a sans nul doute raison d'estimer que ce que souhaitaient les révoltés de la guerre sociale, ce n'était pas la cité romaine, mais la délivrance de l'oppression. Au total, cet ouvrage commode n'a pas apporté les vues nouvelles qu'on pouvait attendre. Les problèmes sont posés dans les termes anciens et résolus par les formules habituelles.

Plus fécondes se révèlent les études de textes. Nous devons à L. ROBERT un important fragment d'un sénatus-consulte romain rendu en 170 au sujet de la ville béotienne de Coronée<sup>2</sup>. Le document est exactement comparable au sénatus-consulte de Thisbé, par lequel Rome assurait à ses partisans des privilèges et la sécurité dans les villes où ils étaient en minorité. — L. GALLET, a étudié avec grand soin le sénatus-consulte rendu au sujet du capitaine Asclepiades de Clazomène, texte connu depuis longtemps, mais qu'on avait un peu négligé<sup>3</sup>. Ce savant mémoire est une

1. *The Roman Citizenship*, Oxford, Clarendon Press, in-4°, 316 p.

2. *Études épigraphiques et philologiques* (Rev. hist. t. CXCI, p. 289), p. 287.

3. *Essai sur le sénatus-consulte de Asclepiade sociisque*, *Revue Historique de droit français et étranger*, 4<sup>e</sup> série, XIII, 1937, p. 242-294 et 387-425.

contribution précieuse à la définition de l'*amicitia* et de l'*hospitium*. — Nous arrivons aux bornes mêmes de notre période avec le travail important que F. DE VISSCHER a consacré à la condition juridique des nouveaux citoyens romains<sup>1</sup>. Le point de départ de cette recherche est un commentaire de certains passages du dossier des lettres d'Auguste, trouvé à Rhosos et édité par P. Roussel. F. de Visscher a rendu grand service en apportant la preuve que les nouveaux citoyens romains demeuraient soumis, pour toute une partie de leurs actes, au droit des cités pérégrines dont ils avaient fait partie.

#### VI. EMPIRE ROMAIN

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — Nous n'avons reçu que le fascicule 1 d'une *Bibliographie générale de l'époque impériale*, projetée par G. SANNA<sup>2</sup>. L'ouvrage est conçu sur un plan monumental. Il doit renfermer la liste complète des ouvrages parus de 1880 à 1933. La partie publiée renferme une liste des périodiques intéressant la période impériale, celle des collections et des volumes de mélanges. Il est commode de trouver ainsi réunies des indications minutieuses sur chaque périodique, dates, direction, indices, etc. Le travail paraît avoir été fait avec le plus grand soin, mais ce n'est encore qu'une introduction. Il est permis de regretter que la date initiale des publications des grandes collections soit souvent omise.

Une curieuse brochure de A. MOMIGLIANO étudie quelle doit être la tâche des historiens de l'empire et dans quelle mesure cette tâche a été réalisée<sup>3</sup>. Il a étudié de vieux textes que nous ne lisons plus guère, il ressuscite le souvenir de Rollin ou de Vertot, et ses analyses sont savoureuses. Seulement il part d'une thèse qui nous semble arbitraire. Il affirme d'emblée que l'histoire de l'empire ne doit pas être séparée de celle du christianisme. L'étude des rapports entre l'empire et l'église serait « le problème fondamental de l'empire romain ». Dès lors A. Momigliano accuse Tillemont de s'être rendu coupable, en séparant l'histoire profane et l'histoire religieuse, de cette « laïcisation de l'histoire de l'empire » qui a détourné les savants de leur tâche essentielle. Il n'épargne pas plus M. Rostovtzeff (malgré son ouvrage sur l'*Italie mystique*) que Mommsen, de qui l'originalité serait dans la méthode, non point dans les conceptions d'ensemble. La conséquence de cette faute initiale des historiens de l'em-

1. *La condition juridique des nouveaux citoyens romains*, *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1938, p. 24.

2. *Bibliografia generale dell' età romana imperiale*, pubblicata a cura dell' Enté Nazionale di Cultura (Firenze) in ricorrenza del bimillenario Augusteo. Vol. I. Parte generale. Fasc. 1. Firenze, La Nuova Italia, in-4°, 123 p.

3. *La formazione della moderna storiografia sull'impero romano*, étude parue en 1936 dans la *Rivista storica italiana*, réimprimée dans les *Quaderni della Rivista storica italiana*, Milan, Paravia, 1938, in-4°, 59 p.



pire, c'est qu'ils n'étudient jamais l'empire en lui-même, mais les survivances républicaines ou hellénistiques, ou bien encore qu'ils décomposent l'histoire impériale en histoires provinciales. Presque seul Ranke trouve grâce devant cette critique impitoyable. Le mémoire de A. Momigliano soulève des questions de méthode d'une extrême gravité. Mais le point de départ ne paraît pas juste : il nous semble que l'évolution des institutions impériales, le passage d'un empire colonial à une monarchie unitaire, la réaction entre conquérants et vaincus, voilà l'objet propre de l'histoire de l'empire, et qu'on en peut traiter sans tirer au premier plan l'étude des progrès du christianisme.

E. KORNEMANN, à qui on devait un très utile résumé de l'histoire de l'empire romain (dans l'ouvrage collectif dirigé par Gercke et Norden, *Einleitung in die Altertumswissenschaft*), vient de donner une *Histoire romaine* en deux volumes. Nous examinerons ici le tome consacré à l'Empire<sup>1</sup>.

L'auteur a pris comme point de départ l'année du consulat de César (59 a. C.). Vers ce moment se termine l'histoire du peuple de Rome et commence l'époque des grands hommes, « que nous appelons l'empire ». Il y aurait beaucoup à dire au sujet de cette définition, qui est certainement injuste pour les grands hommes de la République. Les divisions du livre sont les suivantes : I. De 59 à 27 ; II. De 27 av. J.-C. à 305 ap. J.-C., Le Principat ; III. De 305 à 337 ; IV. De 337 à 640, Le dominat. Ainsi deux périodes critiques, de 30 ans environ, précèdent des périodes stables, longues de trois siècles environ. L'auteur se complait à ces dispositions un peu schématiques. Dans une note curieuse, il observe que c'est un peu avant « les années 40 » que se placent ordinairement les dates critiques ; ce seraient, pour l'empire romain, les dates de 37, 138, 235, 337 ; l'auteur pense que cette périodicité se poursuivrait jusqu'à l'époque contemporaine (p. 205, n. 1). Mais nous estimons qu'une analyse plus approfondie découvrirait que ces arrangements ingénieux ne sont qu'apparence.

Tout l'ouvrage est d'une grande science, classe et choisit des faits très importants, empruntés surtout à l'histoire politique mais aussi à l'histoire des lettres et des arts. Des commentaires originaux précèdent ou terminent l'histoire des grandes périodes ou des grands règnes. Les expressions sont frappantes : ainsi l'auteur dira que le séjour de César à Alexandrie est « comme un drame satyrique après une tragédie mondiale » ; ou bien encore il observera qu'à partir de Claude, « ce n'est plus l'homme le meilleur, mais le plus riche, qui régit l'empire ». Souvent des idées personnelles invitent à la réflexion. Ainsi l'auteur écrit que sous les Antonins fut proclamée pour les sujets « l'obligation du travail » ; de là il déduit la généra-

1. *Römische Geschichte*, II. *Die Kaiserzeit*, Stuttgart, Alf. Kröner Verlag, in-12, 567 p.

lisation des liturgies, et l'établissement d'un régime de contrainte ; c'est une interprétation ingénieuse, mais à laquelle on ne se rallierait pas sans discuter. Les portraits sont intéressants et fouillés ; on lira avec une curiosité particulière celui de Tibère, en qui l'auteur nous propose de voir une sorte de martyr ; en revanche, on se demande pourquoi Marc-Aurèle a presque disparu de son récit ; pourtant le prestige même du nom de cet empereur au temps des Sévères prouve combien ce règne fit impression sur les contemporains.

Sur des points de détail, on peut n'être pas de l'avis de l'auteur. Il n'est pas sûr que la codification de l'édit perpétuel date de l'année 129 (p. 295), ni qu'il y ait réellement un lien entre l'avocat des villes du temps de Constantin et le défenseur de la plèbe du temps de Valentinien (p. 456). Le livre ne comporte qu'une bibliographie choisie, et pas de notes. L'auteur a voulu écrire un manuel dense de faits et d'idées, et a très bien réalisé son dessein.

QUESTIONS AUGUSTÉENNES. — Les fêtes célébrées à l'occasion du « bimillénaire » d'Auguste ont provoqué la publication d'ouvrages collectifs consacrés à cette personne énigmatique. Il faut signaler surtout le recueil d'études publiées par l'*Accademia dei Lincei*<sup>1</sup> et les essais réunis dans un fascicule de la revue *Die Antike*<sup>2</sup>. Ni la religion ni la littérature de cette période n'ont été négligées, mais c'est surtout la définition du régime hybride du principat qui a préoccupé les érudits, soit que DE FRANCISCI étudie comment la notion d'*auctoritas* introduit (selon lui) dans la constitution républicaine un élément monarchique, soit que J. STROUX analyse les origines républicaines de la notion d'*imperator*<sup>3</sup>, soit que H. NESSELHAUF scrute les sources du pouvoir proconsulaire des empereurs<sup>4</sup>, soit que E. KORNEMANN étudie la notion orientale de l'hégémon<sup>5</sup>.

En même temps se poursuit une étude attentive des sources. C'est surtout l'interprétation de Dion Cassius qui préoccupe les érudits ; nous avons déjà rencontré à ce sujet une intéressante brochure de H. A. Andersen ; M. A. LEVI estime que Tite-Live est la source principale de Dion<sup>6</sup> ; F. A. MARX insiste sur ce que Dion devrait à Aufidius Bassus<sup>7</sup>. Cependant

1. *Augustus, studi in onore del bimillenario di Augusto*, par V. ARANGIO RUIZ, G. CARDINALI, P. DE FRANCISCI, A. FERRABINO, S. RICCOBONO, A. MOMIGLIANO, R. PETTAZONI, N. FESTA, E. GABRICI, Rome, Bardi, R. Accademia Naz. dei Lincei, 1938, 447 p. 18 pl.

2. *Die Antike*, t. XIII, 1937, fasc. 3.

3. *Ib.*, p. 197-213.

4. *Von der feldherrlichen Gewalt des röm. Kaisers*, *Klio*, XXX, 1937, p. 306.

5. *Zum Augustusjahr*, *Klio*, XXXI, 1938, p. 81-91.

6. *Dopo Azio. Appunti sulle fonti augustee*, *Suetonio, Rivista di Filologia*, N. S., XV, 1937, p. 1-24 ; — *Dione Cassio*, *Athenæum*, XV, 1937, p. 3-25.

7. *Die Überlieferung der Germanenkriege besonders der augusteischen Zeit*, *Klio*, XXXIX, 1936, p. 202-218.

A. ALFÖLDI<sup>1</sup>, commentant de manière originale la cuirasse historiée de la statue d'Auguste de Prima porta, éclaire la politique étrangère du prince.

Mais ce sont les *Res Gestæ* qui demeurent au cœur de ces recherches. A J. GAGÉ on doit une édition impeccable de ce texte insigne, et aussi une intéressante étude sur le « genre littéraire » des *res gestæ* : l'écrit d'Auguste s'explique exclusivement par la tradition des triomphateurs ; le vocabulaire et les thèmes en proviennent. Il faut absolument cesser de rapprocher les *res gestæ* des inscriptions funéraires<sup>2</sup>.

La comparaison entre les *res gestæ* et les inscriptions triomphales de Pompée est indiquée déjà par W. WEBER, dans la conclusion du livre qu'il a consacré à l'analyse des *res gestæ*<sup>3</sup>. Mais c'est surtout le caractère quasi religieux du texte qui frappe ce savant. Malheureusement son ouvrage est dur à lire, et suivi de près de 300 pages de notes massives, dont il n'est pas aisé d'extraire ce qu'elles contiennent de précieux. L'auteur s'attache surtout à montrer que la composition littéraire du texte d'Auguste est rigoureuse ; les phrases sont de même dimension, la division en deux tables est comme prévue d'avance ; souvent le texte prend à la lecture l'aspect d'une litanie. Même la richesse du vocabulaire est exactement mesurée par W. Weber. L'auteur multiplie les statistiques de mots et presque de syllabes. Sa conclusion est que l'ouvrage a été écrit tout d'un trait ; elle s'oppose donc aux si nombreuses tentatives qui ont été faites pour retrouver à l'intérieur des *res gestæ* la trace de rédactions successives. Accessoirement W. Weber est donc conduit à étudier dans quelles circonstances le texte aurait été rédigé, et il reconstitue très minutieusement les circonstances des derniers mois d'Auguste et de l'avènement de Tibère. Espérait-il trouver dans cette reconstitution du milieu moral, en 14, une explication de la genèse du texte ? Il faut avouer qu'il n'a pas réellement abouti à confirmer ainsi sa thèse ; il n'est pas démontré que les *res gestæ* émanent directement de l'état d'esprit de ces derniers mois. W. Weber aboutit ainsi à sa thèse fondamentale : les *res gestæ* ont été écrites pour présenter au monde « le mythe du dieu nouveau ». Si nous ne connaissions Auguste que par ce texte, nous aurions l'idée d'un homme sublime, qui réconcilie, nourrit les pauvres, sème les constructions neuves, mérite enfin d'être adoré. C'est par antithèse au culte d'Auguste que s'est développée l'apothéose du Christ. L'ouvrage de W. Weber sera longtemps à méditer. Pour le critiquer, il faudra faire porter d'abord l'effort sur

1. *Zum Panzerschmuck der Augustusstatue von Prima porta, Mitteilungen der archäologischen Instituts, Römische Abteilung*, LII, 1937, p. 48.

2. *Le genre littéraire des res gestæ triomphales et ses thèmes, Revue des études latines*, XVII, 1939, p. 33.

3. *Princeps, Studien zur Geschichte des Augustus*, Band I, Stuttgart, Kohlhammer, 1936, in-4°, 240 pages de texte, 265 pages de notes.

l'étude du texte même d'Auguste, en expliquer la construction artificielle. Le texte grec aussi a été soigneusement disséqué par W. Weber, qui suppose que la traduction aurait été l'œuvre du secrétaire Polybe, un des hommes qui auraient été le plus attachés à créer le mythe du nouveau *divus*.

Cette même interprétation, qu'on pourrait appeler irrationnelle, de l'œuvre d'Auguste, se rencontre dans un discours de F. Muller, sur le *revival* de l'époque augustéenne<sup>1</sup>. Il y est montré qu'Auguste puise l'essentiel de sa force dans ses cultes gentilices, dans les traditions de sa patrie Velitraë, que les poètes de son temps ont annoncé son œuvre et mérité réellement le nom de *vales*, qu'il a sauvé l'empire et provoqué toute une renaissance religieuse. Le discours se termine par une comparaison entre l'œuvre nationale d'Auguste, l'œuvre supranationale du Christ. Pourtant il ne semble pas que F. Muller ait utilisé le livre de W. Weber.

On voit assez combien de telles effusions sont en opposition avec les dures critiques que nous avons rencontrées dans le livre de R. Syme. Nous avons le choix entre des hypothèses diamétralement opposées : et, par exemple, ou bien les poètes augustéens sont des prophètes inspirés, ou bien ils sont rétribués par les services de la propagande.

W. Weber n'examine qu'en passant la définition des pouvoirs d'Auguste. Probablement il en réserve l'étude à un nouveau livre. Il indique seulement qu'à son avis les textes constitutionnels qui légitiment ses pouvoirs ne sont qu'un masque, dissimulant la volonté de puissance du prince et la conscience qu'il a de son droit divin. C'est au contraire surtout au problème politique qu'est consacré le très beau livre posthume de A. VON PREMIERSTEIN sur la définition du principat<sup>2</sup>. L'ouvrage était inachevé, mais devait, dans l'esprit de l'auteur, comprendre trois parties. La première aurait traité des fondements moraux et philosophiques ; l'auteur y étudie l'influence cicéronienne, dont il tend à beaucoup réduire l'importance. La seconde traite des fondements « sociologiques ». Von Premestein insiste sur le caractère très strict des liens de clientèle à l'époque républicaine et sur la signification du serment prêté au prince. Le système d'Auguste sort du *Gefolgschaftswesen* de l'époque républicaine et n'a nullement besoin des justifications qu'on cherche dans Cicéron. Déjà César avait montré qu'il était possible de transformer les vieux liens de clientèle en un *Gesamtpatronat*. La création de l'armée de métier donna à la clientèle républicaine une extension imprévue, en mettant au service du prince une armée de fidèles. Il serait faux de dire que le

1. *Hei Reveil van Augustus*, Rede van den rector magnificus Dr F. MULLER..., Leiden, Brill, 1940, in-4°, 46 p. (en hollandais).

2. *Vom Werden und Wesen des Prinzipats*, aus dem Nachlasz herausgegeben von H. VOLKMANN. *Abhandlungen der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, Philosophisch-historische Abteilung*, N. F., XV, 1937, Munich, Beck, in-4°, 290 p.

serment prêté par les sujets au prince est une extension du serment militaire, comme pensait Mommsen ; au contraire, le serment prêté par les soldats est celui qui avait d'abord été prêté par les civils. Toute cette partie du livre est d'une force singulière ; elle rappelle certains développements de Fustel de Coulanges sur les liens de la clientèle. Il n'est pas douteux que la puissance des princes repose en premier lieu sur le serment de fidélité.

La dernière partie et la plus achevée du livre de von Premerstein est consacrée à l'étude des fondements politiques du principat. On y rencontre une thèse très grave, que personne n'avait encore formulée. Auguste a reçu les pouvoirs monarchiques par un texte exprès : c'est la *cura et tutela reipublicæ*, à laquelle feraient allusion des passages décisifs de Dion Cassius et de Strabon. Si nous avions le texte complet de la *lex de imperio Vespasiani*, von Premerstein est assuré que l'article premier conférerait au prince ce pouvoir exceptionnel. C'est de ce pouvoir quasi illimité que dérivent les *curæ* particulières assumées par le prince, et par exemple la *cura legum et morum* et la *custodia urbis*. Ce pouvoir discrétionnaire daterait de l'an 27, et c'est lui qu'Auguste désignerait du terme atténué d'*auctoritas*, conciliant ainsi la tradition républicaine et la monarchie nouvelle. D'ailleurs cette puissance exceptionnelle se dissimule derrière des masques ; l'*imperium* proconsulaire est un de ces masques. Enfin von Premerstein estime que la *cura et tutela rei publicæ*, fondement réel du pouvoir d'Auguste, est soumise, à des renouvellements périodiques ; il ne l'a donc reçue que pour un temps.

A cette thèse audacieuse on peut faire les objections suivantes. D'abord elle se fonde principalement sur des textes de Dion qui peuvent être anachroniques. Puis il est surprenant qu'Auguste n'ait pas fait mention de ce pouvoir discrétionnaire, s'il l'a réellement revêtu ; il affirme tout au contraire qu'il n'a pas eu plus de pouvoirs que les autres magistrats ; son *auctoritas*, dans les *res gestæ*, semble mise en relation non pas avec un pouvoir politique, mais avec le prestige religieux qu'il devait au nom même d'*augustus*. Enfin quel besoin avait-il de recourir à des subterfuges tels que la collation de la *consularis potestas* ou de l'*imperium* proconsulaire, si un texte formel lui permettait de s'en passer ? La périodicité de la collation de l'*imperium* proconsulaire nous paraît rappeler très exactement la pratique du temps du premier triumvirat, et il n'est pas impossible qu'elle se soit déroulée selon les formes républicaines.

Mais ces objections ne ruinent pourtant pas la thèse de von Premerstein. Seule la découverte d'un texte complet de la *lex de imperio* tranchera le problème ; et probablement elle prouvera qu'en effet une formule, analogue peut-être à celle du sénatus-consulte ultime, dotait le prince de pouvoirs d'exception.

Je me permets d'indiquer qu'indépendamment de von Premerstein,



j'étais parvenu à des conclusions assez proches des siennes<sup>1</sup>. Il me semble qu'il faut distinguer les pouvoirs d'Auguste à l'égard des citoyens, qui sont ceux d'un magistrat, mais perpétuel, et les pouvoirs d'Auguste à l'égard des étrangers, qui sont ceux d'un roi, mais précaire.

L'ouvrage de A. SOLARI sur le gouvernement d'Auguste<sup>2</sup> a en vue, selon l'auteur, une « démonstration historique ». Mais qu'a-t-il voulu démontrer ? Que signifie cette formule, inscrite en tête du livre, « *unità ed universalità d'Augusto* » ? La pensée de l'auteur est apparemment la suivante : l'œuvre d'Auguste n'a pas seulement une valeur momentanée, éphémère ; Auguste « a donné pour toujours à l'humanité les normes idéales de la vie politique et sociale ». Les solutions apportées par Auguste ne sont donc pas d'opportunité ou de compromis ; il a donné à Rome une constitution, qui a créé un État nouveau. A. Solari n'accepte pas la thèse de A. Lévi, selon qui Octave fut « un chef de parti » ; il accepterait moins encore celle de R. Syme. Mais peut-on dire que l'auteur a démontré la thèse simple, unilatérale, qui est la sienne ? Naturellement la cheville ouvrière de sa démonstration devrait être le chapitre qu'il consacre à « la constitution ». Or, il y est question presque uniquement de réformes morales et sociales ; l'auteur affirme à plusieurs reprises qu'Auguste a concilié la « révolution césarienne » avec la tradition romaine, mais il ne nous paraît pas expliquer comment cette conciliation s'est faite ; la signification des renouvellements périodiques du pouvoir proconsulaire n'est pas dégagée. De même, le chapitre qui traite de la « question successorale » passe sous silence les artifices par lesquels Auguste associa peu à peu à son pouvoir ceux à qui il destinait l'empire.

Dans le détail, l'auteur paraît trancher bien vite. On ne dirait pas, à le lire, que tant de controverses se sont engagées au sujet de l'interprétation de la 4<sup>e</sup> Églogue ou bien au sujet d'Actium. Il affirme que les *Res Gestæ* sont un « document unitaire » rédigé par l'empereur peu avant sa mort ; peut-être a-t-il justifié cette thèse dans un mémoire publié en 1938 dans les *Rendiconti* de l'Académie de Bologne, qui ne nous a pas été accessible. En quoi peut-on dire que la *gemma augustea* exprime la mission sociale d'Auguste ? Le texte d'Hygin, invoqué par l'auteur, ne dit pas que « les citoyens de l'Empire n'étaient autres que les légionnaires, qui s'étaient transformés en colons » (p. 126). Pas davantage le texte cité de Suétone (qui a trait à la Campanie) ne justifie l'affirmation qu'Auguste aurait voulu mettre sur même pied les langues latine et grecque (p. 86, et 109, n. 22).

Il ne manque pas, dans cet ouvrage, de formules qui pourraient donner

1. *Les pouvoirs constitutionnels et le principat d'Auguste*, *Journal des Savants*, 1937, p. 150-165.

2. *L'impero romano*, I. *Unità ed universalità di Augusto*, Gênes-Rome-Naples, Soc. Dante Alighieri, 1940, in-4°, 182 p.

lieu à des interprétations équivoques. Qu'est-ce que l'auteur entend, en écrivant qu'Auguste a rendu la liberté à la Gaule (p. 100), ou qu'il a créé en Gaule une organisation qui représentait la nation entière (p. 99) ? N'est-ce pas déformer la signification de l'assemblée de Lyon ?

L'ouvrage s'accompagne d'une dizaine de cartes, qui offrent des croquis schématiques des opérations militaires du temps d'Auguste. La disposition des notes à la fin des chapitres est d'une extrême incommodité.

LE PREMIER SIÈCLE. — L'énigmatique figure de Tibère continue de préoccuper les historiens. Il n'était sans doute pas nécessaire de traduire en français l'ouvrage superficiel de G. P. BAKER<sup>1</sup>. L'esquisse psychologique que donne J. H. THIEL<sup>2</sup> est encore étroitement dépendante de Tacite, bien qu'elle incrimine non pas la cruauté du prince, mais son caractère inquiet et son manque de spontanéité. Mais c'est à Tacite lui-même que s'en prend très courageusement D. M. PIPPIDI, dans un mémoire approfondi<sup>3</sup>, où la méthode de l'historien romain est jugée avec une extrême sévérité. Tacite n'attaque pas directement Tibère, il invoque la tradition anonyme, les mauvais bruits, il crée contre lui une atmosphère défavorable, et il y a toujours discordance entre la sévérité des jugements qu'il nous suggère, d'une part, et la réalité des faits qu'il expose, d'autre part. Quelle est donc l'origine de cette condamnation prononcée contre Tibère ? Tacite a-t-il emprunté ce portrait à un historien plus ancien, tel qu'Aufidius Bassus, ou bien en est-il le créateur véritable ? Ici D. M. Pippidi passe un peu vite ; il est manifeste qu'il a peu de confiance dans les résultats auxquels peut atteindre la recherche des « sources des sources ». Il est d'avis que les relations qu'on peut saisir entre Dion Cassius et Tacite s'expliquent non point par leur dépendance commune à l'égard d'un modèle unique, mais par la dépendance de Dion à l'égard de Tacite. Sa conclusion est donc que le portrait de Tibère est une création littéraire, due à l'art de Tacite, et très peu fidèle. Il nous indique en passant quelle est son opinion personnelle sur Tibère : un « prince républicain », qui subordonnait tout à l'intérêt public.

Nous admirons pour notre part avec quel zèle les historiens modernes s'emploient à innocenter un empereur au sujet duquel la tradition antique — exception faite du courtisan Velleius — est unanimement sévère. A partir du moment où nous devons avouer que nous ignorons absolument les sources de Tacite, nous sommes bien contraints de refuser de nous

1. *Le règne de Tibère*, Paris, Payot, 1938, in-8°. L'ouvrage original a paru à New York, en 1929.

2. *Kaiser Tiberius, Ein Beitrag zum Verständnis seiner Persönlichkeit*, Mnemosyne, III, 1935, p. 177-218 et IV, 1936, p. 17-42.

3. *Tacite et Tibère. Une contribution à l'étude du portrait dans l'histoire latine*, dans l'*Ephemeris Dacoromana*, VIII, 1938, Rome, in-4°, p. 233-297.

prononcer sur son originalité. La liste des procès pour *maiestas*, *perduellio*, *calumnia*, etc., qui eurent lieu sous ce règne, est d'une longueur impressionnante. Elle a été dressée très diligemment dans le livre que R. S. ROGERS a consacré à la justice criminelle sous Tibère<sup>1</sup>. Il révisé chaque dossier et se montre habituellement disposé à donner raison au prince ; il conclut qu'il est faux que Tibère ait fait un dangereux abus de la loi de majesté. Pourquoi ne pas reconnaître que le plus républicain des princes ne pouvait gouverner pourtant que par la terreur ?

La collection de documents concernant les règnes de Claude et de Néron, que publie M. P. CHARLESWORTH<sup>2</sup>, sera tout à fait bienvenue. Elle nous apporte, sous une forme très correcte, des textes peu accessibles, tels que la lettre aux Alexandrins, le discours de Claude au Sénat sur les décuries judiciaires ou le dossier des pièces concernant les privilèges d'Histria. Une section spéciale réunit les documents concernant les constructions de Claude, une autre toutes les citations qui ont trait à sa législation. Il est permis de regretter que les références bibliographiques soient si brèves. L'édition donnée par P. Fabia du discours de Lyon n'est pas signalée ; la courte indication contenue dans la préface n'avertit pas assez clairement les lecteurs du danger qu'il y aurait à considérer d'emblée l'inscription « de Nazareth » comme claudienne ; dans le chapitre de la législation, pourquoi ne pas mentionner l'autorisation accordée aux mariages entre les oncles et les nièces filles de frères ? Ce livre est destiné surtout aux étudiants, il remplira parfaitement son office, et il faut souhaiter que cette collection soit poursuivie.

Le livre de MERIWETHER STUART sur les portraits de Claude<sup>3</sup> intéresse surtout les archéologues. Pourtant il renferme un inventaire complet des inscriptions et des textes mentionnant des statues de Claude ; c'est donc aussi une contribution utile à l'histoire du culte impérial. En revanche, lorsque l'auteur étudie les statues qui subsistent, il nous semble qu'il n'a pas donné à l'étude du style et de la date le développement qu'on attendait. On voudrait savoir, en particulier, jusqu'à quelle date on a reproduit, pour les temples du culte impérial, l'image de Claude.

L'ouvrage de Mme P. ZANCAN sur la crise de l'année 69<sup>4</sup> est d'une méthode bien décourageante. Elle étudie l'un après l'autre les témoi-

1. *Criminal Trials and Criminal Legislation under Tiberius*, dans les *Philological Monographs published by the American Philological Association*, VI, Middletown, Connecticut, in-8°, 218 p.

2. *Documents illustrating the reigns of Claudius and Nero*, Cambridge, University Press, in-8°, 42 p.

3. *The portraiture of Claudius, preliminary studies*, New York (thèse présentée à l'Université Columbia), 1938, in-8°, 93 p.

4. *La crisi del principato nell'anno 69 d. C.*, dans les *Pubblicazioni della Facoltà di lettere dell'Università di Padova*, XVI. Padoue, Cedam, 1939 in-8°, 134 p.

gnages de chacun des historiens anciens, en expliquant leurs jugements par leur tempérament ou leur formation propre. Tacite éprouve un sentiment de pessimisme à l'égard de la décadence, qui s'oppose au sentiment de sécurité de Suétone ou même de Dion ; Plutarque serait un esprit « pacifiste et quiétiste ». Mais, cela dit, aucun effort n'est fait pour remonter aux sources premières, ni même, en opposant les témoignages particuliers, pour définir une vérité probable. En conclusion, l'auteur énumère les opinions des modernes, en insistant sur leurs discordances. Il nous paraît qu'un tel travail atteste un dilettantisme dangereux, qu'il attache une importance excessive au style, à la littérature, et n'envisage pas les facteurs essentiels de l'évolution. Pourtant il n'est pas sans intérêt d'observer, en effet, que l'interprétation de la crise a différé selon les esprits et les systèmes ; on aurait souhaité seulement connaître l'interprétation de Mme P. Zancan.

Au cours du livre consciencieux que H. R. GRAF consacre à la vie de Vespasien par Suétone<sup>1</sup>, il observe que cet empereur a voulu être à Rome un *princeps* de type augustéen, mais qu'il s'est présenté aux Orientaux comme un maître de droit divin.

La famille des Jules se targuait d'une origine divine ; la famille flavienne, qui manquait de prestige, a invoqué en sa faveur des prédictions et des prodiges, et elle a utilisé les thèmes hellénistiques sur le caractère divin des chefs. L'ouvrage où KENNETH SCOTT<sup>2</sup> réunit tous les témoignages sur le culte impérial au temps des Flaviens sera donc une contribution utile à l'histoire de cette institution, que les modernes décorent du terme pompeux de mystique. On aurait tort d'ailleurs de prendre au sérieux les termes serviles d'un Martial ou d'un Stace. L'auteur est attentif à noter les étapes du progrès des honneurs divins accordés à Domitien ; il eût été intéressant de relier cette histoire à celle des autres grands événements du règne. Pour certains problèmes très obscurs, tels que celui de la définition des *sodales flaviales titiales*, il s'est trop contenté d'opposer les unes aux autres les théories anciennes. Il s'est demandé, sans aboutir à une solution, pourquoi Domitien vénérât Minerve comme une patronne ; c'est, à mon avis, qu'il l'a considérée comme une figure d'Isis, de cette déesse qui l'avait sauvé durant les troubles de 69 ; l'identification de Minerve à Isis est attestée, en particulier, par le *de Iside* de Plutarque. Il a étudié avec soin le culte que Domitien a rendu à Jupiter ; des témoignages qu'il réunit, il ressort que ce tyran n'a pas été aussi loin qu'Hadrien, qui prendra le titre d'Olympios ; Domitien a voulu seulement être considéré comme le vicaire de Jupiter sur terre. Une intéressante étude

1. *Kaiser Vespasianus, Untersuchungen zu Suetons Vita Divi Vespasiani*, Stuttgart, Kohlhammer, 1937, in-8°, 150 p.

2. *The Imperial Cult under the Flavians*, Stuttgart, Kohlhammer, 1936, in-8°, 204 p.

topographique est consacrée aux sanctuaires de Minerve, que Domitien fit élever à Rome ; l'auteur a été particulièrement soucieux de retrouver des témoignages sur le sanctuaire que l'empereur avait consacré à la déesse dans son propre palais ; en revanche, il paraît passer bien vite lorsqu'il s'agit de ce lieu de culte que la déesse possédait près du temple des Castors. La découverte d'une tête de Minerve en ce lieu par A. Bartoli (*Bullettino della Commissione archeologica di Roma*, 1924, 250), paraît lui avoir échappé ; la solution de ce difficile problème est liée à celle de la localisation du temple d'Auguste. L'auteur a bénéficié des conseils de Weinreich, à qui il doit surtout d'intéressantes références à la religion comparée. Bien que la position des problèmes paraisse parfois un peu lâche, le livre de Kenneth Scott est une des meilleures contributions que nous possédions à l'étude du culte impérial.

LE DEUXIÈME SIÈCLE. — Nous avons signalé dans notre précédent bulletin les imposants inventaires et travaux de prosopographie par lesquels W. HÜTTL s'est préparé à écrire l'histoire d'Antonin. Il a maintenant publié cette histoire elle-même<sup>1</sup>, et il faut avouer que nous sommes un peu déçus. La faute en est, pour partie, au sujet ; la tradition antique est déficiente ; à l'époque byzantine, on avait déjà perdu les livres de Dion Cassius sur ce règne. Mais la méthode de l'auteur n'est pas non plus très satisfaisante. Son livre garde l'aspect d'un catalogue, où chaque ordre de faits est bien classé : un chapitre est consacré à la religion, il commence par le plus ancien des dieux, Janus, puis vient Jupiter, de qui sont examinées successivement les diverses épithètes. Le style pénible, aux longues incindent, aggrave cette impression ingrate. Pourtant il faut reconnaître que c'est un travail approfondi, auquel on ne peut jamais se dispenser de recourir. L'auteur a sûrement raison d'estimer que le règne d'Antonin est marqué par une victoire des classes cultivées, qui ont cessé de manifester leur hostilité à l'empire et se montrent généreuses pour le peuple. Le meilleur chapitre, à notre sens, est celui qui est consacré au « problème de la personnalité du prince ». Selon W. Hüttl la nature d'Antonin est profondément religieuse et le prince se serait attribué une sorte de mission. Très précieux est aussi le chapitre où est fixée la chronologie des événements qui intéressent chaque province, au cours de cette période, paisible en apparence, parcourue en réalité par des convulsions fréquentes et profondes. C'est précisément la gravité et la cause de ces troubles que le livre explique peu. Il est certain qu'un simple commentaire littéral de l'*Éloge de Rome* d'Aelius Aristide aurait pu dégager des traits curieux, et surtout cette méfiance à l'égard des sujets, dont la politique d'Antonin semble inspirée. Enfin on ne peut s'empêcher d'observer que W. Hüttl, qui a apporté

1. *Antoninus Pius, I. Historisch-politische Darstellung*, Prag, J. G. Calvesche Universitäts-Buchhandlung, 1936, in-8°, 470 p.



tant de contributions de détail à l'étude du personnel employé dans l'administration de ce temps, n'a point proposé de remarques générales sur le recrutement des magistrats et des fonctionnaires au temps d'Antonin ; pourtant les travaux de P. Lambrechts ont bien montré la fécondité d'une telle méthode.

C'est toute l'époque des Antonins qu'étudie, dans un livre dur à lire, W. WEBER<sup>1</sup>. Ce savant a été appelé à collaborer à la *Cambridge Ancient History*, précisément pour les chapitres consacrés à cette période. Mais, dans le livre allemand, il a pu, sans sacrifier un exposé très nourri de faits, insister davantage sur les vues générales et les problèmes. Nous ne nous flattons pas de l'avoir toujours compris, son style est tantôt abstrait, tantôt enthousiaste, les paragraphes très compacts durent parfois pendant près de dix pages, le lecteur est sans cesse mis en présence de symboles ou d'énigmes. Si on sait percer cette enveloppe, on se trouve en présence d'une pensée originale, captivante, qui aime à analyser l'extrême complexité des courants spirituels et mystiques. Le problème est d'abord très bien posé : le *Herrenrecht* des citoyens romains est menacé, que va-t-il advenir de lui en présence de la résistance des forces provinciales qui maintenant s'organise ? Or, précisément Rome fait appel au II<sup>e</sup> siècle à une dynastie provinciale. Des familles d'origine romaine, mais dont le sang est tout mêlé d'apports des races espagnole, sémitique, celtique, sont appelées à défendre la prépondérance de Rome : tel est le paradoxe qui attire l'attention de W. Weber. La plupart d'entre ces empereurs ont été dignes de leur tâche : avec Trajan, les cadres tracés par Auguste sont brisés ; de méditerranéenne, Rome veut devenir mondiale. Mais l'Orient a raison de Trajan, et alors un grave problème se pose : Rome réussira-t-elle à opposer une digue au flot oriental ? Vient ensuite un portrait d'Hadrien riche en nuances ; il affecte d'être traditionaliste et introduit des nouveautés révolutionnaires ; un beau paragraphe le représente prenant contact avec tous les personnages qui possédaient alors une valeur spirituelle. Le portrait d'Antonin nous a paru plus riche que celui que trace W. Hüttl ; seigneur patriarcal, il n'ose pas dévoiler à Rome que le temps de l'absolutisme est venu. Immobile « comme l'araignée au centre de sa toile », il hésite à prendre les décisions qui pouvaient sauver l'empire : il fallait accentuer la romanisation de l'Occident, confier aux provinces du nord le soin de défendre Rome contre l'Orient ; W. Weber veut-il dire qu'il fallait faire appel aux Germains ? Puis voici Marcus, de qui les traits attestent le sang « gaditan-sémitique » ; il a les yeux de la dame d'Elche. Alors éclate la première invasion germanique ; W. Weber en analyse les

1. *Rom, Herrschertum und Reich im zweiten Jahrhundert*, Stuttgart, Kohlhammer, 1937, in-8°, 409 p.

causes, que le déplacement des Goths ne suffit pas à expliquer selon lui. Marcus commet l'erreur de vouloir limiter le *Lebensraum* des peuples du nord. C'est l'époque où sont menacées gravement la culture gréco-romaine, la « couche des seigneurs issus de Rome et de l'Italie » (die römisch-italische Herrensicht). Les réformes de Marcus attestent son impuissance, il répugne aux solutions radicales et laisse un grand intervalle entre son idéal et la réalité. Commode enfin est un « Espagnol fanatique à la sensibilité mystique », il détruit ce qui lui fait obstacle et se sent innocent comme un dieu ; il donne libre jeu aux forces de l'Orient et il est ainsi l'annonciateur d'un monde nouveau.

Cette analyse rapide permet de comprendre pourquoi ce livre de grand talent donne parfois l'impression d'une logomachie. Ce qui nous est dit du sang mêlé des empereurs Antonins est assez arbitraire ; l'important est de définir s'ils se sont sentis pleinement romains, à la différence des Sévères ; nous avons affaire encore à des coloniaux ; plus tard arriveront au pouvoir des colonisés. Est-il exact de dire que Marc-Aurèle a voulu restreindre le territoire barbare ? Ne serait-il pas plus juste de dire qu'il a voulu incorporer des territoires barbares à l'empire, préparer ainsi la réalisation d'un empire européen ? En revanche, on n'a qu'à souscrire à tout ce qui nous est expliqué au sujet du déplacement des forces vives de l'empire, qui s'est fait de Rome vers la périphérie ; mais cela même demeure une observation théorique, et une description des faits économiques manque. Ce sont les analyses psychologiques qui sont dans ce livre les parties qui nous ont paru de la plus haute valeur.

LE TROISIÈME SIÈCLE. — A cause de la médiocrité et de la pauvreté des sources, il faudra encore bien des recherches de détail avant que l'histoire de ce siècle critique puisse être écrite avec sécurité. Il est donc naturel que nous rencontrions les études chronologiques de H. v. PETRIKOVITS sur le règne de Macrin<sup>1</sup>, et de A. STEIN<sup>2</sup>, s'engageant dans une controverse avec Mattingly au sujet de la date de l'avènement de Valérien et de la date de sa capture par Sapor. Naturel aussi que les érudits poursuivent la critique des données de l'*Histoire Auguste*, ainsi B. SARIA<sup>3</sup> traitant de l'histoire de Regalianus ou A. STEIN<sup>4</sup> distinguant les différents personnages qui ont porté le nom de Probus. On peut prévoir enfin que dans bien des cas il appartiendra à la numismatique de prononcer la sentence

1. *Die Chronologie der Regierung Macrins*, *Klio*, XXXI, 1938, p. 103-107.

2. *Zu den Kaiserdaten in der Mitte des III. Jahrh.*, dans les *Laureæ Aquincenses memorizæ V. Kuszinszky dicatæ*, qui font partie des *Dissertationes Pannonicæ*, ser. II, fasc. 10, 1938, p. 256.

3. *Zur Geschichte des Kaisers Regalianus*, *Klio*, XXX, 1937, p. 352.

4. *Tenagino Probus, ein Beitrag zur Glaubwürdigkeit der Historia Augusta*, *Klio*, XXIX, 1936, 237.

décisive : d'où l'intérêt d'une étude telle que celle de L. LAFFRANCHI sur les monnaies alexandrines de Gallien<sup>1</sup>.

Malgré tant de difficultés, F. ALTHEIM nous présente un livre qui renferme une série de vues générales sur l'histoire du III<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. On connaît la méthode primesautière et discursive de l'auteur, le plaisir qu'il prend à illustrer des affirmations de grande portée par l'analyse de documents rares et curieux, son parti pris de bouleverser les cadres habituels, de déplacer les accents de valeur. Son nouveau livre commence encore par une sorte de manifeste de méthode. Il faut réagir contre la méthode critique qui aboutit à la multiplication des recherches de détail et au triomphe des spécialistes, et concevoir une science de l'antiquité qui embrasse tous les domaines. Il faut surtout prendre contact avec les réalités géographiques. La civilisation méditerranéenne ne se comprend bien que si l'on connaît les pays qui la cernent, « le désert et la puszta, la vie nomade et le shamanisme ». L'historien doit penser en termes d'empires et de vastes espaces. Les illustrations, nombreuses et souvent admirables, qui accompagnent cet ouvrage, prouvent que l'auteur a beaucoup voyagé, et qu'il a étudié avec un soin particulier la Transylvanie et le bas Danube, l'Irak et la Syrie ; cette protestation contre l'érudition livresque doit être accueillie avec sympathie. Quant au dessein de réaliser une sorte d'histoire « totale », il devra être précisé ; nous avons déjà eu occasion de signaler à ce sujet les théories métaphysiques autrefois énoncées par l'auteur, qui paraît ici y renoncer.

F. Altheim indique ensuite quel est ici son dessein. Il est d'étudier les forces qui ont commandé l'histoire du siècle. Ces forces ne sont pas les conflits sociaux, ce sont les races étrangères, qui imposent à Rome leurs conceptions, ce sont, au premier rang, les Illyriens et les Syriens. N'attendons point pour protester : les conflits sociaux nous paraissent avoir au III<sup>e</sup> siècle un rôle déterminant ; c'est la pression des classes sociales inférieures qui a fait éclater le système ancien, et c'est précisément elle qui a poussé aux postes de commande des hommes issus des couches populaires ou des théoriciens intellectuels de la révolution.

En fait, l'ouvrage de F. Altheim se présente à nous comme une série d'essais qu'unit un lien très lâche. Le premier chapitre traite, de manière assez inattendue, des Sassanides ; à plusieurs reprises, l'auteur revient sur cette idée que c'est dans cette civilisation qu'on voit apparaître pour la première fois « l'homme du Moyen Age », le cavalier de qui la puissance se mesure au nombre des cavaliers qui le suivent ; on peut aussi comparer

1. *Nota sulla data LHA della monete alessandrine di Gallieno, Aegyptus*, XVII, 1937, p. 25-29.

2. *Die Soldatenkaiser, Bildaufnahmen von E. TRAUTMANN*, dans la collection *Deutsches Ahnenerbe*, Francfort, Klostermann [1939], in-8°, 304 p.

le rôle des prêtres chez les Sassanides et dans l'Europe médiévale. Dans les chapitres II et III sont étudiés les peuples qui bordent l'empire. Il existait alors en Eurasie trois vieux empires, ceux de Rome, de l'Iran, de la Chine, entourés de nomades dangereux ; leurs civilisations tendent à s'ankyloser, elles comprennent qu'elles ne peuvent se sauver que par des emprunts aux barbares ; et cette fois encore l'auteur observe que de ce mélange de vieux et de neuf naît ce qu'il appelle « le médiéval » (p. 60), d'un terme qui aurait bien besoin d'être défini.

Ici viennent des pages très frappantes, consacrées aux Germains, et particulièrement aux influences qu'ont exercées sur eux les coutumes des cavaliers de l'Asie centrale. Les Germains, selon F. Altheim (p. 87-88), considèrent que leur mode de combat est comparable à celui des fauves, et ils ont, comme les Scandinaves, une manière extatique de combattre (*die extatische Art des Kämpfens*). Nous citons ces termes parce qu'ils sont très typiques de la manière de l'auteur. Les Germains diffèrent des nomades, qui ne regardent pas dans les yeux, qui répugnent au combat singulier, qui sont sans histoire et sans écriture. A ces méditations un peu vagues fait suite une étude tout à fait précise et instructive du *limes dace* aux environs de Porolissum. F. Altheim passe ensuite au front oriental, s'attarde longuement à Hatra, puis traite de la route de la soie. On a plaisir à faire ce voyage en compagnie d'un explorateur toujours en éveil. Un long développement est consacré aux nomades chameliers ; dommage que l'étude de S. Gsell sur les progrès du chameau en Occident ne semble pas connue.

Le chapitre IV traite de l'armée romaine du III<sup>e</sup> siècle. Ce sujet est présenté de manière ingénieuse et neuve ; c'est surtout une étude des armes nouvelles et des corps spécialisés, archers, cuirassiers, lanciers ; une attention particulière est donnée à la date à laquelle ces corps apparaissent ou déclinent. Le chapitre V traite des empereurs. On voit ici combien sont proches les méthodes de W. Weber et de F. Altheim ; celui-ci emprunte à son devancier les traits frappants du portrait de Commode, que nous avons noté tout à l'heure. Avec Commode apparaît « un nouveau type d'homme », et, si le portrait de Marc-Aurèle jeune rappelait à W. Weber la tête de la dame d'Elche, celui de Commode fait songer F. Altheim aux têtes du Greco. C'est ce dernier chapitre qui risque de mettre F. Altheim en conflit avec les historiens critiques, au sujet de la confiance qu'il fait profession d'accorder aux données de l'*Histoire Auguste* (p. 243, n. 1). Il emprunte à cette source suspecte la notice selon laquelle Maximin serait né d'un Goth, et il le considère comme un empereur germanique. L'étude des empereurs se divise en deux parties, la première consacrée aux Sévères, sous qui on constaterait une sorte de renaissance des conceptions du droit matriarcal, la seconde consacrée aux Illyriens, sous lesquels on assiste à un retour au système — qui serait

proprement romain — selon lequel le droit de commander appartient au plus fort et au meilleur.

Nous avons analysé longuement ce livre, d'abord en raison de son plan un peu surprenant, qui brise la technique traditionnelle et qui oblige certainement à enrichir le contenu de l'exposé historique, — d'autre part, pour donner une idée des suggestions nombreuses qu'on y rencontrera. Il conviendra d'ailleurs de ne pas les accepter sans discussion ; on ne remarque pas sans surprise que l'ouvrage qui nous promet une histoire « totale » est pour ainsi dire muet sur le droit et sur la monnaie. Mais je voudrais seulement retenir que c'est sans doute pour la première fois que l'on voit campés avec un tel relief, un tel sens de l'exotisme, les étranges personnages de l'histoire du III<sup>e</sup> siècle, le cavalier german affublé d'armes asiatiques, l'archer d'Osroène, ou Caracalla qui se prend pour un Alexandre.

Que ces observations intéressantes ne soient pas toujours nouvelles, c'est de quoi l'on se rendra compte en parcourant le dernier tome de la *Cambridge Ancient History*, qui est précisément consacré à cette période. L'ordonnance du livre a été fixée surtout par NORMAN BAYNES. Il se divise en deux parties, la première consacrée à l'histoire politique, la deuxième à la civilisation. La première partie se subdivise elle-même en deux groupes de chapitres, le premier s'arrêtant à la mort de Philippe, le deuxième réservé à l'étude de la renaissance due aux Illyriens et des réformes de Dioclétien. Cet ouvrage monumental se termine par un épilogue de 50 pages, où Norman Baynes conduit l'histoire de Constantin jusqu'à 325, date de la fondation de Constantinople ; ici commence la *Cambridge Mediaeval History*.

Les premiers chapitres de l'histoire politique sont dus à S. N. MILLER et W. ENSSLIN ; notons que ce dernier adopte la théorie de N. Baynes, selon laquelle l'*Histoire Auguste* date du temps de Julien. Puis nous trouvons des chapitres où sont étudiés, comme chez F. Altheim, les peuples des régions étrangères au cercle méditerranéen. Il était juste que l'étude de l'origine des mouvements d'invasions fût confiée à L. HALPHEN, qui a depuis si longtemps attiré notre attention sur l'interdépendance entre l'Europe et l'Asie centrale. « L'historien doit franchir les frontières arbitraires de ce qu'on appelle les deux continents, qui sont en réalité le complément l'un de l'autre, à la recherche de ce principe de continuité, sans lequel l'histoire elle-même devient une énigme sans réponse. » L'art dit barbare continue l'art des steppes. Dans ce chapitre, on saura particulièrement gré à l'auteur de s'être attaché à préciser les synchronismes entre l'histoire de l'Europe et celle de l'Orient. Le nom de A. CHRISTENSEN est un suffisant garant de la valeur du chapitre consacré aux Sassanides.

Viennent ensuite deux chapitres rédigés par A. ALFÖLDI, l'un sur les



invasions du Rhin à la mer Noire, l'autre sur la crise de 249 à 270. L'auteur est depuis longtemps attentif à ces problèmes, sa contribution est originale et de premier ordre. Voici ce qu'il écrit des causes de l'invasion gothique : « Il est évident que ce n'est pas la faim et le manque de terres qui les poussèrent vers le sud, mais l'excès d'énergie juvénile et le goût de l'aventure. » Beaucoup d'observations de détail seraient à noter. Pour la première fois nous prenons exacte conscience de ce que représentent les États-tampons des Roxolans et des Sarmates, de ce que signifie au juste le nom des Carpes. Même la chronologie qui nous est proposée s'écarte sensiblement de celle qu'adopte, dans un chapitre précédent, W. Ensslin : Valérien arrive à Antioche en 254 selon Alföldi (256, Ensslin), Doura serait prise en 255 (256/7, Ensslin), Valérien tombe aux mains des Perses en juin 260 (septembre, Ensslin). Les décisions prises par A. Alföldi nous ont paru fortement motivées. Un très long développement est accordé à l'étude de l'armée du III<sup>e</sup> siècle ; il est riche de faits et d'idées ; par exemple, il étudie comment les irréguliers germains introduisirent dans l'empire des coutumes étrangères, telles que l'élévation sur le pavais, ou bien encore il retrace avec soin toute l'évolution des *numeri*. Comme F. Altheim, il nous donne à merveille le sentiment de l'extrême bigarrure de la société de ce temps. Mais il ne commet pas la faute de négliger le facteur monétaire ; on retiendra surtout ce qu'il nous explique au sujet des contrastes entre la richesse des cadeaux impériaux ou *largitiones* et l'avilissement de la monnaie courante. Le portrait des empereurs est présenté de manière ingénieuse : d'abord la caricature que nous donnent les détestables témoignages anciens, puis l'image vraie.

Pour le temps de la restauration due aux Illyriens, une grande partie du travail a été confiée à H. MATTINGLY, et l'on ne peut qu'admirer tout ce que l'auteur a tiré des documents numismatiques. Une attention extrême est aussi accordée aux monnaies par A. D. Nock, dans le chapitre qui traite du paganisme. Nous n'avons pas à parler ici de la partie consacrée au christianisme. Très original est le chapitre sur l'art, rédigé par G. RODENWALDT ; on ne souscrira pas à tous ses jugements ; on hésitera beaucoup à penser que nous assistions vers 175 à une renaissance du sentiment purement romain et de l'illusionnisme flavien ; il nous semble au contraire que quelque chose de tout à fait nouveau, de « médiéval », si l'on veut, paraît avec la colonne Aurélienne. Enfin J. BIDEZ étudie, avec sa compétence exceptionnelle, la philosophie néo-platonicienne et la littérature de langue grecque.

Cette analyse n'épuise pas le contenu de ce livre. Nous parlerons plus loin du chapitre consacré par F. CÉTEL à l'histoire économique. Naturellement nous avons affaire à une mosaïque, il arrive même qu'une guerre intestine s'installe entre deux chapitres voisins, l'impression d'ensemble en souffre. Pour le droit, la société, il faut se contenter des indications

éparses surtout dans le chapitre de W. Ensslin. Mais c'est un instrument de travail incomparable qui nous est fourni.

Au cours de cette enquête, nous avons vu combien les historiens sont préoccupés par le conflit qui si souvent oppose l'Orient et l'Occident. Il n'est donc pas hors de propos de signaler ici la brochure où F. TÆGER esquisse ce grave problème<sup>1</sup>. Il remonte aux débuts de l'histoire grecque, car ce sont les Grecs qui firent triompher dans le monde méditerranéen l'esprit nordique ; ils avaient pour chefs des hommes venus des régions danubiennes. Les Grecs résistent à l'Orient au temps des guerres médiques, et c'est une des plus grandes guerres de libération de l'humanité occidentale. Plus tard, après Alexandre, Rome intervient à son tour dans la lutte contre l'Orient ; elle doit sa victoire au sang nordique qui la pénètre ; mais de nouveau l'Orient la presse, « ses dieux sont sa force la plus dangereuse », et il triomphe au III<sup>e</sup> siècle. Ainsi, selon F. Taeger, la Méditerranée aurait été comme un champ de bataille entre l'esprit nordique et l'esprit oriental. Cette brochure, toute pénétrée de préoccupations actuelles, paraît simplifier gravement de difficiles problèmes.

INSTITUTIONS IMPÉRIALES. — Ce sont des recherches d'une importance exceptionnelle que celles que P. LAMBRECHTS a consacrées à la composition du Sénat romain depuis Trajan jusqu'à Dioclétien. Nous possédions déjà des travaux de détail sur ces questions, mais P. Lambrechts a prouvé que leurs conclusions étaient souvent prématurées et inexactes<sup>2</sup>. Il a réuni tous les noms de sénateurs que nous possédons, il a donné de minutieuses statistiques, il a tracé une courbe d'évolution qui frappe par son élégance et sa sûreté. On avait observé déjà que la poussée des Orientaux commence sous Trajan. P. Lambrechts précise que c'est Trajan qui a accru au Sénat le nombre des sénateurs provinciaux, à ce point qu'ils en formèrent presque la moitié. Pour le II<sup>e</sup> siècle, les statistiques proposent les chiffres suivants : les sénateurs provinciaux n'étaient sous Domitien que 22 % du chiffre total ; mais ils sont 43 % sous Trajan, 44 % sous Marc-Aurèle. L'hellénisation commence avec Trajan, non pas avec Hadrien ; ou plus exactement il s'agit d'un progrès de l'Orient, non de la Grèce ; ce progrès est dû à la richesse de ces familles orientales, parmi lesquelles se rencontrent les « milliardaires antiques », et à l'impossibilité de gouverner l'Orient par des Occidentaux, en raison de la résistance croissante de l'opinion

1. *Orient und Occident in der Antike*, dans *Philosophie und Geschichte*, 58, Tübingen, Mohr, 1936, in-8°, 27 p.

2. *Trajan et le recrutement du Sénat*, *Antiquité classique*, V, 1936, p. 105-114 ; — *La composition du Sénat romain de l'accession au trône d'Hadrien à la mort de Commode*. Publications de la Faculté des Lettres de l'Université de Gand, 79<sup>e</sup> fasc., 234 p ; — *La composition du Sénat romain de Septime Sévère à Dioclétien*, dans les *Dissertationes Pannonicae*, publiées par l'Institut de numismatique et d'archéologie de l'Université de Budapest, Budapest, 1937, in-8°, 130 p.

publique. Quant aux patriciens, ils continuent de former une aristocratie surtout italienne, mais les empereurs les tiennent à l'écart des fonctions importantes.

C'est aussi sous Trajan que commence le progrès des Africains au Sénat. L'avènement de Sévère est un symptôme de ce progrès, mais n'en est pas la cause. Mais au temps de Sévère et Caracalla survient cette nouveauté considérable, que les provinciaux deviennent au Sénat la majorité. Autant que nous puissions savoir, il y aurait eu alors au Sénat 64 % de provinciaux. Von Domaszewski avait-il donc raison d'accuser Sévère d'avoir barbarisé le Sénat ? Non point, et tout au contraire les sénateurs Orientaux auraient relevé le niveau intellectuel de l'assemblée. Sous les Sévères, ils sont plus nombreux que les Italiens.

Ces études critiques sont un chef-d'œuvre d'érudition technique ; et elles ouvrent aussi à la méditation des historiens de vastes perspectives.

Sur le pouvoir impérial, nous noterons une étude de M. A. LEVI à propos de la *lex de imperio Vespasiani*<sup>1</sup>, qui prend parti dans le débat, mais sans apporter d'élément nouveau. Nous signalerons seulement ici, pour y revenir plus longuement, les recherches de D. M. PIPPIDI sur le culte impérial<sup>2</sup>.

F. VITTINGHOFF<sup>3</sup> s'est proposé d'étudier selon quelles formes de droit public un empereur, soit de son vivant, soit après sa mort, pouvait être déclaré *hostis*, et quelles étaient les conséquences de cette déclaration. Mais en réalité ce sujet n'occupe que les pages 91-105 de son livre. L'auteur a été amené à consacrer toute une première partie aux conséquences qu'entraîne pour un particulier le fait d'être condamné pour lèse-majesté. Dans la deuxième partie, avant d'examiner la déclaration qui condamne un empereur, il a estimé nécessaire d'étudier les formalités selon lesquelles un empereur peut être divinisé. C'est en effet à la mort d'un empereur que se pose habituellement le problème de savoir s'il sera divinisé ou condamné.

Il résulte de ce plan que le livre manque d'unité et qu'il nous entraîne tour à tour dans des directions différentes. Mais l'auteur a travaillé avec beaucoup de soin, de personnalité, et on a profité à le suivre. Soit qu'on étudie la *perdaellio*, soit qu'on s'intéresse à l'apothéose impériale, on trouvera chez lui des observations utiles. Ce n'est pas à dire qu'il emporte cependant la conviction. On notera, en particulier, toute une controverse, soit dans le corps du livre, soit dans deux appendices, contre les théories

1. *La legge dell'iscrizione CIL. VI, 930, lex de potestate Vespasiani*, *Athenaeum*, XVI, 1938, p. 85.

2. *Recherches sur le culte impérial*, dans les *Publications de l'Institut roumain d'études latines*, Bucarest, 1939, in-8°.

3. *Der Staatsfeind in der römischen Kaiserzeit, Untersuchungen zur damnatio memoriae*, dans les *Neue deutsche Forschungen, Abteilung Alte Geschichte*, fasc. 2, Berlin, Junker et Döhnhaupt, 1936, in-8°, 117 p.

qu'a soutenues E. Bikerman dans un mémoire retentissant sur l'apothéose impériale. La démonstration de l'auteur ne nous a point paru claire ; il emploie même le terme de *consecratio* sans l'avoir bien défini ; il fait trop bon marché des textes de Tertullien ou de Hérodien qui corroborent le système de E. Bikerman.

Après ces longs détours, l'auteur parvient enfin à l'étude qui fut sans doute le point de départ de son enquête. Il nous invite à reviser la théorie mommsénienne sur le procès posthume dont la mémoire des empereurs aurait été régulièrement l'objet. Particulièrement intéressantes sont ses observations sur la *rescissio actorum*. Il est certain d'ailleurs que, si F. Vittinghoff a si longuement étudié au début de son livre la peine posthume prononcée contre le *perduellis*, c'est que Mommsen assimilait à cette peine la condamnation de la mémoire des empereurs. F. Vittinghoff a certainement raison de conclure que le système juridique de Mommsen est trop rigide ; la condamnation des empereurs morts était surtout une manifestation violente et tumultueuse des haines de groupe.

Le mémoire de Ph. HOROVITZ sur les provinces dites procuratoriennes<sup>1</sup> oblige à reviser des notions que l'on croyait acquises. Il faudrait distinguer entre le *préfet*, doté de pouvoirs militaires, et qui appartient souvent à la classe des primipilaires, et le *procurateur*, aux fonctions proprement administratives et financières. La thèse de Mommsen, selon qui le procurateur a pris la place de l'ancien roi du pays annexé, serait fautive. En principe, le procurateur ne se rencontre que dans les régions frontières. Cette étude repose sur la critique des documents épigraphiques ; ils paraissent prouver, en effet, que le titre de préfet apparut d'abord ; le procurateur gouverneur n'apparaîtrait pas avant Trajan. Mémoire original et intéressant, mais qui laisse encore des questions obscures. Dans les provinces où l'empereur a succédé à un roi local, il est possible qu'un procurateur ait, dès le début, administré le domaine royal dont le prince héritait ; plus tard il peut y avoir eu fusion entre le procurateur du domaine, qui dépend de la maison du prince, et le préfet des troupes frontières, qui représente l'État.

Pour l'étude du droit municipal, nous rappelons le gros livre de Sherwin White, déjà signalé plus haut, qui met au point, sans apport personnel, les théories reçues. Des données nouvelles sont apportées, au contraire, par J. PAOLI<sup>2</sup> dans une étude sur l'énigmatique statue de Marsyas qui semble symboliser un certain type de privilège municipal, et par A. STEIN<sup>3</sup>, dans une note sur l'origine des *correctores*.

Sur l'histoire de l'armée romaine, nous devons un livre important à

1. *Le principe de création des provinces procuratoriennes*, *Revue de Philologie*, XIII, 1939, p. 47-65 et p. 218-237.

2. *Marsyas et le jus italicum*, *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, LV, 1938, p. 96-130.

3. *Ἐπανορθωτής*, *Ægyptus*, VIII, 1938, p. 234-243.

M. DURRY, qui s'est attaché à l'étude des cohortes prétoriennes<sup>1</sup>. L'introduction déborde même ce sujet et traite de tous les corps qui composent la garnison de Rome. L'auteur connaît parfaitement les monuments et les textes (il me semble qu'il a mal interprété, p. 380, un passage des *Fragmenta Vaticana* : ce texte ne dit pas que le beau-père d'un prétorien sera dispensé de la tutelle de ses petits-fils, mais qu'il sera dispensé de toute tutelle). C'est l'étude des inscriptions qui lui a permis de faire une découverte saisissante : il a donné de très fortes raisons de penser que les cohortes prétoriennes n'étaient d'abord que de cinq cents hommes, et que c'est Septime Sévère qui en a doublé l'effectif, de même qu'il a doublé le nombre des *equites singulares*. C'est aussi l'épigraphie qui lui a permis de reconstituer, avec plus d'exactitude qu'on n'avait fait jusqu'ici, un curieux type de carrière qui permet à un centurion prétorien de devenir primipile, puis tribun des cohortes de la garnison de Rome, puis primipile pour la seconde fois, après quoi il pénètre dans les fonctions procuratoriennes. Un ouvrage sur les prétoriens touche à bien des problèmes. Il s'agit du recrutement de ce corps, qui fut d'abord limité à la partie la plus romanisée de l'Italie, plus tard étendu à certaines provinces. D'après les statistiques de M. Durry, le nombre des Italiens dans le prétorio aurait baissé de 94 % sous Antonin à 65 % sous Marc-Aurèle. Sur le terme de *Latium velus*, du texte de Tacite, *Annales*, IV, 5, que M. Durry commente p. 240, j'hésite à accepter son interprétation : il me semble que Tacite oppose non le *Latium velus* au *Latium novum* ou *adjectum*, mais le Latium géographique au Latium entendu au sens de droit latin. Un chapitre est consacré aux préfets du prétorio, mais l'auteur observe lui-même que ce beau sujet attend une étude plus développée. L'uniforme des prétoriens est décrit d'après les bas-reliefs ; et l'auteur se montre ici archéologue très diligent. Le résultat de son enquête est tout à fait opposé aux thèses de Courbaud et de Couissin ; il se considère comme en droit d'affirmer « l'inexactitude foncière des reliefs historiques » (p. 235). Un autre chapitre encore traite du rôle que les prétoriens ont joué soit au cours d'opérations militaires, soit au cours des crises politiques. Le livre est écrit avec beaucoup de précision, de clarté ; plus on en fait usage, plus on se sent obligé de rendre hommage au soin et à la science de l'auteur, qui n'a laissé dans l'ombre aucune partie de son beau sujet.

L'histoire des institutions militaires a bénéficié encore du très utile mémoire de G. LOPUSZANSKY sur la transformation du corps des officiers supérieurs du I<sup>er</sup> au III<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, et de celui de D. VAN BERCHEM sur l'an-

1. *Les cohortes prétoriennes*, Paris, De Boccard, 1938, in-8°, 449 p.

2. *La transformation du corps des officiers supérieurs dans l'armée romaine, du I<sup>er</sup> au III<sup>e</sup> siècle*, *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, LV, 1938, p. 131-183.



none militaire au III<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Ce dernier prouve que c'est Septime Sévère qui a organisé définitivement les réquisitions gratuites en faveur de l'armée, en même temps qu'il ajoutait à la solde des soldats une fourniture régulière de vivres. Accessoirement ce savant nous a permis de mieux comprendre le curieux texte appelé *Itinéraire Antonin*, qui est en réalité une collection d'itinéraires impériaux indiquant les principaux gîtes d'étapes. — Sur les prestations en vue de l'annone dès le II<sup>e</sup> siècle, on notera une inscription grecque récemment découverte, que commente très bien J. GUEY<sup>2</sup>, et, sur l'entretien des routes militaires, un article de M. LABROUSSE<sup>3</sup>, traitant avec pénétration des *burgarii*.

A l'Université de Cologne, dans le Petrarca-Haus<sup>4</sup> (Deutsch-Italienisches Kulturinstitut), E. ALBERTARIO, professeur à l'Université de Rome, a prononcé une très intéressante conférence sur les relations entre le droit romain et la morale. Il souligne d'abord les belles formules morales qui se rencontrent dans le recueil de Justinien et qui donnent l'impression que le rôle du droit est de défendre l'équité et la bonté. En réalité, cette subordination du droit à la morale est l'œuvre propre des compilateurs du VI<sup>e</sup> siècle ; elle s'explique par les influences hellénistiques, chrétiennes, et aussi par l'esprit des écoles de rhéteurs. Dans le droit romain classique, l'ordre éthique et l'ordre juridique ne se pénètrent pas. Cicéron et Sénèque sont en désaccord avec la jurisprudence de leur temps, mais s'accordent avec les empereurs postclassiques. Ces observations tirent parti de tout le travail que les juristes modernes ont accompli pour débarrasser les textes de leurs interpolations. Si E. Albertario doit être suivi jusqu'au bout, il en résulterait que même au temps des Sévères on n'assisterait pas à une pénétration des idées morales dans le droit ; peut-être cependant sur ce point la thèse aura-t-elle besoin d'être atténuée.

Les conférences de PAUL KOSCHAKER sur la crise du droit romain<sup>5</sup> se préoccupent essentiellement du sort de cet enseignement dans les écoles de droit allemandes. Mais le thème est traité avec une ampleur telle qu'il mérite de retenir l'attention de tous ceux qui se préoccupent du sort des disciplines classiques. L'auteur étudie d'abord la renaissance du droit

1. *L'annone militaire dans l'empire romain au III<sup>e</sup> siècle*, Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France, 1936, p. 117-202.

2. *Inscription du II<sup>e</sup> siècle relative à l'annone militaire*, Mélanges d'archéologie et d'histoire, LV, 1938, p. 56-77.

3. *Les burgarii et le cursus publicus*, ib. LVI, 1939, p. 151-166.

4. *Die ethischen und rechtlichen Grundlagen des sozialen Lebens im antiken Rom*, dans les *Veröffentlichungen des Petrarca-Hauses*, Cologne, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1939, in-8° 22 p.

5. *Die Krise des römischen Rechts und die romanistische Rechtswissenschaft*, dans les *Schriften der Akademie für Deutsches Recht, Gruppe Römisches Recht und fremde Rechte*. Munich-Berlin, Beck, in-8°, 86 p.

romain au Moyen Age, puis sa lutte contre les droits nationaux et sa défaite. Puis il retrace l'histoire de la science du droit romain, en insistant surtout sur la part des savants allemands. Il lui paraît que les progrès de cette science ont compromis les études de droit romain, parce qu'elles ont trop sacrifié à l'érudition. « On ne croit plus au Code Justinien », on se perd dans l'étude des sources et des interpolations. On veut « arracher le droit romain à son splendide isolement », on s'engage dans des recherches minutieuses sur le droit grec, le droit oriental. Ces spéculations érudites n'ont pas d'intérêt pour le juriste de profession, elles seraient mieux à leur place dans l'enseignement historique. Mais, d'autre part, ce serait grand dommage d'exclure le droit romain de l'enseignement des écoles de droit, ce serait en quelque manière « compromettre l'unité de la communauté de civilisation européenne », compromettre l'Europe elle-même. Quelle solution P. Koschaker propose-t-il ? D'une part, donner aux étudiants « un enseignement systématique dogmatique du droit romain » ; d'autre part, les initier sommairement à l'histoire comparée des conceptions juridiques, c'est-à-dire — bien que le mot ne figure pas ici — à la sociologie juridique. P. Koschaker sait que ces théories feront scandale ; il aura contre lui aussi bien les historiens, préoccupés d'introduire leurs méthodes dans la restauration et l'interprétation des vieux textes, que les juristes esclaves de la pratique, affirmant l'inutilité des études de droit romain. Les problèmes qui le préoccupent sont graves aussi en France. Il est bien probable que les solutions qu'on adoptera différeront selon les peuples : pour les Italiens, l'étude du droit romain est de plus en plus conçue d'un point de vue national ; les savants Allemands n'abandonneraient pas volontiers une science qui doit tant à l'Allemagne. Dans la mesure où les idées de P. Koschaker sont « réactionnaires », elles nous paraissent avoir peu de chance de triompher ; quel intérêt véritable présenterait désormais le droit romain séparé de son cadre historique ? Mais P. Koschaker nous paraît avoir raison d'orienter les études vers la comparaison des types juridiques, de manière à dépasser ainsi le stade des recherches proprement historiques.

Nous ne pouvons que signaler l'étude approfondie que F. DE VISSCHER<sup>1</sup> a consacrée au *jus publice respondendi*, et l'ouvrage de F. FREIHERR VON SCHWIND sur le mode de publication des documents officiels sous l'empire<sup>2</sup>, ce dernier travail nous ayant paru surtout utile par les documents qu'il réunit.

F. M. DE ROBERTIS continue ses recherches sur le droit des associa-

1. *Le jus publice respondendi*, *Revue historique de droit*, 4<sup>e</sup> série, XIII, 1936, p. 615-660.

2. *Die Frage der Publikation im römischen Recht, mit Ausblicken in das altgriechische und ptolemäische Rechtsgebiet*, dans les *Münchener Beiträge zur Papyrusforschung und antiken Rechtsgeschichte*, XXXI, 1940, in-8°, 192 p.

tions<sup>1</sup>. Elles mettent en lumière avec une grande probité les difficultés qui sont nombreuses et graves. Les solutions proposées nous ont paru intéressantes, mais souvent hypothétiques. Dans son premier ouvrage, l'auteur insistait sur le désaccord qui existait entre le régime légal très restrictif et la pratique très tolérante, et cette théorie nous paraît assez juste. Dans son nouveau livre, il s'attache surtout à définir le régime légal, depuis le début de la république. Il critique soigneusement les documents de la période cicéronienne, au cours de laquelle les populaires se sont appuyés sur les collèges. Il attribue à César la *lex Julia* qui limita rigoureusement le droit d'association ; l'autorisation générale donnée aux *collegia tenuiorum* daterait de Claude ; c'est seulement depuis Hadrien que l'empereur aurait exercé le droit d'autoriser les associations, que la *lex Julia* avait réservé au Sénat ; Septime Sévère confia au préfet de la ville le soin de lutter contre les collèges illicites. Telle serait, selon l'auteur la ligne de l'évolution. A l'égard des collèges professionnels, chargés de services publics, il estime que l'État a dû les créer d'emblée, car il serait invraisemblable qu'il eût accordé son investiture à des collèges non autorisés ; pourtant, quand on observe le pullulement des collèges de Pompei, on se demande si la thèse que F. M. de Robertis soutenait dans son premier ouvrage, sur la tolérance extrême de la pratique, n'est pas plus vraisemblable ; en ce cas, l'État se serait borné à privilégier des collèges existant en fait. Sur le statut des chrétiens, l'auteur revient simplement à la thèse de De Rossi, selon laquelle les chrétiens se sont groupés en *collegia tenuiorum* ; mais ne faut-il pas qu'un changement dans la législation, au temps des Sévères, ait rendu possible le grand développement de la propriété collective des chrétiens depuis cette date ? L'étude sur les collèges du Bas-Empire pourrait être bien plus approfondie. Quels que soient les mérites du livre, il nous paraît donc soulever plus de problèmes qu'il n'en résout.

RELIGION IMPÉRIALE. — C'est de toute la religion de Rome antique que traite l'ouvrage de synthèse publié par N. TURCHI dans la *Storia di Roma* qui paraît sous les auspices de l'Istituto di Studi Romani, et même la religion impériale n'occupe guère qu'un tiers du livre<sup>2</sup>. Manuel clair, mais qui ne s'attache pas assez à dégager les problèmes ; ainsi les controverses sur l'apothéose impériale ou l'origine des *seviri Augustales* ne

1. *Contributi alla storia delle corporazioni a Roma*, dans les *Annali del Seminario Giurid. Econom. della R. Università di Bari*, VI, fasc. 1, VII, fasc. 1-2. Bari, tipogr. Cresciniti, 1934, in-8°, 232 p. — *Il diritto associativo romano, dai collegi della repubblica alle corporazioni del Basso impero*, dans la *Storia delle Corporazioni* publiée par la Scuola di perfezionamento in studi comparativi della R. Università di Bari, sezione I, volume I, Bari, Laterza, 1938, in-8°, 485 p.

2. *La religione di Roma antica*, t. XVIII de la *Storia di Roma* publiée par l'Istituto di studi romani, Bologne, L. Cappelli, 1939, in-8°, 412 p.

sont pas signalées. Le livre se termine par une série d'appendices où sont examinés de plus près certains monuments ou certaines difficultés ; il y est question de la « basilique pythagoricienne », de la « villa des Mystères », mais l'auteur apporte peu de nouveau. Il réunit enfin en 30 pages certains textes anciens sur la religion romaine ; la raison de son choix n'apparaît pas nettement. La partie la plus intéressante de ce livre est sans doute celle qui est consacrée aux courants philosophiques.

C'est parmi les livres consacrés à la religion primitive des Romains que nous aurions pu ranger l'étude de Mlle MARIE DELCOURT sur les prodiges<sup>1</sup>. A vrai dire cet ouvrage déborde notre cadre. Le point de départ est pris dans la légende d'Œdipe Roi. L'auteur veut que le mal qui frappe Thèbes ne soit pas une peste, mais une stérilité, un fléau, caractérisé aussi par la naissance d'enfants anormaux. Grecs et Romains ont redouté l'extinction, et plus encore la déviation de l'espèce humaine. C'est pourquoi l'enfant anormal est exposé, mais n'est pas régulièrement inhumé. Toute une partie du livre est consacrée aux naissances maléfiques à Rome, sous la République et sous l'Empire ; une autre, aux jeux séculaires, dont le rituel nous laisse reconnaître combien les Romains redoutaient la stérilité de la terre et quels remèdes leur semblaient efficaces. Primitivement la cause du Fléau est cherchée dans l'irritation de la Terre ; plus tard, les grands dieux et surtout Apollon usurpent le rôle de la Terre. Toute une partie du livre, éclairée par le folklore et l'ethnographie, est singulièrement perspicace ; elle montre parfaitement les survivances de la mentalité primitive. Malheureusement le point de départ du travail semble faux ; c'est bien d'une peste qu'il s'agit dans Œdipe Roi, et non pas du mystérieux fléau, qui a suggéré à l'auteur des développements si ingénieux<sup>2</sup>.

A. BRELICH<sup>3</sup> a étudié d'après les inscriptions le sentiment qu'on éprouvait sous l'empire à l'égard de la mort. Malheureusement il ne distingue pas les pays, les temps, le milieu social ; et peut-être en effet une telle distinction, qui n'était pas toujours possible, n'aurait-elle pas modifié ses conclusions principales. Comme F. Cumont, il est frappé du petit nombre des textes où s'exprime l'espoir de l'immortalité ; la mort est ennemie et ravisseuse, elle est une torture, les bas-fonds où tombe l'âme sont un marécage ; pourtant il semble se développer l'idée d'une survie heureuse, d'une récompense de la vertu. Accessoirement l'auteur observe la diversité des rites funéraires, incinération ou inhumation, et les formes

1. *Stérilités mystérieuses et naissances maléfiques dans l'antiquité classique*, dans la Bibliothèque de la Faculté de Liège, LXXXIII, 1938.

2. G. DAUX, *Œdipe et le Fléau*, *Revue des études grecques*, LIII, 1940, p. 97.

3. *Aspetti della morte nelle iscrizioni sepolcrali dell'impero romano*, dans les *Dissertationes Pannonicae*, ser. I, fasc. 7, 1937.

du culte rendu aux morts. L'ouvrage est utile surtout comme un répertoire de thèmes.

Le mémoire de R. VON SCHAEWER sur les accessoires du sacrifice<sup>1</sup> est assez décevant. L'auteur définit d'après les bas-reliefs impériaux et d'après certains textes, surtout ceux de Festus, la forme des patères, plateaux, cassettes à encens, etc., dont on usait au cours des sacrifices. Mais il ne paraît pas avoir commencé par définir avec assez de précision la marche du sacrifice, et sa documentation archéologique est assez restreinte.

C'est surtout l'étude des cultes orientaux qui s'est enrichie, grâce à une série de publications intéressantes : découverte d'un sanctuaire de Jupiter Dolichenus sur l'Aventin<sup>2</sup>, — découverte de l'étonnante patère d'argent de Parabiago<sup>3</sup>, qu'utilisait sans doute un thiase de Cybèle, — édition et commentaire du traité sur la déesse syrienne qu'il faudrait restituer à Plutarque<sup>4</sup>, — étude des monuments du Jupiter héliopolitain<sup>5</sup>, — critique des origines de la fête du 25 décembre (Natalis Invicti)<sup>6</sup>. Nous insisterons en particulier sur les très belles publications des monuments relatifs aux dieux cavaliers dans les Balkans. G. I. KAZAROW<sup>7</sup> a collectionné tous les documents bulgares qui concernent le culte du Héros thrace. Dans les villages de la plaine de la Maritza, partout se rencontre la stèle du dieu ; la plupart de ces monuments datent du II<sup>e</sup> au IV<sup>e</sup> siècle, époque de renaissance religieuse en Thrace ; il s'agit d'un culte local qui a emprunté aux Grecs ses moyens d'expression. D. TUDOR, a de son côté, dressé le catalogue des plaquettes de plomb, propres aux régions illyriennes, qui représentent des dieux que nous nommons provisoirement « les cavaliers danubiens »<sup>8</sup> ; M. Rostovtzeff s'est plus d'une fois arrêté à commenter ces documents qu'il appelle « tablettes votives thraco-mithriaques ». Ce très soigneux mémoire s'accompagne d'une carte de la diffusion de ces tablettes. Selon D. Tudor, le point de départ serait le culte d'un

1. *Römische Opfergeräte, ihre Verwendung im Kultus und in der Kunst*, dans les *Archäologische Studien*, fasc. 1, Berlin, Ebering, 1940, 77 p., 10 pl.

2. A. M. COLINI, *La scoperta del santuario delle divinità Dolichene sull'Aventino*, *Bullettino della Commissione Archeologica Comunale*, LXIII, 1938, p. 145.

3. *Archäolog. Anzeiger*, 1935, p. 522, fig. 1. — Cf. C. ALBIZZATI, *La lanza di Parabiago e i testi orfici*, *Athenaeum*, XV, 1937, p. 187.

4. *Lukians Schrift über die Syrische Göttin übersetzt und erläutert*, par C. CLEMEN, dans *Der Alte Orient*, XXXVII, fasc. 3-4, 1938.

5. R. P. S. RONZEVALLE, *Notes et études d'archéologie orientale, Jupiter héliopolitain*, dans les *Mélanges de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth*, XXXI, 1937, 3.

6. J. NOVILLE, *Les origines du Natalis Invicti*, *Revue des Études anciennes*, 1936, p. 146-176.

7. *Die Denkmäler des thrakischen Reitergottes in Bulgarien*, dans les *Dissertationes Pannonicae*, ser. II, fasc. 14, 1938.

8. *I cavalieri Danubiani*, dans *Ephemeris Dacoromana*, VII, 1937, p. 189-356.



dieu cavalier dace, sur lequel se greffa un culte de mystères, où se contaminèrent les rites de Cybèle et de Mithra.

A l'étude des cultes de mystères se rattache celle des textes pythagoriciens et hermétiques. C'est pourquoi nous devons mentionner ici une édition récente du livre de Jamblique *de vita pythagorica*, par L. DEUBNER<sup>1</sup>, et la publication de nouveaux textes astrologiques d'Hermès Trismégiste, par W. GUNDEL<sup>2</sup>.

ÉCONOMIE. — L'histoire économique de l'antiquité s'est enrichie de deux œuvres considérables. L'ouvrage collectif intitulé *An Economic Survey of Ancient Rome* est terminé, et nous avons vu apparaître un livre de F. M. HEICHELHEIM intitulé *Histoire Économique de l'antiquité, depuis le paléolithique jusqu'à l'âge des invasions*.

Le grand humaniste américain TENNEY FRANK avait été l'initiateur de l'*Economic Survey*<sup>3</sup> : sa part personnelle est représentée par le tome I, sur l'Italie républicaine, et par le tome V et dernier, sur l'Italie impériale ; la publication du tome V est posthume, Tenney Frank s'était intéressé aussi bien aux expressions de la vie spirituelle, comme en témoignent ses livres sur Virgile ou sur la littérature républicaine, qu'aux nécessités économiques ; un grand nombre de mémoires l'avaient montré aussi excellent correcteur de textes que commentateur des documents archéologiques. Du moins cette œuvre monumentale tiendra-t-elle constamment son nom présent à l'attention des historiens. Un tome spécial, renfermant un *index* général de tous les textes utilisés dans les cinq volumes, est dû à la piété de ses élèves. La *Revue* consacrera une notice spéciale à cette grande publication.

Du livre de F. M. HEICHELHEIM<sup>4</sup> nous isolerons ici la partie consacrée à l'empire, afin de donner une idée de la méthode suivie et des résultats atteints. Il s'agit du chapitre VIII, qui traite de l'époque d'Auguste à Dioclétien. Comme dans tous les autres chapitres (sauf dans ceux qui sont limités à la préhistoire), l'auteur étudie successivement : la monnaie

1. *Iamblichus, de vita pythagorica liber*, éd. L. Deubner, Leipzig, Teubner, 1937. — Cf. A. J. FESTUGIÈRE. Sur le *de vita pythagorica* de Jamblique, *Revue des Études grecques*, L, 1937, p. 470.

2. *Neue astrologische Texte des Hermes Trismegistos. Funde und Forschungen auf dem Gebiet der antiken Astronomie und Astrologie, Abhandlungen der bayerischen Akademie, Phil. Hist. Klasse*, Munich, 1936.

3. *An Economic Survey of Ancient Rome*, edited by TENNEY FRANK. Vol. IV, *Roman Africa*, by R. M. HAYWOOD, — *Roman Syria*, by F. M. HEICHELHEIM, — *Roman Greece*, by J. A. O. LARSEN, — *Roman Asia*, by T. R. S. BROUGHTON. Baltimore, Johns Hopkins Press, 1938, in-8°, 950 p. — Vol. V, *Rome and Italy of the Empire*, by TENNEY FRANK, *ib.*, 1940, in-8°, 445 p. — *General Index to volumes I-V, ib.*, 1940, in-8°, 140 p.

4. *Wirtschaftsgeschichte des Altertums, vom Paläolithikum bis zur Völkerwanderung der Germanen, Slaven und Araber*, 2 vol. (le 2<sup>e</sup> est réservé aux notes), Leiden, Sijthoff, 1938, in-8°, 1.239 p.

et le capital, puis les branches du travail humain, enfin l'État et la société ; la section des « branches du travail humain » se subdivise elle-même en plusieurs parties : circulation des biens (commerce, banques, poste), métiers, production de matières premières (chasse et pêche, culture, mines). Ainsi ce plan très frappant met au premier plan le problème des capitaux et celui de la circulation, et introduit en dernier lieu les formes les plus primitives de la production.

Par conséquent, F. M. Heichelheim étudie d'abord la monnaie impériale, et cette partie est riche d'observations personnelles. La balance défavorable du commerce est cause de la fuite des métaux précieux : l'auteur calcule que d'Auguste au IV<sup>e</sup> siècle il a dû disparaître les deux tiers du stock d'argent, les quatre cinquièmes du stock d'or. On n'a pas oublié le beau livre où il a étudié naguère les oscillations des prix d'Alexandre à Auguste ; il étend ici son enquête à la période impériale ; il observe que, dans l'ensemble, les prix n'ont pas augmenté jusqu'à Marc-Aurèle, et qu'ils ont nettement fléchi au III<sup>e</sup> siècle ; ainsi, malgré l'inflation, la fuite des métaux précieux fut cause d'une certaine hausse de la valeur des monnaies.

Il passe ensuite au problème de la circulation. Il observe que les centres de production tendent à se rapprocher des consommateurs (si bien que le grand commerce tend à se limiter aux objets de luxe), — et, d'autre part, que les centres de production se déplacent des villes vers les domaines. C'est l'occasion d'étudier l'état économique des grands groupes de provinces : l'apogée de la prospérité de l'Italie est au I<sup>er</sup> siècle, on y noterait un certain retour vers la culture du blé ; les provinces occidentales tendent à devenir autarciques, la Gaule dès le II<sup>e</sup> siècle, l'Afrique au III<sup>e</sup> seulement ; l'Asie Mineure demeure fidèle aux traditions hellénistiques et continue de pratiquer le commerce lointain ; de même, mais à un moindre degré, la Syrie, que la frontière politique sépare des régions mésopotamiennes qui sont de même civilisation ; les liens entre l'Égypte et la Méditerranée sont plus relâchés qu'à l'époque ptolémaïque, l'Égypte est rendue à l'Orient.

La décadence du commerce lointain a pour conséquence la crise de l'industrie des transports, et surtout de la navigation. L'État est obligé d'intervenir officiellement pour assurer le ravitaillement. On observe que les entreprises commerciales elles-mêmes sont liées à la possession de domaines.

Au sujet de l'intérêt, l'auteur observe que, si le taux des prêts d'argent était limité par la législation, les prêts en nature aux paysans ne sont pas réglementés ; et ainsi les prêts en nature au taux de 50 % sont presque normaux dans nos sources.

Le dernier article de la section consacrée à la circulation des biens est intitulé : *Krieg und Raub*, et se trouve dans tous les autres chapitres

à la même place. Par la razzia, la guerre a intensifié la vie économique, et Auguste a eu tort d'ouvrir l'ère de la paix avant d'avoir conquis d'autres provinces ; la frontière était trop difficile à défendre et exigeait une armée qui coûtait trop cher. « On osera dire que les confiscations impériales, qui finirent par s'étendre à toutes les provinces tombées en défaveur, ont finalement épuisé davantage l'ancien monde et ont exercé une action plus destructrice de tout progrès que n'avaient fait les maudites guerres de razzia de l'époque hellénistique et même de la république romaine » (p. 732).

En comparaison de la richesse des développements donnés aux problèmes de la circulation, on trouvera peut-être que l'étude de la technique des fabrications artisanales et industrielles est un peu brève. Une dernière partie traite de la constitution de nouvelles classes sociales, du rôle de l'État dans la vie économique, des progrès de la réglementation. Nous étudierons plus loin la partie du livre de Heichelheim qui traite du Bas-Empire.

Nous nous trouvons donc en présence d'un effort exceptionnel ; les points de vue sont très amples, et à plusieurs reprises l'auteur médite sur le sort même de notre propre civilisation. Si nous considérons le chapitre que F. CÆTEL a consacré à l'économie impériale au tome XII de la *Cambridge Ancient History*, nous voyons que son attention a été attirée sur les mêmes problèmes, mais, tandis que Heichelheim insiste sur la décadence du commerce intérieur, F. Cætel est frappé par son extraordinaire prospérité : ce désaccord s'explique en partie par ce fait que les deux savants ne songent pas aux mêmes régions de l'empire ; Heichelheim accorderait sans doute que le commerce demeure prospère en Orient, mais décline en Occident. F. Cætel prononce le mot de « socialisme d'État », et il fait remonter à Trajan le déclin du libéralisme. Si nous avions à exprimer une opinion sur les causes de la décadence économique sous l'empire, nous incriminerions sans doute surtout la destruction des autonomies locales, le poids trop lourd de la bureaucratie et de l'armée. Il est naturel que F. Cætel, auteur d'un livre classique sur les liturgies, ait attiré avec force notre attention sur le développement des services gratuits que l'État a exigés de tous ses sujets.

Nous signalerons encore deux intéressants ouvrages, qui parfois s'opposent entre eux, sur l'industrie minière dans l'empire romain<sup>1</sup>, et un mémoire sur l'industrie de la brique et des tuiles<sup>2</sup> dont les conclusions seront à discuter.

1. O. DAVIES, *Roman Mines in Europe*, Oxford, Clarendon Press, 1935, in-8°, 291 p. — V. TACKHOLM, *Studien über den Bergbau der römischen Kaiserzeit*, Upsal, Appelberg, 1937, in-8°, 187 p.

2. G. Cozzo, *Una industria nella Roma imperiale, la corporazione dei figli ed i bolli dolari*, dans les *Memorie dell'Accademia dei Lincei*, ser. VI, vol. V, fasc. IV, 1936.

Il nous est offert une traduction française, très soignée, du livre de M. P. CHARLESWORTH<sup>1</sup> sur les routes de commerce dans l'empire romain. La première édition date de 1924 ; elle était accompagnée d'une carte qui manque dans cette traduction. L'ouvrage est tout à fait recommandable pour une première orientation, mais il ne dispense pas de recourir à des travaux plus approfondis. Il ne semble pas que la bibliographie soit toujours au courant ; le nom de Doura ne se rencontre pas, et pourtant cette ville fut, jusqu'à Lucius Verus, une des portes de l'État parthe ; il semble même qu'il ne soit pas question des travaux de Lefebvre des Noëttes. Le livre ne traite pas seulement des routes, mais aussi, avec beaucoup de vie et d'agrément, de la production de chacune des provinces de l'empire.

Terminons ce chapitre en signalant un livre de E. PARMALEE PRENTICE au titre inquiétant : *L'Influence de la faim sur l'histoire humaine*<sup>2</sup>. Ce n'est qu'un essai, qui néglige bien des problèmes (et, par exemple, celui des prix), mais qui est fécond en observations suggestives. Il étudie le mode d'alimentation des anciens, leur mépris pour les légumes qui leur auraient été salutaires, il note la frugalité qui s'imposait à eux même pendant les fêtes et il explique par la famine la nécessité d'exposer les enfants. La pitié n'a pu faire des progrès que depuis qu'on ne meurt plus de faim. Encore le surplus dont l'humanité dispose à l'époque contemporaine est-il faible et la famine demeure-t-elle possible ; et l'auteur prophétise que la démocratie disparaîtrait dès que l'abondance serait compromise. Ce sont surtout, dans ce livre, les indications données sur l'alimentation qui intéresseront les historiens anciens.

SOCIÉTÉ. — La *Revue* a rendu compte du livre de J. CARCOPINO sur la vie quotidienne<sup>3</sup>. On se souvient que l'auteur a pris le très heureux parti de limiter son sujet et dans l'espace et dans le temps : ce qu'il décrit avec une précision digne d'admiration, c'est la vie d'un Romain de Rome, qui serait né vers l'an 50 de notre ère et mort vers 130. Le livre se divise en deux parties : la première trace le cadre (milieu physique et milieu moral), la seconde « l'emploi du temps ». Les riches ressources de la littérature et de l'archéologie sont employées à concourir à cette évocation ; les discussions de détail apportent souvent des solutions originales.

« Il faut bien se pénétrer de l'idée que la plèbe frumentaire est un ordre privilégié, qui participe au bénéfice du pouvoir. » Telle est la thèse essentielle que défend, avec science et talent, D. VAN BERCHEM, dans le

1. *Les routes et le trafic commercial dans l'empire romain*, trad. par G. BLUMBERG et P. GRIMAL, Paris, Editions de Cluny, 1938, in-12, 308 p.

2. *Hunger and History, the Influence of Hunger on Human History*, New-York-Londres, Harper, 1939, in-8°.

3. *La vie quotidienne à Rome à l'apogée de l'Empire*, Paris, Hachette, 1939, in-12, 349 p.

livre où il étudie les distributions de blé et d'argent à la plèbe romaine<sup>1</sup>. Il s'oppose donc à la théorie selon laquelle ces distributions seraient une œuvre d'assistance. En réalité elles sont un droit, une rente de laquelle les Romains bénéficient parce qu'ils sont les héritiers des conquérants qui firent l'Empire. La plèbe frumentaire serait donc identique aux citoyens de la ville de Rome. Cette thèse se heurte à des objections sérieuses : la limitation du nombre des bénéficiaires semble prouver que la qualité de citoyen ne suffit pas ; le terme même de *plebs* suffirait à attester d'ailleurs que les distributions sont en fait réservées aux pauvres ; les textes anciens suggèrent eux-mêmes cette notion qu'il s'agissait d'un secours : Cicéron ne parle-t-il pas de cette institution comme « *plebi necessaria* » ? Malgré ces objections, il nous paraît que la thèse de D. Van Berchem demeure très forte : « les citoyens des tribus » sont sous l'empire un terme synonyme de plèbe frumentaire. Comment donc pourrait-on concilier tout ce qu'apporte d'important et de neuf la théorie de D. Van Berchem avec les observations qui lui semblent contraires ? Peut-être en insistant plus qu'il n'a fait sur la notion de clientèle. Les membres de la plèbe frumentaire portent en effet le nom surprenant de *clientes*. Selon D. Van Berchem, le terme de *clientes* serait ici un synonyme de *populus* ; mais il invoque en faveur de cette thèse un texte de Pline (*Panégyrique*, 23), qui au contraire distingue expressément, nous semble-t-il, les *clientes* de l'ensemble du *populus*. Il nous paraît que l'institution a été créée pour arracher les plébéiens à l'abaissement où les tenait la nécessité de mendier les sportules des grands. Les distributions de blé sont une sportule d'État, les bénéficiaires sont les clients de la république.

L'ouvrage est très fouillé et riche en acquisitions. On sera tenté parfois de discuter avec cet auteur audacieux. Peut-être y aurait-il eu profit à étudier plus longuement la procédure des distributions de blé dans les États hellénistiques ; car Rome a dû s'inspirer aussi de ce modèle. La partie de la table d'Héraclée qui traite des distributions de blé pourrait être comprise autrement que ne fait D. Van Berchem ; selon lui, il s'agirait de la manière dont étaient dressées les listes de candidats aux distributions ; en réalité, il y est question de déclarations obligatoires, dont la date ne peut être prévue, et qui donc dépendent apparemment de changements intervenus à l'improviste dans la situation de famille ou de fortune des intéressés. Un problème particulièrement difficile est soulevé par la vente des tessères frumentaires ; l'explication que l'auteur propose est que l'État lui-même se serait institué vendeur de tessères ; nous pensons plutôt qu'il était permis à un ayant-droit de céder sa tessère, mais cette explication

1. *Les distributions de blé et d'argent à la plèbe romaine sous la République*. Thèse présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève, Genève, Georg, 1939, in-8°, 185 p.



soulève aussi des difficultés sérieuses. La dernière partie du livre traite des congiaires et illustre très heureusement ce chapitre des finances impériales. Au total, si on s'écarte de D. Van Berchem pour des interprétations de détail, on reconnaîtra sans doute qu'il a démontré que les distributions de blé sont une institution politique et non sociale.

Combien l'histoire de la société romaine est éclairée par la littérature, c'est ce que montreront les ouvrages qui seront maintenant passés en revue.

Une série de mémoires du philologue R. HEINZE a été réunie par les soins de E. Burck<sup>1</sup>. Commun à tous ces essais est le remarquable effort de l'auteur pour définir l'originalité du génie romain. Particulièrement remarquables à cet égard sont les études intitulées *Auctoritas* et *Fides*. L'auteur s'attache à approfondir le sens de ces notions purement romaines, il montre qu'elles n'ont pas de correspondant grec, il en poursuit l'application dans le domaine de la politique et du droit. Il a été ainsi l'initiateur de toutes ces utiles recherches que les philologues allemands ont consacrées depuis une quinzaine d'années à définir des termes romains que trahissent aussi bien les traductions des Grecs antiques que les traductions des savants modernes. Parmi les études rassemblées ici, on retrouvera cette analyse des « débuts politiques de Cicéron » (1909), qui annonce la réaction contre la sévérité de Drumann et de Mommsen, laquelle aboutira au livre de E. Ciaceri, analysé au début de notre bulletin. Des essais consacrés à Horace se dégage une des plus délicates images qu'on ait esquissées du poète. Tous ces mémoires étaient déjà connus, sauf le dernier, demeuré inédit, qui propose une interprétation très personnelle et très nouvelle du dessein que se proposait Tacite en rédigeant la *Germanie*; l'historien prévoyait quel danger se préparait pour Rome de ce côté, et c'est un devoir patriotique qu'il a rempli en faisant connaître à ses compatriotes quelles étaient les vertus et aussi les faiblesses des tribus germaniques.

C'est grand dommage que l'opuscule de O. SEEL sur les penseurs romains<sup>2</sup> soit écrit d'un style si dur, que les idées ingénieuses et originales y soient noyées dans des développements obscurs ou forcés. Mais qui brisera la coque y trouvera nourriture substantielle. Les différentes parties du livre sont liées un peu artificiellement. L'auteur trace d'abord une série de portraits, Cicéron, Salluste, Virgile, Horace, Tacite; il prend parti à l'égard des discussions récentes, et il introduit des traits nouveaux. Nous avons parcouru au début de ce bulletin, un livre sans personnalité, qui était consacré à « Cicéron et César »; en quelques lignes, O. Seel éclaire tout le problème: « Cicéron ne comprend absolument pas César », il

1. *Vom Geist des Römertums, ausgewählte Aufsätze*, herausgegeben von E. BURCK, Leipzig-Berlin, Teubner, 1938, in-8°, 296 p.

2. *Römische Denker und römischer Staat*, dans *Neue Wege zur Antike*, I. Reihe, Heft 13, Leipzig-Berlin, Teubner, 1937, in-8°, 98 p.

s' imagine que César ignore où il va ; O. Seel aurait pu rappeler ici cette curieuse phrase de Cicéron, disant que César agit mal, « pour l'unique plaisir de mal agir ». Plus loin, nous assistons à cette remarquable évolution que suivent les opinions des modernes sur Salluste ; de pamphlétaire politique il était devenu moraliste pessimiste ; il tend à être regardé maintenant comme un grand seigneur homme de lettres ; mais O. Seel n'irait pas jusque-là. Le chapitre le plus développé de l'ouvrage, et certainement le plus remarquable, est consacré à Tacite. L'auteur lui assigne une place exceptionnelle dans l'histoire de la transition de l'antiquité au Moyen Age : Tacite veut préserver « l'idée de Rome », à une époque où le nivellement impérial compromet cette idée ; sa protestation se lie de loin à celle du groupe de Symmaque, dans la Rome du IV<sup>e</sup> siècle ; elle se fait entendre du Moyen Age. Tacite combat pour une cause perdue. Une autre partie du même chapitre est consacrée à l'évolution du plan de Tacite et au groupement des livres par hexades ; il nous paraît que O. Seel apporte une solution neuve et très heureuse à un problème souvent débattu. La deuxième section du livre est formée d'un long essai sur les relations entre Rome et la pensée grecque. Rome n'a jamais été « *Nur-Rom* » ; elle a toujours participé, au moins depuis le VII<sup>e</sup> siècle avant notre ère, à toutes les modifications de l'esprit grec ; elle utilise la philosophie de la Grèce, dans le même temps où elle en reconnaît le danger pour son propre génie. Il semble permis de reprocher à ce livre si pénétrant un certain parti pris d'apologie. Les motifs égoïstes de Cicéron ou d'Horace, la part de convention qui dépare les œuvres d'un Salluste et même d'un Tacite sont passés sous silence. Nous n'avons plus affaire à des hommes, nous sommes devant une scène où des conceptions métaphysiques se livrent des conflits. Il nous paraît que l'idéalisation d'Horace, en particulier, dépasse tout à fait le but. Quant à la philosophie élaborée à Rome même, l'auteur a tout à fait raison d'observer qu'elle n'a de la philosophie que le nom, et que d'ailleurs la société qui s'y intéresse est une couche étrangement mince.

H. JEANMAIRE a déjà publié de séduisantes recherches sur la 4<sup>e</sup> Églogue de Virgile. Il inclinait à la dater de 41, et l'enfant attendu pouvait être, selon lui, le fils de Cléopâtre et d'Antoine. Son nouveau livre<sup>1</sup> s'attache surtout à donner une idée de ce que pouvait être l'Oracle Sibyllin, le *Cumaeum carmen*, qui est la source de Virgile, de l'aveu du poète. C'est donc pour lui l'occasion d'étudier le recueil des Oracles Sibyllins, en y recherchant les thèmes qui sont parents à ceux de l'Églogue. Étude un peu capricieuse, sans plan rigoureux, mais qui fait parfaitement sentir les caractères originaux de cette littérature. L'auteur esquisse quelques hypothèses sur la date des différentes parties du recueil ; il s'arrête à étudier

1. *La Sibylle et le retour de l'âge d'or*, Paris, Leroux, 1939. in-8°. 146 p.

les textes qui annoncent le châtement, puis le relèvement de Rome. Il se plait à montrer quel lien existe entre ces apocalypses et la propagande politique égyptienne au temps de Cléopâtre, et aussi au temps de Zénobie. Mais bien souvent il se dérobe, estimant évidemment que les textes qu'il analyse ne sont pas de ceux qui se prêtent à des déductions rigoureuses. Il insiste en terminant sur cette observation qu'on se tromperait gravement en pensant que Virgile se soit intéressé à ce qu'il pouvait y avoir d'actuel dans le document de propagande qu'il utilisait ; il n'y a vu qu'un thème poétique.

A. SIPPLE s'est proposé d'étudier Sénèque en tant qu'éducateur politique<sup>1</sup>. On a plaisir à lire son petit livre riche d'aperçus variés et toujours prêt à prendre personnellement parti dans les controverses. Son sujet l'oblige à revoir une fois de plus les problèmes que soulève la chronologie des œuvres de Sénèque. Un tableau placé en tête de l'opuscule indique les dates qu'il adopte, et, pour les tragédies, les dates proposées par d'autres commentateurs. Pour le *de clementia* il n'adopte ni la date de F. Préchac (début 55, avant la mort de Britannicus), ni celle de L. Herrmann (58), mais celle de fin 55. A. Sipple s'est surtout attaché à définir quel était l'idéal politique de Sénèque ; malgré la contradiction de certains textes, il estime que Sénèque souhaite le gouvernement absolu d'un homme juste ; les vertus qu'il faut exiger du monarque sont identiques à celles du sage. Nous pénétrons ainsi dans le cercle des idées hellénistiques, et probablement il y aurait eu profit à esquisser en ce sens une étude de sources. Très intéressantes sont les observations de A. Sipple, qui nous montrent Sénèque s'efforçant d'enrichir d'un contenu moral le culte impérial. Entre l'idéal de Sénèque et sa conduite opportuniste et flatteuse, il y eut malheureusement contradiction, et cela contribua à miner le crédit du maître auprès de son détestable disciple.

E. V. MARMORALE a consacré deux curieux petits livres, l'un à Pétrone<sup>2</sup>, l'autre à Juvénal<sup>3</sup>. Dans le premier, il s'attache surtout à combattre la thèse de U. E. Paoli, selon qui le *Satyricon* est postérieur au 1<sup>er</sup> siècle ; il nous paraît avoir bien raison de montrer en Pétrone un témoin de la société néronienne. L'autre opuscule est très dur pour Juvénal ; il est démontré dans une première partie qu'il n'est pas un moraliste, et dans une deuxième, qu'il n'est pas un poète ; il nous intéresse pourtant par son impulsivité même et par ses soucis de styliste. Il ne nous paraît pas que l'auteur ait raison de minimiser ce que Juvénal doit aux écoles de déclamation.

1. *Der Staatsmann und Dichter Seneca als politischer Erzieher*, Würzburg, Trilltsch, 1938, in-8°, 126 p.

2. *Petronio nel suo tempo*, Napoli, Ricciardi, 1937, in-12, 95 p.

3. *Giovenale, ib.*, 1938, in-12, 157 p.

Nos études sont plus directement intéressées par la thèse de M. CASTER sur Lucien<sup>1</sup> : l'opinion de M. Caster sur le satirique est analogue à celle de E. v. Marmorale sur Juvénal ; Lucien est avant tout un artiste littéraire, dont la pensée n'est ni puissante ni originale. L'auteur du livre justifie cette thèse en replongeant Lucien au sein de la pensée religieuse de son temps, et cette fine étude est pour nous d'un grand intérêt ; selon l'auteur, cyniques et épicuriens s'étaient alors détachés de la culture hellénique, dans la mesure où celle-ci s'absorbait dans les préoccupations métaphysiques.

« La résistance des esprits contre Rome dans le monde ancien », tel est le sujet d'une leçon que H. FUCHS a prononcée à Bâle en 1933, et qu'il a publiée longtemps après, en l'accompagnant de notes très développées, qui occupent trois fois plus de place que le texte même<sup>2</sup>. Mieux aurait valu refondre texte et notes dans un exposé plus méthodique et plus ample. Mais, ce regret exprimé, il faut reconnaître l'intérêt du thème choisi par l'auteur, et aussi des discussions érudites qui l'accompagnent. En épigraphe figure la phrase de Herder sur Rome « caverne de brigands », et sur les sentiments que durent éprouver ceux qui virent les victoires romaines entasser sur leurs patries malédictions et ruines. H. Fuchs s'est proposé de rechercher dans les textes antiques l'écho de ces sentiments de haine. Il nous paraît avoir inutilement élargi son sujet en faisant une place aux moralistes, comme Salluste, Tacite, Juvénal, ou même Ammien, qui dénoncèrent la corruption romaine ; car ce ne sont pas des ennemis de Rome. Il nous semble qu'il aurait mieux valu traiter tout à fait à part des sentiments d'opposition chez les Juifs et les chrétiens ; car la source de ces sentiments n'est pas proprement à chercher dans l'esprit patriotique. Ou bien alors il aurait fallu précisément étudier dans quelle mesure la haine contre Rome a secondé la propagande chrétienne. La partie la plus développée du travail est consacrée à l'hostilité profonde entre Rome et l'hellénisme. Elle naît au II<sup>e</sup> siècle avant notre ère et elle est en partie spontanée, en partie envenimée par la politique des cours étrangères. Elle dure encore aussi vive au temps de Lucien. L'auteur domine parfaitement ce beau sujet, qui aurait pu être la matière d'un grand livre, dont nous ne trouvons malheureusement ici que les idées générales et les matériaux, d'ailleurs élaborés avec grand soin. La conclusion de l'étude, c'est que l'on parut oublier, à la fin du IV<sup>e</sup> siècle, de combien d'infortunes et de douleurs le monde avait dû payer la grandeur de Rome.

André PIGANOL,

*Professeur à la Sorbonne.*

(Sera continué.)

1. *Lucien et la pensée religieuse de son temps*, Paris, Belles-Lettres, 1937, in-8°, 412 p.

2. *Der geistige Widerstand gegen Rom in der antiken Welt*, Berlin, De Gruyter, 1938, in-8°, 102 p.

## COMPTES RENDUS CRITIQUES

Wilhelm SCHAMONI. *Das wahre Gesicht der Heiligen*. Leipzig, Jakob Hegner, 1938, in-8°, XLVIII-288 pages, 106 pl.

M. Schamoni, sous le nom de : *Le vrai visage des saints*, publie un livre qui commence par une double préface. Dans la première, un exposé très clair et très précis des règles, fixées peu à peu, d'après lesquelles l'Église prononce la canonisation. Dans la seconde, ce qu'on peut appeler le combat de l'œuvre d'art et du portrait. D'un côté, les artistes, excités par le souci du beau, capables de dire, comme Michel-Ange à Vasari : « Je ne veux pas représenter la vie, si elle n'est pas d'une infinie beauté » ; — ou comme Carducho : « Jamais aucun peintre, grand et supérieur, n'a été peintre de portraits. Car alors, il perfectionnerait la nature par la raison et la science. » Ou encore comme le Bernin : « Il faut souligner et grandir la beauté existante ; affaiblir au contraire ou supprimer tout ce qui est petit et faible. » Ajoutons que les artistes ne croient pas se faire tort et perdre leur clientèle, en embellissant leurs clients. — C'est en face, au contraire, le « portraitiste », celui qui souvent n'est pas un artiste, mais s'en tient à son modeste métier, ne fait rien que ce qu'il voit, « et ne s'avise jamais de corriger ou d'interpréter de façon originale... tout ce qu'il donne est à sa place ». — M. Schamoni attache une grande importance aux masques mortuaires, qui lui paraissent donner la vérité vraie. Il en a reproduit beaucoup dans son livre. On peut discuter. « Sans doute » — aujourd'hui par exemple, nous dit-il, et depuis soixante ou quatre-vingts ans, « sans doute, donc, on fait des images que nous ne pouvons supporter ». C'est un peu la faute des nouvelles techniques. Aujourd'hui, pour répandre des images, on possède de prodigieux moyens de diffusion. Cette imagerie est sans valeur : soit ! Mais si bien qu'elle ait été copiée, l'image, sans les yeux qui rappellent la vie, peut-elle être complète ?

Quoi qu'il en soit, on feuillera avec beaucoup d'intérêt, les cent et quelques portraits choisis par M. Schamoni, au prix de beaucoup plus de peines et de temps qu'on ne le croit peut-être, et grâce à des amis complaisants. Chaque planche est accompagnée d'une notice, très brève, naturellement, mais claire et nette. Il va de soi que de beaucoup la plus grande partie des portraits appartient au Moyen Age avancé ou aux temps modernes. Ni l'antiquité, ni le haut Moyen Age, ne donnent grand-chose. — Quelques légères réserves. P. 10, un portrait de saint Grégoire de Nysse, qui est à Mistra, en Morée, au xiv<sup>e</sup> siècle. Peut-on vraiment conclure avec certitude que cette peinture reproduisait des portraits faits du temps de saint Grégoire, à Constantinople ? — La statuette du cavalier, p. 28, peut assurément avoir voulu représenter Charlemagne. Mais en est-on bien sûr ? — P. 36, les portraits des saints Cyrille et Méthode, en supposant qu'il s'agisse bien d'eux, ce qui n'est pas certain, sont tellement laids et grossiers — ils ne sont pas les seuls du volume — qu'ils ne peuvent guère éveiller le sentiment religieux. — Mais ce sont des vétilles. Le livre présente un réel intérêt.

E. J.



- I. Hans LÜDEMANN. **Sparta : Lebensordnung und Schicksal**. Leipzig et Berlin, Teubner, 1939, in-8°, 184 pages.
- II. Georg PRESTEL. **Die antidemokratische Strömung im Athen des 5. Jahrhunderts bis zum Tod des Perikles**. Breslau, Priebatsch, 1939, in-8°, 98 pages (*Breslauer historische Forschungen*, Heft 12). Prix : RM. 4,80.

I. M. Lüdemann consacre une étude d'ensemble à l'ancienne Sparte. Dans une brève introduction, l'auteur rappelle, notamment, que l'on ne peut donner du mot « État », quand il s'agit de cette ville, une définition correspondant aux strictes conceptions juridiques des Romains : l'organisation de la communauté lacédémonienne, en effet, ignore les lois écrites et fut réglée par une sorte de « droit coutumier ». Le fondement essentiel de cette organisation n'était point — comme certains historiens l'ont pensé — le régime aristocratique dont l'épopée homérique nous offre l'image, mais le *cléros* héréditaire : les Doriens ont été primitivement des peuples de seigneurs guerriers et paysans, égaux et libres ; le même phénomène se constate d'ailleurs, dès la plus haute antiquité, chez les Germains et, d'une façon générale, chez les populations indo-germaniques du Nord. Dans ces groupements, on s'efforçait à tout prix de maintenir les traditions ancestrales, garanties par la vigoureuse cohésion de la famille et de la tribu ; l'État dorien présente ainsi l'aspect d'une famille élargie ; mais on se tromperait si on lui assignait la famille pour seule origine : une volonté souveraine fut le facteur prépondérant de sa formation.

Stimulés par le besoin d'acquérir de nouvelles terres, ces paysans-soldats se mirent en marche au cours du XII<sup>e</sup> siècle, emmenant avec eux leurs femmes, leurs enfants et leurs troupeaux. Au terme de ces longues migrations, de nombreuses communautés agricoles se trouvaient installées en maintes contrées de l'Hellade, surtout dans le Péloponèse (exception faite de quelques régions limitrophes et des hauts lieux de l'inhospitalière Arcadie, où des seigneurs achéens avaient cherché un refuge) : les chefs de ces communautés étaient à la fois généralissimes, grands-prêtres et juges suprêmes. Mais comment expliquer l'institution de la double royauté lacédémonienne, dont on n'a pu fournir jusqu'à présent aucune interprétation pleinement satisfaisante ? L'auteur n'admet point la théorie d'Eduard Meyer, selon qui, après la conquête, l'aristocratie spartiate aurait partagé la monarchie entre deux titulaires, afin de diriger souverainement les affaires publiques : en réalité, dit M. Lüdemann, cette division existait au début même de la migration dorientienne, et elle provenait d'une opposition entre le « roi » et le « chef de guerre ». Il y eut là un phénomène analogue à celui dont le monde germanique sera le théâtre un millénaire plus tard : César et Tacite nous montrent les Germains de leur temps gouvernés en partie par des rois, en partie par des « ducs » (ou chefs de guerre) ; il dut en être de même dans les communautés doriennes : elles possédèrent également des « ducs » et des rois, et cette dualité s'accompagna très souvent d'une rivalité entre le titulaire de la fonction royale, ancienne et héréditaire, et le chef militaire, conscient de sa force. Les deux dynasties de Sparte seront ainsi en opposition constante ; les noms qu'elles portent respectivement sont le plus sûr indice d'une telle dualité : le mot « Agiades » signifie « chefs » et s'applique fort bien à la jeune maison ducale ; le mot « Eurypontides » renferme une allusion à la dignité sacerdotale de l'antique race royale.

C'est sous la direction de cette double royauté que s'accomplit la migration de la fin du II<sup>e</sup> millénaire et que commence à s'organiser l'État des Lacédémoniens, pour lesquels les Hilotes peinent sur la glèbe. La population libre contient un élément inférieur, les Périèques, de souche doriennne et maîtres du sol, tout comme l'élément supérieur (Spartiates) et qui, même en pleine époque classique, seront surtout des propriétaires terriens : ils ne forment nullement une masse de paysans dénués de biens-fonds, d'artisans et de commerçants ; plus que les Spartiates, ils resteront soumis à l'autorité royale. Dans l'ensemble, c'est bien une communauté de soldats-paysans que la conquête a installée en Laconie, et non une société aristocratique, semblable à celle de l'épopée, et M. Berve s'est trompé en représentant la Gérousia comme issue des 28 « grandes familles nobles » que possédait Lacédémone à côté des deux maisons royales : les seules familles spartiates que l'on puisse qualifier de nobles et qui soient juridiquement supérieures aux autres, ce sont celles des rois. Le caractère foncièrement rural de cette société lacédémonienne se discerne à merveille dans sa religion, étroitement attachée aux « puissances éternelles de la terre » : d'une importance significative à cet égard fut le culte d'Artémis, dont le sanctuaire s'élevait dans la plaine de l'Eurotas, au centre même de la vie nationale, depuis le commencement de la domination doriennne, et qui, chez ces émigrants venus du Nord, était la grande protectrice des moissons et des semailles comme des naissances.

C'est avant tout parce qu'il éprouvait un impérieux besoin de terres nouvelles que cet État de paysans, dont la population était devenue trop nombreuse pour se contenter d'exploiter la Laconie, entreprit au VIII<sup>e</sup> siècle des guerres de conquête, dirigées par les rois ; chez les moins bien lotis des Lacédémoniens, les Périèques, ce désir d'extension fut tout aussi ardent que chez les Spartiates : d'où leur attachement tenace à la royauté. Mais, si cette dernière présida aux opérations militaires, c'est l'éphorat, représentant du « Dèmos » en face des souverains, qui organisa — surtout au V<sup>e</sup> siècle, à l'époque de Chilon — l'ordre, le *cosmos* de Lacédémone. Ce *cosmos*, dont l'auteur décrit avec précision les différents éléments (éducation, famille, coutumes, etc.), se maintint durant le V<sup>e</sup> siècle au profit de la minorité spartiate, investie des *cléroï* les plus vastes et les plus riches et participant seule au gouvernement de l'État. Formant une véritable aristocratie d'Égaulx, les Spartiates sont devenus hors de leurs frontières les protecteurs des oligarchies contre les tyrans et les démocraties, en même temps qu'à l'intérieur les éphores défendent vigoureusement l'ordre aristocratique et égalitaire contre les aspirations de divers souverains à la tyrannie ; mais, dès le V<sup>e</sup> siècle, l'égoïsme et la passion du gain s'insurgent contre les traditions qui les entravent, tandis que le nombre des Spartiates ne cesse de diminuer. Ce déclin moral et social sera grandement favorisé à partir du IV<sup>e</sup> siècle par la loi — attribuée à l'éphore Épitadeus<sup>1</sup> — qui institua la liberté de tester ; la dissolution intérieure se précipita au cours du IV<sup>e</sup> siècle et aboutit promptement à l'effondrement militaire de Lacédémone. On sait comment, au III<sup>e</sup> siècle, échouèrent les suprêmes tentatives de réforme constitutionnelle et de relèvement national. En résumé, deux « puissances historiques » ont exercé une action prépondérante dans l'État lacédémonien : la paysannerie, qui constituait la force originelle de la communauté doriennne,

1. Comme Édouard Meyer, M. Lüdemann formule sur ce point d'expresses réserves (p. 152).

et l'aristocratie, dont la domination eut pour effet (ainsi qu'il arrive en tout pays soumis au régime aristocratique) de dessécher et de stériliser la vie de la cité et de la conduire à la catastrophe.

Si l'auteur décrit avec une clarté suffisante les institutions lacédémoniennes des temps classiques et leurs principales transformations, les conceptions qu'il défend touchant l'organisation politique et sociale de la Laconie archaïque paraissent sembler parfois singulièrement risquées. C'est uniquement sur une comparaison avec les sociétés germaniques de l'époque romaine, par exemple, qu'il fonde son explication de la double royauté spartiate : un tel rapprochement ne prouve absolument rien. Pour démontrer qu'il existait une différence essentielle de caractère entre la dynastie des Eurypontides et celle des Agiades, il se borne à invoquer de fragiles arguments étymologiques : un examen serré de l'activité déployée par les souverains de l'une et l'autre famille mettrait sans doute en lumière l'inanité d'une pareille théorie. — A-t-on le droit d'affirmer, comme le fait M. Lüdemann (p. 45), que les Périèques étaient, dans leur ensemble, de souche dorienne ? Est-il donc impossible, ou improbable, qu'une partie d'entre eux — et qui n'étaient pas nécessairement les moins riches et les moins influents — aient été des « Achéens » restés en possession de leurs biens et graduellement assimilés aux envahisseurs doriens (sinon à la minorité spartiate privilégiée) ? — Dans quelle mesure nos textes, si sommaires et peu explicites, permettent-ils d'attribuer aux tendances « démocratiques » des Eurypontides les progrès de la puissance des éphores, dont la politique aurait été, elle aussi, essentiellement « démocratique » ? Ces progrès furent-ils acceptés, ou subis, par les seuls représentants de cette dynastie (cf. Lüdemann, p. 52, 57) ?<sup>1</sup>

II. Ce sont les rivalités des grandes familles avides de domination qui, selon M. Prestel, ont provoqué les conflits entre la démocratie athénienne et ses ennemis.

1. Voici quelques menues remarques complémentaires. Il n'est pas du tout démontré — et il est même fort peu probable — que Clisthène ait élaboré sa constitution, comme le pense l'auteur (p. 137), avant sa fuite et l'entrée de Cléomène en Attique ; à cette question se rattache celle de savoir quelle est la « Boulè » dont le roi de Sparte essaya vainement de briser la résistance : la Boulè solonienne des Quatre-Cents ? ou la Boulè clisthénienne des Cinq-Cents ? — P. 140 : M. Lüdemann ne nous fournit aucune précision sur l'époque de la guerre entre Cléomène I<sup>er</sup> et Argos. — L'expression de « conservateur » appliquée à Aristide (p. 146) aurait besoin d'être précisée. — Parmi les indications relatives à la bataille de Platées (*ibid.*), il n'eût peut-être pas été inutile d'introduire une allusion au rôle notable joué dans cette rencontre par les Tégéates et les Athéniens. — Il serait plus prudent de situer en 446/5 qu'en 445 la « trêve de trente ans » (p. 155, 157). — Il n'est nullement assuré que Sparte ait eu le dessein, comme l'affirme l'auteur (p. 155), de se porter au secours de Thasos contre Athènes. — A-t-on le droit d'affirmer que les hoplites athéniens envoyés à l'aide de Lacédémone contre les Messéniens en 462 témoignèrent d'un « esprit démocratique » assez fort pour inquiéter les Spartiates (p. 156) ? Ces hoplites se recrutèrent généralement parmi les citoyens aisés ; et leur absence n'a-t-elle pu faciliter le vote des réformes démocratiques proposées par Ephialtès et Périclès ? (cf. Glotz et Cohen, *Hist. gr.*, t. II, p. 134). — P. 163 : est-ce bien à l'« hybris d'Alcibiade » uniquement qu'il faut attribuer l'expédition de Sicile ?

Enfin, pourquoi M. Lüdemann ne signale-t-il dans sa bibliographie (p. 184) que des ouvrages allemands (à une exception près) ? Les seules histoires générales offrant une importance appréciable sont-elles donc celles de Beloch, de Berve et d'Édouard Meyer ? Et pourquoi mentionner le médiocre pamphlet de Bogner sur la démocratie ?

Le plus ancien de ces conflits est celui qui mit aux prises, en 508-507, l'Alcméonide Clisthène et le chef de l'oligarchie, Isagoras : d'abord battu, Clisthène finit par l'emporter, en prenant le Dèmos pour allié. Des luttes analogues se dérouleront au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle : on verra ainsi Miltiade attaqué par Xanthippos, celui-ci et Aristide par Thémistocle, ce dernier par Cimon, qui, à son tour, verra se dresser contre lui Ephialtès et Périclès ; enfin, Thucydide, fils de Mélésius, aura Périclès pour adversaire. Ces diverses compétitions n'ont point pour objet le triomphe de doctrines politiques, mais la mainmise de certains ambitieux sur le pouvoir. Pendant un assez long temps, d'ailleurs, les dirigeants du mouvement hostile au Dèmos ne combattent pas le principe même des institutions ; mais après la victoire de Périclès sur Thucydide, l'opposition anti-démocratique revêtira un caractère nettement révolutionnaire, comme l'atteste, en particulier, le pamphlet du Pseudo-Xénophon sur la *Constitution des Athéniens*.

Tel est le thème dominant de l'ouvrage de M. Prestel. La première partie examine successivement l'activité d'Isagoras, que soutenaient déjà les hétaires ; de Miltiade, suivi par ceux qui désiraient voir les propriétaires fonciers garder le premier rang dans la société athénienne, les hoplites former toujours l'élément principal de l'armée et la cité rester fidèle à l'alliance spartiate ; d'Aristide, opposé à toute politique d'expansion maritime et de conquête ; enfin, de Cimon, ami résolu de Lacédémone et fervent partisan d'une guerre décisive contre l'empire perse. La deuxième partie du livre étudie les tentatives de Thucydide, fils de Mélésius : l'auteur montre comment, sous la direction de ce personnage, un véritable parti d'opposition se constitua ; les griefs invoqués de préférence étaient le prix fort élevé des travaux publics ordonnés par Périclès et les lourds sacrifices imposés par les Athéniens à leurs alliés. Après avoir obtenu quelques succès, Thucydide fut ostracisé ; mais Périclès devra lutter jusqu'à sa mort contre d'âpres hostilités.

La question traitée par M. Prestel est, à coup sûr, fort intéressante et l'auteur paraît assez bien connaître l'ensemble de la période sur laquelle porte son examen. Malheureusement, l'ouvrage est loin d'être impeccable. D'abord, la bibliographie mérite de sérieuses critiques : on a le droit de regretter, notamment, que, parmi les histoires générales, elle ne signale ni les tomes I et II de *Peuples et civilisations*, ni, surtout, l'excellente *Histoire grecque* de Glotz et Cohen : ces lacunes sont d'autant plus étranges que la liste dressée par M. Prestel mentionne la vieille *Griechische Geschichte* de Curtius et des écrits dénués de toute valeur historique, comme ceux de Bogner et de Günther ; on peut également s'étonner que la précieuse *Storia della repubblica ateniese dalle origini alla età di Pericle* de G. de Sanctis ait été passée sous silence. En outre, pourquoi M. Prestel — dont l'ouvrage fait diverses allusions aux procès d'ostracisme et renferme tout un chapitre sur la politique de Cimon — n'a-t-il indiqué ni le livre capital publié par M. Carcopino sur l'ostracisme, ni la très utile enquête que Mme Lombardo a consacrée au fils de Miltiade ? L'auteur devait d'autant moins négliger de citer l'étude de M. Carcopino, en particulier, que les conclusions de l'éminent historien ne cadrent pas toujours avec les siennes : c'est ainsi qu'à la suite d'une discussion fort méticuleuse, M. Carcopino n'hésite pas à rayer de la « liste des ostracisés » les noms de Damon d'Oa et de Cleippidès (cf. *L'ostracisme athénien*, 2<sup>e</sup> édition, p. 123-125, 142) ; M. Prestel, selon qui ces deux personnages ont été frappés d'une sentence d'ostracisme (p. 47-49), aurait dû rappeler l'argumentation de son prédécesseur et chercher à la réfuter.

Il est aussi permis de juger fort insuffisantes, ou excessives, plusieurs assertions de l'auteur. Après avoir hésité, par exemple, sur la question de savoir si le Conseil menacé de dissolution par Isagoras en 507 était encore la Boulè solonienne des Quatre-Cents ou, déjà, la Boulè clisthénienne des Cinq-Cents, il incline à se prononcer pour la seconde de ces solutions (p. 10, n. 28) ; mais il n'invoque en faveur d'un tel choix nulle raison précise et valable et il omet de rappeler que différents historiens ont soutenu plus ou moins efficacement la thèse adverse (sur la bibliographie du sujet, voir Glotz et Cohen, *Hist. gr.*, t. I, p. 468, n. 203). — La politique d'Aristide méritait un examen plus approfondi que celui dont elle est l'objet dans l'ouvrage de M. Prestel. L'auteur n'essaye même pas d'apprécier la valeur des intéressantes remarques de Glotz, selon qui ce personnage fut « probablement » vers 493 un des « chefs des démocrates » — comme l'étaient sans aucun doute Xanthippos et Thémistocle — et reçut en 489 l'appui des « modérés » et de « certains aristocrates » contre les « démocrates avancés » (cf. Glotz et Cohen, *H. G.*, t. II, p. 30, 53). M. Prestel croit pouvoir instituer un rapport entre la présence d'Aristide à la bataille de Marathon (Plutarque, *Aristide*, 5) et son adhésion à la politique de Miltiade (p. 23) ; mais le même passage de Plutarque ne nous montre-t-il pas le démocrate Thémistocle également présent à Marathon ? Un peu plus loin, l'auteur voit dans l'élection d'Aristide à la stratégie en 479 une brillante revanche du « front antidémocratique », sur lequel Thémistocle l'avait naguère emporté (p. 24) : au cours de cette année-là, dit-il, Aristide fait figure de stratège tout-puissant et de véritable représentant politique et militaire d'Athènes à l'extérieur ; mais il n'ajoute point que le démocrate Xanthippos fut investi de la stratégie en même temps qu'Aristide, se vit confier les hautes fonctions de chef de la flotte et joua à Mycale et à Sestos un rôle dépassant de beaucoup en importance celui d'Aristide à Platées ; dès 479-478, d'ailleurs, Thémistocle lui-même sera chargé d'une notable mission à Lacédémone. — M. Prestel attribue aux dirigeants du parti conservateur des tendances panhelléniques et libérales (p. 28-29) : cette conception n'est qu'imparfaitement justifiée. — L'auteur montre avec raison (p. 32-33) Cimon réclamant la prolongation de la guerre contre les Barbares ; mais il n'eût pas été inutile de rappeler que cette politique pouvait être également chère aux *démoticoi* : elle exigeait, en effet, de longues campagnes navales et la distribution d'abondants salaires aux Athéniens pauvres.

P. C.

---

Franz-Kuno INGELFINGER. *Die religiöskirchlichen Verhältnisse im heutigen Württemberg am Vorabend der Reformation*. Stuttgart, Schwabenverlag, 1939, in-8°, 202 pages.

Comme l'a fort bien dit dans son introduction l'auteur de ce livre, « ce qu'on appelle aujourd'hui Württemberg était jadis, du point de vue politique, divisé en plusieurs grands ou petits États ». Du point de vue ecclésiastique, « le pays n'avait pas davantage d'unité, mais comprenait des morceaux de divers évêchés », subdivisés eux-mêmes en archidiaconés, puis en doyennés, puis enfin en paroisses, dont les chefs portent d'ailleurs, suivant la région, les noms les plus divers : pasteurs, recteurs, *plebani*. Les dimensions en sont très variables : il en est de très petites, jusqu'à trois maisons ; par contre, d'autres sont très grandes ; ainsi



Esslingen avec 8 à 10.000 habitants ; Ulm avec 12.000. Dans des paroisses ainsi étendues se rencontrent ce qu'on appelle des *filiales*. Les fonctions des chefs de *filiales* étaient souvent très limitées : la messe et parfois un sermon ; la collation des sacrements dépendant de l'autorisation d'un supérieur. On pratiquait encore ce qu'on appelait l'*incorporation* ou union permanente d'un fonctionnaire ecclésiastique à un établissement d'Eglise. Tout compte fait, le personnel n'était pas toujours suffisant. Mais d'après les constatations faites dans un assez grand nombre de cas, il ne semble pas que le mot : « prolétariat clérical », souvent employé, soit vraiment juste. — Quant au clergé régulier, il existait naturellement un assez grand nombre d'établissements divers : chapitre, monastères, maisons de religieux mendiants, couvents de femmes. Aucun, semble-t-il, de grande importance. Ils paraissent avoir eu une aisance suffisante. Même dans les maisons de mendiants, on interprétait assez largement la règle de pauvreté. Ces divers couvents ayant des limites dans lesquelles ils mendiaient, il surgissait, à propos des frontières, quelques querelles. Peu de vie, semble-t-il, dans ces divers établissements.

Le nombre, l'importance, l'organisation du clergé étant indiqués, il faut se demander comment il vivait. M. Ingelfinger a jugé bon de faire une remarque d'ailleurs très juste. Les scandales font du bruit ; le récit en trouve place dans les chroniques ou les discours ou les archives judiciaires et finalement dans les histoires ; enfin, quelque part. Le bien fait beaucoup moins de bruit. Il ne faut donc pas s'exagérer les défauts et ne voir qu'eux. Ceci dit, M. Ingelfinger était bien obligé de signaler des faiblesses dans le clergé séculier. L'instruction y laissait à désirer. Tout de même un certain nombre de jeunes clercs étudiaient dans les écoles des chapitres, et, après 1377, à la nouvelle Université de Tubingen. — Une plainte très générale était que le clergé se gênait fort peu pour rompre avec le devoir de résidence ; même s'ils résidaient, il leur arrivait de négliger leurs devoirs. M. Ingelfinger écarte d'ailleurs un reproche souvent fait : il ne semble pas que la prédication ait été insuffisante. Ulrich Kraft, d'Ulm, aurait eu de grands succès de chaire ; et il n'a pas été le seul. Les mœurs, au sens étroit du mot, ne valaient pas grand-chose. « La littérature de l'époque, dit M. Ingelfinger, est pleine de récits des vices du clergé, et apporte des exemples de tous les coins de l'empire. » — Certains clercs ne se gênaient pas pour porter des armes : il y eut des bagarres et des meurtres. En somme, le clergé séculier, vers l'an 1500, était plutôt en décadence. M. Ingelfinger en a cherché les causes et indique celles-ci : Les clercs ont eu trop souvent une formation sans ascétisme, et leur science théologique est insuffisante. Les évêques n'étaient pas aussi libres qu'il l'aurait fallu de nommer aux diverses fonctions : ils se heurtaient à bien des privilèges. Enfin les autorités laïques empiétaient souvent sur l'autorité ecclésiastique et la gênaient (on aurait aimé que M. Ingelfinger insistât davantage sur ce point).

Le clergé régulier, de son côté, laissait beaucoup à désirer. Parmi les traits les plus frappants que signale M. Ingelfinger, on peut en citer deux. D'abord le discours que vint tenir, dans un chapitre à Hirsau, un très célèbre prédicateur d'alors (1493), Summenhard. En dix points, l'orateur montra comment on était arrivé à relâcher l'ancienne règle. En second lieu, l'incroyable vie du moine de Bebenhausen, Martin Hargulin, qui abandonnait le couvent sans autorisation, courait le pays en armes, participait aux pillages et aux meurtres. Sept fois il avait promis de rester dans le monastère et sept fois il avait violé sa parole. C'étaient des cas extrêmes ; mais d'une façon générale les monastères toléraient

bien des abus. Cela n'en rend que plus curieuse une remarque de M. Ingelfinger. Jusque vers 1450, les religieux mendiants avaient, depuis le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, sensiblement fléchi. A la différence des monastères, ils montrèrent, depuis le milieu du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, une tendance marquée à la réforme. On vit assez souvent des observants remplacer des conventuels. Les études y gagnèrent, ainsi que l'activité dans la prédication. Et l'Université de Tübingen donna tout de suite d'excellents résultats.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter longuement sur les relations entre l'autorité laïque et le clergé. Un mot les résume : qu'il s'agisse du privilège de justice, dont jouit l'Eglise, ou des dispenses d'impôts dont elle profite, ou du droit de présentation aux dignités ecclésiastiques, que possédaient souvent des seigneurs laïques, l'autorité laïque pressait sans cesse et faisait reculer l'autorité religieuse. M. Ingelfinger remarque que l'Eglise ne résistait guère ; elle laissait faire, du moment où les mesures prises étaient raisonnables. Seulement, il en est résulté que l'Eglise, quand elle fut aux prises avec la Réforme, avait perdu beaucoup de ses moyens de défense.

Avec beaucoup de méthode, M. Ingelfinger a répondu à la question qui, naturellement, se pose : par quels actes, avec quelle ardeur, à quelles dates, les masses populaires affirmaient-elles leur catholicisme ? Le calendrier était assez chargé : dimanches, bien entendu, puis fêtes joyeuses, ou au contraire jours de tristesse et de pénitence ; jours ou périodes de jeûnes ou de fêtes ; sermons très nombreux, plus nombreux, semble-t-il, qu'éloquents. — Les fidèles lisaient, souvent, autant qu'on peut en juger : traductions allemandes de la Bible, de vies de saints, etc. — Les fondations étaient nombreuses : chapelles dans des églises, messes, prières pour des parents décédés, ou fondées pour soi-même, fondations charitables, ou bourses pour étudiants pauvres. — Le culte des saints était, bien entendu, très pratiqué : pour la Vierge, et sainte Anne, puis saint Sébastien, et beaucoup d'autres. Il va de soi que du culte des saints un complément était le culte des reliques. Mais on notera que Biel, le grand prédicateur, mettait en garde contre les reliques fausses ou douteuses, et rappelait que la relique n'était pas l'objet du culte, mais un moyen de faire penser au saint. — Processions et pèlerinages étaient très pratiqués ; surtout les pèlerinages à petite distance ; mais les grands pèlerinages d'autrefois, tout en étant moins fréquents, n'avaient pas, contrairement à ce qui se passait à Osna-brück, tout à fait cessé : on allait encore à Rome, à Saint-Jacques, même en Palestine. — Les indulgences étaient très recherchées, non sans quelque superstition. — De nombreuses « fraternités » réunissaient des prêtres, des travailleurs d'un même métier ; ou bien des gens de toute espèce. — Parmi les défauts populaires, il faut citer la crédulité et la superstition, y compris l'absurde et dangereuse croyance aux sorcières — on ne l'avait pas trouvée, à cette époque, à Osna-brück — qui devait, aux <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, provoquer tant d'horreurs.

E. J.

- I. C. V. WEDGWOOD. *The thirty years War*. Londres, J. Cape, 1938, in-8°, 544 pages, 4 cartes et tableaux généalogiques, 16 illustrations. Prix : 18 s.
- II. G. PAGÈS. *La guerre de Trente ans, 1618-1648*. Paris, Payot, 1939, in-8°, 309 pages et carte. Prix : 36 francs.

I. Sans être le moins du monde une histoire romancée, le livre de M. Wedgwood est écrit à la façon d'un roman — d'un de ces romans anglais qui n'omettent aucun détail, aucune anecdote, aucun épisode, aucune parenthèse. Cela donne un exposé très vivant, riche en aperçus psychologiques, en portraits parfois très bien venus, par exemple celui du grand Gustave et quelques-uns des archiducs, électeurs et principicules. Des portraits aussi des armées en présence, la suédoise, celles de Mansfeld et de Tilly, de Valdstein, de Weimar, etc. Des tableaux aussi de l'Allemagne dévastée. Trop de menus détails d'histoire militaire, de récits de bataille, tandis qu'il est passé plus vite sur les oppositions de principes et d'intérêts, et même sur les négociations (rien, par exemple, sur les négociations clandestines de Compiègne et d'ailleurs, entre Olivares et Richelieu de 1636 à 1642)<sup>1</sup>. Cela est vu par le gros bout de la lorgnette.

Somme toute, livre utile pour le public britannique — s'il est vrai qu'il ne possédait aucun volume écrit dans sa langue sur ce sujet. Mais la valeur critique n'en est pas toujours indiscutable. Malgré un appareil bibliographique abondant (l'auteur n'a pu connaître la belle synthèse du regretté Pagès), on ne peut s'empêcher de dire que flèche est faite de tout bois. Le bas des pages est constellé de références, mais simples renvois numériques, sans aucune indication sur l'origine, la nature et la portée des ouvrages visés. Le texte s'appuie donc sur des éléments d'une solidité très variable. — Un usage à peu près constant est fait du recueil de Lundorp, dont le titre n'est même pas donné dans la bibliographie ni ailleurs. On est quelque peu inquiet de voir Calvin (p. 20) qualifié de « hard-heated Breton », d'apprendre (p. 69) qu'on parlait slovaque en Moravie, et que les Tchèques s'opposaient aux Slaves, ou (p. 234) que « Verdun était occupé par une garnison française, depuis 1552, en accord avec un ancien traité ». P. 406, on nous révèle que Gallas — d'ailleurs constamment qualifié, par une épithète homérique, d'« incompetent » — occupait « toute la Franche-Comté », comme s'il s'agissait d'une terre française. Par contre, il n'est pas fait mention de l'invasion de la Bourgogne. P. 453, l'auteur nie qu'il ait existé, sauf aux dernières heures du cardinal, de l'amitié entre Louis XIII et son ministre, et il réduit (p. 467) les rapports entre Mazarin et Anne à une « reverential flirtation », analogue à celle de Disraeli et de Victoria ! Monçon est mal présenté (p. 207). P. 188, on range, en 1616, la reine-mère parmi les « bitterest enemies » de Richelieu : il était alors son protégé, son instrument.

Si l'on ne se sentait sur un terrain si faible, on accorderait plus d'attention à des thèses curieuses. Pour M. Wedgwood, la soumission à l'empereur du Bava-roi et des princes protestants, dès 1630 (p. 258-59), aurait épargné à l'Allemagne dix-huit années d'une guerre désastreuse, et le résultat final n'aurait pas été

1. Il est vrai que si M. Wedgwood a utilisé l'*Urbain VIII* de Leman, il n'a pu connaître son récent volume (voy. *Rev. hist.*, t. CXC, p. 133-135).

pire. Assurément, il l'admet, cela aurait signifié l'abandon des « libertés germaniques », mais que valaient ces libertés, simples privilèges pour les princes et, au plus, pour les villes, sans signification pour le peuple (comme si, en 1630, on s'était nulle part préoccupé du peuple) ? L'auteur croit que le protestantisme n'aurait pas été écrasé (et le calvinisme ?). Il admet cependant que l'Édit de Restitution aurait causé bien des maux, mais réaffirme qu'ils ne valaient pas dix-huit années de guerre ; qu'il aurait amené l'hégémonie des Habsbourg, mais celle des Bourbons valut-elle mieux ? Thèse, on le voit, purement allemande et même autrichienne : « Par le règlement de 1648, les libertés germaniques furent maintenues intactes par des alliés étrangers perspicaces qui virent en elles la garantie de la faiblesse allemande... Libertés certainement payées très cher. » Tout cela est bel et bon, mais on oublie qu'en 1630 l'empereur, s'il avait été le maître, aurait fait la guerre aux Provinces-Unies et à leurs alliés pour aider l'Espagne. Donc la guerre n'eût pas été évitée.

Il est injuste (p. 343) de laisser croire que Richelieu ait jamais songé sérieusement à un partage des Pays-Bas espagnols. Une phrase de 1630 ne saurait prévaloir sur les négociations franco-hollandaises de 1634-35, où l'on voit tout le contraire. Ailleurs, la politique de Charles-Emmanuel nous est présentée comme très cohérente, résolument anti-espagnole, en contraste avec la politique alors très hésitante du Louvre. Luynes est d'ailleurs, malgré l'utilisation de Tapié, étudié d'une façon très superficielle.

Ce sont toutes ces observations qui nous amènent, malgré le labeur dépensé et la masse de renseignements fournis, à parler de roman historique, aimable et vague<sup>1</sup>.

II. En parlant de son dernier ouvrage, Pagès disait modestement : « Un livre de vulgarisation. » Oui, en ce sens qu'il n'en avait pas directement puisé les éléments dans les archives. Encore faut-il remarquer que sa connaissance familière du dépôt des Affaires étrangères lui avait permis de revoir nombre de documents publiés ou étudiés avant lui. Il a même, sur quelques points, enrichi les recueils antérieurs. Citons par exemple cette note, dictée sans doute par Richelieu au P. Ange de Mortagne à Moyenvic, en janvier 1631, et où le cardinal, dans son impatience fébrile et géniale, analyse la situation périlleuse de la France entre Gustave et Ferdinand (p. 156-157). Ce n'est pas sa seule découverte.

Mais surtout il a repensé, avec une vigueur rare et un sens profond du réel, tout ce qu'avaient écrit ses prédécesseurs, parmi lesquels on compte moins de Français que d'Allemands. Il a voulu d'abord montrer que cette période est d'une terrible complexité. Il en veut un peu à Michelet d'avoir tenté d'y mettre un peu de clarté avec ses fameuses quatre périodes. C'est cependant cet effort, nécessairement arbitraire, qui a permis à tant de générations d'écoliers et d'historiens de s'y reconnaître — et à Pagès lui-même de voir dans cette guerre une grande crise européenne, avec l'Allemagne comme centre, mais aussi avec ce caractère essentiel, du moins depuis que Richelieu y intervint, d'une tentative de la France pour échapper au péril d'étouffement dont la menaçait l'Espagne. Crise qui aboutit à un statut de l'Europe moderne.

1. La carte de l'Europe centrale en 1618 met les Trois Évêchés hors de France. Cela peut être diplomatiquement exact, mais la réalité politico-militaire est différente. La position de la Prusse est mal précisée. Celle des Cantons ne l'est pas du tout.

Il a mis l'accent, utilisant les travaux des savants tchèques auxquels l'avait initié la thèse de M. Tapié, sur les événements de Bohême. Avec un sens des nuances qu'on ne trouve pas toujours chez son guide, il expose combien fut hésitante la politique du jeune Roi Très Chrétien et de ses premiers conseillers, qui voyaient dans la révolte bohême une réplique de la rébellion du Béarn. Il faudra du temps à Richelieu, il faudra sa victoire de La Rochelle pour lui permettre de laïciser la politique de la France.

Au reste, à la suite de Brandi, Pagès montre qu'à mesure que dure et s'étend la guerre, les intérêts politiques et économiques y prennent plus de part que les passions et les intérêts religieux. La Contre-Réforme allemande finit par servir les grandes familles catholiques contre les princes protestants, sécularisateurs de biens d'Église ou « administrateurs » d'évêchés.

Il met à sa place, place encore très grande, l'Espagne d'Olivarès. C'est à Madrid qu'est longtemps le centre de la puissance des Habsbourg. Il faudra les défaites militaires, la capitulation devant les Provinces-Unies et les traités de 1648 pour détruire le rêve de Charles-Quint repensé par Philippe II : l'union des deux branches de la maison d'Autriche.

A diverses reprises, Pagès insiste sur la modération de Richelieu, sur la prudence avec laquelle il envisage l'avenir. Je crois qu'il aurait pu, à cet égard, insister encore davantage sur ces négociations de 1634 avec les Provinces-Unies, où apparaît cette sagesse. Rien chez lui d'un conquérant. Pagès montre que, la guerre une fois déclarée à l'Espagne — et parce qu'il ne pouvait plus faire autrement, — il n'avait pas du tout l'intention de s'enfoncer en Allemagne, considérant les garnisons d'Alsace comme une garantie suffisante de notre sécurité.

Il semble que Pagès ait voulu résister à la tentation d'opposer à Richelieu son successeur. Il souligne bien, non sans finesse, les déviations que Mazarin fit subir à la politique du règne précédent. Il aurait pu marquer d'un trait plus fort ce qu'il appelle fort bien ses « imprudences ambitieuses » (p. 254). Le fameux projet d'échange de la Catalogne contre les Pays-Bas, projet que la diplomatie espagnole devait nécessairement faire connaître à La Haye, n'était pas seulement un démenti à l'une des conceptions les plus fermes de Richelieu, elle justifiait par avance la défection de nos alliés à Münster.

L'étude des traités de Westphalie, naturellement très courte (vingt et quelques pages) est un modèle de clarté, mérite rare en cette matière. Situation allemande, situation européenne, situation religieuse y sont analysées avec une précision remarquable, et en un parfait équilibre.

Ce beau livre, quasi posthume, fait honneur à l'auteur.

H. H.

---

Basil WILLEY. *The eighteenth Century Background. Studies on the idea of Nature in the thought of the period.* Londres, Chatto et Windus, 1940 ; in-8°, vi-302 pages. Prix : 15 s.

L'auteur n'a pas prétendu offrir un tableau général des mouvements de la pensée au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais seulement une série d'études sur un certain nombre d'écrivains qui, à l'exception d'Holbach, sont tous Anglais. Le lecteur français lira, avec intérêt et profit, les essais consacrés à Shaftesbury, Butler, Hartley,



Priestley et même à Hume, Godwin et Wordsworth qui lui sont plus familiers. Plusieurs des ouvrages essentiels de ces auteurs se trouvent ici analysés de main de maître avec une clarté, un esprit critique et un humour qui rendent la lecture de ce livre vraiment attrayante.

Comme l'indique le titre, ces essais se groupent autour d'une idée centrale qui est la notion de Nature. L'auteur en a montré lumineusement les acceptions contradictoires. Pour un Cartésien et pour ceux qui raisonnaient dans le même sens, la Nature, étant soumise à des lois que la raison découvre, pouvait être assujettie graduellement à la volonté de l'homme, ce qui garantissait le progrès, et, d'autre part, la raison n'étant qu'un reflet de l'esprit divin, elle était le propre de l'homme, sa nature, en sorte qu'obéir à la nature, c'était obéir à la raison, ce qui fondait la moralité sur une base solide. Mais, peu à peu, des lois qui gouvernaient la nature dont l'homme fait partie, on est venu à déduire que ce dernier est soumis comme tout le reste à la nécessité, et au terme de cette évolution, d'Holbach a formulé un athéisme intransigeant. Cependant, les déterministes sont restés persuadés que l'homme est capable d'orienter son destin et n'ont aucunement abandonné l'idée de progrès.

Dans la seconde moitié du siècle, la situation s'est encore compliquée parce que le sentiment a été réintégré dans la « Nature ». Par le sentiment, le mysticisme a fait irruption dans le système. On a vu alors Rousseau, Burke et les romantiques à leur suite tourner la nature contre la raison. De machine de guerre contre le passé et le présent, la nature est devenue un rempart pour l'aristocratie.

C'est dire que pour l'histoire générale, ces études montrent comment une idée se colore par l'opération de la substructure sociale et politique. M. Willey, bien que son objet ne soit pas de mettre ce fait en lumière, en est parfaitement conscient et l'étude qu'il a faite de l'évolution de Wordsworth en est un témoignage pertinent.

On le louera aussi de n'avoir pas étudié l'idée qu'il a prise comme thème sans la mettre en rapport avec tels autres mouvements de pensée. Il a notamment montré comment le progrès des sciences a contribué puissamment à accréditer l'idée de nature et la notion déterministe. Le monisme inhérent à l'esprit scientifique a fait rechercher dans le monde spirituel et moral l'action d'un principe qui fût le pendant de l'attraction newtonienne et, on l'a découvert dans l'association des idées. L'esprit de l'homme est devenu une page blanche où le milieu a inscrit ce qu'il a voulu et l'homme tout entier a été ainsi incorporé au monde matériel dont Descartes l'avait si soigneusement distingué.

G. L.

---

Charles-H. POUTHAS. **Démocraties et capitalisme (1848-1860)**. (Peuples et Civilisations, t. XVI.) Paris, Presses Universitaires de France, 1941, in-8°, 639 pages.

Les années qui se placent entre 1848 et 1860, sont « pleines de choses » ; mais, note M. Pouthas, « ces choses ne sont que des commencements ». Si les révolutions de 1848 marquent une date dont l'importance est évidente, l'année 1860 n'est pas un terme. Il s'agissait donc de dessiner le tableau de « l'enfancement d'une société » : analyser les caractères des transformations économiques et sociales, sans négliger la portée des courants sentimentaux ou intellectuels qui expliquent

le mouvement des nationalités, montrer comment ces forces nouvelles réagissent sur la vie politique, et, malgré l'échec des révolutions de 1848, préparent l'avenir, donner à ces éléments divers leur valeur relative, dégager les tendances qui s'annoncent, montrer enfin le lien qu'il est possible d'établir entre les aspects multiples des événements, — c'était une œuvre qui demandait non pas seulement un long travail de recherches documentaires, mais un effort d'interprétation personnelle, où la largeur des vues, la vigueur d'esprit étaient indispensables. M. Pouthas a réussi à dominer son sujet avec maîtrise.

Le livre, — c'est, je crois, sa qualité dominante, — est « construit » avec autant de solidité que d'adresse. Les révolutions de 1848, bien qu'elles n'aient nulle part abouti aux résultats politiques que semblaient faire prévoir les premières semaines de cette grande secousse, ont détruit, dans l'Europe centrale surtout, les vieux cadres sociaux ; par là même, elles ont ouvert la voie à une « société nouvelle ».

C'est à l'étude de cette société qu'est consacrée la seconde partie de l'ouvrage, la plus neuve (pp. 193-267). M. Pouthas indique d'abord quelles sont les bases de la vie économique. Les progrès techniques, pour intéressants qu'ils soient, ne sont pas essentiels : il s'agit d'applications plus que d'inventions. Ce qui domine l'histoire économique de cette période, c'est la révolution des moyens de transport, c'est aussi l'organisation du crédit, qui favorisent la concentration industrielle. De ce « changement de structure », l'ouvrage donne un tableau d'ensemble, qui est à la fois large et précis. Dans les États de l'Europe occidentale, la politique économique s'adapte à ces conditions nouvelles : les transformations du régime douanier, la législation relative aux sociétés commerciales sont les traits principaux de cette adaptation. L'accroissement des échanges internationaux en est la conséquence. Certes, la physionomie de la vie économique reste différente de l'un à l'autre des grands États européens (pp. 236-242) ; mais la solidarité qui commence à s'établir entre eux et avec le reste du monde est un fait de grande portée : la crise de 1857, qui est « mondiale », manifeste cette interdépendance.

Le nouveau régime économique, parce qu'il ruine en partie l'artisanat, en même temps qu'il met en situation défavorable le petit exploitant agricole, provoque dans plusieurs régions d'Europe, — dans le Royaume-Uni surtout et dans les États allemands, — un courant d'émigration, que facilite la révolution des transports. Ainsi commence l'« européanisation » de la terre (p. 271). C'est l'afflux de ces émigrants qui accentue, aux États-Unis, le contraste entre le Nord et le Sud, tandis que l'Amérique latine, parce qu'elle ne reçoit guère encore d'immigrants, garde une physionomie toute différente. Le désir de trouver pour l'industrie de nouveaux marchés explique l'effort d'expansion européenne en Asie, où les pays d'Extrême-Orient s'ouvrent, par la force, au contact des Européens. Ce sont les mêmes causes qui orientent la politique coloniale, dont l'objet et les méthodes se renouvellent. Si l'Afrique est encore, en 1848, *terra ignota*, les explorations commencent entre 1850 et 1860. La colonisation adopte des formes nouvelles. Le système des « comptoirs » devient insuffisant pour répondre aux besoins économiques. Le privilège de l'« exclusif » est aboli. L'ancien « pacte colonial » est condamné. Les tendances qui se font jour dans l'administration des grandes colonies (statut des Dominions, régime de l'Algérie) esquissent « les lignes de ce que sera la politique coloniale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », sans que pourtant les conceptions doctrinales, en France comme en Angleterre, se dégagent encore clairement.

Le mouvement intellectuel même subit l'influence de l'époque : « comme elle marque la naissance de la grande industrie, cette décade inaugure le règne de la science ». Dans l'ordre de la pensée spéculative, le positivisme est « la traduction philosophique » du mouvement scientifique ; dans la littérature même, le « réalisme » n'est-il pas l'expression d'une esthétique de la génération nouvelle, qui traduit la victoire de la civilisation matérielle ? Sans doute est-il impossible de ranger sous une même bannière toutes les formes de l'activité littéraire ou artistique, où règne toujours une grande diversité : M. Pouthas le souligne lui-même, en termes excellents. Au moins réussit-il à montrer, sans tomber dans une symétrie artificielle, les liens qui unissent, dans certains de leurs aspects, les grands courants de la pensée et les formes de la société. — Comment s'étonnerait-on que les tendances matérialistes et les progrès de l'esprit positif inquiètent l'Église catholique ? Dans les années qui suivent immédiatement 1850, le grand conflit entre le catholicisme et la société moderne est encore latent ; Pie IX pressent pourtant le risque, mais l'appui qu'il donne aux gouvernements conservateurs, par sa politique concordataire, ne fera que hâter le développement de l'anticléricalisme.

Ces vues générales éclairent la dernière partie de l'ouvrage, — celle qui traite de l'évolution politique des États européens entre 1852 et 1860. Ces États sont nettement divisés en trois groupes : une Europe occidentale, industrialisée, qui s'oriente vers la démocratie, bien qu'en France le régime de 1852 réalise une « dissociation » entre la démocratie et la liberté politique ; une Europe centrale, où la résistance du passé, appuyée sur l'hégémonie autrichienne, s'affirme encore, mais subit sans cesse davantage la pression des nouvelles forces intellectuelles et économiques ; une Europe orientale qui, dominée par l'autocratie russe, reste arriérée au point de vue politique comme au point de vue économique. Entre ces trois parties, l'équilibre est précaire. Or, « à la tête de la France, le suffrage populaire avait mis un agitateur, étranger aux traditions de la vieille Europe et dont la raison d'être personnelle était même de la détruire ». La politique de Napoléon III va mener à la guerre de Crimée et à la guerre d'Italie. L'une secoue l'Empire russe et ouvre la voie aux réformes d'Alexandre II. Elle ébranle aussi le *statu quo* en Europe centrale, parce que l'Autriche perd désormais l'appui du Tsar. L'autre va aboutir à la formation de l'unité italienne, sans que Napoléon III puisse arrêter le cours des événements qu'il a provoqués. La politique française est donc « l'élément destructeur de l'Europe de 1815 » ; elle est « le principe réorganisateur » d'une Europe nationale.

Cette charpente au dessin clair et vigoureux, où les lignes générales sont mises en plein relief, repose sur des fondations solides : la critique est impartiale et mesurée. Le livre laisse une impression de satisfaction intellectuelle, de sécurité. Les objections qui peuvent venir à l'esprit ne portent que sur des détails :

Dans la première partie (Les révolutions de 1848 et leur échec), M. Pouthas a été dominé, semble-t-il, par le souci de mettre l'accent sur les aspects économiques et sociaux des mouvements révolutionnaires, que l'histoire traditionnelle de la crise laisse trop souvent à l'arrière-plan<sup>1</sup>. Cette préoccupation était légitime.

1. Je signale une inexactitude de détail à propos du Zollverein : Contrairement à ce qui est dit p. 12, les États du Sud faisaient partie, en 1847, du système douanier prussien. — P. 13, la rapide description du régime agraire en Autriche ne tient pas compte de la catégorie des « paysans propriétaires ». — Enfin le *Manifeste Communiste* passe

Mais peut-être les problèmes de nationalités ont-ils été traités de façon un peu rapide : il n'est pas question du mouvement roumain de 1848, sauf dans une allusion (p. 135) ; la position prise par les chefs du mouvement tchèque, qui superposent à l'idée de *nationalité* la notion du *droit historique*, n'est pas nettement définie ; l'œuvre constitutionnelle avortée du Parlement de Kremsier, dont les études de Redlich ont si bien montré le caractère, n'est pas mentionnée. Il aurait été utile aussi, je crois, de faire état des livres récents de von Srbik et de Erich Marcks pour exposer le développement de la question allemande après la dissolution de l'Assemblée nationale de Francfort et pour montrer la portée du plan de *Mittleuropa* établi par Schwarzenberg. Enfin, les problèmes de politique internationale qui ont surgi à propos des événements révolutionnaires sont, me semble-t-il, un peu trop relégués à l'arrière-plan : les articles de P. Henry sur la politique extérieure du Gouvernement français auraient fourni des renseignements intéressants sur la question italienne, et les études allemandes auraient permis d'apporter, sur le rôle joué par le Tsar pendant la crise d'Olmütz et sur les résultats même de cette crise, des précisions et des nuances.

Dans la troisième partie, les chapitres consacrés à l'histoire intérieure des principaux États sont suggestifs et vigoureux. L'analyse de l'évolution de l'Angleterre où le « libéralisme manchestérien » ébranle la situation de l'aristocratie et celle de la Haute-Église, en même temps qu'il disloque les anciens partis, est présentée avec sûreté. Les caractères du régime établi, en France, à la suite du Coup d'État sont dégagés nettement, encore qu'il soit difficile de souscrire à certaines appréciations : par exemple, l'expression « démocratie sociale » (p. 604), ne peut guère s'appliquer, puisque M. Pouthas constate par ailleurs (p. 427) que le sort des ouvriers s'était aggravé « du fait de la montée inégale des prix et des salaires », entre 1848 et 1858. — Mais le groupement des chapitres et des paragraphes aboutit à deux conséquences un peu gênantes. D'une part, bien que la vie économique des différents pays ait été déjà étudiée dans la seconde partie (pp. 236-242), M. Pouthas revient à plusieurs reprises, dans cette troisième partie, sur ces questions économiques : les indications qu'il donne, à cet égard, ne sont pas superflues ; mais n'y aurait-il pas eu avantage à les rassembler ? D'autre part, dès lors que la politique extérieure de Napoléon III « pose les uns après les autres tous les problèmes internationaux », n'aurait-il pas été légitime de grouper, en un même chapitre, l'exposé de ces événements en essayant de dégager, autant que faire se peut, les lignes essentielles de cette politique impériale, qui, dans le plan adopté, n'apparaissent pas nettement ? Je sais bien que M. Pouthas en insérant la guerre de Crimée<sup>1</sup> dans le chapitre consacré à l'Europe orientale, a voulu marquer le lien qui existe entre la défaite russe et la suppression du servage. Mais alors, pourquoi n'a-t-il pas adopté la même méthode, en ce qui concerne l'Autriche,

presque inaperçu dans cet exposé. Sans doute est-il juste de dire que son influence, à l'époque, a été très faible. Mais il n'aurait pas été superflu d'en rappeler les traits essentiels, puisque la doctrine marxiste y est déjà ébauchée.

1. Dans le récit de la guerre de Crimée, très chargé de détails, la politique du Cabinet anglais, sur laquelle Temperley a apporté des précisions intéressantes, et les préoccupations de Napoléon III, liées en partie à la politique méditerranéenne, ne sont pas exposées avec une sûreté égale à celle dont font preuve les chapitres consacrés à la politique intérieure des États.

où la chute du « régime Bach », en 1860, est la conséquence directe de la guerre d'Italie ?

La seconde partie échappe à toute remarque de ce genre<sup>1</sup>. L'ordonnance en est excellente. Bien que l'exposé traite de questions dont la technicité pourrait être rebutante, il est toujours clair et facile à suivre. (Les pages consacrées aux divers types d'organismes bancaires et au régime des sociétés commerciales en sont un exemple.) C'est évidemment à cette partie maîtresse de l'œuvre que M. Pouthas a réservé le meilleur de son remarquable effort : c'est elle qui forme le centre d'intérêt de l'ouvrage, et qui lui confère sa grande valeur.

Dans cette série qui compte tant de volumes de haute tenue, le livre de M. Pouthas est l'un de ceux qui, par l'ampleur de la synthèse, la qualité de l'exposé, la variété des points de vue, répondent le mieux à l'esprit de la collection ; c'est une œuvre forte, vigoureuse, suggestive.

P. R.

Georg KÖNIGK. *Die Berliner Kongo-Konferenz (1884-1885). Ein Beitrag zur Kolonialpolitik Bismarcks*. Essener Verlagsanstalt, 1938, 190 pages, in-8°.

L'exposé sobre et précis de Georg König met excellemment en lumière la politique coloniale de Bismarck en 1884 et 1885, dans la collection que dirige le Dr Fritz Berber (*Veröffentlichungen des Deutschen Instituts für Aussenpolitische Forschung*). Après avoir, ce qui était peut-être superflu, résumé le rôle de l'Afrique dans la politique mondiale, puis avoir rappelé — ce qui, au contraire, nous semble utile — les divers projets de colonisation belge, l'auteur en arrive à Léopold II, à ses plans ambitieux du côté de la Chine, des Philippines surtout, pour l'exécution desquels devraient être utilisés les antagonismes des grandes puissances. Le véritable but de Léopold II ? la richesse, qui, en Belgique, lui donnerait la puissance. Mais des considérations humanitaires et scientifiques sont mises en avant, tandis que Banning dirige ses efforts vers l'Afrique. Et c'est en septembre 1876 la Conférence géographique de Bruxelles qui prend des allures de croisade contre les trafiquants d'esclaves ; l'*Association internationale africaine*, chargée de veiller à l'application des décisions de la Conférence ; en novembre 1878, avec la collaboration de Stanley, le Comité d'études du Haut Congo. Au « généreux philanthrope, prêt à sacrifier des millions pour les nègres africains », succède « le grand homme d'affaires, sans scrupules, qui veut réaliser d'énormes gains ». Brazza croise les plans de Stanley et menace l'entreprise de Léopold II en s'emparant des « clefs du Congo » ; la rivalité qui met aux prises les deux explorateurs menace d'opposer la France et le roi.

En même temps, le Portugal suspecte les affirmations idéalistes de l'*Association internationale africaine* et de son président, Léopold II. Puis, en février 1884, l'Angleterre conclut avec le Portugal un traité qui place le monarque dans une

1. A la p. 285 pourtant (compromis de 1850 aux États-Unis), il est dit que le Nouveau Mexique était introduit dans l'Union « sans admission de l'esclavage ». En fait, la loi réservait aux habitants du territoire le droit de choisir quel régime ils adopteraient : « with or without slavery ». Ce n'était donc pas une victoire pour le Nord.



situation très difficile, mais qui mécontente la France et l'Allemagne. Si le Foreign Office n'avait pas tant tardé, il est fort probable que les plans de Léopold II se seraient écroulés.

Toutefois, dès avril 1884, le souverain réussit à faire reconnaître par les États-Unis l'*Association internationale africaine*. Du côté de Paris, il manœuvre brillamment. En avril 1884, l'*Association internationale africaine* cède à la France un droit de préemption, et Jules Ferry s' imagine qu'ainsi la France exercera « en fait une sorte de protectorat sur l'Association ». En réalité, les grandes puissances sont, dès lors, tenues de s'intéresser directement au Congo. Car l'Angleterre et l'Allemagne désirent que Léopold II ne soit pas amené à faire usage de l'engagement pris vis-à-vis de la France. En avril 1884, le Gouvernement britannique s'est résigné à ne pas ratifier le traité conclu avec le Portugal. Bismarck, longtemps récalcitrant, s'est décidé en novembre 1884 à reconnaître l'Association internationale. A la faveur du « grand rapprochement », qui s'effectue avec la France, résolue « à tenir tête » aux Anglais, l'idée d'une Conférence internationale sur le Congo a été lancée avec succès. L'Angleterre ne s'y oppose pas. La Conférence réunit le 15 novembre 1884 à Berlin 15 États.

Il ne reste plus qu'un tiers du volume pour traiter de cette Conférence. C'est dire que ce passionnant sujet n'est pas épuisé. Le vainqueur est Léopold II. Mais aucun État, pas même le Portugal, n'est mécontent grâce au savoir-faire de Bismarck.

M. B.

---

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

**Histoire générale.** — Friedrich MEINECKE. *Vom geschichtlichen Sinn und vom Sinn der Geschichte*. Leipzig, Köhler & Amelang, s. d. [1939], in-16, 120 p. — L'éminent auteur de *Die Entstehung des Historismus* réunit ici une série de six conférences et articles relatifs à la conception de l'histoire. Réflexions philosophiques, parfois difficiles à suivre. L'idée fondamentale semble être le lien de continuité entre le passé et le présent, tel que l'exprime un passage de *Dichtung und Wahrheit*. Il s'agit de penser un « dynamisme historique qui enlève les barrières intérieures entre le passé et le présent », embrassés dans leur unité. De là sort une leçon de relativisme, dont Ranke a été un des meilleurs annonceurs. Associer à Ranke (p. 39) non seulement Mommsen, mais Treitschke et surtout Droysen pour en faire « le quadruple cerveau de la grande historiographie allemande du XIX<sup>e</sup> siècle » c'est peut-être négliger le sens des proportions. On sera un peu étonné d'apprendre que « le premier coup de maître » de Droysen fut « la découverte de l'hellénisme comme une époque créatrice de valeur historique universelle ». Il semble qu'on le savait avant lui. M. Meinecke estime que « le penseur historique en Droysen fut plus grand et plus universel que l'historien de la politique prussienne ». Beaucoup de Français penseraient le contraire.

Le morceau le plus intéressant de ce petit volume me paraît être le quatrième : classicisme, romantisme et pensée historique au XVIII<sup>e</sup> siècle. M. Meinecke y relève cette coïncidence pleine de sens : 1769, l'année où Voltaire donne sa forme dernière à l'*Essai*, est aussi l'année où « le jeune Herder écrit sur sa traversée de Riga en France des pensées révolutionnaires qui ouvrirent en Allemagne l'ère « d'attaque et d'assaut » et qui imprimaient le choc le plus violent au droit naturel, à l'*Aufklärung* et à « l'historiographie éclairée ». A cette historiographie s'oppose de bonne heure ce que l'auteur appelle la préromantique, particulièrement en Angleterre où, contre le classicisme glacé de Hume et de Gibbon, Blackwell publie, en 1735, son livre sur Homère, que complètera, en 1769, celui de Robert Wood sur les temps homériques (après avoir vu la Grèce et l'Asie Mineure de son temps) qui apercevra dans les poèmes d'Homère « le miroir fidèle d'une jeune humanité » ; enfin, le livre (de 1773) de Robert Lowth, *De sacra poesi Hebraeorum*. Il est curieux de constater que Goethe, admirateur de Winckelmann et voyant avec lui dans l'art grec un modèle unique et fixé pour l'éternité, aurait donné tous les Rembrandt pour les peintres italiens. Et, cependant, le même Goethe écrivait en sa vieillesse (1826) : « En nous occupant d'histoire, nous découvrons en fin de compte que l'unique, le particulier, l'individuel nous donnent les meilleures clartés sur les hommes et les événements » — ce qui est déjà le fond de l'historisme romantique.

H. H.

— Friedrich SCHOENSTEDT. *Der Tyrannenmord in Spätmittelalter. Studien zur Geschichte des Tyrannenbegriffs und der Tyrannenmordtheorie*. Berlin, Junker & Dünhaupt, 1938, in-8°, ix-125 p. (fasc. 198 des *Neue deutsche Forschungen*.)

et fasc. 6 de l'*Abteilung mittelalterliche Geschichte*, publ. par Fr. BAETHGEN). — Venant après M. Coville, dont le gros livre sur *Jean Petit et la question du tyrannicide au commencement du XV<sup>e</sup> siècle* date de 1932, M. Schoenstedt s'est trouvé fort embarrassé pour renouveler un sujet en grande partie épuisé. Les qualités de jugement que dénote sa dissertation auraient pu s'employer plus utilement qu'à une compilation dont la nouveauté consiste plus dans la liaison qu'il établit entre les problèmes étudiés que dans ces problèmes eux-mêmes. Des quatre chapitres dont se compose cet essai, le premier résume à grands traits les événements qui suivirent l'assassinat de Louis d'Orléans en 1407, l'appel fait par Jean sans Peur au théologien Jean Petit, et résume en dix pages les arguments du pédant universitaire dans sa première *Justification*. Puis vient une rapide esquisse de la théorie du tyrannicide à travers les âges, des textes sacrés ou profanes sur lesquels s'était appuyé l'apologiste du crime bourguignon. Les travaux érudits de toutes sortes, qui, suivant l'usage de l'École, sont cités à profusion au bas des pages, n'empêchent point ce morceau de traiter très exactement les questions mêmes auxquelles avait déjà répondu le chapitre VII de M. Coville, mais de le faire avec beaucoup plus de gaucherie. De même, les travaux du Concile de la Foi, ceux du Concile de Constance, les propositions enfin de Gerson, dont l'ouvrage de M. Coville avait longuement parlé, sont examinés à nouveau par M. Schoenstedt à la fin de sa dissertation. Seul le chapitre III s'évade de ces sentiers rebattus : comme Petit ajoutait à l'accusation de tyrannie celle de lèse-majesté, il convenait, selon M. Schoenstedt, d'examiner le problème du tyrannicide à la lumière des idées que l'on se faisait de la monarchie. Cela nous vaut (p. 57-81) une bien rapide histoire de l'idée monarchique en France depuis les temps les plus reculés, un développement sur le caractère surnaturel attribué à la royauté, un autre sur la règle *rex imperator est in regno suo*, d'autres sur Gilles de Rome et Pierre Dubois, sur la formation de l'idée d'État. Mais, s'il a été desservi par son sujet, comme par un agencement défectueux des matières, le jeune érudit allemand a eu le mérite de savoir replacer l'épisode de Jean Petit dans l'histoire du sentiment monarchique. Telle remarque, tel rapprochement judicieux, donnent à sa dissertation, malgré les maladresses de l'exposé, une valeur bien plus grande que n'en laisserait penser une rapide lecture. A tout prendre, son industrie ne se sera pas exercée en vain.

E. P.

— Bernard SCHMEIDER. *Das spätere Mittelalter, von der Mitte des 13. Jahrhunderts bis zur Reformation*. Leipzig et Vienne, Franz-Deuticke, 1932-1937, 2 fasc. in-8°, XIII-492 p. (formant le t. IV du *Handbuch für den Geschichtslehrer*, publ. sous la direction d'Oscar KENDE). — C'est très tardivement que nous avons eu communication du consciencieux ouvrage où M. Schneider a voulu condenser, à l'usage des professeurs de l'enseignement secondaire d'Allemagne, les résultats acquis par la science historique sur les deux derniers siècles du Moyen Âge. « Manuel du maître », il a l'allure sèche et la typographie sévère de ce genre de productions. Des bibliographies choisies, où dominent naturellement les ouvrages de langue allemande et les collections facilement accessibles, et dont il serait vain de signaler les lacunes sans doute volontaires, permettront au lecteur de se renseigner plus abondamment sur les problèmes envisagés. Le ton scolaire de l'ensemble nuit évidemment à une lecture continue. Il affecte aussi, il faut le dire, le fonds même de l'ouvrage. Dans le louable dessein de ne pas se borner à l'histoire politique,

l'auteur a voulu englober dans son récit « toutes les faces de l'activité humaine » ; mais il n'a guère fait que juxtaposer, aux chapitres politiques, des chapitres sur l'histoire économique, la société, les lettres, les arts, les idées politiques et religieuses ; l'interdépendance des problèmes n'est jamais marquée. Ne lui jetons pas la pierre. Bien des manuels scolaires, avant lui, et même — faut-il l'avouer ? — la plupart des grandes collections de synthèse dont notre génération a vu la publication, ont plus ou moins manqué l'un de leurs buts, et n'ont pas su « intégrer » la partie « civilisation » dans l'histoire totale à laquelle on rêve depuis longtemps.

Il suffira d'indiquer les limites spatiales dans lesquelles s'est exercée l'érudition de M. Schneider pour définir le secours très réel qu'il pourra fournir au lecteur soucieux de s'instruire. L'histoire de l'Europe occidentale, celle de l'Orient et de l'Asie ne sont pas oubliées, mais elles ont été comprimées à l'excès en des résumés tellement secs (surtout en ce qui concerne la France et l'Angleterre) que certains faits capitaux disparaissent à peu près complètement du tableau : le brassage de l'Europe occidentale par la guerre de Cent Ans, l'avènement des grandes monarchies occidentales. Pareilles lacunes apparaîtront choquantes au lecteur de chez nous, accoutumé à centrer l'histoire de l'Europe entière sur ces problèmes fondamentaux. Cette compression rigoureuse s'exerce naturellement au profit de l'histoire allemande : le misérable règne de Wenceslas occupe plus de place que tout le xiv<sup>e</sup> siècle français et anglais ; c'est dire l'optique très spéciale de l'ouvrage, qui, pour tout ce qui concerne l'Empire, les pays allemands, et aussi l'Eglise, est très abondamment fourni. L'histoire des lettres et des arts est, elle aussi, restreinte à la seule Allemagne et à l'Italie ; mais comme elle englobe sous cette dénomination l'art flamand et néerlandais, le mal est moins grand que ne pourrait le laisser penser la lecture de la table des matières. Encore une fois le tableau nous apparaît désaxé. Mais le lecteur allemand n'en dirait-il pas autant de certains de nos manuels ?

E. P.

— J. M. KEYNES et P. STRAFFA. *An abstract of a treatise of human nature, 1740 ; a pamphlet hitherto unknown by David Hume*. Cambridge, University Press, 1938, in-8°, 32 p. — En 1739 parut à Londres le premier volume du *Treatise of human nature*, que Hume avait achevé en 1734. Le silence de la presse consterna l'auteur qui se résolut à attirer l'attention sur son ouvrage en publiant un abrégé anonyme qui fut effectivement édité en janvier 1740, alors que le troisième volume du *Treatise* ne sortit que dans le courant de cette même année. Cet abrégé est resté inconnu des biographes du philosophe ; aucun exemplaire n'en était d'ailleurs connu lorsque M. Keynes vint à en acquérir un ; on en a découvert, depuis, deux autres.

Le texte, qui est ici reproduit, a pu être attribué en toute sûreté à Hume parce qu'il fait état en plusieurs passages de l'appendice du tome III du *Treatise* où Hume apporta des modifications ou des compléments à son exposé.

Dans leur introduction, nos auteurs observent qu'un point de la biographie de Hume paraît se trouver éclairci par leur découverte. Dans une lettre du 4 mars 1740 à Francis Hutcheson, son ami d'Édimbourg, Hume écrit : « Mon éditeur a envoyé à M. Smith un exemplaire de mon livre. ... Je n'ai pas encore entendu parler de ce qu'il avait de l'*Abstract*. Peut-être l'avez-vous reçu... » Bien que le passage embarrassât naturellement les biographes, ils ont identifié

M. Smith avec Adam Smith. Il semble bien qu'en réalité, il s'agisse d'un libraire de Dublin qui avait publié un ouvrage de Hutcheson et que ce dernier avait signalé à Hume en vue de donner en Irlande une édition du *Treatise* afin de prévenir une contrefaçon, mésaventure que les auteurs anglais étaient habitués à craindre parce que le statut de 1710 sur la propriété littéraire ne fut étendue à l'Irlande qu'en 1801.

G. L.

— Hans W. SCHMALZ. *Versuche einer gesamteuropäischen Organisation, 1815-1820, mit besonderer Berücksichtigung der Troppauer Interventionspolitik.* (Aarau, Sauerländer & Co, 1940 ; in-8°, 96 p. Berner Untersuchungen zur allgemeinen Geschichte, herausgegeben von W. Nfz, Heft 10.) — M. Schmalz, à l'aide de recherches aux Archives d'État de Vienne, a repris l'examen des actes diplomatiques de 1814-1815, de 1818 (Aix-la-Chapelle) et de 1820 (Troppau), afin d'en préciser le caractère en tant qu'on les considère comme des tentatives d'instituer une sorte de fédération européenne. Il s'applique à montrer que, dans l'esprit d'Alexandre I<sup>er</sup>, le traité du 20 novembre 1815, par exemple, équivalait à une « alliance générale » ou « grande alliance » pour le maintien du *statu quo*, et de même la Sainte Alliance, bien que celle-ci visiblement n'ait constitué qu'un accord purement moral sans spécifications juridiques. L'Angleterre, au contraire, refusa toujours de voir dans le traité du 20 novembre 1815 autre chose qu'un traité comme un autre, conclu pour un objet défini, bien que Castlereagh eût été, semble-t-il, assez disposé, au moins au début, à adopter le principe d'un traité de garantie générale. Bien que l'auteur ne soit pas toujours aussi net à cet égard qu'on inclinera à le souhaiter, il ne paraît pas douteux que Metternich se souciait peu d'une organisation européenne : s'il a parfois donné des gages sur ce point, c'était pour ménager le tsar ; eût-il été enclin à s'engager davantage que le désir de ne pas se brouiller avec l'Angleterre eût suffi à le retenir ; mais, au vrai, ce qui le préoccupait, c'était l'intérêt particulier de l'Autriche.

M. Schmalz montre comment à Aix-la-Chapelle, puis à Troppau, Alexandre essaya en vain de faire reconnaître aux actes de 1814-1815 la portée qu'il leur attribuait. Son livre sera retenu comme une analyse, neuve sur plus d'un point, des négociations de Troppau sur lesquelles les sources ne sont pas très explicites.

G. L.

— Charles G. DAWES. *Journal as ambassador to Great Britain.* New-York, Macmillan, 1939, 442 p. in-8°. — Le « général » Charles Dawes, qui a donné son nom au plan fameux, a été ambassadeur des États-Unis à Londres, de mai 1929 à décembre 1931. Il publie, avec quelques mots de préface du président Hoover, son journal d'ambassadeur. L'accord naval a été la grande affaire de son ambassade et, à vrai dire, c'est la seule question sur laquelle ce journal livre une contribution historique de quelque importance, en précisant au jour le jour les conditions dans lesquelles a été préparée et s'est déroulée la Conférence qui a abouti, le 22 avril 1930, à l'accord des trois puissances : Royaume-Uni, États-Unis, Japon, sans participation de la France et de l'Italie qu'opposait la parité navale.

Sur les autres problèmes qui se sont posés durant ces années, notamment sur la crise économique et les Réparations, Dawes apporte, parfois avec l'humour américain, le témoignage d'un homme d'affaires, au jugement solide, qui n'aime pas se perdre dans les détails d'une question. Il est trop discret pour se laisser



aller à des révélations ou s'exprimer librement sur le compte des personnages avec lesquels il entre en rapports. Il fait de grands éloges, même de Ramsay Mac Donald. Son livre est décevant pour ceux qui recherchent dans les souvenirs diplomatiques quelques petites histoires bien enlevées : « le général » ne cultive pas l'anecdote.

M. B.

— J. A. HOBSON. *Confessions of an economic heretic*. Londres, G. Allen & Unwin, 1938 ; in-8°, 214 p. — Sous forme autobiographique, c'est l'histoire d'un de ces penseurs anglais que les excès du *laissez faire* et ce qu'ils appellent les méfaits de la sur-épargne et de la sous-consommation (disons l'insuffisance du pouvoir d'achat des masses) ont mené sinon au socialisme, du moins à une conception « humaniste » de l'économie. M. Hobson nous fait traverser avec lui quelques-uns des milieux où, avant 1914 et dans l'entre-deux-guerres, se sont élaborées les nouvelles doctrines, tels que le groupe de *The Nation* où, jadis, M. G. P. Gooch se rencontrait avec Ramsay Mac Donald, milieu d'« anti-war men » en même temps que d'adversaires d'un capitalisme fondé sur la non-limitation du profit. Ils avaient gagné à leur cause l'illustre lord Bryce, dont le projet de Ligue des Nations, au début de 1915, contenait les dispositions suivantes : « Une action concertée, économique et de force (*forcible*, ce qui semble devoir être traduit par militaire) contre toute puissance signataire qui agirait en violation » de la procédure d'arbitrage et de conciliation ; action similaire contre tout non-signataire récalcitrant. Hélas ! le même lord Bryce (p. 162) disait en ses dernières années, à la veille des changements politiques de 1930-33 : « Un nouvel âge glaciaire peut s'abattre sur l'esprit humain. »

H. H.

— Dans le fascicule de *Sociologie générale* des *Annales sociologiques* récemment paru (Paris, Presses Universitaires de France, 1941, in-8°, 126 p., 40 francs), les historiens pourront lire, outre un subtil mémoire de M. Jean STÄTZEL sur *La psychologie sociale et la théorie des attitudes*, des analyses, dues principalement à MM. R. Aron, H. Mougouin et R. Polin, de livres de méthodologie sociologique et historique. Notons, à propos du problème des classes, d'utiles notes de M. Mougouin.

G. BN.

**Allemagne.** — Wolf Dietrich RASCH. *Herder. Sein Leben und Werk im Umriss*. (Halle, Niemeyer, 1938 ; in-8°, 171 p. Handbücherei der Deutschkunde, herausgegeben von H. Arntz und W. Rasch, Band I.) — Le petit volume que M. Rasch a consacré à Herder se recommande, par sa richesse et sa clarté au lecteur français qui voudra connaître l'essentiel de la vie et de la pensée de l'homme qui a exercé une influence si profonde, non seulement sur l'évolution du peuple allemand, mais sur l'intelligence européenne ; en dépit de sa densité, il est d'une lecture attachante et si bien ordonné que l'intérêt ne languit jamais.

M. Rasch est préoccupé avant tout par le souci de faire l'inventaire des idées de Herder et de mettre en lumière ce qui en reste vivant dans la conscience nationale allemande. Mais cette impression dominante ne saurait faire oublier qu'il a également traité le sujet en historien pour expliquer, autant qu'il se peut, Herder par ses origines et son temps, comme aussi, à la vérité, pour l'excuser de ne pas se trouver d'accord en tous points, avec l'idéal national-socialiste. Originaire de la Prusse orientale, Herder représente à ses yeux l'Allemand colonisateur de l'Est

en qui le contact avec les Baltes et les Slaves gardait particulièrement éveillée la conscience germanique et qui s'est trouvé ainsi prédestiné à réagir contre l'Aufklärung rationaliste importée de l'Occident. C'était aussi, par ses origines familiales, un piétiste mystique, en quoi il représentait également le courant le plus profond de la pensée allemande. Il était enfin de souche populaire et il n'a jamais réussi à se faire dans la société aristocratique de son temps une place qui lui parût correspondre à son mérite, même lorsqu'à Weimar, il fut parvenu à la dignité de Generalsuperintendent, ce qui le rattache à la révolution romantique, envisagée sous son aspect social.

Comme pasteur protestant à Bückeberg, Herder n'en restait pas moins attaché aux cadres chrétiens de la pensée et par suite à quelques-uns des modes de l'Aufklärung. Sentimentalement, ses échecs mêmes l'ont aussi infléchi de ce côté par la résignation à laquelle il s'est jugé condamné. De là, l'importance de la crise de Bückeberg à laquelle M. Rasch attache une grande importance. C'est donc dans les écrits de jeunesse qu'on découvre surtout la portée révolutionnaire de la pensée de Herder. Plus tard, et spécialement dans son ouvrage le plus connu, *Ideen zur Philosophie der Geschichte der Menschheit*, paru de 1784 à 1791, l'influence universaliste de l'Aufklärung et du christianisme a introduit dans sa doctrine un élément contradictoire. Bien que le romantisme germanique le regarde, à juste titre, comme un de ses précurseurs, il n'en reste pas moins, pour une large part, un homme du XVIII<sup>e</sup> siècle pour qui l'humanité existe comme unité et l'espoir du progrès comme une réalité spirituelle.

G. L.

**États-Unis.** — Frances Sergeant CHILDS. *French refugee life in the United States; 1790-1800. An American chapter of the French Revolution*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1940; in-8°, xvii-229 p. Publication de l'Institut français de Washington. Prix : 3 d. — La première partie du livre (chap. I à IV) étudie le refuge américain en général. L'auteur observe que les émigrés contre-révolutionnaires proprement dits ne sont guère venus en Amérique. Ce sont les monarchistes constitutionnels qui ont principalement choisi les États-Unis comme terre d'exil. Parmi les personnages cités, on voit même figurer Volney qui ne fut qu'un voyageur, au temps du Directoire. Un autre élément est constitué par les prêtres. Ils ne furent pas nombreux à la vérité : 24 de 1791 à 1799, mais leur arrivée présente quelque importance car ils fondèrent à New-York le premier séminaire catholique du pays et Lefebvre de Cheverus devint évêque de Boston en 1795. Il faut mettre à part enfin les colons de Saint-Domingue qui se réfugièrent en grand nombre aux États-Unis. Le nombre total est inconnu et les estimations vont de 10.000 à 25.000. L'auteur penche pour le nombre le plus faible, et avec raison, semble-t-il.

Ces réfugiés s'installèrent pour la plupart dans les villes, mais on cite quelques essais de colonies : Fontaine-Leval dans le Maine, et surtout Asylum, près de la Susquehannah, où Talon et Noailles apparurent. Les colons de Saint-Domingue arrivèrent dénués de tout et le Congrès leur fit distribuer 15.000 dollars à imputer sur la dette américaine envers la France. Des autres, la plupart tirèrent parti comme ils purent de leur métier ou de leurs connaissances. Ceux que l'auteur a pu nommer étaient des aisés ; quelques-uns même, comme Talon, entreprirent des spéculations foncières.

L'auteur n'a pas entrepris de décrire la vie de tous les réfugiés dont il a retrouvé

la trace. Il s'est borné, sur ce point, au groupe de Philadelphie, le plus important d'ailleurs en ce sens qu'il a réuni la plupart des personnages distingués. M. Elieon nous avait déjà donné sur lui quelques renseignements dans sa biographie de Moreau de Saint-Méry. On voit ici les Français constituer une société de bienfaisance, deux loges maçonniques et des journaux. Le chapitre VII qui traite de leurs divisions politiques est particulièrement intéressant. La Révolution garda ses partisans : il y eut une Société des Amis de la liberté et de l'égalité et un *Courrier français* qui était républicain. Les colons étaient pour la plupart ennemis déterminés des Girondins et de Genet, leur ami : ils ne pardonnaient pas à Brissot d'avoir brillé au premier rang des *Amis des Noirs*. Ils eurent leur journal : le *Courrier de la France et de Saint-Domingue*, publié par Gatereau. Ils n'étaient pourtant pas d'accord en politique et certains d'entre eux se déclaraient républicains. On aurait aimé savoir ce qu'ils disaient de leurs congénères qui avaient livré les Iles aux Anglais. Genet, cela va de soi, était hostile aux émigrés : l'auteur a pu tirer parti, à cet égard, des papiers du représentant de la République qui sont restés aux États-Unis.

G. L.

**France.** — *Archives.* — Successivement les archivistes en chef du département du Morbihan, MM. J. DE LA MARTINIÈRE, G. DUHEM et P. THOMAS-LACROIX se sont attelés à l'inventaire du fonds, considérable, du chapitre cathédral de Vannes. Le tome II de l'inventaire de ce fonds vient de paraître (*Inventaire sommaire des Archives départementales antérieures à 1790, Morbihan, Série G, clergé séculier, t. II, Vannes, Impr. et Libr. Gallies, 1940, in-4°, vii-552 p.*). Ainsi se trouvent éclairées les multiples activités de chapitre, soit sur le plan strictement canonial, soit au point de vue économique, et, par là-même, au point de vue architectural : c'est avec le fonds du chapitre qu'était entretenue la cathédrale, en grande partie reconstruite aux <sup>xv<sup>e</sup></sup> et <sup>xvi<sup>e</sup></sup> siècles, et dont le chœur roman fut démolí au <sup>xviii<sup>e</sup></sup>.

M. Marcel WÉBER, chef de bureau aux Archives départementales de la Mayenne, a dressé le *Répertoire numérique de la série L (Administration révolutionnaire)* (Laval, Impr.-Libr. Goupil, 1940 ; in-4°, viii-99 p.). C'est un bon instrument de travail, portant sur les 2.530 articles d'un riche fonds, d'où sont sorties déjà des études importantes, celles de M. E. Laurain (*Chouans et contre-chouans, Laval, 1928, in-8°*) et de l'abbé P. Gaugain (*Histoire de la Révolution dans la Mayenne, 4 vol. in-8°, Laval, 1915*), celle-ci marquée par quelques abus d'ordre archivistique, que M. Wéber ne craint pas de rappeler. L'introduction de M. Wéber comporte un schéma rapide, mais utile de l'organisation administrative et judiciaire de la période révolutionnaire, et sa table des matières, bien dressée, offre toutes les commodités.

G. BN.

— Roger GRAND. *Saint-Amant-de-Boixe. La Vie de saint Amant ; les origines de l'abbaye ; sa dépendance de Saint-Géraud d'Aurillac (VI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle)*. Angoulême, 1940, in-8° de 112 p. (Extrait des *Bulletins et Mémoires de la Société archéologique de la Charente*, 1939.) — Pourquoi l'abbé de Saint-Géraud d'Aurillac put-il, au <sup>xiii<sup>e</sup></sup> siècle, réclamer sur Saint-Amant-de-Boixe, monastère voisin d'Angoulême, tous les droits appartenant à une abbaye-mère sur ses dépendances ? Une étude approfondie, à la fois des textes angoumois et des textes auvergnats,

permet à M. Grand d'élucider le mystère qui embarrassait également les érudits des deux régions. Le lien de dépendance entre les deux établissements monastiques s'explique très vraisemblablement par le fait que le comte Géraud, fondateur de l'abbaye d'Aurillac, vers 894, possédait des biens importants dans la partie du Poitou qui avoisine la Saintonge ; parmi eux devait se trouver la forêt de la Boixe. Les comtes d'Angoulême ayant mis la main sur le monastère de la Boixe, le comte Guillaume Taillefer en fit don peu après 988 à l'évêque d'Angoulême. En 1197 une sentence arbitrale, dont M. Grand analyse le texte très intéressant, donna raison aux Auvergnats. Le cas méritait qu'on l'examinât de près à cause de ce qu'il apprend concernant les relations religieuses de deux pays de France et les usurpations de biens et de droits ecclésiastiques commises par des seigneurs laïcs au cours des  $x^e$  et  $xI^e$  siècles.

H. W.

— *Légistes et fonctionnaires (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*. — L'histoire des institutions monarchiques, dont on a déjà poussé fort loin l'étude, ne peut présentement progresser que si elle se fonde sur une connaissance exacte du personnel administratif, dont les efforts souvent anonymes ont contribué puissamment à l'élaboration des États modernes. L'idéal serait qu'on pût, pour une période donnée, apprécier d'ensemble le niveau social de telle catégorie de fonctionnaires, son recrutement et — nous songeons ici aux règnes de Charles VI et de ses successeurs — sa « couleur » politique, ce qui permettrait de mesurer la vigueur respective des factions. Jusqu'à présent il faut se contenter ou de monographies traitant des personnages les plus considérables, ou de catalogues, utiles mais souvent peu maniables, dans le genre de ceux qu'a patiemment compilés M. Dupont-Ferrier. On demande des notices plus fournies que ces dernières, plus nombreuses que les premières. Il arrivera d'ailleurs qu'après avoir péniblement rassemblé de nombreuses fiches sur un officier, on n'en puisse dégager tout de suite un seul fait saillant ; mais ces travaux d'approche auront, plus tard, leur récompense.

Telles sont les réflexions générales que suggère la lecture de deux articles ; le premier a pour auteur M. Louis CAROLUS-BARRÉ et retrace la carrière de *Deux conseillers du roi au XIV<sup>e</sup> siècle* : Guy et Alphonse Chevrier (extrait de la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. CI, 1940, in-8°, 31 p.), ou plus exactement de leur famille. Issu d'une race mâconnaise dont une branche devait fournir de riches consuls lyonnais, Guy fut bailli et sénéchal sous Philippe le Bel et occupa des postes de confiance jusqu'à sa mort (1343) : M. Barré n'ajoute que quelques détails à ce qu'on savait de lui, mais il s'étend longuement sur la fortune de ses six enfants, dont le dernier né, Alphonse, devait faire une belle carrière au Parlement de Paris sous Charles V et mourut évêque de Lisieux en 1377. De tous les renseignements consciencieusement énumérés par M. Barré, ne se dégage aucune conclusion digne d'intérêt. Peut-être allèguera-t-il qu'il ne fait qu'amasser des documents, laissant à d'autres le soin de conclure.

Mieux connue, plus riche d'enseignements, et aussi infiniment mieux contée par M. A. COVILLE, est la vie de *Raymond Bernard Flamenc*, dit « Sac de Lois », conseiller des ducs d'Anjou, rois de Sicile, et juge mage de Provence (seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle) (extrait de la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XCIX et C, 1933-1939, et à part, in-8°, 52 p.). Tout de suite deux faits à noter, en vue d'enquêtes similaires : nous avons affaire à un méridional dont toute la carrière resta, en somme, méridionale ; et nous sommes à l'époque où l'on passait sans difficulté

du service du pape à celui d'un prince, de celui d'un prince à celui du roi. Flamenc ne monta pas ce dernier échelon ; car notre juriste cahorsin, d'abord au service de la papauté avignonnaise, pour le compte de qui il négocia l'achat de la seigneurie de Roquevaire, destinée dans l'esprit d'Urbain V à doter un collège qu'il voulait fonder à Montpellier (1365), s'attacha ensuite, et pour la vie, au service de la maison d'Anjou. Or, Louis d'Anjou a fait, dans le midi de la France, une grande politique, pour laquelle Flamenc lui servit (avec d'autres qu'on voudrait connaître aussi bien) de diplomate, de légiste, de factotum — M. Coville ajoute : d'éminence grise — ; négociations nouées sous l'égide de la papauté avec Pierre IV d'Aragon pour le règlement du problème majorcain ; ambassades auprès des royaumes ibériques ; liquidation de la grande rébellion de Montpellier. C'est lui qui emporta de haute lutte du Conseil royal, en 1381-1382, l'appui de la monarchie aux visées napolitaines de Louis d'Anjou... tout en se gardant bien, personnellement, de prendre part à l'expédition. Il préféra rester, comme délégué permanent du duc d'Anjou, auprès du pape, qui d'ailleurs l'employa à des missions diplomatiques aux cours de Bohême et de France. Mais la mort de Louis I<sup>er</sup> fit pâlir son étoile. A Paris, Jean Le Fèvre nous montre que le méridional n'était pas aimé ; la reine Marie de Bretagne, tutrice du jeune Louis II, se méfiait de lui. Tout en lui payant largement ses services, dont il savait au demeurant réclamer le prix, elle le cantonna dans des charges sédentaires en Provence, dont il devint le juge-mage, et où l'on redoutait à la fois son humeur cassante et l'ampleur de ses connaissances juridiques. Il mourut peu après 1402. Nous attendons qu'on nous fasse connaître encore beaucoup d'autres Raymond-Bernard Flamenc. Pareilles enquêtes ne sont pas vaines.

E. P.

— L'activité professionnelle de M. Jean RÉGNÉ, archiviste en chef de l'Ardeche, est tout à fait remarquable. Il y a deux ans, il m'adressait, groupés sous le titre de *Dix ans d'étude sur le Vivarais*, une série de tirages à part où se révélaient ses curiosités multiples et son labeur inlassable, et je rends un tardif hommage à ces contributions de bibliographie, d'archivistique et d'histoire, qui vont du fonds Mazon à la psychologie ardéchoise, des plans cadastraux au rôle littéraire des Voguë. Plus difficiles à atteindre, parce que simplement dactylographiés en quelques exemplaires, mais d'un intérêt qui n'est pas moindre, je dois signaler encore de M. Jean Régné un *Catalogue d'actes de notaires vivarois de 1500 à 1600* (1940, 340 p.) ; un état de *La noblesse en Vivarais au XVIII<sup>e</sup> siècle* (1940, 74 p.) ; — le *Répertoire des émigrés du département de l'Ardeche* (1939, 62 p.) ; — un travail sur un fonds d'archives conservé à Narbonne, le fonds Chefdebien, important pour l'histoire de la noblesse vivaraise (1939, 26 p.). C'est avec des travailleurs de l'espèce de M. Régné que peuvent progresser ces recherches d'histoire locale et régionale auxquelles les pouvoirs publics reconnaissent maintenant du mérite et donnent de l'importance.

G. BN.

— LOUIS GOTTSCHALK, *Lady-in-Waiting. The romance of Lafayette and Aglaé de Hunolstein*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1939 ; in-8°, 137 p. Publication de l'Institut français de Washington. Prix : 2 d. 25. — Aglaé de Hunolstein était la fille du marquis de Barbantane dont la famille était traditionnellement attachée à la maison d'Orléans ; la marquise elle-même était gouvernante de la duchesse de Bourbon et sa fille fut élevée, à Panthemont, avec cette dernière.



Aglæ avait d'ailleurs un frère, connu comme général de la République sous le nom de Puget-Barhantane. Elle devint la maîtresse de Lafayette, probablement au retour d'Amérique, en 1782. Cette liaison fut connue et sans doute la famille d'Aglæ se mit-elle à la chapitrer, car elle résolut de rompre. Lafayette se soumit et la lettre du 27 mars 1782, par laquelle il manifesta sa résignation, est même la seule qui nous donne la certitude que cette intimité a bien existé.

Elle est aujourd'hui en Amérique ainsi que treize lettres d'Aglæ au comte Schouvalof avec qui elle avait lié amitié au temps où l'ancien favori de la tsarine Élisabeth résidait à Paris, et aussi trois autres adressées à Paul Jones, en 1780. M. Gottschalk a édité le tout avec une introduction où il replace ses documents dans l'atmosphère historique. Ils contiennent maints détails sur la vie de la « société ». Si, malheureusement, ils n'en fournissent aucun sur la liaison de Lafayette et d'Aglæ, ils nous font du moins assez bien connaître celle que distinguait les héros des deux mondes.

G. L.

— E. DARD. *Dans l'entourage de l'Empereur*. Paris, Plon, s. d. [1940] ; in-8°, 282 p. — On lira avec autant d'agrément que de profit la nouvelle publication où M. Dard a réuni de nombreuses études sur Napoléon et plusieurs personnages de l'époque. L'empereur lui-même, à vrai dire, y tient relativement peu de place, mais sa conversation avec Mgr Arezzo, à Berlin, en 1806, est un document remarquable, déjà mis au jour d'ailleurs dans la *Revue de Paris*. Le roman, œuvre de jeunesse révélé naguère par Askenazy, est analysé dans un autre article (*Napoléon romancier*) et mis en rapport avec l'idylle de Bonaparte et de Désirée Clary. Nous est racontée encore la rencontre du général avec Fersen, envoyé à Rastadt par la Suède. L'armée impériale est représentée par le général Desorches, bien connu par ailleurs comme diplomate révolutionnaire, fils du marquis de Sainte-Croix et de la sœur de Talon, cousin par conséquent de la du Cayla, maîtresse de Savary et favorite de Louis XVIII, du capitaine Talon aussi dont la réputation est moins tapageuse. Soit dit en passant, Talon et sa famille ainsi que Sainte-Foy qui était leur parent mériteraient bien de tenter un biographe. Les contingents étrangers ne sont pas absents : l'expédition de La Romana figure aussi dans l'ouvrage.

On peut dire néanmoins que Talleyrand et son monde y jouent un rôle prépondérant. M. Dard y a retracé l'existence de Flahaut, son fils, et de Morny, son petit-fils ; il a publié une lettre inédite adressée à Talleyrand par la comtesse Tyskievitch, le 20 décembre 1812. De nombreuses pages sont consacrées au duc de Dalberg et au « dernier ami de Talleyrand » qui n'est rien de moins que Royer-Collard. Pour l'histoire générale, l'avant-dernier fragment consacré à *Talleyrand et les frontières naturelles de la France* est, sans conteste, le plus important. M. Dard a montré que Talleyrand n'avait jamais eu l'intention de les abandonner et que, si la politique de Napoléon lui a paru déraisonnable, c'est seulement parce qu'elle les dépassait. Il a ainsi manifesté la contradiction interne de la thèse de Sorel qui rejette sur la Révolution la responsabilité de l'aventure napoléonienne et qui, en même temps, fait l'apologie de la politique de Talleyrand représenté comme l'héritier fidèle de Vergennes alors qu'il a positivement endossé la conquête de la frontière rhénane. On pourrait ajouter que Talleyrand s'est montré aussi partisan convaincu de l'expansion coloniale et de la funeste expédition d'Égypte, ce qui ne s'accordait pas bien avec la défense des frontières naturelles et encore

moins avec l'entente franco-anglaise qu'on le loue si fort d'avoir souhaitée. Talleyrand était un habile homme — il l'était même beaucoup trop pour être honnête, — mais ce n'était pas un grand homme, et l'image que Sorel a imposée de lui à sa génération est légendaire.

G. L.

— Arnold DE KERCHOVE. *Une amie de Benjamin Constant, Belle de Charrière*. Paris, Nouvelle Revue Critique, in-16, 1938, 254 p. — Cette étude n'a rien d'original, elle est faite à l'aide des ouvrages de Philippe Godet et de Gustave Rudler. Elle est dépourvue de tout appareil critique ; la date et l'origine des citations, même pour les lettres, ne sont pas données. Elle se restreint aux quelques personnages qui furent en relations d'amitié particulière avec Belle : Hermenches, Bellegarde, Benjamin, et ne s'est donné pour problème que celui de ses amours. Mais elle est agréablement présentée, vivante, et se lit facilement. Ch.-H. P.

— *Journal de Marie-Amélie, duchesse d'Orléans*, t. II, 1814-1822, publié par F. A. R. la duchesse de Vendôme, princesse de Belgique ; préface de Georges Goyau. Paris, Plon, in-16, 1938, x-348 p. — Ce volume est la suite de la publication dont la *Revue Historique* a rendu compte. Il s'agit ici beaucoup plus que dans le volume précédent, d'une publication du *Journal* rédigé en italien et qui se poursuit jusqu'en 1835. L'éditeur n'intervient ici que par des raccords, des analyses, des indications de faits nécessaires, et quelques réflexions politiques. J'émettais le regret que dans le précédent volume le journal ne fût présenté que par extraits. Les extraits sont ici beaucoup plus développés et leur caractère justifie la méthode adoptée. En effet ce journal est une notation quotidienne de tous les faits de la vie de la princesse, de ses visites, conversations, réflexions. On est confondu du temps dépensé à l'écrire ; une publication intégrale serait lassante. — La période abordée ici touche bien plus que la précédente à la vie politique et pourtant le volume est beaucoup moins riche : il est rempli des faits du monde et de la cour et offre à ce titre un intérêt pour l'étude de la vie sociale, notamment les chapitres sur le séjour en Angleterre de 1815 à 1817. Quant aux pages relatives aux grands événements politiques (si elles existent), elles sont remplacées par des résumés ou des citations de Trognon ou de La Gorce ; rien sur Waterloo, sur les affaires d'Espagne ou de Naples (sauf une démarche de Marie-Amélie près de Louis XVIII en faveur de Ferdinand), sur les complots de 1821-1822 ; la publication a-t-elle été supprimée par exprès ? Sauf quelques noms de libéraux qui fréquentent le Palais Royal, il est visible que l'éditeur (ou peut-être la duchesse elle-même) ne s'intéresse qu'aux membres de la famille royale et de la société aristocratique. Rien de ce qu'il eût été intéressant d'avoir, c'est-à-dire le milieu et les idées politiques du Palais Royal. Il faudra revenir, quand la publication sera terminée, sur le portrait de Marie-Amélie tel qu'il se dessine dans ses notes. Quelques erreurs de transcription de noms propres ou de faits.

Ch.-H. P.

— Abel HERMANT. *La Castiglione, la dame de cœur des Tuileries (1835-1899)*. Paris, Hachette (collection : *Le Passé vivant*), in-16, 1938, 256 p. — On pense bien que M. Abel Hermant ne s'astreint pas à faire une biographie proprement historique : il renvoie sur ce point à Loliée. Il s'agit là d'un portrait psychologique, rehaussé d'éléments pittoresques : on peut attendre que les remarques

les plus fines abondent sur les personnages et le monde (certaines sur l'empereur sont à retenir). L'auteur n'essaie pas de faire jouer à son héroïne un grand rôle historique et souligne au contraire ses hableries. Il ne paraît pas très persuadé qu'elle ait joué un rôle réel dans la diplomatie, ni tenu une grande place dans la vie de Napoléon III ; j'en suis encore moins persuadé. Ch.-H. P.

— Lucile DECAUX. *Charlotte et Maximilien, les amants chimériques*. Paris, Gallimard, in-16, 1937, 219 p. — Georges DELAMARE. *L'Empire oublié, l'aventure mexicaine, 1861-1867*, préface du général WEYGAND. Paris, Hachette, in-16, 1935, 252 p. — Outre la communauté de leur sujet, ces deux volumes méritent d'être réunis en un même compte rendu, par leur commune absence de méthode et de connaissances historiques. Ils sont faits à l'aide de démarquages d'ouvrages antérieurs dépouillés pour en extraire des éléments anecdotiques, sans d'ailleurs que les auteurs s'aperçoivent qu'ils utilisent comme historiens des écrivains sans valeur. Naturellement les récits sont présentés en forme romancée, avec attitudes notées, descriptions des lieux et des personnes, dialogues supposés, etc. Le livre de Mme Decaux repose sur l'hypothèse que Maximilien est fils du duc de Reichstadt. Ch.-H. P.

— Lucile DECAUX. *Loulou prince impérial*. Paris, Gallimard, in-16, 1938, 217 p. — Pierre GHANLAINE. *Un grand dandy, le comte d'Orsay*. Paris, Émile Paul, in-16, 1939, 246 p. — Le ramassis d'anecdotes sur le prince impérial, réunies par Mme Decaux, présente le même genre de mérite que le volume indiqué plus haut. Le livre de M. Chanlaine, avec la même formule romancée, ne montre pas beaucoup plus de critique et de science historique : seulement le personnage a plus de pittoresque et passe dans des milieux plus variés. Ch.-H. P.

— Mlle Jane CÉREZ a, pour thèse de droit, élaboré une *Étude de sociologie juridique. La condition sociale de la femme, de 1804 à l'heure présente* (Paris, Libr. générale de droit et de jurisprudence, 1940, in-8°, VIII-288 p. ; prix non indiqué). — Une note additionnelle justifie le sous-titre du livre : « Le problème féministe et la guerre. » Mais l'issue tragique de la guerre paraît devoir comporter des conséquences inattendues pour le féminisme dont l'auteur est un champion délibéré. Si, en effet, la guerre de 1914-18 « a marqué une étape décisive dans l'évolution sociale de la femme », la France vaincue de 1940 semble s'orienter vers une conception toute différente du rôle de la femme dans la société. Ainsi l'évolution dont Mlle Cérez a essayé de dessiner la courbe paraît au moins temporairement brisée. Cette rupture n'enlève aucun intérêt, au surplus, à l'objet de son étude. Celle-ci, toutefois, est traitée selon les errements trop habituels des facultés de droit, avec de trop longs et inutiles développements sur des antécédents lointains du problème posé et de trop copieuses citations de sociologues ou de juristes, qui écrasent la pensée personnelle de l'auteur. Tout de même, sur la position du droit intermédiaire et du droit napoléonien à l'égard de la femme, le travail de Mlle Cérez apporte quelques précisions utiles, grâce soit aux textes variés, mais mal classés, qu'elle rapporte, soit aux définitions juridiques que, dans l'ombre de M. le P<sup>r</sup> Bonnetas, elle élabora, soit à l'étude de la jurisprudence touchant la condition sociale de la femme (capacité, intégrité de la personne, salaire, patrimoine, divorce, filiation naturelle). Mlle Cérez fournit également sur le mouvement féministe, ses reven-

dications, ses réussites, ses échecs, des renseignements utiles, et son enthousiasme la conduit à voir dans la guerre, dont elle a été une spectatrice, un élément décisif en faveur de l'égalité sociale absolue des deux sexes. L'erreur de ses prévisions n'entache en aucune mesure ses considérations historiques et juridiques, où l'on aurait désiré seulement un peu plus de méthode.

G. BN.

— La collection « Problèmes et documents » s'est enrichie d'un livre sur *L'Empire français*, dû à M. Philippe MOREAU et Mme Marguerite DONNADIEU (Paris, Gallimard, 1940, in-8°, 235 p. ; prix : 16 francs). On y trouve une histoire, fort résumée, exacte dans ses grands traits de la formation des Empires coloniaux français, — car il y en a eu plusieurs, et une description de l'Empire actuel, dans ses caractères locaux typiques, ses liaisons, son dynamisme militaire, économique, moral. Et, comme manuel de seconde main, ce livre a des qualités. Mais pourquoi, même à ce titre de manuel, — ou plutôt exactement parce que c'en est un, — pourquoi est-il si mal imprimé, muni d'un si petit nombre de cartes, dépourvu d'images, de bibliographie ?

G. BN.

— Shepard Bancroft CLOUGH. *France, a history of national economics, 1789-1939*. New York, Charles Scribner's sons, s. d. [1939] ; in-8°, ix-498 p. Prix : 3 d. 50. — M. Clough a écrit une histoire économique de la France moderne en 350 pages ; encore les 30 premières constituent-elles une introduction sur les origines de l'état national et de l'économie correspondante ; des 320 autres, 90 sont consacrées à la guerre de 1914-1918 et à la période d'entre deux guerres, soit plus du quart ; c'est, sans doute, cette dernière partie qui semblera la plus neuve à un lecteur français ; il tirera aussi bon parti des notes bibliographiques qui tiennent 120 pages ; elles le renseigneront sur les publications étrangères, principalement anglo-saxonnes.

L'objet de M. Clough n'était d'ailleurs pas à proprement parler d'écrire une histoire économique en soi, mais de caractériser, en prenant la France comme exemple, ce qu'est une économie nationale, quelles en ont été les conséquences et les résultats. Aussi a-t-il attribué 38 pages à une récapitulation où il a incorporé ses conclusions. Elles sont favorables, dans l'ensemble, à la politique suivie par l'État français pour diriger et surtout pour protéger la production nationale.

G. L.

— Sous la direction de M. N. Dufourcq, la Librairie Larousse vient de publier une collection de petits manuels d'histoire des styles qui rendra les plus grands services<sup>1</sup> au grand public et aux étudiants. Sans doute l'introduction qui a la prétention de servir de cadre historique paraîtra bien sommaire et rapide, mais le tableau des caractères généraux et des origines de chaque style est beaucoup plus précis et dans l'ensemble satisfaisant. Les auteurs n'ont voulu laisser dans l'ombre aucun

1. *Le style Henri IV et Louis XIII*, par P. DU COLOMBIER, 1941, 124 p., 40 pl. Prix : 25 francs ; *Le style Louis XIV*, par R.-A. WEIGERT, 1941, 124 p., 40 pl. Prix : 25 francs ; *Le style Louis XIV*, par E. DACIER, 1939, 152 p., 32 pl. Prix 20 francs ; *Le style Empire, du Directoire à la Restauration*, par P. FRANCASTEL, 1939, 102 p., 32 pl. Prix : 18 francs ; *Le style Louis-Philippe et Napoléon III* par H. CLOUZOT, 1939, 92 p., 32 pl. Prix : 18 francs. [Collection *Arts, styles et techniques*, publiée sous la direction de N. DUFOURCQ].

aspect de la production artistique, de sorte qu'à côté des chapitres consacrés à l'architecture civile et religieuse, d'autres traitent de la décoration, du mobilier, des arts graphiques, des jardins. Chaque volume se termine par un chapitre consacré à l'art en France et à l'art français à l'étranger, ainsi que par de courtes notices biographiques sur les principaux artistes et par une bibliographie sommaire. L'illustration en héliogravures est bien choisie et — compte tenu de « la dureté des temps » — fort honorable.

**Histoire religieuse.** — Gerhard KITTEL. *Christus und Imperator : der Urtitel der ersten Christenheit über den Staat*. Stuttgart et Berlin, Kohlhammer, 1939, 56 p. — Nous avons un peu de peine à comprendre la pensée de M. Kittel. S'appuyant sur le mot fameux du Christ : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu », ainsi que sur d'autres textes de saint Paul, de saint Clément, de saint Polycarpe, il en conclut que les chrétiens des premiers temps, se reconnaissaient, envers l'État, le César, l'autorité, un devoir de respect et d'obéissance. Sans doute ; mais encore faut-il distinguer. Quand saint Polycarpe, cité devant un juge, empêchait la foule de se soulever en sa faveur, il obéissait à l'autorité. Mais quand il lui refusait de renier le Christ, il ne lui obéissait pas. Quand, dans une très belle prière, saint Clément demandait à Dieu d'inspirer aux autorités la paix, la douceur et autres vertus, c'est qu'il savait parfaitement que ces qualités pouvaient leur manquer. Mais alors, pourquoi, à un Polycarpe ou à un Clément, opposer, comme radicalement incompatible avec eux, ce livre, d'ailleurs d'interprétation difficile, qu'est l'*Apocalypse* de saint Jean ? Si vraiment dans l'*Apocalypse* une allusion est faite à la grande Babylone qui siège sur les sept collines, c'est-à-dire à Rome, il faudra tout simplement en conclure que les premiers chrétiens croyaient de leur devoir d'obéir à l'autorité romaine, tout en étant bien loin de la croire parfaite.

E. J.

— Dans son livre sur le paysan et l'Église de l'Allemagne du Moyen Âge, M. HÖFFNER<sup>1</sup> a, dans une première partie, montré que l'Église — évêques, curés, monastères — a possédé une très forte proportion des terres cultivées, et usé des mêmes procédés de tenure, évolués au cours des siècles, que les propriétaires laïques ; peut-être avec un peu plus de douceur. — Dans une seconde partie, par la réunion d'un nombre considérable de citations, empruntées aux Pères de l'Église, aux théologiens, aux prédicateurs, il a prouvé que tout en reconnaissant le fait, fatal, nécessaire, voulu par Dieu, de la division et de la hiérarchie des classes, et par conséquent du servage, le clergé a beaucoup insisté sur les devoirs d'humanité, de bonté, que le supérieur doit à l'inférieur. En particulier, il tenait à maintenir le droit de la famille, le mariage libre et sacré du serf, que le seigneur ne pouvait ni empêcher ni rompre. — Mais, hélas ! peut-être aurait-il fallu une troisième enquête, pour savoir dans quelle mesure les gens d'Église écoutaient l'Église et lui obéissaient. Il n'est guère douteux que les paysans, jusqu'à la fin de l'ancien régime, ont été dans une situation fort pénible.

E. J.

1. Joseph HÖFFNER, *Bauer und Kirche im deutschen Mittelalter*. Paderborn, Ferdinand Schöningh, 1939, in-8°, 127 pages.



— Benjamin ROBERT. *Alençon protestant en 1562, d'après un document catholique de l'époque* (Alençon, Corbière & Jugain, 1937, in-8°, 50 p.). — *L'Église réformée d'Alençon. Études historiques* (ibid., 1940, in-8°, 121 p.). — *Les maisons des Nouveaux et des Nouvelles Catholiques à Alençon avant 1685. Étude historique* (Alençon, chez l'auteur, 1940 ; in-8°, 34 p.). — Intéressante série de notes objectives, malgré la pensée édifiante qui les inspire, sur cette ville où, dès 1533, les idées nouvelles conquièrent, sous l'œil bienveillant de la duchesse Marguerite, une large place, et durable. Plusieurs figures attirantes, d'abord celle d'Étienne Lecourt, le premier martyr, curé de Condé-sur-Sarthe ; puis Louis Hérauld, qui fut en Angleterre aux côtés de Charles I<sup>er</sup>, et plus tard (en 1660) rappelé par Charles II à Londres où il devint une sorte de pasteur des réfugiés. Controversiste redoutable aux capucins, ce qui est aussi le cas de Mathieu Bochart, celui-là presque un écrivain, et qui ne craignait pas les hardiesses. C'est à son propos qu'une décision judiciaire (de la Chambre de l'Édit de Rouen) fit défense aux pasteurs « de prendre autre qualité que de ministres de la R. P. R. » (19 janvier 1657). La Chambre, qui n'était pas mi-partie (un seul conseiller protestant ; M. Robert omet de dire sur combien), était choisie par la Cour elle-même. Biographies des deux Méhérenc de La Conseillère, père et fils, établies grâce à des documents judiciaires de 1676 et 1681. Le fils, dans sa dernière maladie (1731), fut l'objet d'une abjuration machinée d'une façon retentissante. Détails sur le synode tenu à Alençon en 1637, et sur les malheurs d'un pauvre diable qui prêchait l'Évangile dans les carrefours (1677), sur l'imprimerie, etc. Notes sur le temple inauguré en 1604 (p. 32, lire 1576 pour 1676) et démolé en 1664. Le nouveau temple, hors les murs (à Lancrel) était une copie réduite du temple de Charenton, et abritait 1.500 fidèles. Détails d'une saveur amère sur « le banc des catholiques », signe de l'incohérence persécutrice : en mars 1683, on interdisait aux ministres, sous les peines les plus graves, de recevoir aucun catholique dans les temples. Le 22 mai on leur ordonne d'en admettre une vingtaine, à titre d'espions patentés. Le plus célèbre pasteur était alors le grand et probe historien Élie Benoist. Les notes sur l'émigration alençonnaise montrent que là comme ailleurs la religion servait de couverture à la jalousie économique la plus âpre, soucieuse de diminuer le nombre des concurrents. La persécution marqua le déclin de l'industrie dentellière (plus de la moitié des jeunes travailleuses étaient de la R. P. R.), déclin que Colbert essaya vainement d'arrêter. Des exemples concrets relevés par M. Robert expliquent comment, malgré toutes les prohibitions, on arrivait à passer en Hollande et en Angleterre, et comment on vivait sur les terres de refuge. Notre France a plus d'une fois eu la douloureuse et ruineuse expérience de ces exodes.

Le document sur la destruction du monastère de Sainte-Claire par les Huguenots, en mars 1562, est un exemple typique de ces « émotions » populaires. Aux faits de violence indubitablement établis les récits ultérieurs en ajoutent d'autres, pris à d'autres dates, dus à d'autres auteurs de désordres. On arrive ainsi à grossir un dossier. Puis la légende embellit encore les choses : par exemple, le geste admirable de saint Jean qui, sur le haut du portail dentelé de Notre-Dame d'Alençon, se retourne dans une attitude de contemplation passionnée vers son sauveur, s'explique par un mouvement d'indignation du Précurseur contre les briseurs d'images (qui n'ont d'ailleurs pas détruit cette scène) !

La dernière étude retrace l'histoire de la maison d'abri et d'édification que, dès 1678, une pieuse personne ouvrit pour y accueillir et y instruire dans la foi

catholique les jeunes filles qui voulaient abjurer la religion de leurs parents. Comme Lecourt avait été jadis protégé par Marguerite d'Angoulême, Mlle de Farcy est appuyée par la duchesse d'Alençon ; c'est en 1676 la duchesse de Guise, fille de Gaston et de son épouse lorraine. Un établissement analogue fut créé à l'usage des hommes par un prêtre, Rémy Mévrel, vers 1679, mais ne fonctionna qu'en 1681. De pareils documents (notamment le livre de comptes du directeur) nous font sortir des généralités sur les Nouveaux Convertis et pénétrer dans la réalité historique. Comment on se saisit de la conscience des jeunes gens des deux sexes, combien coûta cette opération, etc., voilà ce qu'on découvre dans ces textes, et jusqu'au costume des pensionnaires. H. H.

— Les études de M. E.-C. LÉONARD sur les Assemblées du Désert traitent à la fois de faits locaux, relatifs au district cévenol du Vannage ou pays d'Aubais (*Un village d'« opiniâtres », 1685-1838*, sous-titre : *Les protestants d'Aubais, de la destruction à la reconstruction de leur temple*, « Musée du Désert » en Cévennes, 1938 ; in-8°, 105 p.), et des questions générales soulevées par cette forme de culte (*Le Problème du culte public et de l'Église dans le protestantisme français du XVIII<sup>e</sup> siècle*, extr. de *Foi et Vie*, Cahors, 1938 ; in-8° de 27 p.). — *Les Assemblées du Désert et le problème du culte et de l'Église dans le protestantisme français du XVIII<sup>e</sup> s. à nos jours*, « Musée du Désert », 1939 ; in-8°, 16 p.). — Il montre qu'au temps même des Camisards se heurtaient deux tendances : celle des « opiniâtres » qui voulaient hardiment, et à tous risques, proclamer leur foi, entretenir dans les communautés prosrites un état d'esprit héroïque, bref vivre dangereusement pour confesser la Parole de Dieu ; celle des sages, des modérés, des pasteurs qui, gagnés par un ecclésiastisme contraire aux pures données de la Réforme, se scandalisent de voir les prédicants « s'ériger en ministres et en pasteurs », endoctriner un peuple « moins partisan de la discipline que du désordre ». Les chefs du parti, ceux qui négocient avec les autorités et avec la cour, les capitalistes huguenots qui imaginèrent le projet de banque protestante soumis à l'approbation de la marquise de Pompadour, bref, les politiques, certains chapelains des ambassades à Paris, s'effraient du bruit fait autour des assemblées et des synodes. Il y a un parti qui conseille l'exil, la sortie d'Égypte, comme seule solution. Il y a, heureusement, un parti « activiste », qui veut rester sur la terre de France, et y combattre pour la foi. M. Léonard reprend ici, d'un autre point de vue, les questions traitées par l'abbé Dedieu. Celui-ci, tout en louant le courage d'un Antoine Court, lui reproche sa désobéissance aux autorités. Même un Court de Gebelin et un Rabaut préconisaient les solutions de compromis. Un petit article de *Foi et Vie* montre ces deux tendances aux prises hors du Désert proprement dit, en Normandie. L'auteur voit dans le triomphe des diplomates qui obtinrent l'Édit de 1787 une cause de dépérissement et d'« embourgeoisement » du protestantisme français. C'est à ce phénomène de sociologie religieuse qu'est consacrée la brochure *Problèmes et expériences du protestantisme français : l'urbanisation, l'embourgeoisement, les déviations ecclésiastiques, l'attrait catholique* (Paris, Fischbacher, 1940 ; in-16, 87 p.). Surtout depuis la Révolution et encore plus depuis la reconstitution du culte à l'époque consulaire et impériale, le protestantisme, si profondément rural aux jours de la persécution, tend à se confiner dans les villes (c'est ce que l'auteur entend par urbanisation) et à devenir, par goût de légalisme et de haute tenue sociale, une religion « de classe », très éloignée des Églises popu-

lares de la Réforme primitive. Dès l'époque du Désert, « les Messieurs » et « les Dames », les « gens distingués » affectent de se tenir à l'écart des « hommes » et des « femmes » qui vont, pour recevoir la Cène, « grimper de nuit dans les déserts ». Des « Comités », des « Sociétés » — qui s'occupent des « pauvres », mais dans un esprit de bienfaisance quasi-aristocratique, écartent les gens « mécaniques ». — Un article sur *Économie et Religion : les Protestants français du XVIII<sup>e</sup> siècle* (extrait des *Annales d'Histoire sociale*, in-8° de 16 p.), reprend avec une vigueur remarquable l'exposé de ce processus, qui devait mener à la constitution de la haute société protestante, celle des banquiers, des industriels, des parlementaires à tendance conservatrice dont un Guizot sera comme le symbole. Le protestantisme bourgeois, qui regrette l'épiscopalisme, perd peu à peu ses attaches terriennes et populaires, et résiste mal à « l'attrait catholique ».

H. H.

— Madeleine CHASLES. *La guerre et la Bible* (Paris, « Je sers », 1940 ; pet. in-8°, 320 p.). — Livre d'édification, de poésie morale et religieuse plutôt que d'histoire. A signaler cependant l'effort constant pour confronter la vieille épopée avec les enseignements de l'histoire, et aussi pour comparer la stratégie, la tactique, voire l'armement des époques anciennes avec ceux de notre temps.

H. H.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

---

### I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

A.-V. Jacquet. Pédagogie historique. [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.] — Gabriel Millet. Les études byzantines au Congrès d'Alger. [*Bull. Ac. des I. et B.-L.*, mars-avril 1940.]

Gerhard Destreich. Vom Wesen der Wehrgeschichte (méthode, domaine, de cette « science politique »). [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 162, Heft 2.] — Otto Höffler. Volskunde und politische Geschichte. [*Ibid.*, Heft 1.]

Hermann Christern. Deutscher Ständestaat und Englischer Parlamentarismus. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 162, Heft 1.] — Herbert Cysarz. Zur Gegenwartsfrage der Deutschen Geisteswissenschaften. [*Ibid.*, Heft 3.] — H. Aubin. Deutsche und Tschechen. Die Geschichtlichen Grundlagen ihrer Gegenseitigen Beziehungen. [*Ibid.*, 1939, Bd. 160, Heft 3.] — E. Hölzle. Das Zeitalter der Völker (l'âge des Peuples va succéder à l'âge de l'Impérialisme). [*Ibid.*]

Erich Rothacker. J. G. Droysens Historik. [*Hist. Zeitsch.*, 1939, Bd. 161, Heft 1.] — Wilhelm Mommsen. Zur Biographie Friedrich Naumanns (à propos de la biographie de Naumann, par Theodor Heuss). [*Ibid.*, 1940, Bd. 161, Heft 3.]

K. Stählin. Erich Marcks zum Gedächtnis (mort à 77 ans, le 22 novembre 1938). [*Hist. Zeitsch.*, 1939, Bd. 160, Heft 3.] — Hermann Heimpel. Heinrich Finke. Ein Nachruf (mort à 84 ans, le 19 décembre 1938). [*Ibid.*]

Fritz Wagner. Frankreich und sein Kolonialreich. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 162, Heft 1.] — Hermann Heimpel. Frankreich und das Reich. [*Ibid.*, 1940, Bd. 161, Heft 2.]

Walter Frank. Zur Geschichte der Judenfrage. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 162, Heft 3.]

Maurice Halbwachs. Psychologie des classes moyennes et histoire. [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.]

### II. PRÉHISTOIRE, ORIENT ANCIEN ET ANTIQUITÉ

Walter Otto. Eduard Meyers Geschichte des Altertums (à l'occasion de la publication posthume du t. III, vol. 2). [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 161, Heft 2.]

Alexander Scharff. Die Bedeutungslosigkeit des sogenannten ältesten Datums der Weltgeschichte und einige sich daraus ergebende Folgerungen für die ägyptische Geschichte und Archäologie. [*Hist. Zeitsch.*, 1939, Bd. 161, Heft 1.] — René Dussaud. Nouveaux textes égyptiens d'exécration contre les pays syriens. [*Syria*, 1940, fasc. 2.]

G. Contenau. Les cylindres-sceaux orientaux. [*J. des Sav.*, avril-juin 1940.] — Robert J. Braidwood. Report on two sondages on the coast of Syria, south of Tartous. [*Syria*, 1940, fasc. 2.]

Georges Dossin. Inscriptions de fondation provenant de Mari. [*Syria*, 1940,

fasc. 2.] — *Charles Virolleaud*. Les villes et les corporations du royaume d'Ugarit. [*Ibid.*] — *Henri Seyrig*. Antiquités syriennes. Les bas-reliefs prétendus d'Adonis, aux environs de Byblos. [*Ibid.*]

*Ch. Picard*. Asinè, port pré-hellénique et grec du Peloponnèse. [*J. des Sav.*, avril-juin 1940.]

*Ch. Picard*. L'hérôon de Phrontis au Sounion. [*R. A.*, juillet-sept. 1940.] — *Id.* Les énigmes de la frise nord extérieure au socle du grand autel de Pergame. [*Bull. Ac. des I. et B.-L.*, mars-avril 1940.] — *M. Seyrig*. Rapport sommaire sur les fouilles de l'Agora de Palmyre. [*Ibid.*, mai-juin 1940.]

*Henri Grégoire*. Les allusions politiques dans l'*Hélène* d'Euripide. [*Bull. Ac. des I. et B.-L.*, mai-juin 1940.]

*J. Dupuis*. Une tombe à char gauloise de La Tène I. [*R. A.*, juillet-sept. 1940.]

— *Paulette et Paul Burgaud*. La villa gallo-romaine de La Vergnée à Romegoux (Charente-Inf<sup>re</sup>). [*R. A.*, juillet-sept. 1940.] — *Marcel Clouet*. L'aqueduc gallo-romain de Saintes (suite). [*Rev. de Saint. et d'Aunis*, t. XLVI, fasc. 8, 1940.]

— *Fernand Benoit*. Arles et l'ancienne marine à voile. [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.]

— *E. Thévenot*. Voies romaines du v<sup>e</sup> siècle. L'itinéraire de la translation des restes de Saint-Germain. [*Ann. de Bourg.*, sept.-déc. 1940.] — *Robert Forrer*. Découverte d'une tour forte évacuée et brûlée à la fin de l'époque romaine (à Dachstein en Alsace). [*Bull. Ac. des I. et B. L.*, mars-avril 1940.]

*Adrien Blanchet*. Quelques découvertes de céramiques romaines dans la vallée du Danube. [*R. A.*, juillet-sept. 1940.]

### III. LE MOYEN ÂGE ET LE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

*A. Merlin*. La tombe royale de Sutton-Hoo (Angleterre) [découverte importante pour notre connaissance de la civilisation des Anglo-Saxons]. [*J. des Sav.*, avril-juin 1940.]

*Edouard Salin*. L'art animalier du Haut Moyen Âge français et ses origines. [*Bull. Ac. des I. et B. L.*, mars-avril 1940.] — *H. Drouot*. Les fortifications de villages (en Bourgogne). [*Ann. de Bourg.*, sept.-déc. 1940.]

*Otto Pretzl*. Muhammed als Geschichtliche Persönlichkeit. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 161, Heft 3.]

*Leo Santifaller*. Zur Liber Diurnus-Forschung. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 161, Heft 3.] — *Martin Lintzel*. Der Codex Carolinus und die Motive von Pippinus Italienpolitik. [*Ibid.*, 1939, Bd. 161, Heft 1.] — *Ferdinand Lot*. Textes manœuvres et fausses décrétales, 1<sup>re</sup> partie. (Dans ce premier article est repris l'examen approfondi des *Acta pontificum Cenomannis* et des *Gesta Aldrici*; l'un et l'autre seraient l'œuvre du célèbre David, qui a fabriqué ou falsifié tous les diplômes impériaux ou chartes contenus dans ces compilations. Le travail était terminé en 840. Cette thèse est présentée avec la vigueur coutumière à l'auteur.) [*Bibl. de l'Ec. des Chartes*, t. CI, 1940.]

*Hermann Aubin*. Vom Aufbau des Mittelalterlichen Deutschen Reiches. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 162, Heft 3.] — *Mathilde Uhlirz*. Kaiser Otto und das Papsttum. [*Ibid.*, Heft 2.] — *Gerd Tellenbach*. Zwischen Worms und Canossa 1076-77 (à propos du livre de *Albert Brackmann*, Tribur). [*Ibid.*] — *Eberhard Otto*. Von der Abschliessung des Ritterstandes (1186). [*Ibid.*, Heft 1.]

*J.-B. Chabot*. Les liturgies syriaques. [*J. des Sav.*, avril-juin 1940.]



*Edmond Faral.* Kibotos-Civetot (emplacement à localiser sur le golfe de Nicomédie à Ismidt). [*Bull. Ac. des I. et B. L.*, mars-avril 1940.] — *Gustav Roloff.* Die Schlacht bei Angora, 1402. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 161, Heft 2.]

*Alfred Coville.* Les espittles que les dame de Grece envoierent à leurs maris qui estoient devant Troies et les responses d'icelles. [*Bull. Ac. des I. et B. L.*, mars-avril 1940.] — *Robert Bossuat.* Poème latin sur l'origine des fleurs de lis. (Légende qui fait remonter les armes de France à une intervention du Ciel sous Clovis; le poème a pour auteur un moine de Joyenval, et dut être composé sous Philippe VI de Valois; il connut un certain succès sous le règne de Charles V.) [*Bibl. de l'Ec. des Chartes*, t. CI, 1940.] — *Georges Tessier.* Lettres de justice. (Au xiv<sup>e</sup> siècle les lettres de justice sont des mandements royaux à un juge lui ordonnant de redresser un tort signalé au souverain par un plaignant.) [*Ibid.*] — *Jean-François Lemarignier.* A propos de deux textes juridiques sur l'histoire du droit romain au Moyen Age (1008 et 1308). (Lettre de Fulbert de Chartres au comte d'Anjou, mentionnant le crime de lèse-majesté; lettre du doyen de Jersey relative à un contrat de « commodat ».) [*Ibid.*] — *Léon Mirot.* Etudes lucquoises. Galvano Trenta et les bijoux de la couronne. (Ce banquier a été mêlé à toutes les opérations financières de Charles VI, du duc de Bourgogne et des Armagnacs, entre 1405 et 1421, gagées sur les bijoux de la couronne; certaines étaient nettement frauduleuses, et à sa mort les princes essayèrent vainement de se faire restituer les bijoux disparus. — Etude fouillée, pleine de détails curieux.) [*Ibid.*]

*Albert Girard.* La guerre monétaire, xiv<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècles. [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.]

#### IV. LES XVII<sup>e</sup> ET XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES

*Otto Scheel.* Der Volksgedanke bei Luther. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 161, Heft 3.] — *Lucien Febvre.* Un réformateur : Henri Bullinger, Zurichois (successeur et continuateur de Zwingli). [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.]

*Lucien Febvre.* La révolution des prix à Florence (au xvi<sup>e</sup> siècle). [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.] — *A.-E. Sayous.* Le patriciat d'Amsterdam. [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.]

*H. Forestier.* Peste et jeu de paume en 1567. [*Ann. de Bourg.*, sept.-déc. 1940.] — *Paul Romane-Musculus.* L'Eglise réformée de Pouzauges. [*Bull. Soc. Hist. du Prot. fr.*, oct.-déc. 1940.] — *P. Koch.* Jérémie Ferrier, pasteur de Nîmes, 1601-1613 (fin). [*Ibid.*] — *B. Robert.* La maison des Nouvelles Catholiques à Alençon (1685-1792). [*Ibid.*] — *Charles Bost.* Poésies populaires huguenotes du Vivarais (du xvi<sup>e</sup> siècle à la fin de la révolte camisarde, fin). [*Ibid.*]

*L. Blin.* Les subsistances en Bourgogne en 1709 et 1710. Notes. [*Ann. de Bourg.*, sept.-déc. 1940.]

*Lucien Febvre.* L'économie liégeoise au xvii<sup>e</sup> siècle. [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.]

*Max Braubach.* Der Lebensausgang Prinz Eugens. [*Hist. Zeitsch.*, 1939, Bd. 161, Heft 1.]

*Chanoine Uzureau.* Un imprimeur angevin : Charles-Pierre Mame (1745-1825). [*Anj. hist.*, janv. 1941.]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE PREMIER EMPIRE  
LE XIX<sup>e</sup> ET LE XX<sup>e</sup> SIÈCLE

*Chanoine Uzureau.* L'abbé Bernier, historien de la Guerre de Vendée. [*Anj. hist.*, janv. 1941.] — *Id.* Les Vendéens et leur campagne d'Outre-Loire, relation inédite (émanant des chefs de l'armée catholique et royale). [*Ibid.*] — *Id.* Guillou, de Cholet, chef des *Guides* en Vendée, 1765-1845 (il s'agit du chef des Vendéens partisans de la Révolution). [*Ibid.*]

*Rudolf Stadelmann.* Das Duell zwischen Scharnhorst und Borstell im Dezember 1807. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 161, Heft 2.] — *Hans Hausscherr.* Zur Vollendung der Botzenhartschen Steinausgabe (important compte rendu des derniers volumes de la correspondance et des écrits de Stein parus en 1936 et 1937). [*Ibid.*, 1939, Bd. 160, Heft 3.] — *Hans Joachim Beyer.* Hauptlinien einer Geschichte der Ostdeutschen Volksgruppen im 19 Jahrhundert. [*Ibid.*, 1940, Bd. 162, Heft 3.]

*Jacques Pannier.* Les origines de l'Église libre en France (1840). [*Bull. Soc. Hist. du Prot. fr.*, oct.-déc. 1940.] — *L. Gallas.* Les chemins de fer. Le Creusot contre Chalon en 1858. [*Ann. de Bourg.*, sept.-déc. 1940.]

*Friedrich Kainz.* Grillparzers Stellung im Österreichischen Sprachen- und Nationalitätenkampf. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 161, Heft 3.] — *Eugen Franz.* Ludwig, Freiherr von der Pfordten, ein « Grossdeutscher » ? [*Ibid.*, Bd. 162, Heft 2, avec réponse de Wilhelm Mommsen au fascicule 3.] — Historisch-politischen Denkschriften Sybels für König Maximilian II von Bayern, aus den Jahren 1859-1861, publiés par *Karl Alexander von Müller.* [*Ibid.*, Bd. 162, Heft 1 et 2.]

*Reinhard Adam.* Bismarcks Reichsgründung und der Nahe Osten. [*Hist. Zeitsch.*, 1939, Bd. 161, Heft 1.] — Wilhelminisch oder wilhelmisch ? [Discussions de *W. Andreas*, *R. Hennig*, *K. Jacob* autour de ce problème, dans les fascicules 2 du t. 161, 1 et 3 du t. 162 de la *Hist. Zeitsch.*, 1940.] — *Ludwig Bittner.* Neue Beiträge zur Haltung Kaiser Wilhelms II in der Faschodafrage. [*Ibid.*, Bd. 162, Heft 3.]

*Ernst Seraphim.* Zar Nikolaus II und Graf Witte. Eine historisch-psychologische Studie. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 161, Heft 2.]

*Justus Hashagen.* Die Perioden des Weltkriegs. [*Hist. Zeitsch.*, 1940, Bd. 162, Heft 2.]

*André Siegfried.* Une grande enquête américaine (sur les effets de la crise). [*R. de P.*, 15 avril 1940.] — *Marc Bloch.* Une coupe d'histoire sociale (il s'agit du mouvement désigné sous le nom de *mass observation* aux États-Unis). [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.]

*A. Deléage.* La question agraire en Espagne (de 1931 à 1938). [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.]

*André Meynier.* La coopérative de consommation. [*An. d'hist. soc.*, juillet 1940.]

---

## CHRONIQUE

---

### NÉCROLOGIE

JULES SION (1879-1940)

Par deux fois, la même année, la mort frappe la génération qui fonda véritablement l'École Géographique française. Bien qu'il ait relativement peu publié, Jules Sion a exercé une grande influence, tant par son enseignement à la Faculté des Lettres de Montpellier que par une correspondance abondante, notamment avec les jeunes professeurs, qui trouvaient toujours en lui un guide sûr et des conseils de bon aloi. Sa thèse sur *Les Paysans de la Normandie orientale* (Colin, 1909) l'avait classé d'emblée parmi les maîtres. Plus que tout autre, il a démêlé ce que l'état actuel du peuplement doit à l'histoire, et ce qu'il doit aux facteurs physiques, montrant ainsi l'impossibilité de dissocier l'histoire et la géographie. Persuadé des liens étroits qui unissent les deux disciplines, il collabora régulièrement à la bibliographie de la *Revue Historique*, comme à la Bibliographie géographique annuelle. Dans la collection Géographie universelle, il a rédigé de façon magistrale les deux volumes sur *L'Asie des Moussons*, puis les chapitres sur l'Italie et la Grèce. Sur les régions méditerranéennes françaises, il n'a donné qu'un court aperçu *La France Méditerranéenne* (Collection Armand Colin, 1934), riche d'idées et de faits, qui nous fait encore plus regretter qu'il n'ait pas eu le temps de développer ses études en ce sens.

A. M.

---

WERNER SOMBART (1863-1941)<sup>1</sup>

Werner Sombart n'était pas un historien — le moins que l'on puisse dire de lui est qu'il ne remontait pas aux sources pour contrôler ses affirmations ni consolider ses vues d'ensembles, alors que la nouveauté de son sujet l'eut exigé d'une façon particulière — mais il a exercé une influence trop grande sur l'enseignement et la diffusion de l'histoire économique et, plus spécialement, de l'histoire du capitalisme, pour que la *Revue Historique* n'indique pas, à grands traits, le rôle qu'il a joué, au moment où il disparaît.

1. Longue biographie dans notre préface à Sombart, *L'Apogée du capitalisme*, trad. fr. Paris, Payot, 1932.

Sombart a voulu surtout rectifier le *Capitalisme* de Karl Marx en employant la méthode historique, prédominante dans l'enseignement de l'économie politique des universités allemandes. Son *Capitalisme moderne*, dont la première édition date de 1902, souleva les protestations des historiens ; il a été suivi, en 1916, d'une édition, complètement remaniée, qui se heurta à moins d'objections, bien qu'elle comportât toujours des affirmations assez légères, pour le moins sans justifications. Le sous-titre de l'ouvrage est « exposé historico-systématique de la vie économique dans l'ensemble de l'Europe depuis les débuts jusqu'aux temps modernes » : sujet immense dont la documentation était d'origine et de valeurs trop diverses pour qu'il fût possible de le traiter dans des conditions sérieuses. Et cependant, les étudiants et le grand public ont été séduits par le talent de l'auteur, de même que bien des maîtres ont adopté ses idées, toutefois, avec le temps, de plus en plus sous bénéfice d'inventaire.

Un point intéressant à préciser aujourd'hui est les trois tendances qui dominent sur les origines de notre capitalisme commercial et financier. Le plus curieux est qu'elles ont leur point de départ dans les études d'histoire du droit commercial du Pr Levin Goldschmidt. L'un de ses élèves, le fameux sociologue Max Weber, qui s'était fait « habilité » par lui avec une thèse sur les sociétés commerciales en Italie au Moyen âge, est arrivé, en poursuivant ses recherches, à affirmer que le calvinisme, en rompant avec les interdictions de l'Église catholique, puis en formulant ses doctrines, surtout celle sur la prédestination, aurait donné au capitalisme ses caractères propres. Peu après, un autre élève de Levin Goldschmidt, Werner Sombart, a prétendu établir que le capitalisme avait une origine juive (*Les Juifs et la vie économique*, 1911, trad. fr., 1923), en exagérant la portée d'une argumentation de nature voisine. Et, depuis, partant de l'*Universalgeschichte des Handelsrechts* de Goldschmidt, ainsi que des travaux d'Adolphe Schaube, nous avons poussé l'examen des textes du Moyen âge et y avons trouvé la preuve que le capitalisme avait existé, dès lors, sur des bases très voisines de ses bases actuelles, et qu'il s'était développé dans un milieu où il n'y avait encore, comme commerçants actifs, que des catholiques, sans que la doctrine de l'Église ait opposé une barrière suffisante aux intérêts privés. Nous avons aussi montré, après des recherches dans les archives d'Amsterdam et de La Haye que les Hollandais avaient, au début du xvii<sup>e</sup> siècle, précisé cette technique au point qu'elle n'a pas été modifiée depuis.

Malgré sa « fantaisie », Werner Sombart était, nul le discute, un esprit large et original, dont le succès a été grand et l'influence profonde.

André-E. SAYOUS.

**France. Autographes.** Les manuscrits qui faisaient partie de la bibliothèque de M. Lavedan, de l'Académie française, vendue les 5-7 mai 1941, illustraient essentiellement l'histoire littéraire du xix<sup>e</sup> siècle. A noter cependant des lettres de Mgr Dupanloup, de 1865-76 et de Victor de Laprade, de 1868-81, adressées à Léon Lavedan, directeur du *Correspondant* et père de l'académicien ; des lettres de G. Lenôtre, intéressantes pour l'étude de sa méthode historique ; une belle lettre de J.-J. Rousseau à Mme de Verdelin, du 20 janvier 1762, par laquelle il la remercie d'avoir écrit à Thérèse Levasseur.

G. BN.

— En février 1941 a été fondée dans le cadre des Bibliothèques de l'État la Bibliothèque d'Histoire de la France contemporaine<sup>1</sup> pour rassembler la documentation relative à notre histoire récente. En attendant son installation définitive, des locaux ont été mis à sa disposition par la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu.

La Bibliothèque d'Histoire de la France contemporaine a déjà reçu de l'État la garde d'archives et de bibliothèques importantes. Sans préjudice du décret-loi du 17 juin 1938 sur le classement des archives privées, elle recueille aussi la documentation des organismes indépendants de l'État ainsi que des particuliers et elle en effectue le classement. Elle compte en effet sur le généreux concours de ceux qui ont joué un rôle dans notre histoire contemporaine ; des familles qui possèdent des *manuscrits* et des *correspondances*, si souvent détruits ou négligés par des héritiers insouciantes ; des possesseurs de *livres*, de *brochures*, de *journaux*, d'*imageries populaires*, de *photographies*, de *souvenirs* divers.

Ces documents peuvent lui être attribués par *dons* ou par *legs*. Une plaque, qui portera les noms des donateurs et des testateurs, sera placée dans une des salles principales de la Bibliothèque.

Ils peuvent encore lui être remis en *dépôt*. Dans ce cas, leur propriétaire a la faculté d'en reprendre possession à tout moment.

La Bibliothèque d'Histoire de la France contemporaine permet ainsi aux organismes privés et aux familles de garder la disposition de leurs papiers tout en assurant la conservation et en facilitant la connaissance aux historiens, par là mis à même de se former une opinion fondée sur ceux dont ils proviennent et parfois de les sauver d'un oubli immérité.

Les conditions des dons, des legs et des dépôts sont librement fixées par leurs auteurs. En particulier, si les documents ne paraissent pas susceptibles d'être immédiatement consultés, il peut être stipulé qu'ils ne devront pas être communiqués au public pendant un délai déterminé. Il est loisible, dans cette hypothèse, de les remettre soit sous plis cachetés, soit en sacs ou en caisses scellés. La direction de la Bibliothèque se réserve toutefois le droit de prendre au préalable connaissance des documents et d'en retarder ou d'en limiter la communication tant pour des raisons d'ordre moral ou national que dans l'intérêt des tiers mis en cause.

Enfin, la Bibliothèque d'Histoire de la France contemporaine, espère que les fonds et les collections qu'elle recueillera lui permettront d'adjoindre à sa documentation en livres et en archives un musée où seront réunis les souvenirs des personnalités de notre histoire récente.

1. Bibliothèque d'Histoire de la France contemporaine, à la Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu, Paris. Tél. : Ric. 00-06.

---

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.



État  
er la  
ation  
male.

État  
et-loi  
si la  
liens  
ours  
qui  
ligés  
aux.

que,  
alles

a la

aux  
t en  
ens,  
nent

eurs  
être  
uni-  
èse,  
tion  
nce  
des

les  
en-  
on-

nie.